

ŒUVRES

Mars 1936

à

Mai 1936

Léon Trotsky
ŒUVRES

Mars 1936
à
Mai 1936

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ

Publication de l'institut Léon Trotsky

Paris EDI 1980

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT, l'institut Léon Trotsky.....	11
UNE COLLABORATION INTERNATIONALE, l'équipe de présentation	15
LISTE DES SIGLES	17
REPÈRES CHRONOLOGIQUES	19
INTRODUCTION, Pierre BROUE	23

Certains textes, lettres ou autres, n'ont pas de titre d'origine. Pour faciliter la lecture, nous avons pensé qu'il était utile de leur en donner. Dans ce cas, dans le sommaire et dans l'ouvrage, ces titres sont entre crochets [...].

[Pas de politique personnelle]	
(1" mars 1936)	31
[Une bonne nouvelle]	
(1" mars 1936)	33
[La politique de l'autruche]	
(4 mars 1936)	35
[Il faut régler la question française]	
(4 mars 1936)	40
[Sur les critiques d'Où va la France ?]	
(4 mars 1936)	43
[Pas de temps pour l'Allemagne]	
(6 mars 1936)	44
[Ne plus perdre de temps]	
(6 mars 1936)	47
[Renouer les liens internationaux]	
(7 mars 1936)	49
[L'exclusion des dirigeants espagnols]	
(9 mars 1936)	53
[Comment travailler dans le P. S. américain]	
(9 mars 1936)	54
[Quelques désaccords à discuter]	
(10 mars 1936)	57
[Attention à Godefroid]	
(10 mars 1936)	59
[Un mensonge plus stupide qu'ignoble]	
(11 mars 1936) . . .	61
[Prise de contact]	
(12 mars 1936)	62

[Le livre sur l'Union soviétique]	
(13 mars 1936)	64
[A propos de manœuvre]	
(16 mars 1936)	66
Les déclarations et les révélations de Staline	
(18 mars 1936)	70
[Le travail en cours]	
(19 mars 1936)	80
Un livre honnête	
(21 mars 1936).....	81
[Encore une indiscretion]	
(22 mars 1936).....	84
[La commission Crux]	
(22 mars 1936)	85
[Un abus de confiance]	
(22 mars 1936)	86
[De quoi désespérer]	
(22 mars 1936)	87
[Une expérience positive]	
(22 mars 1936)	89
Le plan d'extermination physique des bolcheviks-léninistes	
(25 mars 1936)	91
Les plats les plus épicés sont encore à venir	
(25 mars 1936).....	93
[Il faut préparer le parti indépendant en Belgique]	
(27 mars 1936).....	97
[Les Français continuent à gaffer]	
(27 mars 1936).....	104
La France à un tournant	
(28 mars 1936)	105
[Les fautes de l'À. S. R.]	
(29 mars 1936)	126
[De l'audace]	
(30 mars 1936)	129
[Un travail bien inutile]	
(31 mars 1936)	130
L'endroit d'où l'on ne revient pas	
(avril 1936)	132
Encore sur la section soviétique	
(avril 1936)	136
[Les éditions en cours]	
(1 ^{er} avril 1936)	139
[Encore le livre sur l'U. R. S. S.]	
(2 avril 1936)	141
[Pour une prépublication]	
(2 avril 1936)	142
[Pour une revue mensuelle]	
(2 avril 1936)	144

[Le secrétariat d'Amsterdam ne fait pas son travail] (2 avril 1936)	146
[Bureau de Londres ou IV ^e Internationale] (3 avril 1936)	148
[Sur la question nationale Ukrainienne] (6 avril 1936)	156
[Problèmes du S. I. et de l'Espagne] (8 avril 1936)	158
[Avant la réunification en Belgique] (8 avril 1936)	161
[Quelques remarques à un camarade anglais] (8 avril 1936)	163
[Pour une commission de contrôle contre Naville] (8 avril 1936)	165
[Un bon présage] (9 avril 1936)	167
[L'incohérence de la section française] (9 avril 1936)	170
[Pour une conférence internationale] (11 avril 1936)	171
[Que doivent faire les bolcheviks-léninistes en Espagne ?] (12 avril 1936)	173
[La revue théorique] (13 avril 1936)	179
[Vers les jeunes et les organisations de masse 1] (15 avril 1936)	181
[Toujours le laisser-aller] (15 avril 1936)	Ig4
La nouvelle Constitution de l'U. R. S. S. (16 avril 1936)	187
[Editions et publications] (16 avril 1936)	203
A propos des dictateurs et des hauteurs d'Oslo (22 avril 1936)	205
[Toujours le livre sur l'U. R. S. S.] (24 avril 1936)	211
[Un travail important] (24 avril 1936)	212
[Bienvenue à Victor Serge] * (24 avril 1936)	213
[Les droits du traducteur] (24 avril 1936)	216
[Questions diverses d'édition] (25 avril 1936)	217
[Questions de travail] (25 avril 1936)	219
[Pour une préconférence] (25 avril 1936)	222

[Additifs à la lettre sur la préconférence] (26 avril 1936)	225
[Comment gagner la jeunesse socialiste en Hollande] (27 avril 1936)	227
[Il faut apprendre de la méthode américaine] (27 avril 1936)	232
[Reprise de contact] (28 avril 1936)	234
[Qui sont ces hommes ?] (29 avril 1936)	236
Dans les colonnes de la <i>Pravda</i> (mai 1936)	241
[Questions du travail russe] (1 ^{er} mai 1936)	245
[Pour la publication dans les revues] (1 ^{er} mai 1936)	248
[Vraiment pas d'accord] (5 mai 1936)	249
[La collaboration avec les mencheviks] (6 mai 1936)	251
[Problèmes à propos de l'U. R. S. S.] (6 mai 1936)	252
[Problèmes personnels] (8 mai 1936)	254
[Il faut punir la forfaiture] (18 mai 1936)	257
[Une bien scandaleuse affaire] (18 mai 1936)	259
[Franchise sur les divergences] (19 mai 1936)	261
[La préface de l'histoire de la révolution] (20 mai 1936)	265
[Encore la prépublication] (20 mai 1936)	267
La répression en U. R. S. S. contre les bolcheviks-léninistes (22 mai 1936)	269
[Sur les thèses en préparation] (26 mai 1936)	276
[Pour une plate-forme précise] (28 mai 1936)	278
ANNEXES	281
Ouvrages cités ou consultés	283
Index des journaux et périodiques	287
Index des noms de personnes	289
Index des organisations, institutions, instances	295
Index des thèmes et sujets	307

LISTE DES DOCUMENTS DES PAPIERS D'EXIL NON REPRODUITS DANS LE PRÉSENT VOLUME

- **13 mars 1936** : brève lettre en allemand à Simon & Schuster s'excusant pour le retard d'un envoi, à cause de la maladie de « l'unique sténo russe de Norvège » (10351)
- **19 mars** : télégramme en français à Gottlieb déclinant sa proposition de rendre visite à Trotsky (9505)
- **20 mars** : quelques lignes en allemand accompagnant un envoi à Simon & Schuster (10352)
- **31 mars** : télégramme en français à Sedov annonçant l'envoi d'une préface (10144)
- **8 avril** : quelques lignes en français à Vereeken accusant réception d'un document sur la social-démocratie danoise (10723)
- **8 avril** : lettre de réclamation en norvégien à la compagnie du télégraphe (9424)
- **9 avril** : dix lignes en allemand à R. Klement sur sa participation au travail du S. I. (8661)
- **14 avril** : lettre en allemand à Jan Frankel lui conseillant d'accepter un travail proposé (8149)
- **1^{er} mai** : télégramme en français à Sedov (10151)
- **6 mai** : télégramme en français à Jean Rous (9969)
- **27 mai** : trois lettres en anglais recommandant le jeune norvégien Kjell Ottesen à Arthur Ransome (9772 a), **R. Worrall** (10895) et Bert Matlow (9027)

AVERTISSEMENT

A partir du volume 8, les **Œuvres** reposent essentiellement sur la documentation de la Bibliothèque du Collège de Harvard, les « papiers d'exil » de Trotsky, accessibles aux chercheurs depuis le 2 janvier 1980.

Pour soutenir l'intérêt du lecteur, ne pas trop émietter la vue que nous lui proposons, nous serons amenés de temps en temps à ne pas retenir certaines lettres ou télégrammes, voire à supprimer ici ou là des redites : nous indiquerons les références et la raison de ces choix (1).

Nous remercions ici ceux qui nous ont permis d'entreprendre et de poursuivre notre travail : Esteban Volkov, George Breitman, Jean van Heijenoort et Louis Sinclair.

Les textes de ce volume qui ont été rédigés en allemand ont été traduits par Alain Calvié. Les textes dictés en russe ont été traduits ou revus par Katia Chitzov, Nicole Durand, Michel Kehrnon, Isabelle Lombard.

Pierre Broué a assuré la dactylographie, partagée cette fois avec Soledad Moulin, grâce à l'aide du Groupe de recherche sur l'œuvre de Trotsky, R. C. P. du C. N. R. S.

L'introduction des notes sont de Pierre Broué. La documentation pour elles a été réunie par lui, Alain Calvié, Katia Chitzov, Michel Dreyfus, Jean-Paul Joubert et Isabelle Lombard.

La mise au point technique et l'établissement des index a été réalisée par les autres collaborateurs de l'I. L. T. et ceux des E. D. I.

L'Institut Léon Trotskv.

(1) Voir page 11 la liste des documents des « papiers d'exil » que nous ne reproduisons pas dans le présent volume.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky, ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs de l'institut et ne nous ont pas ménagé leur aide. Ce sont :

M. Fulvio Abramo (Sao Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Lola Estrine (New York), Octavio Fernandez (Mexico), Pierre Frank (Paris), Plinio Gomes de Mello (Sao Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Londres), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Alfonso Leonetti (Rome), Ernest Mandel (Bruxelles), Karliaftis Loukas (Athènes), Raymond Molinier (Paris), Félix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), Mário Pedrosa (Rio de Janeiro), John Poulos (New York), Jean Rous (Perpignan-Paris), Georges Scheuer (Paris), Michel Raptis (Athènes-Paris), Hermínio Saccheta (Sao Paulo), Jean van Heijenoort (Mexico-Cambridge), Oscar Waiss (Francfort/Main), Adolfo et Francisco Zamora (Mexico).

On nous permettra de donner une place à part à Joseph Hansen et Georges Vereeken, disparus depuis le début de notre entreprise.

Pour la documentation générale, nous avons une dette vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

— la Bibliothèque du Collège de Harvard, et particulièrement M. Rodney Dennis, « curator » du département des manuscrits à la Houghton Library,

— la Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives James P. Cannon),

— l'institut International d'Histoire sociale d'Amsterdam, et particulièrement Mlle Campfens et MM. Marcello Segall et Vilem Kahan,

— la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (B. D. I. C.) de Nanterre (Archives de la Ligue communiste, Fonds Jean Lefeuivre),

— l'institut Feltrinelli de Milan,

— la Bibliothèque communale de Follonica,

— le Centre d'Histoire de la deuxième guerre mondiale de Bruxelles, et particulièrement M. Luk Kongs, Mlle Nadya De Beule, M. Rudi van Doorslaer,

— le Centre de Documentation internationale (C. E. S.-E. D. I.) de Paris,

- le Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux — C. E. R. M. T. R. I. (Fonds O. C. I.) et MM. Jean-Claude Orveillon et Louis Eemans,
- le Centre de Documentation Benjamin-Franklin à Paris,
- la Bibliothèque Medem à Paris, et M. K. Veisbrot,
- les Archives du Labour Party et Mrs Patricia Francis,
- le Musée social de Paris et Mlle Colette Chambelland,
- l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et particulièrement Mlle Solveig Halvorsen,
- l'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm et particulièrement Mlle Eva Karlson,
- l'équipe des Editions ouvrières, **Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier**, avec MM. Jean Maitron, J. M. Brabant, Sammy Ketz et Claude Penner, et
- les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pelai Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, d'Alan Wald, professeur à l'Université de Michigan et de chercheurs et aides bénévoles de tous pays : Wolfgang Ailes, Willy Buschak, Attilio Chitarin, Olivia Gall, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Rodolphe Prager, Gérard Roche, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Maurice Stobnicer, Nicos Syringas, Antoine Thivel, David Vogel-sanger, sans oublier M. Javier Wimer qui nous a ouvert tant de portes au Mexique. Enfin, bien des problèmes relatifs au séjour de Trotsky en Norvège n'auraient pu être éclairés sans le dévouement et la disponibilité attentive de M. Håkon Meyer.

LISTE DES SIGLES

A.S.R.	:	Action socialiste révolutionnaire
A.	W.	: American Workers' Party
P.	:	Bureau international d'unité socialiste révolution-
B.	I.U.	naire
S.R.	:	Bolchevik-léniniste
	:	<i>Biulleten Opositsii</i>
B.L. ou b.l.	:	Bureau politique
B.O.	:	Commission administrative permanente
B.	P.	: Comité central
CAP.	:	Comité exécutif ou commission exécutive
C.	C.	: Confédération générale du travail
C.E.	:	Confédération générale du travail unitaire
C.G.T.	:	Communist League of America
C.G.T.U.	:	Confederación Nacional del Trabajo
C.L.A.	:	Communist Party of America
C.N.T.	:	Committee for Progressive Labor Action
C.P.A.	:	Communistische Partij Opposition
C.P.L.A.	:	Det Norske Arbeiderparti
C.P.O.	:	Groupe bolchevik-léniniste . (
D.N.A.	:	Guépéou (Gosoudarstvennoïé Polititcheskoïé Ou-
G.B.L.	:	pravlénie) \ κ
G.P.U.	:	Gauche révolutionnaire
	:	Internationale Arbeitsgemeinschaft
G.R.	:	Internationale communiste
I.A.G.	:	Izquierda comunista de Espana
I.C.	:	Internationale Kommunisten Deutschlands
I.C.E.	:	International Left Opposition
I.K.D.	:	Independent Labour Party
I.L.O.	:	Institut des Professeurs rouges
I.L.P.	:	Internationale syndicale rouge
I.P.R.	:	Internationale Vereinigung der Kommunistischen
I.S.R.	:	Opposition
I.V.K.O.	:	Industrial Workers of the World
	:	Jeunesses communistes
	:	Jeunes Gardes socialistes
I.	W.	: Jeunesses socialistes
W.	:	Jeunesses socialistes révolutionnaires
J.C.	:	Juventudes Socialistas Unificadas
J.G.S.	:	Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands
J.S.	:	Konstitutsionnii Demokratitcheskii (Cadets)
J.S.R.	:	Kommunistische Partei Deutschlands
J.S.U.	:	

K.P.D.(S)	: Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)
K.P.Ö.	: Kommunistische Partei Österreichs
L. C. I.	: Ligue communiste internationaliste (ou internationale)
L.J.G.	: Leninistische Jugend Garde
N.A.S.	: Nationaal Arbeids-Secretariaat
N.K.V.D.	: Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del
N.S.D.A.P.	: Parti national-socialiste allemand des travailleurs (Parti nazi)
N. S. P. P.	: Niezalezna Socjalistyczna partia pracy
O.S.P.	: Onafhankelijke Socialistische Partij
P. C.	: Parti communiste
P.C.B.	: Parti communiste belge
P.C.I.	: Parti communiste internationaliste
P.C.I.	: Partito comunista italiano
P.C.U.S.	: Parti communiste d'Unionsoviétique
P.O.B.	: Parti ouvrier belge
P.O.F.	: Parti ouvrier français
P.O.I.	: Parti ouvrier internationaliste
P.O.R.	: Parti ouvrier révolutionnaire
P.O.S.D.R.	: Parti ouvrier social-démocrate de Russie
P.O.U.M.	: Partido Obrero de Unification marxista
P.P.S.	: Polska partia socjalistyczna
P.S.	: Parti socialiste
P.S.O.E.	: Partido Socialista Obrero Espanol
P.S.U.C.	: Partido Socialista Unificado de Cataluna
R.S.A.P.	: Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij
R.S.P.	: Revolutionair socialistische partij
S.A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei
S.D.N.	: Société des nations
S.F.I.C.	: Section française de l'internationale communiste
S.F.I.O.	: Section française de l'internationale ouvrière
SI.	: Secrétariat international
S.P.D.	: Sozialdemokratische Partei Deutschlands
S.R. ou s.r.	: Socialiste-révolutionnaire
T.U.C.	: Trade-Unions Congress
U.G.T.	: Union General de los Trabajadores
U.S.P.D.	: Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands
V.K.P.D.	: Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands
W.P.U.S.	: Workers Party of the United States
Y.P.S.L.	: Young People Socialist League

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1936

MARS

1" — Interview de Staline par Roy Howard.

1" — Le congrès du W.P.U.S. décide l'entrée dans le P.S. de ses militants. La minorité accepte la décision du congrès.

— En Espagne, début de la réintégration des travailleurs licenciés les années précédentes pour faits de grève ou motifs politiques.

2 — Luis Companys, ancien président de la Généralité de Catalogne, reprend ses fonctions à Barcelone.

2 au 5 — A Toulouse, le congrès d'unité de la C.G.T. consacre la réintégration des « unitaires » de la C.G.T.U. dans la C.G.T.

3 — En Grèce, le général Papagos, ministre de la guerre, révèle les pressions des généraux pour empêcher tout accord avec le P.C.

5 — Le roi de Grèce révoque Papagos et le remplace par le général Metaxas.

7 — Le libéral Sophoulis refuse de constituer le gouvernement.

— Le gouvernement allemand dénonce le traité de Locarno et effectue la remilitarisation de la Rhénanie.

— Conférence des militants rassemblés autour de **La Commune** et fondation du parti communiste internationaliste (P.C.I.) section française de la IV^e Internationale.

8 — Premières informations sur la vague de grève qui débute en Grèce et dans la région textile de Lodz, en Pologne.

11 — Attentat à Madrid contre le député socialiste Jimenez de Asuâ et énormes manifestations de masse contre le terrorisme de droite.

14 — Le gouvernement espagnol décrète la dissolution de la Phalange, l'organisation fasciste de José Antonio Primo de Rivera.

17 — Discours de Litvinov à la S.D.N. sur « la paix par la sécurité collective ».

19 — La S.D.N. vote la « condamnation » de la dénonciation du pacte de Locarno et de la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler.

22 — En Pologne, grève générale à Cracovie ; la police tire sur une manifestation : huit morts et cinquante blessés sérieux.

23 — La police polonaise tire sur une manifestation ouvrière à Czesochowa : deux morts. Grève dans les mines polonaises de charbon.

- 24 — Le gouvernement brésilien décrète l'état de siège.
25 — A Madrid, les grévistes d'une compagnie de tramways décident de faire fonctionner l'entreprise à leur compte.
29 — 99 % de votes favorables à Hitler dans le plébiscite organisé par lui en Allemagne.
30 — Conclusion du pacte de Front populaire au Chili.
30 — Répression sévère d'une émeute à Zagreb. Agitation paysanne en Croatie.

AVRIL

- 1^{er} — Fusion en Espagne des jeunesses socialistes et de la jeunesse communiste : naissance de la J.S.U. (Jeunesse socialiste unifiée) dirigée par Santiago Carrillo et dont la direction est acquise à la politique stalinienne.
— Arrestation de centaines de « communistes » en Pologne.
2 — Grève générale d'une heure dans l'ensemble de la Pologne.
3 — Rizospastis, organe du P.C. grec, publie le texte de l'accord secret avec Sophoulis, qu'il accuse ce dernier d'avoir trahi.
— Raid des Croix-de-Feu à Sartrouville et riposte ouvrière unitaire.
4 — En Belgique, Walter Dauge annonce dans **L'Action socialiste révolutionnaire** qu'il refuse de signer le programme électoral du **P.O.B.**
4 — Grève des étudiants de Belgrade.
5 — Assemblée générale des militants de l'A.S.R. belge en présence de Jean Rous, délégué du S.I. Dauge et Lesoil seront candidats indépendants de l'A.S.R. contre le P.O.B. ; la scission et la formation d'un « nouveau parti » sont décidées.
7 — Le président de la République espagnole Alcalá Zamora est déposé par un vote des Cortès.
10 — Le président mexicain Lazaro Cardenas fait expulser du pays l'ancien président Calles qu'il accuse de conspirer avec l'appui de la droite et de certains milieux américains.
11/12 — Conférence annuelle de l'I.L.P. à Keighton. Sous le chantage à la démission de Maxton, elle soumet à referendum une position sur les sanctions qu'elle avait déjà adoptée. Elle interdit les groupes dans l'I.L.P. : peu après, dissolution du Marxist Group.
14 — A la mort du premier ministre grec Demordzis, le roi nomme à sa place le général Metaxas.
16 — Le président du gouvernement espagnol, Azana, dénonce en conseil des ministres ce qu'il appelle la collusion entre les anarchistes et les fascistes.
— Grèves et manifestations à Lodz ; à Lvov, la manifestation tourne à l'émeute avec des barricades qui sont prises d'assaut : 12 morts.
25 — Fred Zeller, secrétaire de la J.S.R. inculpé de « provocation de militaire à désobéissance ».
26 — Grève du bâtiment en Pologne.
26 — Premier tour des élections législatives en France, favorable au P.C. et au P.S. Les candidats trotskystes obtiennent un nombre très faible de voix (Fred Zeller 117 à St-Denis, Caby 50 à

Aulnay-sous-Bois, Naville 40 dans le 17', Craipeau 25 à Colombes, Rous 9 dans le 15', etc.).

MAI

1^{er} — Grandioses manifestations dans le monde entier : trois cent mille personnes à New York.

2 — L'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié renonce à poursuivre la lutte et se réfugie à l'étranger.

3 — Deuxième tour des élections législatives en France : victoire du Front populaire.

5 — Les troupes italiennes entrent dans Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie.

8 — A Salonique, la police disperse violemment une manifestation de six mille ouvriers du tabac. La grève de protestation se répand.

9 — Vingt-cinq mille grévistes à Salonique : les attaques des gendarmes contre les piquets de grève provoquent une manifestation qui déborde les barrages. La gendarmerie tire : trente morts ; des centaines de blessés. Un bataillon de l'armée refuse d'intervenir pour relever la gendarmerie. Finalement la manifestation a lieu : Salonique est aux mains des ouvriers.

10 — Le président du conseil Azana est élu président de la République espagnole.

10 — En France, le conseil national de la S.F.I.O. réclame à l'unanimité la direction du gouvernement pour le parti socialiste.

12 — Gouvernement Casares Quiroga en Espagne : P.S. et P.C. soutiennent sans participer.

12 — Le P.C. grec se prononce pour l'application de l'accord conclu avec les libéraux, avec l'appui de l'armée.

15 — Remaniement ministériel en Pologne qui étend encore l'autorité des chefs de l'armée.

16 — Le parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.) décide d'adhérer à la III^e Internationale.

16 — Fred Zeller condamné à un mois de prison.

17 — La presse des P.C. annonce que le Soviet suprême, sous la présidence de Staline, a « élaboré » la nouvelle Constitution.

18 — Raymond Molinier condamné à trois mois de prison pour « injures à magistrat » dans le procès d'un fasciste où il était témoin à charge.

20 — Interrogé depuis huit mois par le G.P.U. à Moscou, le vieux bolchevik I.N. Smirnov continue à nier toutes les accusations portées contre lui.

24 — Manifestation au Mur des Fédérés du Père-Lachaise, à l'initiative du comité régional de la coordination socialiste-communiste. Le service d'ordre du P.C. assomme les trotskystes qui tentaient de défilé.

24 — Elections législatives en Belgique. Le P.O.B. devient le premier parti du pays, mais n'a pas la majorité parlementaire. Aucun candidat révolutionnaire n'est élu. Dauge a échoué de peu avec 6872 voix à Mons, Lesoil n'en obtient que 2019 à Charleroi.

25 — Grève des traminois à Lvov.

26 — Début en France de la vague de grèves qu'on appellera « de juin 36 ».

27 — Vague de grèves en Yougoslavie : vingt mille grévistes à Belgrade.

28 — La police tire sur une manifestation ouvrière à Belgrade : douze morts.

30 — Combats armés dans les rues de Managua (Nicaragua) contre la dictature Somoza.

31 — Salle Huyghens, début du congrès extraordinaire de la S.F.I.O. qui doit se prononcer sur l'exercice du pouvoir qui va lui échoir.

31 — Conférence nationale du G.B.L. et de la J.S.R., avec quatre-vingt-six délégués représentant un peu plus de six cents membres, qui proclame la constitution du nouveau parti, le parti ouvrier révolutionnaire (P.O.R.) — lequel va dès le 1^{er} juin fusionner avec le P.C.I., devenant ainsi le parti ouvrier internationaliste, P.O.I.

31 — A Bucarest, manifestation de rue pour réclamer la libération de la dirigeante du P.C. roumain, Anna Pauker.

INTRODUCTION

Expulsé d'Union soviétique en 1929, réfugié en Turquie jusqu'en 1933, fixé en France d'où il est expulsé en avril 1934 mais qu'il ne quitte qu'en juin 1935, Trotsky semble avoir trouvé en Norvège un asile relativement sûr et en tout cas tranquille. Partageant la vie du journaliste socialiste Konrad Knudsen et de sa famille à Hflnefoss, bénéficiant de relations postales assez rapides, pouvant, en cas d'urgence, recevoir des visites, l'exilé retrouve des conditions qui sont proches de celles qu'il avait connues au début de son séjour en France, c'est-à-dire qu'il peut participer lui-même, essentiellement par écrit, mais aussi à travers de petites réunions, au travail historique qu'il juge essentiel, la construction de la IV^e Internationale.

Sur ce plan, quand, au début de mars 1936, il quitte la clinique où il vient de subir une nouvelle série d'examens qui n'ont malheureusement pas éclairé les médecins sur la nature du mal dont il souffre, il a quelques sujets de satisfaction et bien des sujets de préoccupation.

Au cours des mois précédents, il avait redouté non sans raison l'explosion d'une crise au sein du Workers Party des Etats-Unis, dirigé par ses vieux camarades de l'Opposition de gauche américaine, et l'un des piliers de l'organisation de la IV^e Internationale autour des partis signataires de la « Lettre ouverte » de 1935. C'est que ce parti était profondément divisé sur la question de l'éventuelle entrée de ses militants au sein du parti socialiste, lui-même secoué par une crise profonde. En janvier, avec le soutien de Trotsky, Cannon et Shachtman ont proposé formellement de franchir ce pas et d'entrer. Trotsky a déployé beaucoup d'efforts pour convaincre les minoritaires de ne pas scissionner et d'accepter de faire loyalement cette expérience. Quand il quitte la clinique, le congrès du W.P.U.S. vient de se tenir et il sait, par les télégrammes, qu'il a gagné cette partie et que les adversaires de l'entrée vont jouer le jeu, accepter la discipline, s'incliner devant la majorité et entrer

avec elle dans le P.S. C'est pour lui une immense satisfaction, une grande victoire qu'il met au compte de sa conception de l'organisation et qu'il montre en exemple à ses camarades : les « bolcheviks-léninistes », quand ils se comportent responsablement, abordent les divergences sous l'angle politique et sans perdre de vue leur objectif, la construction d'un nouveau parti communiste et de la IV^e Internationale, peuvent surmonter leurs désaccords sans scissionner.

On sait d'autre part qu'il a découvert au cours de ses travaux du mois de janvier la signification de la purge du parti en U.R.S.S. et en particulier le nombre de ceux qui en ont été exclus pour « trotskysme ». Il en conclut à la force numérique de ce qu'il appelle — avec un peu d'exagération, ce dont il a conscience — la « section soviétique », et il répète cette démonstration à tous ses correspondants. Pourtant, un nouveau venu lui apporte sur ce point la contradiction : Victor Serge, l'écrivain bel go-russe de langue française, déporté depuis 1933, vient d'être libéré et expulsé d'U.R.S.S. Il ne croit pas, pour sa part, à l'interprétation donnée par Trotsky : le terme de « trotskyste » est attribué selon lui par les bureaucrates à tous les ennemis du régime, et bien des déportés à qui cette étiquette a été attribuée sont loin de l'être et n'ont même aucun intérêt. Trotsky ne s'engage pas dans ce débat. D'abord parce que Serge a apporté des nouvelles fraîches des bolcheviks-léninistes d'Union soviétique qu'il s'agit de diffuser afin de mieux organiser leur nécessaire défense. Solntsev est mort au début de janvier, mais les autres — y compris Boris M. Eltsine avec qui Serge a vécu des mois — tiennent toujours, et il faut les aider. Ensuite parce que Trotsky croit que le « courant » qui sympathise en U.R.S.S. avec la IV^e Internationale ne peut surgir au grand jour qu'à travers des événements révolutionnaires en U.R.S.S. lesquels sont à leur tour commandés par le développement de la révolution en Europe occidentale et au premier chef en France.

Il consacre à la situation dans ce dernier pays un important document, préface à la réédition de son ouvrage contre Kautsky curieusement rebaptisé Défense du terrorisme. La conclusion en est que la tâche la plus urgente pour la victoire des travailleurs dans les combats qui s'annoncent inéluctablement en France est la construction d'un parti révolutionnaire. Or il doit dans le même temps consacrer des efforts qu'il juge souvent excessifs et surtout vains à ce qu'il appelle « la crise de la section française », qui avait été pourtant, au temps de l'entrisme, le fleuron de son organisation internationale et qui est maintenant ravagée par une crise véritablement incontrôlable. D'un côté, ce qui reste

de l'organisation adulte, le G.B.L., avec une Vérité épisodique et un comité central qui oscille entre Naville et Rous, et la J.S.R., dirigée par des militants du G.B.L. qui agissent indépendamment de ce dernier, avec le journal Révolution qui s'adresse de moins en moins aux jeunes. De l'autre, les camarades de Raymond Molinier, la majorité des adultes du G.B.L. qui l'ont suivi à La Commune, mais qui, depuis, ont constitué un « comité pour la IV^e Internationale » et, le 7 mars, fondé le parti communiste internationaliste (P.C.I.) qui se dit section de la IV^e. Trotsky considère l'évolution de ces derniers comme positive. Il souhaite de toute évidence manœuvrer pour tenter de récupérer, sinon la majorité, du moins une bonne partie des « moliniéristes », et, pourquoi pas, à terme peut-être, Molinier lui-même. Mais il se heurte à l'incompréhension, voire à la méfiance du comité central du G.B.L. et en particulier de Pierre Naville et de ses proches qui débordent souvent le « conciliateur » Rous.

Le développement de la « crise de la section française » en ce printemps de 1936 tend, puis envenime franchement les relations de Trotsky, non pas avec Molinier et son groupe, mais avec la direction du G.B.L., section « officielle », et, par voie de conséquence, le secrétariat international qui ne parvient pas à lui imposer une ligne cohérente aux yeux de Trotsky. Les propositions de ce dernier de constituer autour de lui une commission préliminaire — la « commission Crux » — qui déblayerait le terrain sur la question des relations avec La Commune éveillent le soupçon d'une volonté de « réconciliation » avec les moliniéristes de sa part : elles seront de fait dénaturées après avoir été négligées. De leur côté, le secrétariat international comme le secrétariat d'Amsterdam de la commission de contact des signataires de la « Lettre ouverte », négligent les possibilités que leur offraient les lettres de La Commune et du P.C.I. en omettant de leur répondre. Pierre Naville s'autorise même à lire dans la conférence des partisans de La Commune la copie d'une lettre adressée par Trotsky au S.I. pour information et à titre confidentiel. Trotsky réclame la comparution de Naville devant une commission de contrôle et décide pour le moment d'abandonner son initiative de « commission Crux » et même toute correspondance personnelle avec la direction française qu'il veut laisser « se débrouiller ».

La totale passivité du « secrétariat d'Amsterdam » dans le déroulement de la crise française n'est d'ailleurs pas fortuite. Ses membres, Sneevliet et Schmidt, sont aussi les deux principaux dirigeants du R.S.A.P. de Hollande qui était avec le W.P.U.S. l'un des piliers de la « Lettre ouverte ». Or la direction du

R. S.A.P. estime que la décision du W.P.U.S. d'entrer dans le P.S. américain équivaut à l'abandon de la lutte pour la construction de la IV^e Internationale, considère que l'appui donné en la circonstance par Trotsky à Cannon et Shachtman, partisans de l'entrée, relève d'une mauvaise méthode consistant à passer notamment par-dessus la tête des organismes internationaux, le S. I. et le secrétariat d'Amsterdam. C'est aussi l'opinion de l'Allemande Ruth Fischer, membre du S.I., qui n'assiste plus depuis deux mois à ses réunions et n'y reparaitra jamais, sans avoir d'ailleurs donné d'explication. Schmidt et Sneevliet, qui ont exprimé leur irritation dans des lettres au W.P.U.S., à Trotsky et au S.I., semblent avoir adopté une politique d'abstention totale, proche du boycottage, par rapport à tous les aspects de la lutte internationale impliqués par la « Lettre ouverte ».

Les conséquences d'une telle situation pourraient être catastrophiques si les révolutionnaires belges de l'A.S.R., animés et inspirés par les bolcheviks-léninistes de Lesoil entrés en 1935 dans le P.O.B., s'adaptaient plus longtemps à la bureaucratie social-démocrate de Belgique en cherchant à rester encore dans le parti sous prétexte de préserver leurs positions. Trotsky le 'edoute toujours. D'accord avec Léon Lesoil, il insiste sur la nécessité de combattre en Belgique le dirigeant des J.G.S. 'ernand Godefroid dont il estime qu'il joue en Belgique le rôle joué en France par Marceau Pivert, celui de « caution » de gauche de l'appareil et d' « écran » entre les masses et les véritables révolutionnaires. Il doit vaincre la résistance, non seulement de Dauge, ce jeune dirigeant social-démocrate fraîchement gagné — mais l'est-il définitivement ? —, mais de Georges Fux, le dirigeant des Jeunesses léninistes en 1934. L'exclusion de Dauge, qui s'est décidé à refuser d'endosser le programme électoral du P.O.B., la décision de présenter aux élections des candidatures indépendantes avec Dauge et Lesoil, la perspective de la construction d'un parti indépendant à partir de l'A.S.R. rassurent Trotsky sur ce plan, d'autant que Vereeken et son groupe de la L.C.I. sont maintenant prêts à une unification avec l'A.S.R. qui signifierait que la scission de la section belge en 1935 aurait été surmontée : pour le moment, il n'y a pas de risque d'une nouvelle conjonction Sneevliet-Vereeken contre l' « entrisme ».

Ce sont les séquelles de la crise provoquée en 1934 par le « tournant français » et la question de l' « entrisme » qu'il faut maintenant tenter de surmonter en Espagne, et ce n'est pas facile, il s'en faut. Le gros de la Izquierda comunista, la section espagnole, entrée au P.O.U.M., est resté derrière N in et Andrade

après la signature par ce parti du programme électoral que la majorité considère comme une pure manœuvre sans portée réelle. Le S.I., sur l'insistance de Trotsky, a rapporté la décision d'exclusion de Nin et autres, sans que ce geste ait eu le moindre écho, semble-t-il. En avril, le S.I. et Trotsky ne peuvent compter que sur deux « contacts » en Espagne : de jeunes militants andalous qui sont entrés dans les J.S. de Madrid mais vont en être exclus rapidement après la fusion avec les J.C. et la constitution des J.S. U., d'autre part le vieux noyau « bolchevik-léniniste » du rayon de Madrid autour de Luis Garcia Palacios qui ont écrit à Trotsky et à qui il répond. Mais il n'existe pas encore de possibilité d'envisager une conférence espagnole, si réduite soit-elle, pour la reconstruction d'une section. Or la tension entre les classes ne cesse de s'aggraver dans le pays.

Les choses sont peut-être plus avancées en Grande-Bretagne, mais la situation ne change pas très vite, c'est-à-dire que les trotskystes ne semblent pas se décider à tourner, comme Trotsky le souhaite. Confortés par la prise de position de P.J. Schmidt au cours de son voyage en Angleterre, les militants de la section britannique investis dans le Marxist Group de l'I.L.P. maintiennent la perspective de travail pour la conquête de ce parti. Le rapprochement opéré par Trotsky avec l'ancienne majorité investie maintenant dans le Labour Party (groupe Dewar) demeure sans conséquence, surtout après la décision de la conférence de Pâques de l'I.L.P. de dissoudre tous les « groupes ». L'autodissolution du Marxist Group signifie en effet que le règlement de la question britannique, la réunification et l'entrée pour un travail militant dans le Labour Party ne se feront que dans un long délai.

C'est à partir du mois d'avril que Trotsky commence à consacrer une partie toujours plus grande de son attention et de son travail au projet de conférence internationale — une perspective lancée par la « Lettre ouverte » en juin 1935, mais que les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de réaliser. Ni la date ni le lieu où elle se tiendra ne sont encore déterminées que Trotsky est déjà lancé dans les préparatifs « théoriques », la préparation du travail d'élaboration, la répartition des tâches entre rapporteurs. Notons que, dans toute la correspondance à ce sujet, ne figure pas une seule fois un terme comme « fondation » ou « création » de la IV^e Internationale. Il existe des organisations, une internationale, la L.C.I., d'autres nationales, comme le W.P.U.S., le R.S.A.P., le G.B.L., la L.C.I. belge, etc. qui se considèrent comme des segments de la

réunion internationale ne fera que la consolider en la dotant peut-être de la solide direction internationale qui est une nécessité absolue.

On relèvera que la conférence internationale comme perspective à relativement court terme ne s'inscrit dans la correspondance et le travail de Trotsky qu'au moment où apparaît clairement qu'il est en train de venir à bout de la tâche qu'il s'est mise sur les bras en septembre 1935 en se préparant à écrire une dizaine de pages sur le sujet « *Qu'est-ce que l'U.R.S.S. et où va-t-elle ?* », destinées à servir de préface à la réédition américaine de l'Histoire de la Révolution russe. La « petite préface » est devenu un livre de deux cent cinquante pages et c'est un grave problème que de le placer, en prépublication dans des revues, voire en tant qu'ouvrage indépendant, sa dimension ne le rendant que faiblement apte à sa destination première, ce qui pose de gros problèmes à l'éditeur. Trotsky multiplie les lettres, à l'éditeur Simon & Schuster, mais aussi à son fils Sedov et à son agent littéraire de New York, ce Maxim Lieber dont il ignore qu'il est depuis au moins un an un agent au service du G.P.U.

Lecteur attentif de la presse soviétique, Trotsky, après avoir analysé les traits caractéristiques de la nouvelle Constitution que des milliers de journalistes à gages dans la presse mondiale vont bientôt présenter comme « la plus démocratique du monde », sent monter dans le pays qui l'a expulsé une explosion sauvage de la répression dont il devine l'ampleur sans en prévoir la forme. Il constate qu'en même temps, c'est vers les partis de l'internationale communiste, en réalité vers l'Union soviétique, que se tournent les travailleurs, dans la majorité des pays où ils ont la possibilité de manifester leurs sentiments. Le lien dialectique entre les deux phénomènes est évident : l'explosion révolutionnaire en Europe occidentale peut briser les préparatifs contre-révolutionnaires de la bureaucratie stalinienne en U.R.S.S., mais les actes contre-révolutionnaires de la bureaucratie stalinienne peuvent enrayer ou canaliser l'explosion révolutionnaire. Cela signifie pour le moment, pour Trotsky, qu'il s'agit de rédiger de bons textes pour la conférence internationale et c'est à quoi il va s'employer avec le petit noyau militant qui l'entoure.

En ce mois de mai 1936, d'ailleurs, le rythme de l'histoire semble en train de s'accélérer et le pendule, éloigné à l'extrême-droite avec la victoire hitlérienne, revient décidément très fort vers la gauche : une nouvelle montée révolutionnaire est en gestation en Europe. Depuis deux mois déjà, le régime bona-

partiste de Belgrade et le régime semi-fasciste des colonels polonais sont secoués par de profonds mouvements de classe : grèves, manifestations, combats de rue. La Grèce semble entrer dans une crise révolutionnaire quand les travailleurs de Salonique se rendent maîtres de la ville pendant quarante-huit heures. En Espagne, la politique du Front populaire n'a pu empêcher le mouvement des ouvriers et des paysans de se déployer et de démontrer tous les jours sa puissance et son ambition. Certes, les P.C., à travers la politique du Front populaire, s'ingénient à décourager l'élan révolutionnaire, à enchaîner les travailleurs et la jeunesse à une légalité constitutionnelle et des partis bourgeois. Les chefs de l'armée au pouvoir à Varsovie et à Belgrade frappent de toute leur force ce jeune prolétariat en train de recouvrer ses forces. Ceux de Grèce — Metaxas — et d'Espagne — Sanjurjo, Franco, Mola — se préparent à liquider le régime parlementaire qu'ils jugent débile et incapable de préserver l'Etat et la domination de leur classe : ils vont attaquer de front ouvriers et paysans en prenant de vitesse, pendant qu'il en est temps encore, la vague révolutionnaire qui menace d'entraîner leurs propres troupes.

Et c'est précisément à la fin de ce même mois de mai que la France, sur laquelle Trotsky a les yeux fixés depuis si longtemps, parce que c'est là que se trouve la clé d'un renversement du rapport des forces en Europe, entre à son tour dans une vague printanière de grèves, bientôt grève générale dans laquelle l'exilé voit le commencement de la révolution française. Et comme la révolution détient le pouvoir de faire des miracles, un miracle se produit précisément — et sans intervention personnelle de Trotsky. Les deux fractions trotskystes françaises qui se livrent depuis décembre 1935 une lutte ouverte acharnée se réunissent ensemble, le premier jour de ce « juin 36 » qui va entrer dans l'histoire, et décident de constituer ensemble un nouveau parti, la section française de la IV^e Internationale, le parti ouvrier internationaliste (P.O.I.).

Mais de lui Trotsky n'attend pas de miracles.

[PAS DE POLITIQUE PERSONNELLE] (1)

(1^{er} mars 1936)

Cher Camarade (2),

Je ne crois pas, et je vous l'avoue, que vous fassiez un bon emploi de votre temps en m'envoyant des lettres pleines d'insultes pour notre organisation nationale et internationale, dont vous vous êtes séparé d'une manière préméditée. Mon opinion est faite, et ce n'est pas par des expressions, même très énergiques, qu'on peut la changer. Dans cette époque agitée, n'importe qui peut créer une organisation — sans programme, sans idées, sans perspectives et sans liaisons internationales —, mais cette organisation va s'écrouler comme un château de cartes, à la première secousse sérieuse. Nous sommes une organisation internationale. Les ouvriers qui s'orientent vers la IV^e Internationale trouveront leur chemin vers nous.

Quand votre groupe a jeté par-dessus bord son « programme » improvisé en faveur de la « Lettre ouverte (3) », je me suis dit : « Peut-être vont-ils réparer au moins partiellement ce qu'ils ont cassé ? » Mais il s'avère que ce n'est pas le cas. On crée un

(1) Lettre à Henri Molinier, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9149. Déjà publiée sans indication de destinataire dans *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 12, 18 mars 1936. Original en français.

(2) Henri MOLINIER (1898-1944), ingénieur, était le frère aîné du dirigeant Raymond Molinier. Il avait été comme lui à l'origine du groupe de *La Vérité*, et avait ensuite servi à Trotsky de fondé de pouvoirs dans plusieurs affaires délicates. Depuis la rupture intervenue entre Trotsky et les camarades de son frère, il continuait avec Trotsky une correspondance où il s'était présenté d'abord comme plus « neutre » dans cette affaire qu'il ne l'était en réalité.

(3) Les militants bolcheviks-léninistes qui avaient commencé la publication de *La Commune*, avaient fondé à la mi-janvier le « comité pour la IV^e Internationale » et immédiatement après, le 20 janvier, avaient écrit au « secrétariat d'Amsterdam » (organe de contact entre les signataires de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale ») afin d'exprimer leur accord avec la « Lettre ouverte » et réclamer leur affiliation.

« Comité pour la IV^e Internationale », en tournant le dos à cette même IV^e Internationale (4). Mais permettez-moi de vous dire que notre organisation internationale prend très au sérieux sa mission, pour tolérer des procédés pareils. Nous sommes peut-être un peu lents — précisément parce qu'on a voulu permettre aux éléments plus raisonnables, ou, du moins, moins déraisonnables, de rebrousser chemin —, mais nous trouverons des procédés efficaces contre ces procédés qui n'ont rien à voir avec les nôtres. Puisque vous vous adressez à moi, je ne puis que répéter que je ne fais pas de politique personnelle : mon activité est indissolublement liée avec le S.I. à Genève et le bureau de la IV^e à Amsterdam.

Pour résumer : vous ne pourrez attendre aucune intervention de ma part avant que vous-mêmes ayez abouti à la compréhension que vous ne pourrez faire bande à part et que vous êtes obligé de chercher modestement la voie vers l'organisation de la IV^e Internationale.

(4) Il était évident que le groupe autour de *La Commune* s'orientait vers la constitution d'une organisation se réclamant de la IV^e Internationale. Ils se réclamaient déjà d'un « comité de la IV^e Internationale » et se préparaient à fonder une organisation qui allait revendiquer la qualité de section de la IV^e Internationale.

[UNE BONNE NOUVELLE] (1)

(1" mars 1936)

Chers Camarades (2)

Je viens de recevoir votre câble conçu en ces termes :
« Ail our group décidé loyally carry out convention decision
greeting Muste Spector and Abern (3). » Je n'ai pas besoin de

(1) Lettre à Muste, Spector, Abern, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9327, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), fils d'émigrés hollandais, pasteur sanctionné pour pacifisme en 1915, venu au mouvement ouvrier dans la grève de Lawrence en 1918, avait été à partir de 1921 directeur pédagogique du Brookwood Labor College. Convaincu de la nécessité de l'organisation politique des travailleurs, il avait fondé en 1929 le C.P.L.A. (Committee for Progressive Labor Action), qui était devenu ensuite American Workers Party, lequel avait fusionné, fin 1934, avec la Communist League of America, section de la L.C.I., pour former le W.P.U.S. (Workers Party of the United States), dont il était le secrétaire. Trotsky attachait une grande importance au fait que ses camarades aux États-Unis avaient pu gagner une figure aussi typiquement américaine et s'était inquiété de le voir en opposition à la politique d'entrée dans le P.S. que préconisaient Cannon et Shachtman, les anciens de la C.L.A. Maurice SPECTOR (1898-1968) était né en Ukraine et était venu tout enfant au Canada dont il fut très jeune un dirigeant du P.C. Membre de l'exécutif de l'I.C., il passa à l'Opposition de gauche en 1928 et fut exclu. Il venait de quitter le Canada et de se fixer à New York. Il avait rendu visite à Trotsky à Honefoss quelques jours avant (*Euvres* 7). Martin ABERN (1898-1943) avait adhéré aux J. S. en 1912 et était en 1917 secrétaire du P. S. du Minnesota. Rallié au P.C. il avait été secrétaire national des J.C., puis l'un des collaborateurs de Cannon dans le parti, puis l'Opposition de gauche. Il passait pour un organisateur de talent, et était également le centre d'un groupe très actif que ses adversaires devaient appeler « la clique Abern ». Il avait été aussi un adversaire déterminé de l'entrisme, y compris en France.

(3) « Tout notre groupe décide d'appliquer loyalement la décision du congrès salut Muste Spector et Abern. » Le congrès du W.P.U.S. venait de décider l'entrée en bloc de ses militants dans le parti socialiste conformément à une proposition de Shachtman et Cannon que Trotsky avait appuyée. Une minorité s'y était opposée avant et pendant le congrès, et ses principaux dirigeants avaient été précisément Muste,

vous dire que cette nouvelle a été accueillie avec grande joie dans notre maison. Ce que cette adhésion au parti socialiste va apporter, seul le cours ultérieur des choses nous l'apprendra. Toutefois, le fait qu'on ait accompli un tournant tactique de cette importance sans scission, malgré les divergences les plus aiguës, est la meilleure preuve de la haute valeur des cadres de notre parti américain. Ce qui vaut autant pour l'actuelle minorité que pour la majorité. Car, pour éviter une scission dans de telles situations, il faut une solide volonté des deux côtés. Je vous félicite pour cet immense succès qui en appellera d'autres.

Etes-vous au courant des attaques du gouvernement hollandais contre notre parti au Pays-Bas : confiscation du journal et nouveau procès ? La raison en est à nouveau la question coloniale, une question brûlante pour la Hollande à propos de laquelle nos amis hollandais ont une fois de plus manifesté leur courage révolutionnaire. Il est absolument nécessaire que toutes les organisations de la IV^e Internationale, ainsi que tous les sympathisants, donnent à cette affaire l'écho qu'elle mérite.

Avec mes salutations et mes vœux les plus cordiaux.

Spector et Abern. Trotsky avait redouté une scission et s'était employé, aussi bien par lettres que dans ses conversations avec Spector, à préserver l'unité des rangs du W.P.U.S. dans cette opération « entriste ». Le télégramme en question était la preuve qu'il avait réussi.

[LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE] (1)

(4 mars 1936)

Cher Camarade Fischer, (2)

1) Je considère le développement des événements en Amérique comme une importante victoire et une grande leçon pour nous tous. Notre organisation est passée à l'offensive. Combien de temps durera le capital du parti socialiste, je l'ignore. De toute manière, nous nous renforcerons. Alors commencera le chapitre suivant. Si, dans cette affaire, on évite les erreurs françaises (et l'entrée *unitaire* ouvre déjà, de ce point de vue, une bonne perspective), les succès ne se feront pas attendre. J'ai reçu hier une lettre très optimiste de Cannon (3), avec des coupures du quotidien stalinien qui montrent quelle rage et quelle panique se sont emparées des staliniens à propos du tournant de notre organisation.

2) Je ne crois pas qu'on puisse publier les *Thèses* de Guttman (4) contre la volonté de *notre* groupe tchécoslovaque.

(1) Lettre à O. Fischer, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10075, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Otto SCHÜSSLER, dit Oscar FISCHER (né en 1905), ouvrier emballer à Leipzig, était devenu secrétaire de Trotsky à Prinkipo en 1932 et l'avait quitté en 1933 pour aller diriger le journal de la section allemande en exil, *Linser Wort*. Il était membre du secrétariat international où il utilisait en 1936 le pseudonyme de MEUNIER.

(3) James P. CANNON (1890-1974), ancien militant des I.W.W., de l'aile gauche du P.S. américain, puis dirigeant de l'une des trois fractions du P.C.A., avait été convaincu à Moscou en 1928, au cours du VI* congrès de l'I.C., par la lecture de la « critique du projet de programme de l'I.C. » de Trotsky. Il avait fondé la même année l'Opposition de gauche américaine devenue peu après Communist League of America (C.L.A.). Il était en 1936 l'un des principaux dirigeants du W.P.U.S. né de la fusion de la C.L.A. et de l'A.W.P. et s'était prononcé pour l'entrée de ses militants dans le P.S. en crise.

(4) Josef GUTTMANN (1902-1958), membre du P.C. tchécoslovaque en 1920, était entré au bureau politique en 1928, puis au secrétariat, devenant également rédacteur en chef de *Rudé Pravo*. Il s'était opposé à la politique stalinienne en Allemagne et avait constitué une fraction

Je ne puis juger dans quelle mesure leurs arguments sont justes. En tout cas, il ne peut s'agir pour nos amis d'un désir de s'adapter passivement à la bureaucratie stalinienne.

3) La situation de notre section française n'est pas brillante du tout : en politique, de graves erreurs ne sont jamais sans conséquences. D'abord, on a laissé Molinier (5) en faire à sa guise pendant des mois, de façon totalement opportuniste. Par esprit de conciliation et manque de résolution, on en est venu à la scission. Après la scission, il fallait, d'un côté, une offensive politique implacable, de l'autre une politique organisationnelle souple. Dans le domaine *politique*, on a remporté en quelques semaines une victoire politique complète, car *La Commune* a renoncé à toutes ses « inventions » et s'est simplement ralliée à la « Lettre ouverte ». De cette victoire, cependant, ce n'est pas notre section, mais *La Commune*, qui a profité, car notre section persévérait dans une « implacable » passivité et n'avait aucune politique à l'égard de *La Commune*, à moins de considérer comme une politique celle de l'autruche (6).

Le secrétariat international a commis lui aussi dans cette affaire de graves fautes du même genre. Mais sur ce sujet j'ai déjà écrit à plusieurs reprises.

Les deux groupes semblent avoir ensemble de six cents

au cours de l'année 1933. Il avait été exclu en décembre 1933. Depuis, il avait organisé ses partisans en majorité en fraction à l'intérieur du P.C.T., où il faisait circuler des « Lettres de Spartakus » et travaillait à son « redressement ». Il avait également élaboré des « thèses » qui condamnaient le ralliement du P.C.T. au « social-patriotisme » et à la « défense nationale ». Il y avait un conflit à ce sujet, certains militants trotskystes insistant pour la publication de ces thèses que leur mouvement possédait et les trotskystes tchèques s'y opposant par loyauté à son égard.

(5) Raymond MOLINIER (né en 1904), un ancien du P.C., avait participé à la fondation de *La Vérité* en 1929 et séjourné à plusieurs reprises à Prinkipo. Trotsky avait apprécié son allant et son efficacité. Mais l'activité de son Institut de recouvrement, son poids financier dans l'organisation, ses « méthodes » enfin avaient été souvent évoquées dans les crises et scissions de la section française. Trotsky, bien qu'il ait souhaité lui voir abandonner ses « affaires » en 1933, l'avait en gros soutenu jusqu'en 1935. Mais la rupture, suivie d'une scission, se produisit à la fin de 1935 quand Molinier et ses partisans placèrent le C.C. du G.B.L. devant le fait accompli de la publication d'un « organe de masse », *La Commune*. Ces derniers avaient été exclus en décembre 1935. Depuis, ils avaient fondé en janvier un « comité de la IV^e Internationale » et demandé à signer la « Lettre ouverte », une situation que, selon Trotsky, on ne pouvait ignorer.

(6) Trotsky résume ici en quelques phrases les critiques qu'il avait formulées contre l'absence de politique de la direction de la section française, le G.B.L., ainsi que du S.I., à l'égard du groupe de Raymond Molinier.

à sept cents membres. Cela prouve que, sans la maudite politique d'adaptation depuis juillet 1935 et sans la scission traîtresse de la part de Molinier, après son exclusion, nous pourrions avoir une section de mille cinq cents à deux mille membres. Il ne faut pas oublier qu'après six ans d'existence notre section comptait avant l'entrée moins de cent membres. Ce qu'on appelle le « tournant français », en dépit de toutes les bêtises et de tous les crimes commis, trouve ici son entière justification politique : on ne peut le contester qu'en renonçant à la pensée politique elle-même. Car toutes les organisations indépendantes n'ont connu que des pertes pendant cette période défavorable.

Et maintenant ? La décision du S.I. sur la commission Crux reste en vigueur (7). Malheureusement, les camarades d'Amsterdam semblent jusqu'à présent n'avoir entrepris aucune démarche (ce qui, je crois, s'explique par l'absence du camarade Schmidt (8)). Il faut espérer que le groupe Molinier recevra prochainement la demande d'Amsterdam.

Mais la commission Crux ne pourra plus entreprendre grand chose, sinon ce qui a été préparé par le secrétariat international et par la direction de notre section française. C'est pourquoi je propose que le S.I., avec le comité central ou le bureau politique français, discute en détail de la situation pour élaborer des perspectives pour l'avenir. « Nous ne voulons pas entendre parler de Molinier » n'est pas un programme politique. Car il ne s'agit pas de Molinier, mais d'un groupe important, *La Commune*. Ce groupe s'est constitué à cause des erreurs de notre section. On peut changer la politique incorrecte, mais cette modification ne supprimera pas pour autant des conséquences de la période écoulée : elles continuent d'être des obstacles. Molinier a plus nui à notre mouvement ces derniers mois qu'il ne lui avait été utile au cours des années précédentes : c'est incontestable. Mais il s'agit de trouver des moyens et des

(7) Trotsky avait demandé et obtenu du S.I. et du C.C. du G.B.L. que les problèmes concernant l'affaire Molinier soient confiés dans un premier temps à une commission préparatoire formée de lui-même (Crux), de Held, et de Wolf (la « commission Crux »).

(8) Petrus Johannes, dit Peter J. SCHMIDT (1896-1952), employé, puis journaliste, avait été à partir de 1928 le leader de la gauche du parti social-démocrate hollandais. Dirigeant de l'O.S.P., parti social-démocrate indépendant né de la scission de ce dernier en 1932, il avait signé en 1933 la « déclaration des quatre pour une nouvelle Internationale » et conduit son parti à la fusion avec le R.S.P. de Sneevliet dans le R.S.A.P. en 1935. Il était président du R.S.A.P. et membre du secrétariat de la commission de contact des signataires de la « Lettre ouverte ». Il était en voyage en Angleterre, où il rencontrait les dirigeants de l'I.L.P. et les trotskystes anglais.

méthodes pour éliminer la néfaste influence de Molinier. Toute la politique menée jusqu'ici n'a fait que l'aider. Au lieu de créer des différences dans les rangs de ses partisans, on est allé jusqu'à frôler une nouvelle scission : il suffit sur ce point de lire la lettre de Craipeau (9). Il ne faut donc pas partir de sentiments subjectifs, aussi justifiés soient-ils, mais de la situation objective telle qu'elle a été créée par les bêtises et les crimes subjectifs.

On parle d'un congrès du nouveau parti et on fait à cette occasion comme si *La Commune* n'existait pas du tout. Si on veut l'anéantir, il faut lui déclarer la guerre sainte, par la parole et les écrits. Si on la considère comme un mal inévitable pour la création du nouveau parti, il faut le dire franchement et poser les conditions d'une future conférence commune. Mais le silence qu'on observe sur *La Commune* est la politique la plus impuissante et la plus néfaste qui se puisse réellement imaginer.

« Il faut reculer pour mieux sauter », comme disent les Français. Telle est mon opinion sur la situation. On n'a pas tué l'aventurisme criminel de Molinier, on l'a renforcé. La tâche reste donc entière pour l'avenir. On ne peut pas sauter par-dessus *La Commune*, pas plus que notre section américaine ne pouvait sauter par-dessus le parti socialiste de gauche. Pour éliminer l'aventurisme de Molinier, il va maintenant falloir dépenser beaucoup de temps et d'énergie si l'on veut simplement ne pas disparaître de la place. Je ne vois absolument aucune possibilité d'exclure *a priori* *La Commune* de la préparation du nouveau parti. Mais si c'est le cas, alors il faut se dire franchement au moins à soi-même ce qui est et agir en conséquence : mettre la « question Molinier » au second plan, c'est-à-dire la subordonner à toute l'activité concernant le nouveau parti.

Je n'écris pas à ce sujet au bureau politique français, car Molinier sait tout ce qui s'y dit dans les 24 heures. J'espère que, sur ce point, les choses se passent mieux au S.I. (10). Naturel-

(9) Ivan CRAIPEAU (né en 1911) était venu aux J.C. en 1928 sur des positions proches de celles de l'Opposition de gauche et en avait été exclu en 1933. Membre du C.C. de la Ligue communiste, puis du G.B.L., il avait été dirigeant des Jeunesses léninistes, puis des J.S. de Seine-et-Oise. Il avait raconté à Trotsky le congrès de la J.S.R. qui s'était tenu en janvier, affirmant notamment : « C'est seulement par le compromis que nous avons proposé que put être évitée une brisure très grave, non pas seulement du G.B.L., mais de la majorité des Jeunesses. » (Bibliothèque du Collège de Harvard, 622, avec la permission du Collège de Harvard).

(10) En fait, les lettres de Trotsky au S.I. ne restaient pas plus confidentielles, comme allait le démontrer le sort de la copie de la lettre de Trotsky à H. Molinier transmise au S.I.

lement, le camarade Rous (11), en tant que membre du S.I., doit être informé de cette lettre.

Je voudrais faire les propositions suivantes :

a) Le S.I. discute immédiatement de la situation : toutes les opinions et nuances doivent prendre la forme de propositions concrètes, de façon que toute la discussion porte non sur les qualités de Molinier, etc., mais sur la question de savoir ce qu'il faut faire aujourd'hui et demain.

b) Après cette réunion, on devrait en convoquer une seconde dans le même but avec le bureau politique de la section française.

c) Les procès-verbaux de la première comme de la seconde délibération devraient être adressés sans aucun délai à Sneevliet et à Crux (12).

Naturellement, il ne s'agit là que de suggestions personnelles. Je suis prêt à examiner avec la plus grande attention toute autre proposition. De toute façon, la commission préparatoire restera entièrement libre, et la décision définitive reste du ressort de Genève-Amsterdam (13).

P.-S. Pour donner au S.I. une idée du ton sur lequel nous comptons négocier ici avec *La Commune*, je joins de manière strictement *confidentielle* une copie de ma réponse à l'un des partisans de *La Commune* (14).

(11) Jean Rous, dit CLART (né en 1908), avocat, entré à la S.F.I.O. en 1928, avait rejoint la Ligue communiste en 1934 et était devenu rapidement membre de sa direction, puis de celle du G.B.L. Elu à la C.A.P. de la S.F.I.O. au congrès de Mulhouse en juin 1935, il était également membre du S.I. Trotsky l'appréciait pour ses qualités de conciliateur, mais lui reprochait souvent une excessive flexibilité.

(12) Henricus (Henk) SNEEVLIET (1883-1942) avait été un des pionniers du marxisme en Hollande, puis en Indonésie, et, devenu communiste, avait été sous le nom de MARINO le premier envoyé de l'internationale en Chine. Il avait été exclu en 1929 et avait conservé le contrôle d'un syndicat « rouge », le N.A.S. et fondé un nouveau parti, le R.S.P. Il avait rejoint la L.C.I. en 1933, et était devenu membre du S.I. Il était depuis 1935 secrétaire du R.S.A.P. Ses tâches hollandaises l'empêchaient de prendre une part active aux décisions et travaux du S.I., comme Trotsky.

(13) « Genève » désigne ici « le S.I. », et « Amsterdam » la commission de contact et son secrétariat.

(14) Cf. n. 10. Notons que Trotsky ne mentionne pas le nom du destinataire de cette lettre qu'il avait adressée le 1^{er} mars à Henri Molinier (cf. p. 31-32). Cet envoi est le point de départ d'un long conflit.

**[IL FAUT RÉGLER
LA QUESTION FRANÇAISE] (1)**
(4 mars 1936)

Cher Camarade Schmidt (2),

1) Sur la question anglaise, je ne puis actuellement pas dire grand-chose, du moins tant que la préparation de la prochaine conférence n'est pas achevée. Je crains que, sous l'effet de la désagrégation de l'I.L.P., notre groupe ne piétine et ne se décompose aussi sans s'en rendre compte (3). Le champ d'activité principal est tout de même le Labour Party et les Trade-Unions, le parti Co-op et la Labor League of Youth (4). Mais, je le répète, il faut attendre de voir ce que va apporter la prochaine conférence de l'I.L.P. (5). De toute façon, je n'en attends pas grand-chose.

2) Bien plus brûlant est le problème de la section française. J'ignore si vous en êtes suffisamment informé et vous adresse ci-joint une copie de ma lettre au membre allemand du secrétariat international, le camarade Otto Fischer (6). Du

(1) Lettre à P. J. Schmidt, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10048, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Sur P.J. Schmidt, cf. n. 8, p. 37. Schmidt venait de faire à Trotsky le compte rendu de son séjour en Angleterre. Il était opposé à la sortie éventuelle des trotskystes de l'I.L.P.

(3) Le groupe « officiel » en Grande-Bretagne appartenait à l'I.L.P. où il s'appelait « Marxist Group » : le Marxist Group était d'ailleurs plus un regroupement de militants proches de la L.C.I. qu'une fraction solide de militants disciplinés. La crise de l'I.L.P., notamment la chute de ses effectifs, atteignait des proportions catastrophiques.

(4) Trotsky a écrit « Labor » et non « Labour ». Il y avait dans le Labour Party le groupe qui provenait de l'ancienne « majorité », la Communist League, et dans les jeunesses, un petit groupe récemment constitué par des militants qui avaient rompu avec le Marxist Group pour militer dans le Labour Party.

(5) Cette conférence allait se tenir, comme traditionnellement, à Pâques.

(6) Rappelons qu'Otto Schüssler se faisait appeler Oscar Fischer. Trotsky est un peu embrouillé dans les identités vraies ou fausses.

point de vue statutaire, nous avons désormais en France deux organisations qui se réclament de la IV^e Internationale. L'une est la section officielle des bolcheviks-léninistes, la seconde est le groupe de *La Commune*, qui se fonde sur la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale » et qui commence maintenant à éditer, outre l'hebdomadaire *La Commune*, une revue théorique, *La Quatrième Internationale*. L'affaire doit être réglée d'une manière ou d'une autre. De nombreux camarades voulaient que l'on « désavoue » purement et simplement *La Commune*. Mais les choses ne sont pas si simples. Les dirigeants de *La Commune* sont exclus, et même un désaveu d'Amsterdam n'aura pas beaucoup d'effet. D'un autre côté, *La Commune* est désormais dirigée dans un esprit d'allégeance plus que dévouée à la IV^e Internationale et à son programme. On ne peut faire comme si tout cela n'existait pas. Il faut régler cette question, et aussi vite que possible, car, en avril, on devra déjà prendre position clairement sur les élections de mai.

Le seul moyen d'arranger les choses me paraît être le suivant : le secrétariat d'Amsterdam pour la IV^e Internationale adresse au « comité pour la IV^e Internationale » de Paris une courte lettre officielle conçue à peu près en ces termes :

« Chers Camarades,

Nous apprenons par votre journal que vous avez formé en France, où existe une section de notre regroupement pour la IV^e Internationale, un comité concurrent pour la IV^e Internationale. Vous comprendrez que la IV^e Internationale — bien qu'elle n'en soit qu'à ses débuts — ne se contente pas d'avoir un programme commun, mais qu'elle a aussi des liaisons organisationnelles précises, et que l'extension de ses rangs ne peut se faire que sous le contrôle des organisations qui lui sont déjà affiliées. Le secrétariat d'Amsterdam est justement chargé de cette mission de contrôle.

Nous nous adressons donc à vous pour vous poser les questions suivantes :

1) Quelles divergences de principe vous ont poussés à scissionner de notre organisation française ?

2) Avez-vous l'intention de créer une IV^e Internationale concurrente de la nôtre ou envisageriez-vous de vous insérer dans notre organisation internationale ?

3) Dans le second cas, de quelle manière pensez-vous le faire ? »

Le mieux serait que ce soit *vous* qui signiez cette lettre, car vous n'avez pas été mêlé à la bataille qui a précédé.

Je crois que la réponse de *La Commune* sera de vouloir s'intégrer à l'organisation existante. Dans ce cas, notre secrétariat international proposera la création d'une commission *préparatoire* composée de Crux, Braun, Held (7). La commission convoquera des représentants de *La Commune* et soumettra ensuite ses propositions au secrétariat d'Amsterdam et au secrétariat international (sans évidemment s'engager en aucune manière vis-à-vis de *La Commune*). Cette méthode me paraît la seule possible dans la situation actuelle. Le pire serait en tout cas de s'obstiner sur la passivité bureaucratique, c'est-à-dire de ne rien entreprendre, de tourner le dos aux réalités et d'attendre la suite en maugréant.

J'attendrai votre réponse avec beaucoup d'impatience.

(7) Erwin WOLF, dit Nicolle BRAUN (1902-1937), originaire de Reichenberg (Libérée), avait rejoint la section allemande alors qu'il était étudiant à Berlin. Emigré à Paris en 1933, il avait été coopté à la direction des I.K.D. en exil, puis au S.I. Mais, depuis octobre 1935, il était secrétaire de Trotsky à Hønefoss. Heinz EPE, dit Walter HELD (1910-1941) étudiant, avait été le représentant des communistes internationalistes au bureau international des jeunes. Emigré en 1933, il avait résidé en Tchécoslovaquie, puis en Hollande et s'était établi en 1934 en Norvège.

**[SUR LES CRITIQUES
D'OÙ VA LA FRANCE?]** (1)
(4 mars 1936)

Cher Camarade Rous (2),

Je viens de sortir de la clinique ; ça vous explique bien mon mutisme. J'ai commencé à m'occuper de la question française. Malheureusement, mes lettres pour le S.I. par Fischer et pour le secrétariat d'Amsterdam par Schmidt sont écrites en allemand (3). Mais j'espère bien qu'on vous les traduira. Mes lettres ont un caractère strictement confidentiel.

Je ne puis rien dire sur la critique de l'analyse *d'Où va la France ?* avant de connaître cette critique (4). Il me semble au contraire que les événements nous donnent raison sur tous les points essentiels. En tout cas, les camarades qui sont aujourd'hui en désaccord avec leur propre point de vue d'hier devraient formuler leur critique par écrit, c'est-à-dire d'une manière précise et concrète, et soumettre leur nouveau point de vue à la discussion. Tout autre procédé ne peut que semer la démoralisation.

(1) Lettre à Jean Rous, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9966, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Cf. n. 11, p. 39.

(3) Cf. p. 35-39 et p. 40-42.

(4) Rous avait écrit à Trotsky le 24 février 1936 : « La fleur du pessimisme et de l'impressionnisme s'épanouit. Sous prétexte qu'il y a une rectification à faire dans l'analyse (à une montée doivent correspondre nos mots d'ordre centraux des programmes d'action, les mots d'ordre revendicatifs (économiques), l'« antifascisme » passe au second plan, etc.)... on parle de tout réviser, on se moque d'Où va la France ? » Toute l'analyse de Trotsky sur la situation française et la politique du Front populaire était par là remise en question.

[PAS DE TEMPS POUR L'ALLEMAGNE] (0
(6 mars 1936)

Cher Camarade F(ranz) P(femfert) (2),

Votre lettre du 22 février m'a vraiment fait grand plaisir. On y apprend au moins comment vous allez. A plusieurs reprises, j'ai voulu vous écrire, mais j'ai eu passablement d'ennuis ces dernières années, en particulier du côté de la santé. Il me suffira de vous dire que j'ai reçu votre lettre deux jours après avoir quitté la clinique et que je suis encore loin d'être rétabli. La mauvaise santé d'A(lexandra) R(amm) (3) nous attriste, N(atalia) I. (4) et moi-même, au plus haut point.

Le travail à mon livre sur Lénine traîne en longueur. J'y travaille avec des interruptions de plusieurs mois. Le premier volume de l'édition française (la Jeunesse) est paru récemment (5). Je n'ai pas d'éditeur allemand et ne suis point sûr d'en trouver un. De toute manière, rien ne presse, hélas, car le livre ne serait prêt, au mieux que dans un an.

Qu'on doive élaborer pour l'Allemagne une plateforme claire et concrète, voilà qui est tout à fait correct. On a fait des tentatives dans ce sens, — mais pour autant que je sache —

(1) Lettre à Franz Pfemfert, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9734, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Franz PFEMFERT (1874-1954), ancien directeur de l'hebdomadaire *Die Aktion*, avait été l'un des fondateurs du K.A.P.D., le parti communiste « gauchiste » d'Allemagne en 1920. Il était lié à Trotsky par une vieille amitié. Il avait émigré à l'époque de l'arrivée de Hitler au pouvoir et exerçait à Karlovy-Vary le métier de photographe. Il avait eu de 1929 à 1933 une correspondance suivie avec Trotsky et venait seulement de reprendre contact avec lui.

(3) Alexandra RAMM (1883-1963), d'origine russe, était la compagne de Franz Pfemfert. Elle avait été pendant longtemps la traductrice des livres de Trotsky en langue allemande.

(4) Les initiales N.I. désignent Natalia Ivanovna Sedova, compagne de Trotsky.

(5) Il y avait déjà plusieurs années que Trotsky avait commencé son livre sur Lénine, et le « premier volume » restera unique.

sans résultat. Personnellement, je suis en ce moment absolument en dehors de la vie politique allemande : je ne lis ni journaux ni revues allemands et je n'ai pas non plus la moindre possibilité, au cours des prochains mois tout au moins, de m'en occuper. J'écris à présent un ouvrage assez important sur l'Union soviétique dans la nouvelle phase de son histoire (6) et il me faudra ensuite me consacrer à une étude sur la France.

Vous aurez peut-être vu à la lecture du dernier numéro de *Unser Wort* (7) que notre tendance en Union Soviétique recrute des milliers et des milliers de partisans dans la jeune génération. J'ai indiqué comme nombre minimum d'exclusions pour les derniers mois de l'année 1935 celui de trente mille, comme nombre vraisemblablement exact celui de vingt mille. Tout ce qui a paru depuis dans la *Pravda* sur ce sujet (pas grand-chose, de toute façon) me laisse supposer que mes chiffres sont trop bas : il ne m'étonnerait pas du tout à présent qu'il s'avère qu'on ait exclu quarante ou cinquante mille bolcheviks-léninistes et l'on continue d'en exclure. On peut considérer que le troisième chapitre de l'histoire de la révolution d'Octobre vient de commencer. Naturellement, son évolution dépendra très étroitement de l'évolution en Europe occidentale, en premier lieu en France (8).

De tout ce que je viens de dire, vous pouvez voir que je ne suis absolument pas en mesure de m'occuper, directement ou indirectement, de la question de la plate-forme allemande ou de l'appel allemand. Je n'ai même pas pu donner ce mois-ci un article pour le bulletin russe. En ce moment, je ne travaille pas du tout. J'attends que mes forces se soient à peu près rétablies pour achever mon ouvrage sur l'U.R.S.S. A l'égard de la section allemande, comme de plusieurs autres, je suis gran-

(6) Sur les instances de son traducteur américain, Max Eastman, et en vue d'une réédition aux Etats-Unis de *{Histoire de la révolution russe}*, Trotsky avait commencé en septembre 1935 ce qu'il pensait devoir être une préface à cette réédition. Mais il avait été pris par son sujet et, de recherche en approfondissement, était passé à la rédaction d'une brochure qui était finalement devenue un livre que l'éditeur allait baptiser *La Révolution trahie*.

(7) *Unser Wort*, qui paraissait alors à Paris, était l'organe des I.K.D., section allemande de la L.C.I. La traduction de l'article de Trotsky sur « la section soviétique » (*Œuvres* 8, p. 82-90) avait paru dans le n° 5 daté de mars 1936.

(8) Trotsky pensait que désormais seuls des succès révolutionnaires hors d'Union soviétique pouvaient ranimer la flamme révolutionnaire en U.R.S.S. même : c'est pourquoi il faisait dépendre les premiers développements de la révolution politique en U.R.S.S. de la révolution sociale qui montait en France.

dement fautif. Si vous devez réaliser votre projet d'appel, il vous faudra, mon cher camarade F(ranz) P(femfert), discuter avec nos camarades allemands : comme lieu de négociation, Oslo ne peut, non seulement pour des raisons géographiques, mais aussi pour des raisons de santé, nullement entrer en ligne de compte pour le proche avenir.

Je vous prie de ne voir aucun « pessimisme » dans cette lettre. Mais il faut compter avec les dures réalités biologiques. Avec mes souhaits les meilleurs pour votre propre « biologie » et la santé d'A(lexandra) R(amm).

[NE PLUS PERDRE DE TEMPS] (1)

(6 mars 1936)

Chers Camarades (2),

Je viens de recevoir des gens de *La Commune* les copies de leurs lettres au bureau d'Amsterdam et au secrétariat international. Il s'avère que ces gens se sont adressés dès le 20 janvier au bureau pour la IV^e Internationale pour le prier de fixer leurs obligations internationales. Or, ils n'ont reçu aucune réponse !

Dans les lettres du 8 mars, *La Commune* prie les responsables du secrétariat d'Amsterdam ainsi que ceux du secrétariat international de se faire représenter à la conférence de *La Commune* (3).

Jusqu'à présent, j'ignorais tout de cette lettre de *La Commune* au secrétariat d'Amsterdam du 20 janvier. Je suppose que cette lettre est restée sans réponse jusqu'à maintenant. Je considère cette politique du silence, du refus de répondre, cette politique de résistance passive comme absolument nocive. Molinier n'a pu qu'en *tirer avantage* auprès des ouvriers qui étaient en train de se rapprocher de la IV^e Internationale en passant par la porte de *La Commune*. Or, il nous faut être convaincus par avance que les ouvriers emprunteront des portes différentes pour se rassembler sous notre drapeau. On pouvait répondre à la lettre du 20 janvier de diverses manières selon la politique qu'on compte mener. Mais *ne pas* répondre veut dire qu'on n'a *pas* de politique et qu'on laisse entièrement l'initiative à Molinier.

Il va de soi, me semble-t-il, que le secrétariat internatio-

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8030, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Cette lettre était adressée au S.I. avec copie à Schmidt et Sneeveliet, membres du « bureau d'Amsterdam » également concerné.

(3) La conférence des partisans de *La Commune* qui se proposaient de fonder le parti communiste internationaliste allait se tenir le 7 mars.

nal ou le secrétariat d'Amsterdam devrait se faire représenter à la conférence : voilà qui serait une occasion de voir les gens de près, de s'informer et de leur dire leurs quatre vérités. Si on se donne pour tâche principale de discréditer Molinier, il faudrait profiter de la conférence également dans ce sens. Mais si on s'abstient malgré l'invitation, on donne toute possibilité à Molinier de dénoncer la passivité bureaucratique des sommets et de renforcer sa position personnelle. Tout cela me paraît si évident que je ne comprends absolument pas comment on peut ne pas s'en rendre compte.

Un autre problème : dans la proposition relative à la commission Crux (4), la question de savoir comment on aborde le comité de *La Commune* est restée pendante. En ce qui me concerne, je ne savais rien de la lettre du 20 janvier. L'étonnant, c'est que *personne*, lors de la décision à propos de la commission Crux, n'a rappelé l'existence de cette lettre pour permettre la réalisation pratique immédiate de la chose. Voilà comment on laisse échapper les meilleures situations.

Puisque le comité de *La Commune* s'adresse aussi à notre secrétariat international (et pas seulement à celui d'Amsterdam), il n'est peut-être plus nécessaire d'attendre d'Amsterdam une initiative qui viendra de toute manière trop tard. Après la conférence de *La Commune*, qui aura lieu demain ou après-demain, le secrétariat international peut fort bien informer la nouvelle direction que, pour régler les questions soulevées par le comité de *La Commune*, une commission préparatoire a été nommée et que les gens peuvent s'adresser *directement et officiellement* à Crux. *Le plus important est maintenant de ne plus perdre de temps.*

P.-S. Les propositions que j'ai faites dans ma dernière lettre gardent naturellement toute leur valeur (la discussion dans le secrétariat international, la discussion commune avec le comité central français, etc.).

(4) Au sujet de la commission Crux, voir la lettre de Trotsky à P. J. Schmidt, du 4 mars précédent (p. 40).

[RENOUER LES LIENS INTERNATIONAUX] (1)

(7 mars 1936)

Chers Camarades (2),

J'ai reçu avec reconnaissance toutes vos lettres et vos documents. Seule une maladie m'a empêché de vous répondre rapidement. Je vais maintenant rattraper cette omission.

Vous m'avez demandé de collaborer au journal que vous projetez. Malheureusement, j'ignore sur quelle *base programmatique* et sous quel drapeau politique vous projetez la publication de ce journal. De plus, vos lettres et documents me font craindre que les divergences qui vous avaient conduits à scissionner d'avec notre organisation (3) ne se soient pas atténuées depuis, mais au contraire se soient aggravées. Je serais heureux que mon impression se révèle fautive. Je crois simplement qu'il me faut vous donner clairement mon opinion.

(1) Lettre à Hugo Dewar, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7680, et Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

(2) La lettre est adressée à « Dewar et camarades ». Hugo DEWAR (1908-1980), militant de l'I.L.P., avait été l'un des premiers militants britanniques à chercher le contact avec l'Opposition de gauche : membre de la Marxist League de F. A. Ridley, il avait approuvé les critiques de Trotsky contre sa direction. Puis il avait rejoint le P.C. en tant qu'opposant de gauche et le « Balham Group » qui était le noyau de l'Opposition britannique et fut exclu en août 1932. Lors de la scission de la section, britannique en décembre 1933, Hugo Dewar avait été l'un des dirigeants de la « majorité » qui avait refusé d'entrer dans l'I.L.P. Il avait repris contact avec Trotsky en janvier et venait de lui demander sa collaboration au périodique *Red Flag* dont son groupe avait prévu la nouvelle parution.

(3) Il n'y avait eu formellement scission que de la section britannique, la « majorité » étant resté groupe indépendant et la « minorité » entrée dans l'I.L.P. Mais le S.I. avait proposé aux deux le statut d'« organisation sympathisante », ce qui avait beaucoup choqué la majorité, laquelle, toutefois, s'était contentée d'interrompre les relations épistolaires. À l'époque de la scission, la section comptait une cinquantaine de membres, et la « majorité » une trentaine. En février, P. J. Schmidt avait pris contact avec un groupe qui comptait vingt-cinq membres environ dont une douzaine de jeunes.

1. Vous avez rompu avec nous, il y a deux ans, parce que vous jugiez « opportuniste » l'orientation en direction de l'I.L.P. Vous étiez pour une organisation indépendante. Depuis, cependant, vous avez rejoint le Labour Party, ce qui a provoqué une nouvelle scission dans nos rangs (4).

La question de savoir s'il faut entrer dans l'I.L.P. ou dans le Labour Party n'était pas à mes yeux, et continue à ne *pas être une question de principe*, mais une question d'opportunité pratique. Votre propre conduite a démontré le caractère malsain de la base sur laquelle vous êtes allés à la scission avec nous. Je ne vois pas, dans vos documents ni vos lettres, que vous ayez compris l'importance de la faute que vous avez commise en rompant avec la seule organisation marxiste internationale (5).

2. On ne voit pas du tout clairement les idées et méthodes que vous avancez pour votre activité à l'intérieur du Labour Party. Notre groupe dans l'I.L.P. se bat tout à fait ouvertement pour les idées et les méthodes du bolchevisme et pour la IV^e Internationale. Je ne veux pas exagérer l'importance de ces résultats, ni nier qu'il y ait eu certaines erreurs tactiques. Mais le Marxist Group est *l'unique* groupe qui défende ouvertement la IV^e Internationale en Angleterre (6). Et, pour nous, l'avenir du prolétariat mondial est lié à la IV^e Internationale.

Contrairement à cela, votre groupe n'apparaît que comme l'aile gauche du Labour Party, c'est-à-dire un vague courant centriste. Vous n'avez guère recruté de nouveaux éléments. Il serait en vérité bien difficile de le faire sans programme ni drapeau politique. Le fait que nombre de camarades de votre groupe occupent des positions dans le Labour Party ou les

(4) Dans l'état actuel de nos informations, le lien n'est pas évident entre l'entrée du groupe Dewar dans le Labour Party et la scission du Marxist Group dont l'ancien animateur, D. D. Harber venait d'entrer dans le Labour Party. Les affaires de Harber étaient d'ailleurs en bonne voie puisqu'au mois de mars 1936, il opérait la fusion de son Bolshevik-Leninist Group avec le Youth Militant de Charles van Gelderen, et, surtout, venait de recruter un militant de grande valeur, l'ancien dirigeant des J.-C. Britanniques Eric STARKEY JACKSON (1907-1942).

(5) Aujourd'hui encore à la veille de sa mort, Hugo Dewar contestait cette interprétation, disant qu'il n'y avait pas eu rupture formelle, mais seulement distension des liens *de part et d'autre*.

(6) Il semble bien que Trotsky était personnellement partisan de l'entrée des militants B.L. britanniques dans le Labour Party, et par conséquent d'accord avec l'orientation préconisée par D. D. Harber. Mais il ne pouvait approuver l'initiative de ce dernier et cherchait à faire prendre la décision par le Marxist Group lui-même ou du moins par son écrasante majorité, et ménageait en même temps Schmidt, convaincu qu'il fallait rester dans l'I.L.P. Aussi, pour le moment du moins, « ignorait »-t-il le groupe de D. D. Harber.

syndicats n'a pas de signification révolutionnaire parce qu'ils n'y représentent aucun programme précis, mais n'ont été élus que sur la base de leur activité individuelle. Toute l'expérience historique enseigne que c'est là le chemin le plus court pour être absorbés dans la bureaucratie réformiste.

3. Vous répondez à ma question qu'en principe vous êtes certainement pour la IV^e Internationale, mais que vous jugez impossible de faire pour elle de la propagande à l'intérieur du Labour Party. Ce point de vue est difficile à comprendre, et plus encore à approuver. La bureaucratie du Labour Party et du T.U.C. (7) n'est rien d'autre que la police politique du capital à l'intérieur de la classe ouvrière. Lorsque des révolutionnaires ne font que ce que la police les laisse faire, c'est que ce ne sont pas des révolutionnaires.

De toute évidence, quand on lutte contre les canailles profondément corrompues qui dirigent le Labour Party, on doit agir avec prudence et perspicacité. Cela ne vaut que pour la *technique* du travail révolutionnaire, pas pour son contenu. Comment faire de la propagande pour la IV^e Internationale à l'intérieur du Labour Party, c'est votre affaire à vous. Si on *renonce* à faire cette propagande, on se rend directement à la II^e Internationale.

4. A ma question de savoir si l'expérience a révélé s'il était plus avantageux pour les bolcheviks-léninistes de travailler dans l'I.L.P. ou dans le Labour Party, vous m'avez répondu que, bien que vous estimiez que les possibilités dans l'I.L.P. sont épuisées, un tournant du Marxist Group vers le Labour Party n'est pas souhaitable — et pourquoi ? Non pas parce que, peut-être, il n'est pas possible de travailler dans le Labour Party, mais parce que le Marxist Group est trop... médiocre pour le Labour Party. Là, vous dépassez la mesure. Vous pensez que le Labour Party, dirigé par d'habiles carriéristes, traîtres et chauvins, est trop bon pour les bolcheviks-léninistes et que votre groupe a, pour ainsi dire, mission de protéger le Labour Party contre les intrusions du Marxist Group.

Si *telle* était la situation, quel serait le but de ma collaboration à votre futur journal ?

5. Comme preuve de la « bassesse » du Marxist Group,

(7) Le T.U.C. est le Trade Union Congress, organisme syndical suprême.

(8) Pendant la campagne électorale, le Marxist Group avait soutenu dans l'I.L.P. la position qui consistait à ne voter pour les candidats du Labour Party que s'ils combattaient la position de la S.D.N. dans

MM. Attlee, Clynes (9) et compagnie disent qu'ils ne peuvent recevoir les gens qui les ont boycottés, je ne m'étonne pas. Mais, que *vous*, cependant, vous mettiez cette question purement tactique au-dessus de toutes les autres, cela révèle un état d'esprit qui me paraît très dangereux. Le mot d'ordre du boycottage était une erreur tactique qui sortait néanmoins de prémisses *révolutionnaires*. Le fait que vous exagériez cette faute est également une faute, mais qui provient de vos prémisses *opportunistes*.

6. Les adhérents de la IV^e Internationale appartiennent — formellement ou non — à une organisation internationale dont les membres sont répandus dans le monde entier, travaillent étroitement ensemble, se critiquent mutuellement et se contrôlent les uns les autres. Cela leur donne la certitude que, quand ils commettent des erreurs, ils sont également capables de les corriger. Quelles sont cependant les garanties que possède votre groupe, qui n'a pas de programme, qui n'appartient à aucune organisation internationale, et dont la politique consiste à s'adapter à l'aile « gauche » de la bureaucratie ?

Et maintenant, les conclusions-clés. Toute mon activité est liée à celle des organisations qui se fondent sur la base de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale ». Je ne puis donc collaborer à votre journal — et, dans ce cas, je le ferai avec plaisir — que s'il fait son programme de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale ». Cette initiative ne doit pas avoir cependant un caractère platonique, mais doit avoir des conséquences nationales, et internationales. C'est-à-dire que votre groupe doit renouer les liens internationaux qu'il a brisés il y a deux ans. Vous devez également entrer en contact étroit avec le Marxist Group pour mener un travail révolutionnaire, à l'avenir, en entente étroite avec lui. Je suis sûr qu'un accord sur une base programmatique ferme ne peut que donner les meilleurs résultats, et je suis prêt à travailler avec vous dans ce but, de toutes mes forces.

l'affaire d'Éthiopie et les « sanctions ». Trotsky avait critiqué cette politique dans une discussion de novembre 1937 avec Earle Bimey et Kenneth Johnstone, deux Canadiens du Marxist Group (*Œuvres* 7, p. 136-141).

(9) Clement R. ATTLEE (1883-1967), devenu major de réserve pendant la guerre, avait remplacé en 1935 le pacifiste Lansbury à la place de « leader » du groupe parlementaire aux Communes. Il avait été imposé à ce poste par le dirigeant syndical Ernest Bevin, partisan de la « sécurité collective ». Quant à John R. CLYNES (1869-1949), il incarnait depuis plus de vingt ans l'extrême-droite du Labour Party.

**[L'EXCLUSION
DES DIRIGEANTS ESPAGNOLS] (1)**
(9 mars 1936)

Chers Camarades,

Je trouve le projet de résolution concernant l'Espagne bien juste, mais je propose d'éliminer de l'avant-dernier paragraphe la phrase suivante : « et décide d'exclure de nos rangs les responsables de cette politique et tous ceux qui s'en rendent solidaires (2) ».

Cela ne change pas le fond, mais évite l'apparence qu'on exclut les chefs par-dessus la tête des ouvriers auxquels on fait appel (3).

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8031, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Le S.I. avait décidé le 30 janvier l'exclusion d'Andrés Nin et des autres dirigeants du P.O.U.M. originaires de la Izquierda comunista qui, formellement, étaient toujours membres de l'organisation internationale. Trotsky avait protesté, par une lettre du 6 février (*Œuvres* 8, p. 154) et le S.I. du 14 avait décidé de lui soumettre, ainsi qu'à Sneeveliet, un nouveau texte. La phrase dont Trotsky propose la suppression vient après le passage suivant : « Il y a lieu de dénoncer publiquement l'attitude des membres de la Gauche communiste qui ont couvert cette opération de trahison. »

(3) L'appel se terminait par un « appel aux ouvriers révolutionnaires espagnols et à tous les militants restés fidèles à la Ligue des communistes internationalistes et à sa politique, pour fonder la section espagnole de la IV^e Internationale ».

**[COMMENT TRAVAILLER
DANS LE P. S. AMÉRICAIN] (D)**
(9 mars 1936)

Cher Camarade Cannon (2),

Les décisions de la dernière conférence (3) ne sont pas encore en ma possession. Mais j'espère que tout s'est bien passé. En tout cas, j'ai reçu un télégramme des camarades Muste, Spector et Abern me faisant savoir leur soutien loyal à la décision prise (4).

Le plus important à présent (si l'entrée dans le parti socialiste se réalise) c'est de se mettre au travail de manière à la fois sérieuse et efficace.

Vous n'avez pas aujourd'hui en Amérique des questions aussi brûlantes qu'en France. La dénonciation des dirigeants centristes sera dans une certaine mesure plus difficile, car il ne s'agit nullement d'utiliser des arguments qui n'aient de poids que pour vos propres camarades et n'aient aucun effet sur le *rank and file* (5) socialiste. En France aussi d'ailleurs on a dépensé bien trop d'énergie à « démasquer » les dirigeants de manière souvent purement idéologique et trop peu par un travail en profondeur à la base, en particulier dans la jeunesse. C'est

(1) Lettre à James P. Cannon, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7494 et Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

(2) Sur James P. Cannon, cf. n. 3, p. 35. Trotsky avait tenu Cannon au courant de tout ce qu'il avait fait pour l'appuyer et pour empêcher la scission.

(3) La conférence nationale du W.P.U.S. qui avait à trancher la question de l'entrée dans le P.S. s'était tenue les 29 février et 1^{er} mars.

(4) Pour le télégramme, cf. p. 33. Pour Muste, Spector et Abern, cf. n. 2, p. 33. Cette décision de la minorité hostile à l'entrée constituait pour Trotsky un grand succès personnel : la violence des désaccords à l'intérieur du W.P.U.S. aurait logiquement dû conduire à une scission si lui-même n'avait pas pesé de tout son poids pour le maintien de l'unité.

(5) En anglais dans le texte. « Rank and file » désigne « la base ».

une erreur qu'on devrait, à mon avis, essayer d'éviter en Amérique.

C'est une partie importante de notre travail que de gagner les éléments jeunes, capables de penser et d'évoluer, à notre programme, à notre passé et donc aussi à notre avenir. Cela ne peut se faire que par une propagande bien organisée. Nos camarades pourraient peut-être organiser pour les jeunes, mais aussi pour les adultes, un cycle de cours sur la révolution d'Octobre et l'Union soviétique, la révolution chinoise, l'évolution de l'Allemagne et de l'Autriche, la révolution espagnole, le programme de l'internationale communiste, etc. Ce travail « tranquille » montrerait instantanément aux meilleurs éléments socialistes l'énorme supériorité de nos cadres et les rendrait de la sorte aussi plus accessibles et plus attentifs à notre critique directe de l'*actualité*.

Naturellement je n'oppose nullement ce travail de propagande au travail de masse. Tout au contraire. Entraîner les organisations locales du parti socialiste dans les conflits locaux et, sur la base de ces conflits, provoquer en leur sein les différenciations nécessaires, reste le devoir le plus éminent de la fraction. Mais une propagande plus profonde doit créer dans chaque organisation socialiste des points d'appui pour les éléments qui nous sont favorables et permettre seulement ainsi de les entraîner dans des actions de masse. Par ailleurs, en cas de rupture avec l'appareil centrisme, seuls seront avec nous les éléments qui auront plus ou moins saisi de manière théorique le contenu de notre combat.

En ce qui concerne la critique de la direction centrisme, il est très important de considérer qu'elle ne doit pas se perdre dans des détails secondaires qui ne pourraient qu'irriter les militants socialistes mais se concentrer sur des questions *importantes et bien choisies*. Il existe un certain risque que nos camarades réagissent par le sarcasme et le mépris aux platitudes superficielles servies par les centristes dans les réunions. Cela peut créer dès le début un climat très défavorable pour nous. Pour le simple militant, qui n'a pas la formation politique nécessaire, il est difficile de s'élever au niveau de notre critique et c'est pourquoi l'ironie (même parfaitement justifiée) inquiète le *rank and file* (6), l'agace et éveille en lui des soupçons. Cela donne aux chefs centristes la possibilité de mobiliser ces sentiments contre nous. Aussi est-il nécessaire d'être extrêmement patients

(6) Cf. n. 5.

et d'user d'un ton paisible et amical. Evidemment le ton peut changer et changera dès qu'on disposera des points d'appui nécessaires et que de grandes questions politiques viendront à l'ordre du jour.

Tout cela n'est évidemment pas si facile, car la partie ne peut être jouée comme si c'était un morceau de musique. Mais comme nous avons de bons cadres, dotés d'une solide expérience, nous pouvons, je crois, attendre une méthode précise de travail de tous les camarades.

Toutes ces considérations sont évidemment bien trop abstraites et aux trois quarts superficielles, car là-bas vous voyez les choses, de près, plus concrètement que nous ici (7). Je voulais seulement vous communiquer à toutes fins utiles ces suggestions qui proviennent de l'expérience française et, pour une part aussi, de l'expérience belge.

Il serait très important que notre Internationale soit informée de ce qui se passe en Amérique. Il serait évidemment d'une *imprudence extrême* d'envoyer des rapports officiels, etc. Mais un *jeune* camarade, disons le camarade Roberts (8), pourrait nous faire parvenir sous la forme de *lettres privées* les informations nécessaires (impressions, projets, etc.) sans engager pour autant de manière formelle la direction de notre fraction. Mais il est très important que nous soyons tenus au courant ici de vos nouvelles expériences.

(7) C'est pourquoi je ne fais ces suggestions que dans une lettre privée : elles me semblent très insuffisantes pour une lettre à la direction. En outre, j'en ai un peu parlé avec les camarades Spector et Paine (note de L. Trotsky).

(8) Harold Frank ROBERTS était l'un des pseudonymes militants de Harold R. ISAACS (né en 1910). Isaacs était arrivé en Chine à la fin de 1930 sans affiliation politique, avait sympathisé avec le P.C. chinois et commencé la publication de la revue *China Forum*. Informé des divergences à l'intérieur de l'I.C., il avait été influencé par les arguments de l'Opposition de gauche à propos de la politique allemande, puis s'était lié à l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche chinoise, Liu Renjing, qu'il avait caché chez lui. Après la parution du dernier numéro de *China Forum* en janvier 1934, Isaacs s'expliqua sur sa rupture avec le stalinisme dans une lettre à *New International*. Il avait commencé à cette époque un livre sur la révolution chinoise et chercha à compléter sa documentation par un voyage en Europe en 1935 où il rendit visite notamment à Treint, Sneevliet puis Trotsky (cf. *Œuvres* 6). Il avait rejoint le W.P.U.S. à son retour aux Etats-Unis à l'automne 1935. Trotsky avait beaucoup d'estime pour lui et lui avait proposé de préfacier son livre, *La Tragédie de la révolution chinoise*.

[QUELQUES DÉSACCORDS A DISCUTER] (1)

(10 mars 1936)

Cher Camarade Fred (2),

Votre lettre du 3 mars nous a bien réjouis ici. Je vois bien que vous ne perdez pas courage malgré (les) quelques échecs des derniers mois. Ce que vous dites sur l'état d'âme des ouvriers est très intéressant (3). Pourquoi ne pas le publier sur *Révolution* ? Mais d'une manière plus concrète. J'ai beaucoup insisté en son temps sur la nécessité de développer dans les colonnes de *Révolution* un reportage vivant et sérieux. Malheureusement, on a tout à fait étouffé ce genre d'articles.

Sur la défense de l'U.R.S.S., je ne puis aucunement accepter le point de vue que vous exposez. La bureaucratie est un facteur très important, mais il n'y a pas que la bureaucratie. Il y a tout le régime social qui détermine notre politique. Et le régime social de l'U.R.S.S., malgré la bureaucratie perfide et réactionnaire, est le seul régime progressif du monde : le développement rapide des forces productives et de la culture, etc. En défendant l'Abyssinie contre l'impérialisme, nous ne défendons pas le Négus (4), au contraire : la victoire éventuelle de l'Abyssinie

(1) Lettre à Fred Zeller, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10963, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Fred ZELLER (né en 1912), étudiant aux Beaux-Arts, avait été dirigeant de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine et leader de la tendance J.S.R. Adversaire résolu de l'Union sacrée, il avait été exclu ainsi que les autres dirigeants de l'Entente, notamment bolcheviks-léninistes, en juillet 1935, lors de la conférence de Lille sous la pression des dirigeants de la S.F.I.O. Il avait rendu visite à Trotsky à Hônefoss et avait été convaincu par lui de rejoindre le G.B.L. Il avait participé en janvier 1936 à la fondation des J.S.R. et était ensuite parti en province pour une tournée de trois mois.

(3) Zeller trouvait les ouvriers inquiets, méfiants vis-à-vis des organisations officielles, et réceptifs aux arguments des B.L.

(4) Le « Négus » était l'empereur d'Ethiopie. Rappelons que l'armée italienne du régime fasciste de Mussolini était en train d'achever victorieusement la campagne de conquête de l'Ethiopie ou Abyssinie.

sur l'Italie (avec l'aide du prolétariat mondial) donnerait une poussée formidable à tous les peuples coloniaux — non seulement contre les impérialistes mais aussi contre leurs propres négus. La même chose pour la bureaucratie soviétique : la victoire de l'U.R.S.S. signifierait en même temps un échec formidable pour les pays impérialistes et, *eo ipso* (5), le développement de la révolution mondiale. Dans ce tourbillon, la bureaucratie soviétique ne pourrait que trouver sa perdition. Il faut envisager la question de l'U.R.S.S., de sa bureaucratie, etc. dans l'enchaînement dialectique des événements historiques. D'ailleurs, je parle là-dessus plus largement dans une brochure que je prépare.

Quant aux élections législatives en France, je ne crois pas qu'on puisse accepter le boycottisme (6). Faire de la propagande pour les comités d'action : oui. Opposer les futurs comités d'action à la présente action électorale : non ! On ne peut boycotter le parlementarisme que quand on est assez fort pour le remplacer par l'action directe révolutionnaire. Mais là-dessus aussi on s'expliquera plus largement.

Pensez-vous rester encore longtemps à Lyon ? Avez-vous visité Grenoble où nous avons d'excellents amis, Violette et Alexis Bardin (7) ?

Je réfléchirai à quelques suggestions pratiques que vous faites dans votre dernière lettre.

(5) « *eo ipso* » : expression latine, « par cela même ».

(6) Trotsky emploie le néologisme « boycottisme » pour désigner la tactique du boycottage.

(7) Alexis BARDIN (né en 1905) était professeur de dessin industriel à l'école Vaucanson de Grenoble quand Trotsky habitait à Domène. Chargé par ses deux frères, militants du G.B.L., de jouer un rôle de courrier, il s'était laissé convaincre par Trotsky qui l'avait pris en amitié, ainsi que sa femme, Violette et leur fille, appelée Léone.

[ATTENTION A GODEFROID] (D)

(10 mars 1936)

Cher Camarade Lesoil (2),

J'ai reçu grâce à vous cinq numéros de *La Jeune Garde* (3). Mon impression : c'est un organe des plus louches du mouvement ouvrier. Ce n'est pas une feuille centriste avec des oscillations inévitables comme l'était *V Action Socialiste* sous Spaak (4). Non, c'est un instrument de duperie, de perfidie et de trahison. Godefroid arrange consciemment les articles et les formules pour mieux tromper la jeunesse et pour la livrer au patron Vander-velde (5) c'est-à-dire au patron Capital. Dans ces conditions,

(1) Lettre à Léon Lesoil. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8879, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Léon LESCOIL (1892-1942), technicien des mines de charbon, avait vécu la révolution russe en tant que militaire belge et était devenu communiste à Vladivostok en 1918. Il avait été le fondateur et le dirigeant du parti communiste de Belgique à Charleroi, membre du comité central, délégué au 3^e congrès de l'LC., permanent à Liège en 1927. Il avait été exclu en 1928 et était devenu l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche, conduisant en 1930 le petit groupe qui avait rallié les positions de Trotsky et de l'opposition internationale. Il avait été l'un des dirigeants de la grève des mineurs de 1932, puis, à partir de 1935, un ardent partisan de l'entrisme dans le P.O.B. où il n'avait pas été personnellement admis. Il était l'homme de confiance de Trotsky dans la section belge.

(3) *La Jeune Garde* était l'organe de l'organisation de jeunesse du parti ouvrier belge, les Jeunes Gardes socialistes (J.G.S.).

(4) L'avocat Paul Henri SPAAK (1899-1972) avait été jusqu'en 1935 la figure de proue de l'aile « gauche » du P.O.B. regroupée autour de l'hebdomadaire *Action socialiste* qui rassemblait des éléments très divers, y compris des sympathisants du P.C. Spaak devint ministre dans le cabinet van Zeeland d'Union nationale en mars 1935, et l'Action socialiste allait éclater à l'été suivant, entre partisans de l'A.S.R. trotskysants et prostalinien.

(5) Emile VANDERVELDE (1866-1938), avocat et dirigeant de l'aile la plus droite du P.O.B., était à cette époque à la fois ministre du roi (sans portefeuille) et président de la II^e Internationale. Sa participation au cabinet de guerre en 1914 faisait de lui aux yeux de Trotsky un symbole du « social-traître ».

Dauge (6) propose d'abandonner les discussions « oiseuses ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Et que signifie la photo de Dauge publiée sur *La Jeune Garde* ?

La seule politique juste serait de dénoncer *La Jeune Garde* et *Godefroid* (7) dans chaque numéro en démasquant leurs formules creuses, en leur posant des questions et en exigeant des réponses précises. Sans cela on retombe dans la déclamation « oiseuse » sur le défaitisme révolutionnaire en dehors de l'espace et du temps.

Mes saluts les plus chaleureux.

(6) Walter DAUGE (1907-1944), fils de mineur, ancien étudiant, puis speaker de radio révoqué, était dirigeant des J.G.S. du Borinage et leader de l'Action socialiste révolutionnaire dans laquelle il avait été en principe gagné par la fraction trotskyste « entriste ». Il refusait d'engager la lutte contre le dirigeant J.G.S. Fernand Godefroid ce qui provoquait chez Trotsky méfiance et inquiétude.

(7) Fernand GODEFROID (né en 1909) était depuis 1930 secrétaire national des J.G.S. Membre de la < gauche », il avait depuis peu choisi son camp et commencé l'expulsion systématique des « trotskystes » des J.G.S. Trotsky envoyait lettre sur lettre pour que l'A.S.R. cesse d'être conciliante à son égard et se heurtait à la résistance de Dauge.

**[UN MENSONGE PLUS STUPIDE
QU'IGNOBLE] (1)**
(11 mars 1936)

Monsieur le Directeur (2),

Dans votre journal du 8 mars, vous publiez une lettre du général A. Niessel (3) contenant cette affirmation : Trotsky reconnaît avoir touché autrefois de l'argent de l'Allemagne, mais reconnaît qu'il fallait bien vivre, etc. La plupart de vos lecteurs, j'en suis sûr, ont compris sans attendre mon démenti formel, qu'il ne s'agit ici que d'un mensonge plus même stupide qu'ignoble.

(1) *Révolution*, 30 mars 1936. Lettre au journal *L'Œuvre*.

(2) *L'Œuvre* avait été fondée en 1915. Son directeur était Henri Raud. Elle diffusait à plus de cent mille exemplaires et comptait sur la collaboration de dirigeants du parti radical.

(3) Henri Albert NIESEL (1866-1955), après une carrière qui s'était déroulée pour l'essentiel en Algérie et au Maroc, général de coros d'armée en 1916, avait dirigé en 1917 la mission militaire chargée de maintenir la Russie dans la guerre aux côtés des Alliés.

[PRISE DE CONTACT] (1)

(12 mars 1936)

Cher Camarade Dauge,

1. Je ne puis envoyer l'article voulu (2) que mardi le 17 et encore en russe pour mieux expliquer ma pensée. J'enverrai la copie par avion à Paris pour la traduction et la transmission immédiate à vous. Tout cela signifie la perte d'une semaine. Si vous y tenez, vous pouvez annoncer l'article par avance pour atténuer ainsi un peu le retard.

2. Les camarades Lesoil et Fux (3) m'écrivent très rarement et très peu. Vous avez tout à fait raison en supposant que je ne suis pas suffisamment informé sur la vie du P.O.B. et en particulier sur les modalités électorales (4). Mais je suis un lecteur attentif de *Y Action socialiste révolutionnaire*. C'est la source la plus importante d'où je puise mes informations sur la vie du P.O.B. Je vous saurais naturellement bien gré pour toute information que vous m'aurez procurée.

3. Je lis aussi *La Jeune Garde* et cela me suffit pour dire avec la pleine conviction que Godefroid et sa clique représentent le plus grand danger pour le développement du parti révolutionnaire en Belgique. Il est mille fois plus important de dénoncer Godefroid que Vandervelde parce que Vandervelde ne peut asservir la jeunesse ouvrière belge à l'impérialisme autrement que par l'intermédiaire de Godefroid. Je trouve l'attitude

(1) Lettre à Walter Dauge. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7664, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Il s'agit de l'article « Les déclarations et révélations de Staline » qui ne sera finalement achevé que le 18 mars.

(3) Georges Fux (né en 1911), militant des LC, passé à l'Opposition de gauche à Charleroi en 1932, avait dirigé les Jeunesses Léninistes puis la fraction trotskyste et la tendance A.S.R. dans les J.G.S.

(4) La lettre du 9 mars 1936 est la première de Dauge à Trotsky dans les archives de Harvard. Outre la demande d'article (cf. n. 2), il y explique à Trotsky qu'il manque de toute évidence d'éléments d'informations sur la situation dans le parti belge.

de l'A.S.R. envers Godefroid absolument insuffisante pour ne pas dire foncièrement fausse. Il ne s'agit pas d'une « discussion oiseuse », il s'agit de défendre l'internationalisme révolutionnaire misérablement trahi par Godefroid. Il faut le dénoncer ! Il faut le combattre ! Il faut lui arracher la jeunesse ouvrière !

Mes meilleurs saluts.

[LE LIVRE SUR L'UNION SOVIÉTIQUE] (0
(13 mars 1936)

Cher Ami (2),

Je suis en train d'achever un gros ouvrage sur l'Union soviétique. Le titre est à peu près : « Qu'est-ce que l'Union soviétique et où va-t-elle ? » Je suppose que le livre fera environ deux cents pages ; dans le cas où on ne l'imprime pas trop serré, il peut faire plus. Ce n'est pas une brochure de propagande pour l'usage interne, mais une œuvre pour le grand public. On y trouve une analyse de l'évolution économique de l'Etat soviétique, de la bureaucratie, de l'armée, du rôle éventuel de l'Etat soviétique dans la guerre et de la perspective de son évolution ultérieure. J'imagine que cet ouvrage trouvera un terrain favorable en France à l'heure actuelle et qu'il aura donc une très large diffusion ainsi qu'un tirage élevé. La première partie peut déjà être chez le traducteur à Paris au cours de la semaine prochaine. Le reste serait ensuite expédié dans les deux semaines suivantes (si rien de fâcheux ne se produit).

La rédaction est entièrement terminée. Il ne s'agit que de corrections et de mise au net.

(1) Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10141, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) LÉON SEDOV (1906-1938) était le fils aîné de Trotsky et de Natalia Sedova. Militant des jeunesses après la révolution russe, il avait embrassé avec passion la cause de l'Opposition de gauche dont il était devenu l'un des organisateurs dans la jeunesse. Mais il choisit en 1928, lors de l'exil de son père à Alma-Ata, de l'accompagner pour l'aider matériellement et politiquement. Il avait suivi Trotsky et sa mère en exil en Turquie, et, en février 1931, s'était installé à Berlin qu'il avait quitté en 1933 pour Paris. Il était le responsable du « travail russe » et en particulier de la publication du *Biulleten Oppositsii*, et membre du secrétariat international. Il était en outre très souvent le fondé de pouvoir, voire l'homme à tout faire de son père, comme le montre cette lettre qui lui confie les contacts avec des éditeurs. Trotsky appelle son fils « cher ami » par une précaution, très dérisoire d'ailleurs, de clandestinité.

Il est nécessaire de trouver un éditeur sans tarder. Il faut faire la proposition à Rieder (3). S'il la rejette, il commettra une grosse bêtise, car le livre présente un gros bénéfice. Mais comme Rieder a des droits exclusifs, il peut naturellement exercer une certaine pression, au moins en ce qui concerne le prix. Il faut sur ce point être fort prudent et négocier adroitement. J'imagine qu'un éditeur, pour un tel ouvrage, ne devrait pas *payer d'avance* moins de deux mille francs, non compris les frais de traduction. Je propose donc d'engager immédiatement les négociations.

Il y a cependant une difficulté technique : la dactylographie que j'ai ici. Il n'est pas certain qu'elle puisse venir lundi pour mettre au net le manuscrit. Si sa maladie devait durer, j'envverrais à Paris la première partie du manuscrit pour qu'on en fasse sur place plusieurs copies, deux pour New York, une pour la traduction française, etc.

Je suppose que l'ouvrage sera traduit par Parijanine (4). Malgré le nombre important d'erreurs commises dans le premier volume de ma biographie de Lénine, il reste le meilleur traducteur français.

La préface pour l'édition française de mon *Terrorisme* (5) ainsi que mes articles pour le *Bulletin* russe dépendent aussi directement de l'état de santé de la dactylographe. Il vous faut en tenir compte par avance.

(3) La maison d'édition Rieder, de Paris, avait déjà publié *Ma Vie*, *L'Histoire de la Révolution russe* et *La Révolution permanente* et venait de publier *Jeunesse de Lénine*.

(4) Maurice DONZEL, dit PARUANINE (1885-1937), avait vécu plusieurs années en Russie avant la guerre déjà puis pendant la révolution. Correcteur d'imprimerie, il était rédacteur à la revue *Les Humbles*. Trotsky lui avait vivement reproché les notes qu'il avait ajoutées à sa traduction de *Ma Vie*.

(5) Il s'agit de la réédition de l'ouvrage qui s'intitulait primitivement *Terrorisme et Communisme* et dont la nouvelle traduction française, pour éviter toute confusion avec le livre de Kautsky qui portait ce titre, avait été rebaptisée *Défense du Terrorisme*, titre qui, semble-t-il, contribuait à une confusion plus dangereuse.

[A PROPOS DE MANŒUVRE] (1)

(16 mars 1936)

Cher Camarade Dauge (2),

Je ne nie naturellement pas l'utilité de telle ou telle manœuvre envers l'ennemi de classe, les réformistes y compris (3). Mais la politique de manœuvre a ses règles, qui doivent être strictement observées.

a) La manœuvre doit être bien comprise dans toute son envergure au moins par la direction (au point de départ).

b) La manœuvre ne peut pas se servir de ruses qui sont aptes à désorienter les amis sans peut-être tromper les ennemis.

c) Il faut bien définir les limites de la manœuvre, mettre au courant sa propre organisation et ne rien entreprendre d'important à titre personnel.

Je dois avouer (puisque notre correspondance n'aurait aucune valeur sans la franchise complète) que votre exposé ne me donne pas d'apaisement sur tous ces points.

Il est clair que la bureaucratie ne va pas vous exclure purement et simplement, mais essaiera de vous mettre au pied du mur. On vous posera des questions, on exigera des précisions, on contrôlera votre campagne électorale, on ne vous permettra même pas de rester dans le vague (ce qui serait déjà déplorable du point de vue révolutionnaire). Or quelque camarade du Borinage (j'ai lu le procès-verbal de la discussion) croit que vous... pourriez vous contenter dans la propagande des mots d'ordre

(1) Lettre à W. Dauge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7665, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Trotsky répond ici à une lettre de Dauge datée du 11 mars (Bibliothèque du Collège de Harvard, 739), elle-même répondant à sa lettre du 9 février (*Œuvres*, 7, p. 173-177).

(3) Dauge justifiait la nécessité de la manœuvre et affirmait notamment avoir embarrassé la droite du parti en se présentant au « poil », l'élection primaire, contre l'avis de ses camarades. Il expliquait que sa 'politique, loin d'être de l'opportunisme, comme le croyait Trotsky, était une « tactique intelligente ».

« communs » avec le programme du P.O.B. Une attitude pareille serait *fatale*. Mais si vous envisagez une propagande claire et vigoureuse qui doit se renforcer d'un jour à l'autre pour être dirigée aussi *contre la politique des chefs du P.O.B.*, de ses ministres, etc., alors la manœuvre pourrait aboutir à un résultat positif pour le parti révolutionnaire.

Oui, je dis qu'il n'est pas « indifférent » de quel côté vient la scission. Mais cette formule (« pas indifférent ») signifie aussi que cette question n'est pas *décisive*, que c'est une question de procédure qui doit être subordonnée au contenu politique de la lutte. Naturellement il faut se couvrir autant que possible par l'exégèse savante des statuts, etc. Mais politiquement le seul salut est *l'offensive farouche et la dénonciation implacable de la complicité des chefs du P.O.B. dans le complot impérialiste et de la complicité de Godefroid et compagnie avec les chefs patriotes*.

Vous parlez de la possibilité d'avoir deux députés (4). *La Jeune Garde*, en publiant votre photo, parle aussi de deux candidats. De quoi s'agit-il en vérité ? D'un bloc de l'A.S.R. avec le C.N. des J.G. pour l'élection de deux députés ? Ou seulement de la tentative de Godefroid pour provoquer la scission dans l'A.S.R. ? Sur cette question, l'attitude de *VAction socialiste révolutionnaire* n'est pas claire. Et je continue de considérer Godefroid comme l'élément le plus ambigu et le plus dangereux dans le jeu des forces intérieures du P.O.B.

Je sais bien que vos forces sont modestes (5). Mais la fraction révolutionnaire ne se renforce que par la clarté. Godefroid, par exemple, explique son adaptation aux social-patriotes par la nécessité de renforcer l'organisation. Si l'A.S.R. commence, pour la même raison, à s'adapter à Godefroid, le seul qui en sortirait renforcé serait le capitalisme belge.

Pour faire des manœuvres audacieuses, il faut être fort. Quand on est faible, la manœuvre peut bien se retourner contre

(4) Non seulement Dauge escomptait bien avoir deux élus (Lesoil et lui-même), mais il précisait que, s'il avait suivi l'opinion de Lesoil et de Charleroi, la situation aurait tourné à la catastrophe, car rien n'était possible sans élu : « Nous n'aurions pas eu un seul élu. Dans ce cas, nous nous serions rapidement liquéfiés et le mouvement d'action socialiste révolutionnaire aurait sombré dans le ridicule »... (avec la permission du Collège de Harvard).

(5) Dauge avait écrit sur un ton qui semble bien avoir été habituel chez lui : « Nous ne sommes qu'une poignée et ce n'est pas avec les cadres actuels que nous saurions faire de grandes choses. C'est là une vérité élémentaire qu'il faut bien comprendre, camarade Trotsky. »

son initiateur. La meilleure « modestie » révolutionnaire, c'est la clarté.

D'accord avec vous qu'il n'est pas recommandable d'imiter la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf. Mais imaginez, mon cher Dauge, qu'une grenouille essaie par de savantes manœuvres de vaincre un bœuf ou même un troupeau de bœufs. Ce ne serait pas du tout de la « modestie ».

Sur la Liga, votre explication ne me paraît pas satisfaisante (6). Prendre la défense de la Liga était un devoir élémentaire. Mais il y avait un devoir non moins important : se délimiter du confusionnisme de la Liga. En prenant la défense de la Liga menacée, il eut fallu en même temps expliquer aux lecteurs l'antagonisme irréconciliable entre le pacifisme de Liebaers (7) et le marxisme de l'A.S.R. C'est la méthode consacrée par Marx et par Lénine. Et elle reste bonne.

La même chose pour Caballero (8). Vous dites l'avoir pris comme autorité « par pure tactique ». Croyez-vous que les ouvriers belges puissent comprendre une tactique pareille ? J'en doute. Ils doivent se dire : ce Caballero doit être un excellent garçon, si on nous le donne en exemple. Ainsi, vous désorientez vos propres lecteurs. En même temps, vous ne servez pas du tout de cette manière vos idées contre les staliniens puisque ceux-ci doivent vous répondre : « Mais nous disons la même chose que Caballero et nous faisons la même chose que lui, c'est-à-dire le Front populaire. » De cette manière, vous êtes pris à votre propre piège. Il ne faut jamais jouer à cache-cache avec les idées et les principes.

Le défaitisme révolutionnaire de l'A.S.R. est souvent trop abstrait puisqu'il se réduit à la répétition des formules générales. Aujourd'hui, en Belgique, le défaitisme révolutionnaire consiste surtout dans *le devoir de dénoncer le pacifisme de*

(6) Trotsky reprochait à Dauge et au journal de tendance de s'être identifiés aux positions de la « Liga » (De Internationale socialistiche Anti-Oorlogsliga) flamande, organisation pacifiste persécutée par le P.O.B., au lieu de la défendre tout simplement.

(7) Frans LIEBAERS (1895-1957), ouvrier du vêtement, secrétaire de la Liga depuis 1932, était son porte-parole.

(8) *L'Action socialiste révolutionnaire* du 12 février 1936 portait en manchette un texte du dirigeant socialiste espagnol Largo Caballero : « C'est par la force que la bourgeoisie s'est emparée des biens de la noblesse. C'est par la force que les masses ouvrières doivent écraser la bourgeoisie. » Trotsky avait vivement reproché cette manchette à ses camarades dans sa lettre du 9 février. FRANCISCO LARGO CABALLERO (1869-1946), ouvrier plâtrier, avait été l'un des principaux dirigeants réformistes de l'U.G.T. et du P.S.O.E. au cours des années vingt, mais avait fait un brutal virage à gauche à partir de 1933.

Liebaers et le centrisme capitulaire de Godefroid. Sans cela, les meilleures intentions et les meilleurs articles ne serviront qu'à préparer le triomphe des social-patriotes sur l'A.S.R. comme sur Godefroid et Liebaers.

Pas nécessaire de vous dire, camarade Dauge, que je serais bien heureux de continuer cette explication des deux côtés.

LES DÉCLARATIONS ET LES RÉVÉLATIONS DE STALINE (1)

(18 mars 1936)

Politique extérieure

Qu'enseigne l'expérience de la Mongolie ?

Dans l'interview accordée par Staline à Roy Howard (2), ce qui est essentiel, c'est l'affirmation de l'inéluctabilité de l'intervention de l'U.R.S.S. en cas d'agression japonaise contre la république populaire de Mongolie. Cette affirmation est-elle juste au fond ? Nous pensons que *oui*. Non pas seulement parce qu'il s'agit de la défense d'un Etat faible contre un brigand impérialiste : si elle était guidée *uniquement* par ce genre de considérations, l'U.R.S.S. devrait être toujours en guerre contre tous les pays impérialistes du monde. L'U.R.S.S. est trop faible pour mener à bien une telle tâche, et, ajoutons-le, cette faiblesse est la *seule* justification du « pacifisme » de son gouvernement.

Mais la question de la Mongolie est celle des positions stratégiques futures du Japon dans une guerre contre l'U.R.S.S. Ici, il faut fermement trancher jusqu'où on peut céder. Il y a quelques années, l'Union soviétique a cédé au Japon le chemin de fer de l'Est chinois (3) qui est aussi une position stratégique

(1) T 3903. *Biulleten Oppositsii*, n° 49, avril 1936, en français dans *Révolution*, 27 mars 1936. Traduction du russe revue et corrigée.

(2) Roy HOWARD (1883-1964), était l'un des plus grands journalistes de la fameuse chaîne américaine « Scripps-Howard Newspapers ». Il avait interviewé Staline le 1^{er} mars 1936 à Moscou, et les déclarations de Staline à cette occasion avaient suscité beaucoup de commentaires. *L'Humanité* en avait publié le texte intégral dans son numéro du 6 mars 1936, et c'est à sa traduction que renvoient toutes les citations de Staline dans le texte ci-dessus.

(3) Le chemin de fer de l'Est chinois était la partie de l'ancien Transsibérien construit sous le tsarisme qui traversait la Mandchourie et se terminait à Vladivostok. Staline l'avait, vendu au gouvernement fantoche des Japonais du Mandchoukouo l'année précédente.

de la plus haute importance. Cet acte fut alors célébré par l'internationale communiste comme une manifestation volontaire de pacifisme. En réalité, c'était un acte de faiblesse imposé. L'I.C. avait mené la révolution chinoise de 1925-27 à la ruine grâce à la politique du « front populaire (4) ». Cela a délié les mains de l'impérialisme. Ayant cédé une ligne de chemin de fer stratégique extrêmement importante, le gouvernement soviétique a, par là même, facilité les coups de force du Japon en Chine du Nord, ainsi que ses attaques actuelles en Mongolie (5). Aujourd'hui, il doit être clair, même pour un aveugle, que, lors de la cession du chemin de fer, il s'agissait non pas de pacifisme abstrait (ce qui eût été dans ce cas une simple stupidité et une trahison), mais d'un rapport de forces défavorable : la révolution chinoise avait été écrasée, l'Armée et la Flotte rouges n'étaient pas prêtes à la lutte. Actuellement, la situation du point de vue militaire s'est sans doute suffisamment améliorée pour que le gouvernement soviétique juge possible d'en venir à un veto catégorique dans la question de la Mongolie. On ne peut que saluer le renforcement des positions de l'U.R.S.S. en Extrême-Orient, ainsi que l'attitude plus critique du gouvernement soviétique vis-à-vis de la capacité qu'aurait le Japon, déchiré par les contradictions, à mener une grande et longue guerre. Il faut cependant noter que la bureaucratie soviétique, très audacieuse face à ses propres travailleurs, est facilement prise de panique face à ses adversaires impérialistes : le petit-bourgeois ne se gêne pas avec le prolétaire, mais il craint le grand bourgeois.

La formule officielle de la politique extérieure de l'U.R.S.S. largement répandue par l'internationale communiste est : « Nous ne voulons pas un pouce de terre étrangère, mais nous ne céderons pas un pouce de notre territoire. » Dans la question de la Mongolie, cependant, il ne s'agit nullement de la défense de « notre territoire » : la Mongolie est un Etat indépendant. La défense de la révolution, comme on le voit même dans ce petit exemple, ne se réduit pas à la défense des frontières. La

(4) Trotsky fait ici une analogie entre le Front populaire, politique d'alliance avec des partis bourgeois sur un programme bourgeois et la politique menée pendant la deuxième révolution chinoise d'alliance du parti communiste avec le parti nationaliste du Guomindang sur le programme de ce dernier.

(5) La Mandchourie servait de base — sous le couvert de l'indépendance du Mandchoukuo — aux attaques de l'armée japonaise occupante contre la Chine du nord qui allaient aboutir à l'invasion de la Chine ainsi que de la Mongolie, indépendante, mais clé de l'Extrême-Orient soviétique.

véritable méthode de défense consiste à affaiblir les forces de l'impérialisme et à renforcer les positions du prolétariat et des peuples coloniaux dans le monde entier. Un rapport de forces défavorable peut obliger, pour sauver la base principale de la révolution, à céder à l'ennemi beaucoup de « pouces » de territoire, comme cela fut fait à Brest-Litovsk et aussi en particulier dans le cas de la cession du chemin de fer de l'Est chinois. Et au contraire, un rapport de forces plus favorable impose à l'Etat ouvrier l'obligation de venir en aide au mouvement révolutionnaire dans les autres pays, non seulement moralement, mais aussi, si nécessaire, à l'aide de la force armée : *les guerres émancipatrices sont un élément constitutif des révolutions émancipatrices*. L'expérience de la Mongolie réduit ainsi en miettes l'idéologie du pacifisme conservateur qui s'appuie sur les frontières historiques comme sur les Tables de la Loi. Les frontières de l'U.R.S.S. ne sont que les tranchées provisoires de la lutte des classes. Elles n'ont même pas de justification nationale. Le peuple ukrainien, pour prendre un seul exemple parmi tant d'autres, est divisé en deux par des frontières d'Etats (6). Si la situation s'était développée de façon favorable, l'Armée rouge aurait été tenue de venir en aide à l'Ukraine occidentale opprimée par les bourreaux polonais. Il n'est pas difficile d'imaginer quelle gigantesque impulsion l'unification de l'Ukraine ouvrière aurait donné au mouvement révolutionnaire en Pologne et dans l'Europe entière. Les frontières de tous les Etats ne sont que les chaînes des forces productives. La tâche du prolétariat n'est pas le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire éterniser les frontières, mais au contraire leur abolition révolutionnaire dans le but de créer les Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde entier. Pour qu'une telle politique internationale devienne possible, sinon dans l'immédiat, tout au moins dans l'avenir, il faut que l'Union soviétique elle-même s'affranchisse de la domination de la bureaucratie conservatrice avec sa religion du « socialisme dans un seul pays (7) ».

(6) Une importante partie du territoire peuplé par des Ukrainiens était incluse dans les frontières de la Pologne.

(7) C'était pour la première fois en 1924 que Staline avait formulé l'idée — impensable jusque là — selon laquelle il était à la fois possible et souhaitable de « construire le socialisme dans un seul pays », à savoir l'Union soviétique. Trotsky et l'Opposition de gauche avaient combattu cette position qui justifiait à leurs yeux l'abandon de l'objectif révolutionnaire mondial et la subordination des P.C. aux intérêts de la diplomatie russe.

Quelle est la cause des guerres ?

A Howard qui lui demande la cause des dangers de guerre, Staline répond selon la tradition : « Le capitalisme. » Pour sa démonstration, il invoque la *dernière* guerre, qui « surgit du désir d'opérer un nouveau partage du monde ». Mais il faut noter que, dès que Staline passe de la dernière guerre à la prochaine, de réminiscences théoriques confuses à la politique réelle, le capitalisme disparaît alors immédiatement et cède la place à diverses cliques malintentionnées, incapables de comprendre les avantages de la paix. A la question : « La guerre est-elle évitable ? », Staline répond : « Je considère que les positions des *amis de la paix* se consolident. Les amis de la paix peuvent travailler ouvertement (!), ils s'appuient sur la puissance de l'opinion publique et ils ont à leur disposition des instruments tels que, par exemple (!!), la S.D.N. C'est à l'avantage des amis de la paix (...) Pour ce qui est des *ennemis de la paix*, ils sont contraints de travailler en secret. C'est au désavantage des ennemis de la paix. Cependant il n'est pas exclu que justement à cause de cela (?) ils puissent se décider à une aventure militaire, comme à un acte de désespoir. »

Ainsi l'humanité se divise-t-elle non en classes ni en Etats impérialistes hostiles les uns aux autres, mais en « amis » et « ennemis » de la paix, c'est-à-dire en justes et en pécheurs. La cause des guerres (au moins pour l'avenir, sinon pour le passé), ce n'est pas le capitalisme qui engendre des contradictions insurmontables, mais la mauvaise volonté des « ennemis de la paix » qui « travaillent secrètement », alors que les esclavagistes français, britanniques, belges et autres travaillent au grand jour. Mais c'est précisément parce que les ennemis de la paix, tels les esprits des ténèbres, travaillent secrètement, que, dans un accès de désespoir, ils peuvent se lancer dans une aventure. Qui a besoin d'une telle bouillie philosophique ? Dans le meilleur des cas, elle peut convenir à quelque société de vieilles ladies pacifistes.

L'accord entre les Soviets et la France, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire en son temps, donne à la France des garanties infiniment plus importantes qu'aux Soviets. Dans les pourparlers avec Paris, Moscou a manqué de fermeté, ou, autrement dit, Laval a trompé Staline. Les événements en rapport avec la Rhénanie (8) confirment qu'avec une appréciation

(8) Le gouvernement nazi de Hitler venait de décider unilatéralement la dénonciation du pacte de Locarno et la remilitarisation de la

plus réaliste de la situation, Moscou pouvait chercher à obtenir de la France des garanties incomparablement plus sérieuses, dans la mesure où des traités peuvent en général être considérés comme des « garanties » à l'époque actuelle des brusques retournements de situation, de crises, de ruptures et de regroupements incessants. Mais, comme il a déjà été dit, la bureaucratie fait preuve de beaucoup plus de fermeté dans la lutte contre les ouvriers avancés que dans les pourparlers avec les diplomates bourgeois.

Quelle que soit pourtant l'appréciation du pacte franco-soviétique, pas un révolutionnaire conscient n'a dénié, ni ne dénie à l'Etat soviétique le droit de rechercher un appui complémentaire pour l'inviolabilité de ses frontières dans un accord provisoire avec l'impérialisme français ou avec tout autre impérialisme. Mais pour cela il n'est nullement besoin de dire que ce qui est noir est blanc et de rebaptiser « amis de la paix » des brigands sanguinaires. Prenons un seul exemple, celui du nouvel allié, la bourgeoisie française : ayant conclu un traité avec les Soviets, elle présente cet acte sans aucun lyrisme, très sobrement, sans compliments, et même avec une nuance permanente d'avertissement à l'adresse du gouvernement soviétique. Aussi blessante soit-elle, il faut dire la vérité : Laval, Sarraut (9) et consorts font preuve de beaucoup plus de dignité et de fermeté dans la défense des intérêts bourgeois que Staline et Litvinov (10) au service de l'Etat ouvrier.

Il est difficile en vérité d'imaginer une plus sinistre stupidité que la division des brigands internationaux en amis et en ennemis de la paix ! On pourrait encore en un certain sens parler d'amis et d'ennemis du *statu quo*, mais ce n'est pas du tout la même chose. Le *statu quo* n'est pas l'organisation de la

Rhénanie. Le gouvernement français avait, semble-t-il, envisagé un instant de s'y opposer par la force, mais y avait renoncé par crainte de réactions à l'intérieur et des réticences britanniques.

(9) Albert SARRAUT (1872-1962), dirigeant du parti radical et dignitaire de la franc-maçonnerie, auteur de la célèbre formule « Le communisme, voilà l'ennemi », avait, en qualité de ministre de l'intérieur, pris en 1934 l'arrêté expulsant Trotsky de France pour la seconde fois. Il était président du conseil depuis le mois de janvier et c'était donc lui qui avait assumé la responsabilité de la politique française pendant la crise internationale ouverte par la remilitarisation de la Rhénanie.

(10) Maksim M. WALLACH, dit LITVINOV (1876-1951), vieux-bolchevik, avait longtemps vécu en émigration à Londres où il représentait le parti bolchevique à l'extérieur. Vice-commissaire aux affaires étrangères en 1921, commissaire en 1931, il avait mené toute la politique de rapprochement avec Londres et Paris.

« paix », mais celle de la basse violence d'une minorité sur l'écrasante majorité de l'humanité. Le *statu quo* se maintient grâce à une guerre incessante à l'intérieur des frontières sacrées et hors de leurs limites (l'Angleterre dans l'Inde et en Egypte, la France en Syrie, de La Rocque (11) en France). La différence entre les deux camps, d'ailleurs extrêmement instables, réside dans le fait que certains des brigands jugent aujourd'hui plus raisonnable de conserver les frontières existantes de la violence et de l'esclavage les armes à la main, tandis que les autres préféreraient les faire sauter au plus tôt. Le rapport même entre plans et appétits se modifie sans cesse. L'Italie est pour le *statu quo* en Europe, mais pas en Afrique ; cependant toute atteinte aux frontières en Afrique se répercute aussitôt en Europe. Hitler ne s'est décidé à faire pénétrer ses troupes en Rhénanie que parce que Mussolini avait réussi à massacrer quelques dizaines de milliers d'Abyssins. Où classer l'Italie ? Avec les amis ou avec les ennemis de la paix ? Et cependant, la France attache beaucoup plus de prix à l'amitié avec l'Italie qu'à l'amitié avec l'Union soviétique. Entre-temps, l'Angleterre recherche l'amitié de l'Allemagne.

Les « amis de la paix » travaillent ouvertement (qui pourrait le croire ?) et ont à leur disposition des « instruments » tels que, par exemple, la « Société des nations ». Et quels autres « instruments » ont encore les amis de la paix, en dehors de la Société des nations ? Sans doute l'internationale communiste et le comité Amsterdam-Pleyel (12). Staline n'a pas cité ces « instruments » supplémentaires, en partie parce qu'il ne leur accorde pas lui-même une telle importance, en partie pour ne pas effrayer son interlocuteur sans nécessité. Mais la Société des nations, qui sombre aux yeux de l'humanité tout entière, est définitivement transformée par Staline en rempart de la paix, en soutien et en espoir des peuples.

Pour utiliser la contradiction impérialiste entre la France et l'Allemagne, il n'était nullement besoin d'idéaliser l'allié bourgeois ou la combinaison impérialiste qui se couvre momentanément de l'enseigne de la Société des nations. Le crime n'est

(11) Le colonel comte François Casimir de LA ROCQUE (1886-1946), officier mis à la retraite en 1928, avait fondé l'organisation des anciens combattants des Croix-de-Feu, puis les Volontaires nationaux, et faisait figure de chef des Ligues et de candidat dictateur.

(12) Les comités Amsterdam-Pleyel avaient été constitués dans la campagne des deux congrès organisés pour le compte de l'I.C. par Willi Münzenberg, le congrès d'Amsterdam « contre la guerre » en 1932, et le congrès de la salle Pleyel à Paris « contre le fascisme » en 1933.

pas dans telle ou telle transaction avec les impérialistes, mais dans le fait que le gouvernement soviétique, et avec lui l'internationale communiste, embellissent honteusement les alliés épisodiques et leur Société, trompant les ouvriers par des mots d'ordre de désarmement et de « sécurité collective », et qu'ils se font ainsi *l'agence politique des impérialistes devant les masses ouvrières*.

Le programme du parti bolchevique, élaboré par Lénine en 1919, répondait à toutes ces questions avec une clarté et une simplicité remarquables. Mais qui donc au Kremlin pense à ce document ? Même le programme éclectique de l'internationale communiste, compilé par Boukharine (13) en 1928, est aujourd'hui gênant pour Staline et consorts. C'est pourquoi nous jugeons utile de citer le programme du parti bolchevique sur la question de la Société des nations et des amis de la paix. Voilà ce qu'il dit :

« L'offensive croissante de la part du prolétariat et plus particulièrement ses victoires dans différents pays, renforcent la résistance des exploiters et provoquent la création de nouvelles formes d'organisation internationale des capitalistes (Société des nations, etc.) qui, en organisant à l'échelle mondiale l'exploitation systématique de tous les peuples de la terre, dirigent leurs premiers efforts vers l'écrasement immédiat des mouvements révolutionnaires du prolétariat de tous les pays.

Tout cela conduit inévitablement à la combinaison de la guerre civile à l'intérieur des différents Etats avec des guerres révolutionnaires menées aussi bien par les pays prolétariens qui se défendent que par les peuples opprimés contre le joug des puissances impérialistes.

Dans ces conditions, les mots d'ordre de pacifisme, de désarmement international en régime capitaliste, d'arbitrage, etc., sont non seulement des utopies réactionnaires, mais aussi une mystification directe des travailleurs et qui tend à désarmer le prolétariat et à le détourner de la tâche de désarmer les exploiters. »

(13) Nikolai I. BOUKHARINE (1888-1938), bolchevik de 1906, « enfant chéri » du parti selon Lénine, ancien « communiste de gauche » en 1918, était devenu avec la Nep l'inspirateur de la tendance « de droite » dans l'appareil du parti, partisan des concessions les plus grandes aux koulaks. Président de l'I.C. après Zinoviev, il avait secondé Staline dans sa lutte contre l'Opposition de gauche et c'était lui l'auteur du « programme » adopté par le VI^e congrès en 1928.

C'est justement ce rôle criminel que jouent Staline et l'internationale communiste : ils sèment des utopies réactionnaires, trompent les travailleurs et désarment le prolétariat.

Le « malentendu comique » sur la révolution mondiale

Personne n'obligeait Staline à satisfaire la curiosité de Howard en ce qui concerne la question de la révolution mondiale. Si Staline a donné une interview en tant que chef officieux de l'Etat — et c'est ce qui ressort de ses déclarations au sujet de la Mongolie —, il aurait pu renvoyer son interlocuteur à Dimitrov (14) pour tout ce qui concernait la révolution mondiale. Mais non, Staline est entré dans les explications. A première vue, on ne comprend guère pourquoi il s'est ainsi compromis par des déclarations cyniques et hélas tout à fait insensées sur la révolution mondiale. Mais il est poussé sur cette pente glissante par une irrésistible nécessité, celle de se démarquer par rapport au passé.

« *Votre déclaration signifie-t-elle que T U.R.S.S. renonce dans une mesure quelconque à ses plans et desseins de faire la révolution mondiale ?* », demande son interlocuteur.

— « Nous n'avons jamais (!) eu de semblables plans et desseins. »

— « *Mais (...)* »

— « Ceci résulte d'un malentendu. »

— Howard : « *D'un malentendu tragique ?* »

— Staline : « Non, comique, ou plutôt tragi-comique. »

On est gêné de seulement lire et recopier ces lignes tant elles sont déplacées et indécentes. A qui est destinée cette... subtilité ? Même les dames pacifistes n'en voudront pas.

(14) Gueorgui DIMITROV (1882-1949), militant socialiste bulgare en 1903, député en 1909, dirigeant de la centrale syndicale liée aux « tesnjaki » avait été l'un des fondateurs du P.C. bulgare. Il était représentant clandestin de l'I.C. en Allemagne en 1933 quand Hitler l'avait impliqué dans l'affaire de l'incendie du Reichstag : il avait été acquitté après une défense très courageuse à son procès en septembre de la même année. Il était revenu en U.R.S.S. en février 1934 et était devenu secrétaire général de l'I.C. au moment du VII^e congrès en été 1935.

« Quels dangers, demande Staline, les Etats environnants peuvent-ils voir dans les idées des citoyens soviétiques si ces Etats sont fermement en selle ? » Oui, mais alors, nous demandons : « Et s'ils n'y sont pas bien ? » Et c'est précisément la question. C'est précisément parce que la situation de la bourgeoisie est chancelante qu'elle craint les idées soviétiques — pas celles de Staline, celles qui ont conduit à la création de l'Etat soviétique. Pour rassurer la bourgeoisie, Staline ajoute un argument supplémentaire : « L'exportation de la révolution ? C'est une absurdité. Chaque pays, s'il le désire, fera lui-même sa révolution ; et s'il ne le veut pas, il n'y aura pas de révolution. Notre pays, par exemple, a voulu faire sa révolution, et il l'a faite... » Et ainsi de suite, sur le même ton édifiant, plein de suffisance. De la théorie du socialisme dans un seul pays, Staline est entièrement et définitivement passé à la théorie de la révolution dans un seul pays. Si le « pays » le veut, il la fait ; s'il ne le veut pas, il ne la fait pas. Voyez, « nous, par exemple, nous avons voulu »... Mais, avant de vouloir, « nous » avons importé d'autres pays les idées du marxisme et utilisé l'expérience révolutionnaire étrangère. « Nous » avons eu, pendant des dizaines d'années, notre émigration dans d'autres pays qui dirigeait la lutte révolutionnaire en Russie. Pour donner un caractère planifié et actif à l'échange d'expériences entre les pays et à leur soutien révolutionnaire réciproque, « nous » avons organisé l'internationale communiste en 1919. « Nous » avons proclamé plus d'une fois l'obligation pour le prolétariat victorieux dans un pays de venir en aide aux peuples insurgés par des conseils, par des moyens matériels, et, si possible, par la force armée. Toutes ces idées (et, soit dit en passant, elles portent les noms de Marx, Engels, Lénine, Luxemburg, Liebknecht (15) !) sont exposées dans les plus importants documents programmatiques du parti bolchevique et de l'internationale communiste. Staline proclame « Tout cela est un malentendu ! Tragique ? Non, comique ! » Ce n'est pas pour rien que Staline déclarait récemment que c'était une « joie »

(15) Rosa LUXEMBURG (1871-1919), socialiste d'origine polonaise, théoricienne de la « gauche » social-démocrate avant 1914, et Karl LIEBKNECHT (1871-1919), ancien animateur des jeunesses socialistes et de la lutte antimilitariste en Allemagne, avaient organisé en 1914 le premier noyau d'opposants à la guerre qui devait devenir le Spartakusbund, puis fondé à la fin de 1918 le parti communiste allemand. Ils avaient été assassinés en janvier 1919 par les Corps-francs et constituaient pour le mouvement communiste un symbole révolutionnaire et internationaliste.

muniste elle-même, de personne sérieuse qu'elle était, est devenue comique. Et comment pourrait-il en être autrement puisque le caractère international de la révolution n'est tout simplement qu'une « absurdité * ?

Staline aurait produit sur son interlocuteur une impression bien plus convaincante s'il n'avait pas calomnié le passé (« *Nous n'avons jamais eu* de tels plans ni de telles intentions ») mais avait au contraire ouvertement opposé sa propre politique aux anciens « plans » et « intentions » mis aux archives. Staline aurait pu lire à Howard la citation que nous avons reproduite ci-dessus, et prononcer à ce sujet à peu près ce bref discours :

« Aux yeux de Lénine, la Société des nations était l'organisation de la répression sanglante des travailleurs. Nous, nous voyons en elle un instrument de paix. Lénine parlait de l'inéluctabilité des guerres révolutionnaires. Nous, nous pensons que l'exportation de la révolution est une absurdité. Lénine stigmatisait l'union du prolétariat avec sa bourgeoisie comme une trahison. Nous, nous poussons de toutes nos forces le prolétariat français dans cette voie. Lénine fustigeait le mot d'ordre du désarmement en régime capitaliste comme une véritable mystification des travailleurs. Nous, nous bâtissons toute notre politique sur ce mot d'ordre. >

Et Staline aurait pu conclure ainsi :

« Votre malentendu comique réside dans le fait que vous nous prenez pour les continuateurs du bolchevisme, alors que nous sommes ses fossoyeurs. »

Une telle déclaration aurait dissipé les derniers soupçons de la bourgeoisie mondiale et aurait définitivement assuré la réputation de Staline en tant qu'homme d'Etat. Malheureusement, il n'ose pas encore recourir à un langage aussi franc. Le passé le lie, les traditions le gênent, le spectre de l'Opposition l'effraie. Nous accourons au secours de Staline. Suivant notre règle, dans ce cas précis, nous disons ce qui est.

[LE TRAVAIL EN COURS] (1)

(19 mars 1936)

Cher Ami,

1) J'envoie l'article « Déclarations et révélations de Staline (2) ». Il ira pour le bulletin. Mais, avant tout, il faut le traduire et, qui plus est, sans tarder, en français et l'envoyer par avion en Belgique à Walter Dauge à l'adresse indiquée ci-dessous. Il est très important de ne pas perdre un seul jour pour ce travail. Bien entendu l'article doit prendre place aussi dans nos autres publications.

2) Comme je l'ai déjà dit plus haut, l'article doit paraître aussi dans le *Biulleten* russe. Je veux écrire un second article sur la même interview : sur la politique intérieure (3). Mais je ne sais si je réussirai à le terminer dans les deux jours qui viennent. Je crains que non, car je me suis mis à la préface de l'édition française de *Terrorisme et Communisme*. Il ne faut pas retarder pour cette raison la publication du *Biulleten*, à cause du second article, si vous pouvez le sortir immédiatement.

3) Je vais m'efforcer encore avant la levée du courrier de rédiger quelques petites notes.

4) Si vous n'avez pas assez de matériau pour le *Biulleten*, on pourra y inclure la préface à *Terrorisme et Communisme*.

5) Peut-être la traduction française intéresserait-elle Van (4) ? L'important est de ne pas perdre de temps.

(1) Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10142, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

(2) Cf. p. 70.

(3) A notre connaissance, cet article sur la politique intérieure n'a finalement pas été fait.

(4) Jean VAN HEUENOORT (né en 1912), familièrement appelé VAN était étudiant en mathématiques quand il avait quitté Paris pour Prinkipo en octobre 1932. Il avait appris le russe pour pouvoir traduire Trotsky et était devenu un bon traducteur. Il s'agit sans doute ici de traduire le texte « La France à un tournant ».

UN LIVRE HONNÊTE (1)

(21 mars 1936)

Le Mouvement ouvrier pendant la guerre : de l'Union sacrée à Zimmerwald, par Alfred Rosmer, Paris, Librairie du Travail.

Voici un livre qui vient juste à temps ! Quelle source inestimable d'information historique et d'éducation révolutionnaire ! En vérité, notre ami Rosmer (2) ne pouvait trouver meilleur usage de ses capacités et de ses connaissances, ni la *Librairie du Travail* publier un livre plus nécessaire actuellement.

La première chose qu'il faut dire, c'est que c'est un livre *honnête*. L'Internationale communiste a inondé le marché littéraire de productions dans lesquelles l'ignorance le dispute à la malhonnêteté. Les productions de l'école de Léon Blum (3) et consorts sont apparemment plus « subtiles » et plus « décentes » d'aspect, mais pas moins fausses. Ces gens ont quelque

(1) T 3906. Publié en russe pour la première fois dans *Biulleten Opositsii*, n° 50, mai 1936, en français dans *Révolution*, 15 avril 1936. Traduction du russe revue et corrigée.

(2) Alfred GRIOT, dit ROSMER (1877-1964), syndicaliste révolutionnaire avant la guerre, avait fait partie en 1914 du noyau internationaliste de *La Vie ouvrière* et s'était lié d'amitié avec Trotsky à Paris. En 1920, il s'était rendu à Moscou et le II* congrès de l'I.C. l'avait porté au bureau et à l'exécutif alors même qu'il n'y avait pas de P.C. en France. Exclu en 1924 pour avoir manifesté sa solidarité avec Trotsky et critiqué la « bolchevisation », il avait rendu visite à Trotsky peu après son arrivée en Turquie et était devenu le pivot de l'équipe fondatrice de *La Vérité*. En 1930, un grave conflit avec Raymond Molinier l'avait conduit à s'éloigner, Trotsky lui ayant refusé son appui. Il avait dans un premier temps plus ou moins parrainé la Gauche communiste, qui éditait *Le Communiste*, puis s'était consacré à ses travaux historiques tout en collaborant épisodiquement à *La Révolution prolétarienne* de Monatte. La Librairie du Travail venait de publier le premier volume de son *Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre*.

(3) LÉON BLUM (1872-1950), maître des requêtes au conseil d'Etat, écrivain et critique, avait commencé sa véritable carrière politique dans les cabinets de ministres socialistes de gouvernements d'union sacrée pendant la guerre. Centre de la résistance au congrès de Tours, il était depuis, le maître à penser de la S.F.I.O.

chose à cacher. Ils justifient leurs trahisons passées ou préparent de nouvelles pour l'avenir. Avec Rosmer, il n'y a ni arrières-pensées, ni secrets desseins : il expose ce qui était. Entre ses idées et les faits, il n'y a aucune contradiction et il s'attache naturellement à exprimer toute la vérité. Une conscience personnelle extrêmement scrupuleuse — une qualité rare, hélas, chez messieurs les écrivains — le conduit à vérifier les faits, les dates, les citations de première main. L'improvisation du feuilletonniste lui est étrangère. Il pénètre dans son matériel comme un chercheur.

Mais c'est précisément pourquoi son livre est d'un intérêt si prenant. L'esquisse historique du mouvement ouvrier français après la Commune, la préparation de la guerre impérialiste, la conduite des diverses organisations prolétariennes avant la guerre et au moment où elle a éclaté, la trahison en chaîne des bureaucraties syndicale et parlementaire, les premières voix de protestation et les premières actions de combat, les tentatives de regroupement international et la conférence de Zimmerwald — tel est le contenu d'un volume de presque six cents pages serrées.

Ce travail historique est en même temps un pamphlet politique d'actualité : dans les pages du livre de Rosmer, les social-patriotes, aussi bien de la II^e que de la III^e Internationale, peuvent trouver toutes prêtes la plupart des falsifications qu'ils mettent aujourd'hui en circulation pour duper les ouvriers. Léon Blum, Marcel Cachin (4) et leurs semblables, sont en train de revivre une « nouvelle jeunesse », plus honteuse et plus cynique que la première. C'est précisément pourquoi tout révolutionnaire prolétarien sérieux doit lire — ou plus exactement, étudier — le livre de Rosmer. Il est vrai, que le livre, du fait de sa dimension, est cher ; mais il faut surmonter cet obstacle en se cotisant pour acheter un exemplaire. Toute organisation révolutionnaire doit munir ses propagandistes de ce livre pour les armer de faits et d'arguments précieux. Il faut établir une règle : celui qui, dans nos rangs, n'a pas étudié le travail de Rosmer, ne doit pas parler en public de la question de la guerre.

Ces lignes ne sont pas une appréciation critique sur ce livre ; sinon, nous aurions aussi souligné plusieurs points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord, ou pas totalement, avec

(4) Marcel CACHIN (1869-1958), ancien guesdiste du P.O.F., député, avait été social-patriote pendant la guerre, puis s'était rallié au « centre » et avait pris position pour l'adhésion à l'I.C. en 1920. Il était resté ensuite directeur de *VHumanité*.

l'auteur. A présent, nous voulons seulement attirer l'attention des internationalistes sur ce travail sur lequel la presse des deux Internationales patriotes garde le silence, exactement comme elle garde un silence honteux sur toutes les productions sérieuses et honnêtes de la pensée révolutionnaire. La presse de la IV^e Internationale doit saluer ce travail avec d'autant plus de force et d'amitié.

Ajoutons en conclusion que ce livre est écrit dans une langue excellente — calme, claire, précise — et qu'il est très bien présenté.

[ENCORE UNE INDISCRÉTION] (1)
(22 mars 1936)

Chers Camarades,

Le camarade Cannon m'a écrit il y a quelque temps une lettre accompagnée d'une copie *éventuellement* destinée au secrétariat international ; à cause des fâcheuses expériences qu'il avait faites, il me laissait libre d'envoyer ou de ne pas envoyer cette copie au secrétariat international. Je la lui ai fait parvenir comme document ultra-confidentiel. Cela n'a pas empêché le secrétariat international de la reproduire en plusieurs exemplaires et de la diffuser (2). Au moment où cela s'est fait, on ne pouvait absolument pas savoir comment les choses évolueraient en Amérique et quel effet aurait ce nouvel abus de confiance à l'égard du camarade Cannon (3). Aussi ne puis-je qualifier ce procédé autrement que de criminel. En vue de l'information des sections, le secrétariat international pouvait élaborer un document objectif sous sa responsabilité : il n'avait pas à publier un écrit qui n'était pas destiné à être rendu public.

La prochaine fois, si une situation analogue se reproduit, je serai contraint de m'abstenir de vous transmettre les copies de lettres privées.

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8033, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Nous ne savons pas avec certitude de quel document il s'agit. Le bulletin du S.I. date du 12 février reproduit une lettre de Cannon et Shachtman expliquant les raisons de leur tournant et de leur décision de proposer l'entrée immédiate dans le P.S. Le texte comporte quelques appréciations peu flatteuses concernant la < stérilité > de Weber et Muste, contient également des éléments d'information sur les négociations pour l'entrée et les perspectives de travail dont on peut penser qu'il n'était pas souhaitable de courir le risque de les rendre publiques. C'est peut-être de ce texte qu'il s'agit.

(3) Trotsky parle de « nouvel abus de confiance » parce que le S.I. avait déjà l'année précédente publié une lettre confidentielle de Cannon à Trotsky.

[LA « COMMISSION CRUX »] (1)

(22 mars 1936)

Cher Camarade Fischer,

Le camarade Braun (2) envoie aujourd'hui au secrétariat international un projet de déclaration sur l'affaire de *La Commune*.

Nous recevons maintenant une grande quantité de lettres, documents, procès-verbaux, etc., sur la question française. Naturellement, nous étudierons tout cela. Mais je dois le dire d'avance : je ne pense absolument pas que notre commission puisse faire un travail systématique important. Nous allons simplement essayer de mettre les négociations sur la bonne voie. Les négociations elles-mêmes doivent être conduites sur le terrain.

Le fait que Naville (3) soit « contre » est tout à fait caractéristique de Naville. Il semble qualifier nos démarches de capitulation, exactement comme, en son temps, notre entrée dans la S.F.I.O. Quand il y a un problème, il n'appelle pas capitulation la passivité et l'impuissance politique, mais la lutte pour résoudre ce problème, pour la raison que la forme du combat lui déplaît personnellement beaucoup ; je ferai cependant remarquer que cette forme, ainsi que le combat lui-même, nous ont été imposés à nous tous par les erreurs précédentes de Naville et compagnie.

(1) Lettre confidentielle à O. Fischer, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10076 avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit d'Erwin Wolf (n. 6, p. 42) membre de la « commission Crux » qui devait préparer les conditions du règlement de l'affaire Molinier (cf. 7, p. 37).

(3) Pierre NAVILLE (né en 1904) avait été l'un des animateurs du groupe surréaliste et dirigeant des étudiants communistes. Il avait rencontré Trotsky à Moscou en novembre 1927 et, en 1929, avait été du noyau fondateur de *La Vérité*. Il avait été depuis l'adversaire irréductible de Raymond Molinier. Au cours de cette période, il essayait de regrouper dans le G.B.L. ceux qui rejetaient catégoriquement toute forme de « réconciliation » avec ce dernier qu'il soupçonnait Trotsky de rechercher à travers l'activité de la « commission Crux ».

[UN ABUS DE CONFIANCE] (1)

(22 mars 1936)

Chers Camarades,

Ma lettre à un partisan de *La Commune* (2) n'était nullement adressée à Meichler (3), elle avait un caractère *purement privé* et n'a été transmise au secrétariat international que de manière confidentielle. Le camarade Naville a commis le pire abus de confiance et, par là même, induit en erreur la conférence de *La Commune* en citant le nom de Meichler (4). Ce sont là les plus pures méthodes de Molinier, sauf qu'elles ne sont pas employées à chaud, mais à une température au-dessous de zéro.

Il me faut savoir si Naville a commis cet inqualifiable abus de confiance de son propre chef ou, ce que je ne peux absolument pas croire, si c'est avec l'assentiment du comité central de la section française. Dans le premier cas, il me faut exiger que le comité central prenne officiellement position sur le comportement de Naville. Je me vois malheureusement contraint d'interrompre la correspondance en cours avec le comité central tant que cette affaire n'aura pas été réglée (5).

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8034, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit de la lettre adressée par Trotsky à Henri Molinier le 1^{er} mars (cf. p. 31) Trotsky en avait envoyé copie au S.I. le 4 mars (cf. p. 39).

(3) Jean MEICHLER (1898-1941) était un proche camarade de Raymond Molinier qui avait accompagné Trotsky en 1933 dans un de ses voyages à travers la France ; mais il n'avait pas correspondu avec lui.

(4) Naville avait été délégué par le C.C. du G.B.L. à la conférence des partisans de *La Commune* du 7 mars. Il avait utilisé la lettre en question pour faire pression sur les congressistes et leur démontrer sans doute qu'ils n'avaient rien à attendre du côté de Trotsky. En outre, Trotsky n'ayant pas précisé au S.I. le nom du destinataire, il s'était trompé en indiquant qu'elle avait été adressée à Meichler.

(5) Ce geste exceptionnel ne marquait pourtant pas le sommet de la crise de la section française, puisque le comité central était solidaire de Naville.

[DE QUOI DÉSESPÉRER] (1)

(22 mars 1936)

Cher Ami (2),

Dans l'affaire Péro (3), je vous ai répondu *non* par télégramme. Je n'ai ni le temps ni le désir de reprendre avec Péro tout ce que j'ai déjà étudié avec Fred Zeller (4). Pendant dix jours nous avons discuté à fond de tous les problèmes. J'ai tenté de lui expliquer que la plus grande difficulté pour les jeunes sera la question du « trotskysme », car on agitera sans cesse ce fantôme sous leurs yeux. Aussi est-il nécessaire d'armer les jeunes de connaissances élémentaires précisément sur cette question. J'ai rédigé un article spécial assez long sur la question de savoir pourquoi Staline l'a emporté, etc. (5). Fred a tout compris. Mais à Paris, on a tout mis en l'air. L'article n'a pas été publié (6) et nul n'a daigné m'envoyer quelques mots d'explication à ce sujet. On cherche toujours la ligne de moindre résistance. A présent, on récolte ce qu'on a semé. Je suis en correspondance avec plusieurs pays, mais ma correspondance la plus improductive est celle avec Paris. Si l'on songe à mon échange de lettres de l'année dernière avec le comité central

(1) Lettre à L. Sedov, confidentielle, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10143, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) DURAND était à l'époque le pseudonyme de Léon Sedov.

(3) L'étudiant en chirurgie dentaire GOTTLIEB dit PERO, d'origine roumaine, avait rejoint la Ligue communiste avant 1933 à Marseille. Il était venu à Paris depuis et était l'un des dirigeants des J.S.R. où il se distinguait par son goût pour les questions d'édition et ses ambitions « littéraires » : il était déjà suspect pour certains. Il avait cherché à être invité quelques jours chez Trotsky à H0nefoss par l'intermédiaire de Sedov.

(4) Sur Zeller, cf. n. 2, p. 57.

(5) Cf. *Œuvres*, 7, p. 97-107. « Pourquoi Staline a vaincu l'Opposition. »

(6) Cet article, rédigé le 12 novembre 1935 et aussitôt traduit ne devait être publié par *La Lutte ouvrière*, qui avait alors succédé à *La Vérité*. *oue...* le 22 août 1936.

français et le secrétariat international sur la question française, il y a vraiment de quoi désespérer. Non, une fois que les négociations auront été mises en train, je laisserai les français et notre cher secrétariat international se débrouiller tout seuls : on ne peut donner de conseils avec quelque succès qu'à des gens qui en comprennent la valeur ou leur accordent au moins l'attention nécessaire et s'efforcent de les comprendre. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Légèreté et négligence dominent dans cette affaire. Les dernières histoires de la seconde lettre de Cannon et de ma lettre aux partisans de *La Commune* (7) m'ont définitivement ôté toute envie de poursuivre ma correspondance avec Paris.

(7) Cf. p. 84 et p. 31.

[UNE EXPÉRIENCE POSITIVE] (1)

(22 mars 1936)

Chers Camarades,

Je ne saurais attirer plus énergiquement votre attention sur la lettre du camarade américain du 4 mars (2) (sur le déroulement et le résultat de la conférence du Workers Party des Etats-Unis). Cette lettre est hautement caractéristique du tournant qui s'est produit dans le parti américain. Son auteur faisait partie des adversaires de l'entrée dans le parti socialiste, mais il s'est ensuite ravisé.

Le plus important est cependant ce qu'il dit de l'atmosphère générale qui règne dans le parti. Après un an de stagnation et de morosité, l'organisation voit une perspective devant elle. Même si l'entrée n'a pas de bien grands résultats ou, pire même, si elle n'a pas lieu du tout (ce qui n'est pas à exclure), la nouvelle expérience aura des effets bénéfiques et décisifs sur le développement ultérieur de l'organisation.

Je ne peux que souhaiter que cette expérience ait une influence analogue aussi sur notre *direction internationale*. Nous ne pouvons pas prescrire à nos sections les étapes qu'elles ont à parcourir d'après un itinéraire abstrait. C'est une erreur fatale que d'intervenir comme *deus ex machina* dans leur évolution interne (3). Si nous avons soutenu l'opposition à partir d'un principe purement abstrait (l'« indépendance »), nous aurions aujourd'hui uniquement la *scission. sans avoir pour*

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8032, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit d'une lettre que Trotsky avait reçue d'Harold R. Isaacs (cf. n. 8, p. 56). A son arrivée aux Etats-Unis, retour de Chine via l'Europe, ce jeune militant s'était d'abord prononcé contre l'entrée dans le P.S. américain.

(3) On peut relever ici une affirmation principielle de Trotsky en tous points contraire à la position que lui ont attribuée ses adversaires.

autant empêché l'entrée de la majorité dans le parti socialiste (4).
On ne peut intervenir avec succès que si on a une idée très claire de la logique du développement interne de telle ou telle section. Sinon, on court le danger de causer des dégâts.

(4) C'était un peu ce qui s'était passé dans la section belge en 1935 puisque le S.I. (et Trotsky lui-même) était très réservé sur l'entrée (à cause de ses conditions) et que la majorité était passée outre, cependant que la minorité Vereeken refusait de s'incliner.

LE PLAN D'EXTERMINATION PHYSIQUE DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES (1)

(25 mars 1936)

Le numéro de la *Pravda* du 15 mars reproduit une directive officieuse émanant d'une source haut placée, de toute évidence Staline, au sujet de la façon de traiter les exclus du parti. Ce n'est pas une question simple : il suffit de rappeler que, depuis le milieu de l'année dernière, jusqu'à présent, plus de 300 000 personnes ont été exclues, et peut-être même un demi-million. Le pourcentage d'exclus le plus faible est de 7 %, mais dans plusieurs cas, plus du tiers des membres du parti ont été exclus. Aujourd'hui, cette purge continue sous le couvert de l'« échange des cartes » au cours duquel, comme l'indique la directive de Staline, le parti se débarrasse des « trotskystes, zinoviévistes, Gardes-blancs et autres ordures ». Cette liste, ainsi que l'ordre d'énumération des catégories d'exclus sont désormais rigoureusement établis, et, de plus, dans toutes les listes, locales et générales, ce sont « les trotskystes » qui occupent toujours la première place. Cela veut dire que c'est contre eux que sont dirigés les coups les plus rudes.

La directive de Staline ne laisse là-dessus aucun doute. En apparence, elle semble destinée à contrer le zèle excessif des organisations locales qui privent de travail tous les exclus. Staline, avec un jésuitisme bureaucratique sans exemple, intervient en faveur de certaines catégories d'exclus. Ainsi, cette directive relève que certains communistes ont été exclus en tant qu'éléments passifs, ou pour des infractions à la discipline ou à la morale du parti. Elle ne recommande pas la sévérité à leur égard. S'ils sont trop compromis pour conserver leur ancien travail, il faut leur en donner un nouveau. Il ne faut pas sans

(1) T 3907, 3908. *Biulleten Opositsii*, n° 50, mai 1956. Traduit du russe.

nécessité se faire des ennemis : « Malheureusement, cette simple vérité n'est pas partout comprise. » Un homme qui a commis « quelque infraction grave à l'éthique du parti » peut néanmoins rester « utile à notre pays socialiste ». A une seule condition : qu'il ne soit pas un « ennemi », c'est-à-dire un ennemi de la bureaucratie. Un homme qui a volé, qui a corrompu ou qui s'est laissé corrompre, qui a frappé un subordonné, violé une fille, bref, « commis une infraction grave à l'éthique du parti », mais, dans l'intervalle, est resté fidèle aux autorités, est un « homme utile » à qui l'on peut donner un autre travail. La qualité principale que la directive exige des dirigeants du parti, c'est leur « capacité à distinguer entre l'ennemi et celui qui ne l'est pas ». On ne recommande la rigueur que contre les opposants politiques. Un fonctionnaire véreux, mais docile, n'est pas un ennemi. L'ennemi mortel, c'est l'oppositional honnête qu'il faut priver de tout travail.

La bureaucratie est en U.R.S.S. *l'unique* employeur. Cette directive de Staline signifie pratiquement la condamnation des dizaines de milliers d'oppositionals aux tourments du chômage et du manque d'abri, même sur les lieux de déportation. Cela se faisait assurément avant, mais pas dans tous les cas. Maintenant, on l'érige en système. Cette directive de Staline, intitulée « De la vigilance bolchevique », doit être portée à l'attention des ouvriers du monde entier. Il ne faut laisser passer aucune occasion propice pour poser cette question dans les réunions ouvrières. Partout où c'est possible, il faut pénétrer dans la presse syndicale. Il faut tout faire pour empêcher Staline d'exterminer physiquement des centaines de milliers de jeunes combattants irréprochables (2).

(2) En fait cette extermination était déjà largement commencée. Depuis cinq ans, plusieurs militants fort connus de l'Opposition de gauche étaient morts tuberculeux, parmi lesquels Koté M. Tsintsadzé, Aleksandr Rosanov, Hclena Tsulukidzé, Boris Zelnitchenko. On savait que Vasso Donadzé, Moussia Magid, Iossif Eltsine, souffraient également de tuberculose. On savait que Boris M. Eltsine, E.B. Solntsev, L. Doumbadzé, étaient également gravement malades. Pourtant l'extermination par les conditions de vie procédait trop lentement encore aux yeux de Staline qui était en train de mettre au point d'autres méthodes.

LES PLATS LES PLUS ÉPICÉS SONT ENCORE A VENIR

(1)

(25 mars 1936)

Dans son article « La Lutte pour une issue », *Biulleten Oppositsii* n° 49, le camarade Ciliga (2) raconte les tortures infligées par le G.P.U. à un marin, afin de l'obliger à avouer sa participation à un imaginaire « complot contre Staline ». Il ne le laissa que quand il « fut devenu à moitié fou ». Ce fait mérite qu'on le prenne au sérieux.

La succession de procès politiques publics en U.R.S.S. a montré combien certains inculpés sont prêts à s'accuser eux-mêmes de crimes que, de toute évidence, ils n'ont pas commis (3). Ces accusés, qui ont l'air de jouer devant le tribunal un rôle appris par cœur, s'en tirent avec des peines légères, parfois, de toute évidence, fictives. C'est précisément en échange de cette indulgence de la justice qu'ils ont fait ces « aveux ». Mais pourquoi les autorités ont-elles besoin de conspirations fictives ? Parfois pour impliquer une tierce personne, étrangère à l'affaire, parfois pour dissimuler leurs propres crimes, ainsi que la répression sanglante que rien ne justifie, pour créer enfin un climat favorable à la dictature bonapartiste.

(1) T 3907, 3908, *Biulleten Oppositsii*, n° 50, mai 1936 ; première traduction française dans *Bulletin d'information et de presse*, n° 2/3, mai 1936. Traduction du russe revue et corrigée.

(2) Ante CILIGA (né en 1896), communiste croate de nationalité italienne, dirigeant du P.C.Y. réfugié à Moscou y avait été emprisonné en 1930. Libéré en 1935, il avait donné plusieurs articles au *Biulleten Oppositsii*.

(3) Trotsky fait ici allusion à la série de procès qui avaient suivi l'assassinat de Kirov à Leningrad le 1^{er} décembre 1934. Au procès des quatorze, des 28 et 29 décembre 1934, quatre accusés reconnurent leur participation à cet assassinat. Les 15 et 16 janvier, Zinoviev et Kamenev reconnaissaient leur « responsabilité politique et morale » dans l'assassinat... et le 23, les dirigeants du G.P.U. de Leningrad reconnaissaient n'avoir pas pris les mesures nécessaires, bien qu'ayant été informés de ses préparatifs.

Nous avons déjà démontré sur la base des documents officiels que Medved, Iagoda (4) et Staline avaient de toute évidence joué un rôle direct dans l'assassinat de Kirov (5). Il est probable qu'aucun d'eux ne souhaitait la mort de Kirov (6). Mais tous ont joué avec sa vie, en essayant, à travers cet acte terroriste, de préparer un amalgame — avec la « participation » de Zinoviev et de Trotsky (7).

La déposition de Zinoviev à son procès avait manifestement un caractère évasif qui était le résultat de l'accord conclu au préalable entre les accusateurs et les accusés : ce n'est de toute évidence qu'à cette condition que Zinoviev s'était vu promettre la vie sauve.

Extorquer aux accusés des témoignages fantastiques contre

(4) Filip D. MEDVED, vieux communiste et tchékiste était au moment de l'assassinat de Kirov le chef du G.P.U. à Leningrad. Henrikh G. IAGODA (1891-1938), ancien préparateur en pharmacie, bolchevik en 1907, avait été l'un des dirigeants de la tchéka en 1920 et était alors le chef du N.K.V.D. (G.P.U.).

(5) Sergei M. KOSTRIKOV dit KIROV (1886-1934), bolchevik de 1905, avait été secrétaire du parti en Azerbaïdjan de 1921 à 1926 et avait été placé à Leningrad en 1926, après la défaite de Zinoviev. Devenu le premier lieutenant, mais aussi sans doute le rival de Staline, il semble avoir préconisé un apaisement dans les luttes internes et une certaine « libéralisation ». C'est sur son nom que se regroupaient les oppositions d'appareil. Il est infiniment probable que son assassinat, le 1^{er} décembre 1934, avait été préparé par Staline lui-même. En ce qui concerne les affirmations ci-dessus, Trotsky les avait démontrées dans des articles écrits au lendemain de l'affaire Kirov et qui furent regroupés dans une brochure intitulée *La Bureaucratie stalinienne et l'Assassinat de Kirov* (cf. *Œuvres*, 4, p. 300-330 et 5, p. 29-44).

(6) En fait, il est infiniment probable que Staline cherchait l'assassinat de Kirov dont il avait intérêt à se débarrasser. Et il est vraisemblable que Trotsky savait sur cette affaire — l'attitude de Kirov — plus qu'il ne voulait le dire en public. Il faudra cependant attendre le XX^e congrès du P.C.U.S. en 1956 et le discours de Khrouchtchev et surtout les révélations de ce dernier au XXII^e congrès pour qu'il soit dit, de source soviétique, que les fils de l'enquête conduisaient à Staline. L'historien Roy Medvedev est également de cet avis ; il précise cependant que, sur la base de témoignages sûrs, il est certain que Medved n'était pas du complot dont l'homme, à Leningrad, était son propre adjoint, Zaporjets.

(7) Dans un premier temps on avait parlé d'une correspondance entre l'assassin, Nikolaïev, et Trotsky, par l'intermédiaire d'un consul étranger. Quant à Zinoviev, il fut accusé de porter la « responsabilité morale et politique ». Grigori Y. RADOMYLSKI dit G. ZINOVIEV (1883-1936), vieux-bolchevik, compagnon et bras droit de Lénine en exil, président de J.I.C. à sa naissance, avait été allié à Staline contre Trotsky, puis à Trotsky contre Staline et Boukharine. Exclu en 1927, il avait capitulé et renié ses positions antérieures. Des velléités d'opposition l'avaient conduit en 1932 à une nouvelle exclusion et à un reniement plus grave encore en 1933.

eux-mêmes, afin de les faire ricocher sur d'autres, c'est depuis longtemps le système du G.P.U., c'est-à-dire de Staline.

Mais pourquoi fallait-il organiser en 1930 une tentative d'assassinat contre Staline ? Pourquoi avoir impliqué un marin dans cette affaire ? Nous ne disposons là-dessus d'aucun renseignement, sauf les quelques lignes de l'article du camarade Ciliga. Nous allons prendre pourtant le risque de formuler une hypothèse.

L'auteur de ces lignes a été expulsé en Turquie en 1929. Peu après, il reçut à Constantinople la visite de Blumkine (8) qui allait payer cela de sa vie. L'exécution de Blumkine par Staline ébranla à l'époque bien des communistes, en U.R.S.S. et ailleurs. C'est à cette époque que fut organisé à l'étranger le centre bolchevik-léniniste (9) et que commença la publication du *Biulleten* et autres organes de presse. Dans ces conditions, Staline avait un besoin pressant d'une « tentative d'assassinat », surtout d'une tentative d'assassinat dont on aurait tiré les ficelles de l'étranger et dans laquelle'il aurait pu impliquer Blumkine ou tout au moins son fantôme. Un marin faisait l'affaire, surtout s'il avait effectué des voyages entre un port soviétique et Constantinople. Ce marin a pu être arrêté par hasard — pour des propos imprudents, pour avoir lu de la littérature illégale, ou simplement pour contrebande : nous ne savons rien de lui. Peut-être l'a-t-on menacé de plusieurs années de prison. Mais l'astucieux Iagoda lui promit la liberté et toutes sortes d'autres avantages s'il acceptait de témoigner que Blumkine, sur ordre de Trotsky, l'avait entraîné dans un complot contre Staline. Si le coup avait réussi, l'exil de Trotsky et l'exécution de Blumkine auraient ainsi été justifiées. Mais le malheur c'est que le marin

(8) Iakov G. BLUMKINE (1899-1929) était étudiant quand il adhéra au parti socialiste révolutionnaire de gauche qui le fit entrer dans la tchéka de Moscou. Quand se produisit la rupture entre ce parti et les bolcheviks, au moment de la paix de Brest-Litovsk, Blumkine, sur ordre de son parti, et pour provoquer la reprise de la guerre, abattit à coups de revolver l'ambassadeur d'Allemagne comte von Mirbach. Arrêté, il fut convaincu par Trotsky dans sa prison, gracié et ultérieurement admis au parti après avoir servi dans les services de renseignement puis au secrétariat de Trotsky. Partisan de l'Opposition de gauche, il rendit visite à Trotsky à l'été 1929. Il fut fusillé après son retour à Moscou, en décembre sans doute, et après avoir obtenu, dit Victor Serge, un sursis de quinze jours pour rédiger ses mémoires, dont le manuscrit serait donc resté aux mains du G.P.U.

(9) C'est en avril 1930 qu'une conférence internationale des différents groupes nationaux s'était réunie à Paris sous la présidence de Rosmer et avait fondé formellement l'Opposition de gauche internationale en la dotant d'un bureau international.

Notre hypothèse n'est qu'une hypothèse. Mais elle correspond parfaitement à la nature morale de Staline et aux méthodes de sa politique. « Ce cuisinier », disait Lénine en mettant en garde contre lui, « ne nous préparera jamais que des plats épicés ». Mais Lénine lui-même, quand il prononça ces paroles en février 1922, ne pouvait évidemment avoir prévu qu'une cuisine aussi diabolique se dresserait sur les fondements du parti bolchevique...

Nous sommes en 1936. Les méthodes de Staline sont toujours les mêmes. Les dangers politiques qui le menacent se sont aggravés. La technique de Staline et de lagoda s'est enrichie de l'expérience née de plusieurs erreurs. Nous n'avons donc aucune illusion à nous faire : les plats les plus épicés sont encore à venir.

[IL FAUT PRÉPARER LE PARTI INDÉPENDANT EN BELGIQUE] (1)

(27 mars 1936)

Cher Camarade Dauge (2),

1. *Sur l'exclusion du parti* (3). Dans une situation si compliquée et si lourde de responsabilité, la seule voie juste est ne pas s'occuper de devinettes : « Que va faire la bureaucratie ? Quand et comment va-t-elle nous exclure ? », mais de développer une action révolutionnaire toujours plus large, plus profonde et plus implacable. Sur le plan *statutaire*, on reste naturellement,

(1) Lettre à W. Dauge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7666, publiée sous le titre « Suggestions pour la section belge » dans *Bulletin intérieur* du G. B. L., n° 15, 10 mai 1936. Cette lettre, dictée en français, répondait à des questions de Dauge. Quelques mois plus tard, elle allait être utilisée comme une « preuve » de l'ingérence de Trotsky dans la vie politique de la Belgique, pays « ami » de la Norvège.

(2) Sur Walter Dauge, cf. n. 6, p. 60. Speaker à la radio belge, il avait été révoqué en octobre 1933 pour des propos antimilitaristes tenus dans un discours prononcé le 21 octobre devant les traminois bruxellois, puis, pour la même raison, condamné en décembre à trois mois de prison. À partir de 1934, il avait commencé à subir l'influence des jeunes léninistes belges, avant même leur entrée dans les J.G.S. En mai 1935, il avait été élu par les mineurs et les jeunes du Borinage pour faire partie d'une délégation ouvrière en U.R.S.S. : il en était revenu convaincu de la nécessité de combattre le stalinisme. Aussi, quelques semaines plus tard, après la défection de P.H. Spaak, avait-il fait bloc avec les trotskystes contre le courant prosoviétique du Dr Martens. Secrétaire fédéral dans le Borinage et membre de la direction nationale des J.G.S., membre de la direction boraine du P.O.B., il avait une réelle influence dans le Borinage et était le véritable dirigeant « public » de l'Action socialiste révolutionnaire.

(3) L'exclusion de Dauge du P.O.B. était à l'ordre du jour. Lors du « poil » — sorte d'élection primaire, choix du candidat par les électeurs — il avait été placé en tête des candidats au Borinage avec plus de 10 000 voix. Mais dès le 29 janvier 1936, un article du *Peuple* faisait savoir qu'il aurait à souscrire formellement et sans réserves au programme du parti qui comportait notamment l'approbation de la participation de ministres socialistes au cabinet van Zeeland. Dauge avait longuement hésité et hésitait apparemment encore à franchir ce pas décisif, et à refuser de souscrire à ce programme.

jusqu'au moment de l'exclusion, sur la défensive. Politiquement, on développe une offensive sans répit. Les questions de la défense statutaire ne doivent d'ailleurs occuper qu'un centième de nos forces ; quatre-vingt-dix-neuf centièmes doivent être consacrés à l'offensive contre les réformistes, les centristes et les pacifistes.

A chaque menace d'exclusion, il faut répondre, non par des excuses, non par l'adaptation à l'appareil, mais par un redoublement de la vigueur dans l'offensive révolutionnaire : il faut déclarer *ouvertement qu'en préparant une nouvelle boucherie, les traîtres réformistes veulent se débarrasser des témoins gênants.*

C'est absolument faux de croire que, dans le conflit présent, les ouvriers vont s'orienter exclusivement ou même surtout selon des considérations juridiques : qui a pris l'initiative de la scission, etc. Cet élément joue naturellement un certain rôle. Mais ce qui décide dans cette situation extrêmement critique, c'est le *contenu* de la politique, c'est le bien-fondé de vos accusations et de vos dénonciations ; enfin, c'est le ton d'assurance complète de votre position, qui doit pénétrer votre journal et votre activité tout entière.

Cela ne signifie pas que je propose des extravagances, des excès de langage ou des maladresses tactiques. Mais *c'est la ligne stratégique qui décide.* Notre langage doit être adapté non pas à l'oreille de Vandervelde, ni même de Godefroid ou de Liebaers (4), mais à l'oreille des ouvriers les plus conscients, les plus courageux et les plus révoltés : ce sont ces éléments-ci qui, en dernière analyse, joueront le rôle décisif.

Vous êtes faibles numériquement. Vous êtes très forts par votre position révolutionnaire. L'époque qui approche vous ouvrira des possibilités sans précédent — à une seule condition : que vous n'affaiblissiez pas vous-mêmes vos possibilités en cherchant la ligne de moindre résistance vis-à-vis des réformistes, des centristes, des pacifistes.

2. Les considérations exprimées dans le premier paragraphe s'appliquent totalement à la politique électorale : ne pas

(4) Sur Fernand Godefroid, cf. n. 7, p. 60. Le congrès national restreint des J.G.S. de novembre-décembre avait interdit, sur proposition de Godefroid, la participation des J.G.S. à *V Action socialiste révolutionnaire* et à la tendance dont il était le porte-parole. Déjà plusieurs trotskystes connus avaient été exclus des J.G.S. Sur Frans Liebaers, cf. n. 7, p. 68. Son organisation, la Liga, avait fait campagne en 1935 pour le boycottage des relations commerciales avec l'Italie.

prendre l'initiative de la rupture, mais ne pas céder un centimètre dans le domaine des mots d'ordre et de la critique.

3. La rupture est déterminée par la logique implacable de toute la situation. Il faut s'y préparer par avance :

a) Il faut élaborer le programme d'action du nouveau parti en ouvrant immédiatement la discussion sur deux documents : 1) la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale », 2) le projet de programme de l'A.S.R. (5) remanié selon l'expérience ou la critique déjà faite. La discussion du programme sera une excellente éducation pour les cadres du nouveau parti.

h) Il fait prendre systématiquement les mesures organisationnelles sur les plans du parti politique (P.O.B.), des syndicats et de la jeunesse.

4. La scission ne sera pas effectuée d'un coup. Après l'exclusion du noyau dirigeant, la lutte va continuer dans les organisations de base. Tout dépendra au moment critique du ton de l'A.S.R. : il faudra inspirer confiance aux adhérents et aux sympathisants. Toute l'expérience révolutionnaire montre que, dans des situations pareilles, les éléments de la base s'avèrent souvent plus décisifs que la direction, qui, effrayée par la perspective d'être isolée, commence à fléchir, désoriente les adhérents, même les meilleurs, et finit... par être isolée. La dernière expérience a été faite en France, où la direction des bolcheviks-léninistes, sous l'impulsion de Molinier, cherchait surtout au moment critique à ne pas se couper de Marceau Pivert (6) (le Godefroid et Liebaers français), atténuait ses mots d'ordre, fléchissait, désorientait ses propres rangs, pour enfin renforcer Lagorgette (7) et Marceau Pivert, et saper sa propre position.

5. Même après la séparation totale, le nouveau parti doit conserver une fraction clandestine dans le P.O.B. Il ne faut pas croire que votre exclusion serait la dernière. Les événements aidant, il y aura encore des luttes intérieures, des ruptures, des

(5) Ce programme avait été publié, après avoir été adopté, dans *L'Action socialiste révolutionnaire* du 17 août 1935 et avait été publiquement et fraternellement critiqué par Trotsky (*Œuvres*, 6, p. 153-156).

(6) Sur Marceau Pivert, cf. n. 36, p. 122.

(7) Louis LAGORGETTE (1895-1937), fils d'instituteurs, socialiste à 17 ans, ingénieur des travaux publics, membre de la C.A.P., était secrétaire national des J.S. en France, chargé de leur « redressement » après la crise qui avait abouti à l'exclusion des dirigeants de l'Entente de la Seine. 11 passait pour être de la « gauche » de la S.F.L.O.

exclusions et des scissions. Il faut que le nouveau parti ait ses agents fidèles et discrets dans le P.O.B. (8).

6. Ce serait une faute irréparable que de faire sortir vos adhérents des organisations économiques, syndicats, etc. (9). Aucunement ! Créer de petits syndicats parallèles signifierait prendre une responsabilité écrasante, sans la possibilité de remplir dans l'avenir les tâches respectives (*sic*). Même si vous étiez depuis longtemps déjà une organisation indépendante, vous devriez faire entrer vos adhérents dans les syndicats, mutuelles, etc. Le parti indépendant vous est nécessaire, non pour faire une petite concurrence aux organisations de masse, mais pour *les conquérir de l'intérieur*. C'est la seule possibilité. Le parti, c'est notre instrument de travail : il doit être bien forgé, bien trempé, et bien aiguisé. Mais, avec cet instrument-là, nous devons travailler là où se trouve réellement la masse.

On paie ainsi une cotisation à une bureaucratie traîtresse ? Eh oui, il faut payer pour l'entrée, si l'on veut avoir la possibilité de saper la bureaucratie.

Toute l'inconsistance de l'internationale communiste s'est révélée dans ce double fait : en restant dans les organisations de masses, les staliniens pactisaient honteusement avec les réformistes ; en se brouillant avec les réformistes, ils créaient des syndicats concurrents, qui ne faisaient que jouer le rôle de doublure du parti. La politique bolchevique est tout à fait différente : *le parti indépendant, pour un travail systématique, patient, infatigable, dans les organisations réformistes de masse, en lutte permanente contre les chefs réformistes*. Ce travail doit être mi-ouvert, mi-clandestin, selon les circonstances et les possibilités.

7. L'époque approche où les éléments révolutionnaires seront condamnés à travailler dans l'illégalité. Pour un parti révolutionnaire, l'existence illégale dans certaines époques est, pour ainsi dire, normale. Le parti est une sélection des éléments d'avant-garde, c'est-à-dire des plus conscients et des plus courageux.

Le syndicat, en tant qu'organisation de masse, ne peut pas vivre illégalement. Si vous créez de petits syndicats révolutionnaires, ils seraient immédiatement frappés par la répression

(8) Les trotskystes français avaient tenté également de laisser derrière eux quelques éléments : l'entreprise n'avait guère eu de réussite.

(9) Il y avait au Borinage un fort courant, dans la gauche socialiste, en faveur de la rupture avec les syndicats réformistes et la constitution de syndicats « indépendants », révolutionnaires, et il semble bien que Dauge était influencé par cet état d'esprit.

gouvernementale et presque inévitablement anéantis. Tandis que, si vos adhérents restent dans les syndicats réformistes, ils auront non seulement autour d'eux un milieu social nécessaire, mais aussi la couverture légale contre la répression.

Naturellement, les chefs réformistes vont les poursuivre et même les livrer à la police. Mais cela signifie seulement qu'il faut apprendre à faire un travail clandestin vis-à-vis des chefs réformistes, qui ne sont, eux, pas autre chose que la police non officielle du capital dans la classe ouvrière elle-même. *L'apprentissage de l'illégalité révolutionnaire commence surtout dans les syndicats réformistes.* Il faut y avoir des camarades qui travaillent ouvertement, en s'exposant, le cas échéant, à l'exclusion. Il en faut d'autres qui ne soient pas orateurs, mais capables, par un travail systématique, de rassembler autour d'eux, dans les syndicats, des noyaux révolutionnaires.

Même pendant l'année 1917, alors que nous étions déjà devenus un parti puissant, avec une emprise décisive sur les soviets, la plupart des syndicats restaient toujours sous la direction des mencheviks. Avons-nous fait une scission dans ces syndicats ? Bien sûr que non ! Nous y sommes restés jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la conquête de la direction syndicale. Notre situation était alors autrement favorable que [ne l'est] la vôtre. *La grande leçon du bolchevisme, c'est l'intransigeance du parti vis-à-vis du réformisme et du centrisme, et la plus grande souplesse vis-à-vis des organisations de masse.* Sans la première qualité, le parti devient inévitablement l'instrument du capital ; sans la deuxième, le parti reste toujours une secte stérile. C'est la synthèse de la fermeté de fer et de l'extrême souplesse qui assure le succès.

8. La rupture avec le parti, imposée par la bureaucratie, ne signifie nullement l'abandon volontaire de l'organisation des jeunes (10). Tout au contraire. C'est précisément au moment de l'exclusion qu'il faut déclencher dans les jeunes une campagne implacable contre les réformistes traîtres, scissionnistes et exclueurs, pour *l'unité sur la base révolutionnaire*. Par cette campagne, il faut mettre les Godefroid au pied du mur. Par cette politique — si la scission s'avère, aussi, inévitable chez les jeunes —, on emmènera au moins une partie solide de l'organisation. Même en cas de rupture, il faudra garder une fraction solide chez les jeunes.

9. Cette politique suppose une attitude juste, c'est-à-dire

(10) Trotsky fait allusion ici aux J.G.S., les Jeunes Gardes socialistes dans lesquelles les jeunes léninistes étaient entrés en décembre 1934.

sans le moindre ménagement vis-à-vis de Godefroid et de Liebaers. *C'est ici qu'on trouve la plus grande faiblesse de l'A.S.R.* Le plus grand danger, pour un révolutionnaire, c'est de se faire des illusions non seulement sur l'ennemi, mais aussi sur ses alliés. Je ne nie pas la possibilité ni la nécessité de telle ou telle alliance avec le centriste Godefroid ou le pacifiste Liebaers. Mais la règle marxiste concernant les alliés prescrit ceci : observer l'allié d'aujourd'hui comme un adversaire possible de demain, et dénoncer ouvertement chaque faux-pas de sa part, pour préparer les ouvriers à une trahison possible et même bien probable. *Dire ouvertement ce qui est* est une règle salubre.

10. *Pas d'illusions sur Godefroid.* Même les bourgeois radicaux français, pour se défendre contre les fascistes, essaient de s'appuyer sur les socialistes et les staliniens. Si Godefroid voulait vraiment se défendre contre les réformistes, il devrait chercher aussi à s'appuyer sur les « trotskystes ». Mais il cherche par tous les moyens à les éliminer et à les exclure. C'est un symptôme infaillible. Godefroid prépare consciemment sa trahison.

On me cite la sortie de Godefroid contre le chauvin Hubin (11). Mais que voulez-vous? Si Godefroid cesse la polémique même avec les Hubin, son autorité chez les jeunes est fichue. Pour préparer la réconciliation avec la bureaucratie, il doit sauver les apparences. Son attaque contre les « trotskystes » est un fait politique ; sa polémique contre Hubin n'est que de la rhétorique (12).

On me dit que j'exagère (13). Soit. J'accepte pour un

(11) Georges HUBIN (1863-1947) était l'un des porte-parole les plus agressifs de l'aile droite du P.O.B. Le 8 mars précédent, il s'était rendu à un meeting organisé par les J.G.S. à Vierzet-Barsé et y avait soutenu contre Godefroid une polémique très vive. Godefroid en avait rendu compte dans *Le peuple* du 16 mars. Georges Fux (cf. n. 3, p. 62) venait d'écrire à ce sujet dans *V Action socialiste révolutionnaire* du 21 mars : « Oui, camarade Godefroid, comme vous l'écrivez dans *Le Peuple*, il faut continuer la lutte révolutionnaire même si la menace d'exclusion se pose. » C'était traiter Godefroid en allié que l'on pousse au besoin, alors que Trotsky le considérait comme l'adversaire direct.

(12) En outre, en attaquant Hubin et en gardant le silence sur Vandervelde, Godefroid égare doublement ses lecteurs : il opère une distinction de principe entre Hubin et Vandervelde et couvre ce dernier par ses attaques spectaculaires contre le premier. *Ainsi il soutient le social-patriotisme tout en prétendant le combattre.* (Note de Trotsky.)

(13) Sans doute, il y a exagération et exagération. Je veux dire par là qu'on peut exagérer dans le bon et dans le mauvais sens. Prenons par exemple l'ouvrage de Lénine, *Contre le Courant*. Dans le cours de sa polémique contre moi, il a utilisé quelques exagérations évidentes que les événements ultérieurs ont réfutées. Mais elles lui étaient dictées

instant l'hypothèse que Godefroid n'a pas encore fait son choix définitif et qu'il louvoie en attendant les occasions favorables du côté droit ou du côté gauche. Mais, même dans ce cas, la seule tactique juste consiste à dénoncer Godefroid, à démasquer ouvertement ses contradictions, à critiquer amicalement, mais sans ménagements son journal, etc. En le plaçant entre deux feux, vous lui forcerez la main, vous l'obligerez à choisir. Quand on dit : « Au cas où il trahirait, je n'hésiterai pas à l'attaquer », etc., on se trompe, et on sème des illusions. La trahison n'est pas toujours un coup de pistolet ; le plus souvent, c'est un glissement. Or Godefroid glisse depuis longtemps. Attendre sa trahison définitive signifie seulement négliger l'éducation révolutionnaire des jeunes et préparer le succès de Godefroid.

11. Absolument la même chose pour Liebaers.

12. On me dira : « Mais est-ce que notre critique des centristes et des pacifistes ne va pas nous empêcher de faire bloc avec eux contre la bureaucratie ? » Non, s'ils veulent vraiment lutter contre la bureaucratie. Ils savent, eux, qu'ils peuvent toujours compter sur votre appui, et ils ne se gênent pas pour exclure et destituer des révolutionnaires. Et vous, vous devriez renoncer au droit de critique à leur égard ? Ce serait une capitulation très avantageuse pour eux et néfaste pour l'aile révolutionnaire.

13. La création du nouveau parti est un travail de longue haleine. L'exclusion du P.O.B. n'en serait que le point de départ. Même si vous n'êtes au commencement qu'une poignée de quelques centaines, vous pourrez faire un travail remarquable, à condition — je ne me lasserai jamais de le répéter — de joindre à la fermeté programmatique et à l'intransigeance vis-à-vis des réformistes et des centristes la plus grande souplesse et endurance vis-à-vis des organisations de masse.

par son souci dominant de donner à sa pensée la plus grande précision. Tout le monde, y compris moi, pouvait apprendre quelque chose de ces exagérations et le peut encore aujourd'hui, alors qu'une confiance *t* exagérée » dans les centristes et les pacifistes n'éduque personne : en fait, elle est très démoralisante et couvre la glissade des centristes vers la trahison totale. (Note de Trotsky.)

[LES FRANÇAIS CONTINUENT A GAFFER] (1)

(27 mars 1936)

Chers Camarades,

Ma lettre confidentielle (honteusement divulguée par Naville) (2) et le projet de déclaration de la part de notre commission représentent deux éléments d'un plan d'action dont le but était de réparer partiellement les fautes accumulées du C.C. de la section française. Par la divulgation de ma lettre et par la dernière décision du C.C., ce plan est devenu nul et non opérant. De ma part je ne vois d'autre possibilité que de dissoudre la commission Crux (3) et je vous fais formellement cette proposition.

Que les camarades français eux-mêmes débrouillent la situation compromise par leur persistance dans la voie des fautes, des gaffes et des bêtises.

La dernière décision du C.C. (4) est le meilleur cadeau à Molinier : son organisation se resserrera par réflexe autour de lui. Dans un ou deux mois le C.C. après avoir raté et gâté et gâté tout acceptera généreusement notre plan. Mais à ce moment-là, c'est Molinier qui dictera les conditions.

P.-S. Je ne serais pas étonné que cette lettre paraisse dans le bulletin de Molinier.

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8035, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Il s'agit de la lettre de Trotsky à Henri Molinier, datée du 1^{er} mars, qu'il avait envoyée à titre d'information « strictement confidentielle » le 4 mars (cf. p. 31). Naville avait lu cette lettre à la conférence nationale des « moliniéristes » du 7 mars, en précisant qu'elle avait été adressée par Trotsky à Meichler.

(3) Sur la « commission Crux », cf. n. 7, p. 37.

(4) Les propositions de Trotsky en vue de la réunification sur la base de la lutte pour la IV^e Internationale, avec la « commission Crux » pour régler le problème Molinier, avaient provoqué la méfiance d'une partie du comité central du G.B.L. qui avait cru voir là une sombre manœuvre de Trotsky pour imposer un « recollage » comme ils disaient, avec R. Molinier. Les propositions du S.I. avaient donc été repoussées par le C.C., et Jean Rous battu au profit de la position de Pierre Naville qui préconisait de subordonner l'unification à l'élimination de R. Molinier.

LA FRANCE A UN TOURNANT (1)

(28 mars 1936)

Ce livre est consacré à l'éclaircissement des méthodes de la politique révolutionnaire du prolétariat à notre époque. L'exposé a un caractère polémique, comme la politique révolutionnaire elle-même. En gagnant les masses opprimées, la polémique dirigée contre la classe dominante se transforme à un moment donné en révolution.

Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son Etat, de son droit, de son idéologie, constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstractions (« nation », « patrie », « démocratie ») pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. Le *Temps*, l'un des journaux les plus infâmes de l'univers, enseigne chaque jour aux masses populaires françaises le patriotisme et le désintéressement. Cependant ce n'est un secret pour personne que le désintéressement du *Temps* s'estime d'après un tarif international bien établi.

Le premier acte de la politique révolutionnaire consiste à démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent les masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de « socialisme » et de « révolution ». Aujourd'hui plus que jamais, ce sont les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises.

La première édition de cet ouvrage a exercé une certaine

(1) T 3909/11. *Biulleten Oppositsii*, n° 50, mai 1936. La traduction française publiée dans *Le Mouvement communiste en France* a été revue. Ce texte est la préface d'une réédition française de *Terrorisme et Communisme* (1920) sous le titre nouveau — et surprenant — de *Défense du Terrorisme*. Trotsky avait saisi cette occasion de la réédition de cet ouvrage polémique pour rédiger une préface qui était un véritable manifeste, lancé par-dessus la tête de ses propres camarades français, pour un nouveau parti et la IV¹- Internationale.

influence sur la formation du parti communiste français : l'auteur en a reçu maints témoignages, dont il ne serait pas difficile, au demeurant, de trouver la trace dans *VHumanité* jusqu'en 1924. Au cours des douze années qui ont suivi, il a été procédé dans l'internationale communiste — après plusieurs zigzags fébriles — à une révision fondamentale des valeurs : il suffit de dire que cet ouvrage figure aujourd'hui à l'index des livres interdits. Par leurs idées et leurs méthodes, les chefs actuels du parti communiste français (nous sommes obligés de lui conserver cette appellation qui est en complète contradiction avec la réalité) ne se différencient par aucun principe de Kautsky (2) contre lequel notre ouvrage est dirigé : ils sont toutefois infiniment plus ignorants et plus cyniques que lui. Le nouvel accès de réformisme et de patriotisme que subissent Cachin et Cie aurait pu, à lui seul, justifier une nouvelle édition de ce livre. Il y a cependant d'autres raisons, plus sérieuses : elles ont leurs racines dans la profonde crise prérévolutionnaire qui secoue le régime de la III^e République.

Après dix-huit ans d'absence, l'auteur de cet ouvrage a eu la possibilité de passer deux années en France (1933-1935) c'était, il est vrai, en simple qualité d'observateur de province qui était de surcroît l'objet d'une surveillance serrée (3). Pendant cette période, il se produisit, dans le département de l'Isère où l'auteur a eu l'occasion de séjourner, un petit incident, semblable à bien d'autres, qui donne cependant la clé de toute la politique française. Dans un sanatorium appartenant au Comité des Forges (4), un jeune ouvrier, qui venait de subir une grave

(2) Karl KAUTSKY (1854-1938) avait été considéré comme le principal théoricien marxiste, le « pape de la social-démocratie » après la mort de Marx et d'Engels. C'est contre lui qu'était dirigé *Terrorisme et Communisme*.

(3) Trotsky, qui avait séjourné à plusieurs reprises en France avant la guerre, s'y était établi en août 1914 et en avait été expulsé une première fois en septembre 1916. Il avait été autorisé à y résider de nouveau et avait vécu à partir de juillet jusqu'en octobre 1933 à Saint-Palais, puis de novembre 1933 à avril 1934 à Barbizon. Expulsé une seconde fois, après deux mois d'errance, il s'était retrouvé à Domène, chez l'instituteur Laurent Beau, en juillet 1934 et en était parti en juin 1935. Pendant ce séjour, expulsé de principe, il était placé par la police française sous un régime de « surveillance spéciale ».

(4) Le Comité des Forges avait été créé en 1864 par les principaux « maîtres de forges » (industriels de la sidérurgie) pour « l'étude et la défense des intérêts économiques de l'industrie sidérurgique ». Il était sans doute la plus puissante des associations patronales. Il avait notamment fondé sur le plateau des Petites Roches, à Saint-Hilaire-du-Touvet, le « sanatorium de l'association minière et métallurgique » réservé aux salariés de la sidérurgie. Ce sanatorium était encadré, sur le plan administratif, par d'anciens officiers et sous-officiers ; les soins

opération, s'était permis de lire un journal révolutionnaire (ou plus exactement un journal qu'il considérait naïvement comme révolutionnaire : *VHumanité*). L'administration posa à l'imprudent malade d'abord, puis à quatre autres qui partageaient ses mêmes sympathies, cet ultimatum : renoncer à recevoir des publications indésirables ou être jetés à la rue. Les malades eurent beau indiquer qu'on se livrait ouvertement dans le sanatorium à une propagande cléricale et réactionnaire, cela n'eut évidemment aucun effet. Comme il s'agissait de simples ouvriers, qui ne risquaient ni mandats parlementaires ni portefeuilles ministériels, mais simplement leur santé et leur vie, l'ultimatum n'eut pas de succès : les cinq malades, dont un à la veille d'être opéré, furent mis à la porte du sanatorium (5). Grenoble avait alors une municipalité socialiste, que présidait le docteur Martin (6), un de ces bourgeois réactionnaires qui donnent généralement le ton dans le parti socialiste et dont Léon Blum est le représentant achevé. Les ouvriers expulsés essayèrent de trouver un défenseur dans la personne du maire. Ce fut en vain : malgré leur insistance, leurs lettres, leurs démarches, ils ne furent même pas reçus. Ils s'adressèrent au journal de gauche local, *La Dépêche [dauphinoise]* dans lequel radicaux et socialistes forment un cartel indissoluble. En apprenant qu'il s'agissait du sanatorium du Comité des Forges, le directeur du journal refusa catégoriquement d'intervenir : tout ce que vous voudrez, mais

quotidiens étaient donnés par des religieuses. La seule « organisation » tolérée était la J.O.C. qui tenait ses réunions dans le bureau de l'aumônier du sanatorium.

(5) L'essentiel des informations publiées sur cette affaire se trouve dans une lettre adressée à l'hebdomadaire socialiste de Grenoble *Le Droit du Peuple* (17/18 novembre 1934) et publiée sous le titre : « Un Scandale. Comment on respecte la liberté de pensée au sanatorium du Comité des Forges de Saint-Hilaire-du-Touvet. » L'auteur de la lettre, un chaudronnier nantais de 23 ans, Joseph Labarre, entré au sanatorium le 17 août et envoyé le 18 octobre à l'hôpital civil de La Tronche, y racontait les menaces dont il avait été l'objet de la part de la direction du sanatorium ainsi que la surveillance spéciale dont il avait été l'objet. Le même journal, dans son numéro du 8/9 décembre 1934, complète ces informations en indiquant que d'autres malades, membres, comme Labarre, du « comité antifasciste » constitué pour le défendre, avaient été renvoyés du sanatorium, mais il ne donne que des initiales. Ni la presse quotidienne ni l'hebdomadaire du P.C. ne font allusion à cette affaire sur laquelle Trotsky avait des informations de première main par son camarade Alexis Bardin, militant S.F.I.O. à Grenoble : l'hebdomadaire socialiste ne fait en effet aucune allusion à la démarche des malades de Saint-Hilaire-du-Touvet auprès du maire de Grenoble, ni au refus de la *Dépêche dauphinoise* d'évoquer l'affaire dans ses colonnes.

(6) Léon MARTIN (1873-1967), docteur en médecine et en pharmacie, pharmacien et professeur, avait succédé à Paul Mistral comme maire de Grenoble en 1932, à la tête d'une coalition avec les radicaux locaux.

pas ça. Pour une imprudence à l'égard de cette puissante organisation, la *Dépêche* avait déjà une fois été privée de publicité et avait subi de ce fait une perte de l'ordre de vingt mille francs. A la différence des prolétaires, le directeur de ce journal de gauche, comme le maire, avaient quelque chose à perdre : aussi renoncèrent-ils à une lutte inégale en abandonnant les ouvriers, avec leurs intestins et leurs reins malades, à leur sort.

Une ou deux fois par semaine, le maire socialiste, remuant de vagues souvenirs de jeunesse, fait un discours où il vante les avantages du socialisme sur le capitalisme. Pendant les élections, la *Dépêche* soutient le maire et son parti. Tout est pour le mieux. Le Comité des Forges regarde avec une tolérance toute libérale ce genre de socialisme qui ne cause pas le moindre préjudice aux intérêts matériels du capital. Avec vingt mille francs de publicité par an — ces messieurs coûtent si bon marché — les féodaux de l'industrie lourde et de la banque tiennent pratiquement à leur dévotion un grand journal du Cartel ! Et pas seulement ce journal : le Comité des Forges a, bien sûr, assez de moyens directs ou indirects pour agir sur messieurs les maires, les sénateurs, les députés, y compris les maires, les sénateurs, les députés socialistes. Toute la France officielle est placée sous la dictature du capital financier. Dans le dictionnaire Larousse, ce système est désigné sous le nom de « République démocratique ».

■ Messieurs les députés de gauche et les journalistes, non seulement de l'Isère, mais de tous les départements de France, croyaient que leur cohabitation pacifique avec la réaction capitaliste n'aurait pas de fin. Ils se trompaient. Vermoulue depuis longtemps, la démocratie a soudain senti le canon d'un revolver sur sa tempe. De même que les armements de Hitler — un acte matériel brutal — ont provoqué une véritable révolution dans les rapports entre Etats en démontrant la vanité et le caractère illusoire de ce qu'il est convenu d'appeler le « droit international », de même les bandes armées du colonel de La Rocque ont jeté la perturbation dans les rapports intérieurs de la France en obligeant tous les partis sans exception à se réorganiser, à s'épurer et à se regrouper.

Friedrich Engels a écrit un jour que l'Etat, y compris la république démocratique, ce sont des bandes armées pour la défense de la propriété : tout le reste n'est là que pour enjoliver ou masquer ce fait. Les éloquents défenseurs du « droit »,

(7) Edouard HERRIOT (1872-1957), professeur, maire de Lyon et ancien président du conseil était le principal dirigeant radical.

cynisme. Mais Hitler et La Rocque, chacun dans sa sphère, viennent de démontrer à nouveau qu'Engels avait raison.

Au début de 1934, Daladier (8) était président du conseil par la volonté du suffrage universel, direct et secret : il portait la souveraineté nationale dans sa poche, avec son mouchoir par-dessus. Mais dès que les bandes de La Rocque, Maurras (9) et Cie montrèrent qu'elles osaient tirer des coups de revolver et couper les jarrets des chevaux de la police, Daladier et sa souveraineté laissèrent la place à l'invalidé politique que désignèrent les chefs de ces bandes (10). Ce fait a infiniment plus d'importance que toutes les statistiques électorales, et on ne saurait l'effacer de l'histoire récente de la France, car il est une indication pour l'avenir.

Il n'est naturellement pas donné à *n'importe quel groupe* armé de revolvers de modifier à tout moment l'orientation politique d'un pays. Seules les bandes armées qui sont les organes d'une classe déterminée peuvent, dans *certaines* circonstances, jouer un rôle décisif. Le colonel de La Rocque et ses partisans veulent assurer « l'ordre » contre les troubles. Et comme, en France, « ordre » signifie domination du capital financier sur la petite et moyenne bourgeoisie et domination de l'ensemble de la bourgeoisie sur le prolétariat et les couches sociales qui en sont proches, les troupes de La Rocque sont tout simplement des bandes armées du capital financier.

Cette idée n'est pas neuve. On peut même la trouver fréquemment exprimée dans le *Populaire* et *VHumanité*, encore qu'ils n'aient pas été les premiers à la formuler. Ces publications ne disent cependant que la moitié de la vérité. L'autre, pas moins importante, c'est que Herriot et Daladier, avec leurs partisans, sont également une agence du capital financier : autrement, les radicaux n'auraient pas pu être le parti gouvernemental de la France pendant des dizaines d'années. Si l'on ne veut pas jouer à cache-cache, il faut dire que La Rocque et Daladier

(8) Edouard DALADIER (1884-1970), chef de file des radicaux de « gauche », longtemps ministre de la guerre, était président du conseil lors de l'émeute du 6 février 1934.

(9) Charles MAURRAS (1868-1952) dirigeait le journal monarchiste *L'Action française* et les bandes de « Camelots du Roy » qui avaient participé à l'émeute du 6 février 1934. Mais, pas plus que le chef Croix-de-Feu de La Rocque, il ne semble avoir vraiment songé à s'emparer du pouvoir ce jour-là.

(10) Daladier avait démissionné le 7 février, après avoir obtenu dans la nuit un vote de confiance de la Chambre : il laissait la place, sous la pression de l'émeute, à un cabinet dirigé par l'ancien président de la république Gaston Doumergue.

travaillent pour le même patron. Cela ne signifie évidemment pas qu'il y ait entre eux ou leurs méthodes une complète identité. Bien au contraire. Ils se font une guerre acharnée, comme deux agences spécialisées dont chacune possède le secret du salut. Daladier promet de maintenir l'ordre au moyen de la démocratie tricolore. La Rocque estime que le parlementarisme périmé doit être balayé au profit d'une dictature militaire et policière déclarée. Les méthodes politiques sont opposées, mais les intérêts sociaux sont les mêmes.

La décadence du système capitaliste, sa crise incurable, sa décomposition, forment la base historique de l'antagonisme qui existe entre La Rocque et Daladier (nous prenons ces deux noms seulement pour la commodité de l'exposé). Malgré les progrès incessants de la technique et les remarquables résultats obtenus dans certaines branches industrielles, le capitalisme dans son ensemble freine le développement des forces productives, ce qui détermine une extrême instabilité des rapports sociaux et internationaux. La démocratie parlementaire est intimement liée à l'époque de la libre concurrence et de la liberté du commerce international. La bourgeoisie a pu tolérer le droit de grève, le droit de réunion, la liberté de la presse, aussi longtemps que les forces productives étaient en pleine croissance, que les débouchés s'élargissaient, que le bien-être des masses populaires, quoique restreint, augmentait, et que les nations capitalistes pouvaient vivre et laisser vivre les autres. Mais plus aujourd'hui. L'époque impérialiste est caractérisée, abstraction faite de l'Union soviétique, par une stagnation et une baisse du revenu national, par une crise agraire chronique et un chômage organique. Ces phénomènes internes sont inhérents à la phase actuelle du capitalisme, comme la goutte et, la sclérose à un âge déterminé de l'individu. Vouloir expliquer le chaos économique mondial par les conséquences de la dernière guerre, c'est faire preuve d'un esprit désespérément superficiel, à l'instar de M. Caillaux, du comte Sforza (11) et autres. La guerre n'a pas été autre chose qu'une tentative des pays capitalistes de faire retomber sur le dos de l'adversaire le krach qui le menaçait déjà. Mais la tentative échoua. La guerre ne fit qu'aggraver les signes de décomposition dont l'accentuation actuelle prépare une nouvelle guerre.

(11) Trotsky cite ici deux hommes représentatifs du libéralisme politique, l'ancien président du conseil, sénateur et président de la commission des finances, Joseph CAILLAUX (1863-1944) et le comte Carlo SFORZA (1872-1952), ancien ministre italien, émigré après l'avènement du fascisme.

Aussi mauvaises que soient les statistiques économiques concernant la France, qui passent délibérément sous silence les antagonismes de classes, elles ne peuvent pas dissimuler les signes manifestes de la décomposition sociale. Parallèlement à la baisse du revenu national, à la chute, en vérité catastrophique, du revenu des campagnes, à la ruine des petites gens des villes, à l'augmentation du chômage, les entreprises géantes, qui ont un chiffre d'affaires annuel de 100 à 200 millions et même davantage, font de brillants bénéfices. Le capital financier, dans toute l'acception du terme, suce le sang du peuple français. Telle est la base sociale de l'idéologie et de la politique d' « union nationale ».

Des adoucissements et des éclaircies dans le processus de décomposition sont possibles, voire inévitables ; mais ils garderont un caractère strictement conditionné par la conjoncture. Quant à la tendance générale de notre époque, elle place la France, après bien d'autres pays, devant cette alternative : ou le prolétariat renversera l'ordre bourgeois foncièrement gangrené, ou le capital, en vue de sa propre conservation, remplacera la démocratie par le fascisme. Pour combien de temps ? Le sort de Mussolini et de Hitler répondra à cette question.

Les fascistes ont tiré, le 6 février 1934, sur l'ordre direct de la Bourse, des banques et de trusts. C'est de ces mêmes positions de commande que Daladier a été sommé de remettre le pouvoir à Doumergue (12). Et si le ministre radical, président du conseil, a capitulé (avec la pusillanimité qui caractérise les radicaux), c'est parce qu'il a reconnu dans les bandes de La Rocque les troupes de son propre patron. Autrement dit, Daladier, ministre souverain, a cédé le pouvoir à Doumergue pour la même raison qui a fait refuser au directeur de la *Dépêche* et au maire de Grenoble de dénoncer l'odieuse cruauté des agents du Comité des Forges.

Cependant le passage de la démocratie au fascisme com-

(12) Parmi les pressions qui s'exercèrent dans le sens de la démission de Daladier, relevons que les sommets de l'appareil d'Etat — y compris de l'armée — firent connaître qu'ils étaient réticents à le défendre éventuellement, que ce soit dans la rue ou par une juridiction spéciale. Le président du Sénat, Jules Jeanneney et le leader radical Herriot conseillèrent la démission. Enfin, quatre de ses ministres, considérés comme « les Jeunes Turcs radicaux » l'abandonnèrent : Guy La Chambre, Jean Mistler, Léon Martinaud-Déplat et Pierre Cot. Gaston DOUMERGUE (1863-1937) ancien président de la République s'était retiré de la vie publique. Il succéda à Edouard Daladier qui démissionna sur la pression de nombre de ses ministres, de chefs de l'armée et d'hommes politiques. Doumergue était présenté comme un ultime recours, un « sauveur » au lendemain de l'émeute du 6 février.

porte des risques de secousses sociales. D'où les hésitations et les désaccords tactiques que l'on constate dans les hautes sphères de la bourgeoisie. Tous les magnats du capital sont pour qu'on continue à renforcer les bandes armées capables de constituer une réserve salubre à l'heure du danger. Mais quelle place accorder à ces bandes dès aujourd'hui ? Doit-on leur permettre de passer tout de suite à l'attaque ou les garder comme moyen d'intimidation en attendant ? Autant de questions qui ne sont pas encore résolues. Le capital financier ne croit plus qu'il soit possible aux radicaux d'entraîner derrière eux les masses de la petite bourgeoisie et de maintenir, par la pression de ces masses, le prolétariat dans les limites de la discipline « démocratique ». Mais il ne croit pas davantage que les organisations fascistes, qui manquent encore d'une véritable base de masse, soient capables de s'emparer du pouvoir et d'établir un régime fort.

L'argument qui a incité à la prudence ceux qui dirigent en coulisse, ce n'est pas la rhétorique parlementaire, mais la révolte des ouvriers, la tentative de grève générale (étouffée dès le début par la bureaucratie de Jouhaux) et ensuite les émeutes locales de Toulon et de Brest (13). Les fascistes ayant été quelque peu remis en place, les radicaux ont respiré plus librement. Le *Temps* qui, dans une série d'articles, avait déjà trouvé le moyen d'offrir sa main et son cœur à la « jeune génération », a redécouvert les avantages du régime libéral, conforme d'après lui au génie français. Ainsi s'est établi un régime instable, transitoire, bâtard, conforme non pas au génie de la France, mais au déclin de la III^e République. Dans ce régime, ce sont les traits *bonapartistes* qui apparaissent avec le plus de netteté : indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer le rôle d'« arbitre ». Les trois ministères Doumergue, Flandin, Laval, avec l'immanquable participation des radicaux humiliés et compromis, ont présenté chacun de légères variantes sur un thème commun (14).

(13) La grève générale du 12 février 1934 avait été négociée entre le président du conseil Gaston Doumergue et le secrétaire général de la C.G.T. Léon Jouhaux. Sur les grèves et émeutes de Toulon et Brest en août 1935, voir *Œuvres*, 6, n. 2 et 3, p. 118-119.

(14) Le gouvernement Doumergue, formé le 9 février 1934, comptait deux dirigeants radicaux importants, Edouard Herriot, ministre d'Etat et Albert Sarraut, ministre de l'intérieur, qui, tous deux conserveront leur poste dans le cabinet, formé le 8 novembre 1934, du député de l'Yonne et chef de l'alliance démocratique, Pierre-Etienne FLANDIN (1889-1958). Le 7 juin 1935, Pierre Laval avait repris Edouard Herriot

Lorsque le ministère Sarraut fut constitué (15), Léon Blum, dont la perspicacité comporte deux dimensions au lieu de trois, a annoncé : « Les derniers effets du 6 février sont détruits sur le plan parlementaire » (*Le Populaire* du 2 février 1936). Voilà ce qui s'appelle brosser l'ombre du carrosse avec l'ombre d'une brosse ! Comme si l'on pouvait supprimer « sur le plan parlementaire » la pression des bandes armées du capital financier ! Comme si Sarraut pouvait ne pas sentir cette pression et ne pas trembler devant elle ! En réalité, le gouvernement Sarraut-Flandin est une variété de ce même « bonapartisme » semi-parlementaire, à peine incliné à gauche. Sarraut lui-même, se défendant d'avoir pris des mesures arbitraires, a répondu on ne peut mieux au parlement ! « Si mes mesures sont arbitraires, c'est parce que je veux être un arbitre. » Cet aphorisme n'aurait pas été déplacé dans la bouche de Napoléon III. Sarraut se sent non le mandataire d'un parti déterminé ou d'un bloc de partis au pouvoir, comme le veulent les règles du parlementarisme, mais un arbitre au-dessus des classes et des partis, comme le veulent les lois du bonapartisme.

L'aggravation de la lutte de classes et surtout l'entrée en scène des bandes armées de la réaction n'ont pas moins profondément révolutionné les organisations ouvrières. Le parti socialiste, qui jouait paisiblement le rôle de la cinquième roue du carrosse dans la III^e République, s'est vu contraint de répudier à moitié ses traditions cartellistes et même de rompre avec son aile droite (néos) (16). Dans le même temps, les communistes accomplissaient l'évolution inverse, mais sur une échelle infiniment plus vaste. Pendant des années, ces messieurs avaient rêvé de barricades, de conquête de la rue, etc. (ce rêve, il est vrai, avait surtout un caractère littéraire). Après le 6 février, comprenant que l'affaire était sérieuse, les partisans des barricades se sont précipités à droite. Le réflexe spontané de ces phraseurs apeurés coïncidait de façon frappante avec la nouvelle orientation de la diplomatie soviétique.

comme ministre d'Etat et placé à l'intérieur le sénateur radical de l'Isère Joseph PAOANON (1880-1937).

(15) Le gouvernement Sarraut, constitué le 24 janvier 1936, comptait plusieurs personnalités radicales, Yvon Delbos aux affaires étrangères et Camille Chautemps, ancien président du conseil, aux travaux publics.

(16) On appelait « néos » — abréviation de néo-socialistes — les éléments influents dans le groupe parlementaire de la S.F.I.O. qui avaient préconisé notamment la collaboration gouvernementale avec les radicaux avant de s'engager dans un « révisionnisme » qui allait les conduire à l'extrême-droite. Ils avaient été exclus de la S.F.I.O. en octobre 1933, mais leur parti était adhérent au Front populaire.

Devant le danger que représente l'Allemagne hitlérienne, le Kremlin se tourna vers la France. *Statu quo* dans les relations internationales ! *Statu quo* dans le régime intérieur de la France ! Espoirs de révolution socialiste ? Chimères ? Les milieux dirigeants du Kremlin ne parlent qu'avec mépris du communisme français. Il faut donc garder ce qui existe pour ne pas risquer d'avoir pire. La démocratie parlementaire en France ne se concevant pas sans les radicaux, faisons en sorte que les socialistes les soutiennent ; ordonnons aux communistes de ne pas gêner le bloc Blum-Herriot ; s'il est possible, faisons-les entrer eux-mêmes dans ce bloc. Ni secousses, ni menaces ! Telle est l'orientation du Kremlin.

Quand Staline répudie la révolution mondiale, les partis bourgeois français ne veulent pas le croire. Ils ont bien tort ! En politique, une confiance aveugle n'est évidemment pas une vertu supérieure. Mais une méfiance aveugle ne vaut guère mieux. Il faut savoir confronter les paroles avec les actes et discerner la tendance générale de l'évolution pour plusieurs années. La politique de Staline, qui est déterminée par les intérêts de la bureaucratie soviétique privilégiée, est devenue foncièrement conservatrice. La bourgeoisie française a tout lieu de faire confiance à Staline. Le prolétariat français a les mêmes raisons de se méfier.

Au congrès d'unité de Toulouse (17), le « communiste » Racamond (18) a donné de la politique du Front populaire une formule digne de passer à la postérité : « Comment vaincre la timidité du parti radical ? » Comment vaincre la peur qu'a du prolétariat la bourgeoisie ? Très simplement : les farouches révolutionnaires doivent jeter le couteau qu'ils serraient entre leurs dents, se pommader les cheveux et arborer le sourire de la plus charmante des odalisques : Vaillant-Couturier (19) dernière manière en sera le prototype. Sous la pression des « communistes » pommadés, qui poussaient de toutes leurs forces

(17) Le congrès de Toulouse, du 2 au 5 mars 1936, avait mis fin à près de quinze années de scission syndicale entre C.G.T. et C.G.T.U.

(18) Julien RACAMOND (1885-1966), ouvrier boulanger, ancien secrétaire confédéral de la C.G.T.U. et membre du C.C. du P.C., avait été à Toulouse, avec Benoît Frachon, l'un des porte-parole des « unitaires ».

(19) Paul VAILLANT-COUTURIER (1892-1937), avocat et écrivain, venu au communisme par l'organisation d'anciens combattants l'A.R.A.C., rédacteur en chef de *VHumanité*, était l'un des porte-parole les plus en vue de la nouvelle politique stalinienne et ses origines sociales favorisaient en dépit de ses outrances verbales passées — son nouveau rôle vis-à-vis des alliés du P.C.

vers la droite les socialistes qui étaient en train d'évoluer vers la gauche, Blum a dû changer une fois de plus de cap. Il l'a fait, heureusement, dans le sens habituel. Ainsi s'est constitué le Front populaire, compagnie d'assurance de banqueroutiers radicaux aux frais du capital des organisations ouvrières.

Le radicalisme est inséparable de la franc-maçonnerie. C'est tout dire. Lors des débats qui ont eu lieu à la Chambre des députés sur les Liges/ M. Xavier Vallat (20) a rappelé que Trotsky avait, à une époque, « interdit » aux communistes d'adhérer aux loges maçonniques. M. Jammy-Schmidt (21) qui est, paraît-il, une autorité en la matière, s'est empressé d'expliquer cette interdiction par l'incompatibilité du bolchevisme despotique avec l'« esprit de liberté ». Nous ne voyons pas la nécessité de polémiquer sur ce thème avec le député radical. Mais aujourd'hui encore nous estimons que le représentant ouvrier qui va chercher son inspiration ou sa consolation dans la fade religion maçonnique de la collaboration des classes ne mérite pas la moindre confiance. Ce n'est pas par hasard si le Cartel s'est accompagné d'une large participation des socialistes aux loges maçonniques. Mais le temps est venu pour les communistes repentis d'en faire autant. Au demeurant, ces nouveaux initiés n'en seront que plus à l'aise, en tablier, pour servir les vieux patrons du Cartel (22).

Le Front populaire, nous dit-on non sans indignation, n'est nullement un cartel, mais un mouvement de masse. Les définitions pompeuses ne manquent pas, certes, mais elles ne changent rien à la nature des choses. Le but du Cartel a toujours été de *freiner* le mouvement des masses en l'orientant vers la collaboration de classe. Le Front populaire a exactement le même objectif. La différence entre eux — et elle est de taille — c'est que le Cartel traditionnel a vu le jour au cours des époques de stabilité et de calme du régime parlementaire. Aujourd'hui que les masses sont impatientes et prêtes à exploser, il est nécessaire de disposer d'un frein plus solide, avec la participation des

(20) Xavier VALLAT (1891-1972), avocat, officier de réserve, aveugle de guerre, député de l'Ardèche en 1919, membre de la fédération nationale catholique du général de Castelnau, du Faisceau en 1925, puis des Croix-de-Feu, membre du parti républicain national de P. Taittinger, incarnait assez bien un certain type de droite obscurantiste.

(21) Benjamin, Louis, Emile SCHMIDT, dit JAMMY-SCHMIDT (1872-1949) était à la fois un haut dignitaire de la franc-maçonnerie et un important membre du parti radical, député de l'Oise depuis 1931.

(22) Plaisanterie à double sens, visant à la fois le tablier maçonnique et celui du domestique. Le Cartel est le Cartel des Gauches dans lequel la S.F.I.O. s'était engagée après le congrès de Tours.

« communistes ». Les meetings communs, les cortèges à grand spectacle, les serments, le mariage du drapeau de la Commune avec celui de Versailles, le tintamarre, la démagogie, tout cela n'a qu'un but : contenir et démoraliser le mouvement de masse.

Pour se justifier devant les droites, Sarraut a déclaré à la Chambre que ses inoffensives concessions au Front populaire ne constituent rien de plus qu'une *soupage de sûreté* pour le régime. Cette franchise aurait pu paraître imprudente. Mais l'extrême-gauche l'a couverte d'applaudissements. Sarraut n'avait donc aucune raison de se gêner. De toute façon, il a réussi à donner, peut-être sans le vouloir, une définition du Front populaire : une soupage de sûreté contre le mouvement des masses. En général, M. Sarraut a la main heureuse pour les aphorismes (23) !

La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. Ayant totalement abandonné le point de vue du prolétariat, Blum, Cachin (24) et Cie adoptent — sous le masque de la « sécurité collective » et du « droit international » — le point de vue de leur impérialisme national. Ils nous préparent la même politique d'abdication qu'ils ont menée de 1914 à 1918 en y ajoutant seulement « pour la défense de l'U.R.S.S. ». Quand, de 1918 à 1923, la diplomatie soviétique s'est vue fréquemment obligée de louvoyer et de conclure des accords, il n'est jamais venu à l'idée d'une seule section de l'internationale communiste qu'elle pourrait faire bloc avec la bourgeoisie ! A elle seule, cette chose ne constitue-t-elle pas une preuve suffisante de la sincérité de Staline quand il répudie la révolution mondiale ?

Pour les mêmes motifs qui poussent les chefs actuels de l'internationale communiste à se coller aux mamelles de la « démocratie » dans la période de son agonie, ils découvrent le visage radieux de la Société des nations au moment où le hoquet de la mort la secoue déjà. C'est ainsi que s'est créée une plateforme commune de politique extérieure entre les radicaux et l'Union soviétique. Le programme intérieur du Front populaire est un assemblage de lieux communs qui permettent une interprétation aussi libre que le *covenant* de Genève. Le sens général de ce programme est : pas de changement. Or les masses veulent que cela change et c'est en cela que réside le fond de la crise politique.

(23) Albert Sarraut avait proféré en 1929 un autre aphorisme célèbre : « Le communisme, voilà l'ennemi ! »

(24) Sur Cachin, cf. n. 4, p. 82.

En desarmant politiquement le prolétariat, les Blum, Paul Faure, Cachin, Thorez (25) tiennent surtout à ce qu'il ne s'arme pas physiquement ! La propagande de ces messieurs ne se distingue pas des sermons religieux sur la supériorité des principes moraux. Engels, qui enseignait que la possession du pouvoir d'Etat est une question de bandes armées, Marx, qui regardait l'insurrection comme un art, apparaissent aux députés, aux sénateurs et aux maires actuels du Front populaire comme des sauvages du Moyen Age. Le *Populaire* reproduit pour la centième fois un dessin qui représente un ouvrier désarmé avec cette légende : « Vous comprendrez que nos poings sont plus solides que vos matraques. » Quel splendide mépris pour la technique militaire ! A cet égard, le Négus (26) lui-même a des vues plus avancées. Pour ces gens, les coups d'Etat en Italie, en Allemagne et en Autriche n'existent pas. Cesseront-ils de vanter les « poings nus » quand La Rocque leur passera les menottes ? On arrive même par moments à presque regretter de ne pouvoir infliger cette expérience à messieurs les chefs sans que les masses aient à en souffrir.

Vu sous l'angle du régime bourgeois, le Front populaire est un épisode de la rivalité entre le radicalisme et le fascisme pour gagner l'attention et les faveurs du grand capital. En fraternisant théâtralement avec les socialistes et les communistes, les radicaux veulent montrer au patron que le régime n'est pas aussi malade que les droites le prétendent ; que le danger de révolution est exagéré ; que Vaillant-Couturier lui-même a troqué son couteau contre un collier (27) ; que, par les « révolutionnaires » apprivoisés, on peut discipliner les masses ouvrières et par conséquent sauver de la faillite le régime parlementaire.

Tous les radicaux ne croient pas à cette manœuvre ; les plus sérieux et les plus influents, Herriot en tête, préfèrent une attitude attentiste. Mais en fin de compte, eux-mêmes ne peuvent guère proposer autre chose. La crise du parlementarisme est avant tout une crise de confiance de l'électeur à l'égard du radicalisme.

Tant qu'on n'aura pas découvert le moyen de rajeunir le

(25) Paul FAURE (1878-1960) était secrétaire général de la S.F.I.O. depuis le congrès de Tours et grand patron de son appareil. Maurice THOREZ (1900-1964), originaire de la région minière du nord de la France, était secrétaire général du parti communiste qui lui faisait alors une grande publicité en tant que « fils du peuple ».

(26) « Négus » (Empereur) était le titre que portait HAILE SELASSIE (1891-1975) qui était empereur d'Ethiopie.

(27) Double allusion au « couteau » (entre les dents) et au collier (du chien domestique).

capitalisme, il n'existera pas de recette pour sauver le parti radical. Celui-ci n'a le choix qu'entre différents genres de mort politique. Un succès relatif aux prochaines élections n'empêcherait pas et même ne retarderait pas bien longtemps son effondrement.

Les chefs du parti socialiste, les politiciens les plus insouciantes de France, ne s'embarrassent pas de la sociologie du Front populaire : personne ne peut rien tirer d'intéressant des interminables monologues de Léon Blum. Quant aux communistes, qui sont extrêmement fiers d'avoir pris l'initiative de la collaboration avec la bourgeoisie, ils présentent le Front populaire comme *l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes*. Quelle parodie du marxisme ! Non, le parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie. Il n'est pas davantage un « bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie » selon la définition de la *Pravda*. Non seulement la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique, mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner, sous le terme neutre de « bloc », des rapports politiques hiérarchiques fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un bloc homme-cheval. Si le parti Herriot-Daladier a des racines dans les masses petites-bourgeoises et dans une certaine mesure jusque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement pour les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. *Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français*. Toute autre définition est un leurre.

La crise du système capitaliste désarme les radicaux en leur enlevant les moyens traditionnels qui leur permettaient d'endormir la petite bourgeoisie. Les classes moyennes commencent à sentir, sinon à comprendre, qu'on ne sauvera pas la situation par de misérables réformes et qu'une réforme hardie du régime actuel est devenue nécessaire. Mais radicalisme et hardiesse vont ensemble comme l'eau et le feu. Le fascisme se nourrit avant tout de la méfiance croissante de la petite bourgeoisie à l'égard du radicalisme. On peut dire sans exagérer que le sort de la politique de la France ne tardera pas à se décider dans une large mesure selon la manière dont sera liquidé le radicalisme et selon que ce sera le fascisme ou le parti du prolétariat qui prendra sa succession, c'est-à-dire qui héritera de son influence sur les masses petites-bourgeoises.

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible contre la représentation traditionnelle de la petite bourgeoisie.

Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien radical qui l'asservit au capital financier. Contrairement à cela, le Front populaire, complot de la bureaucratie ouvrière avec les pires exploiteurs politiques des classes moyennes, est tout simplement capable de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste.

Aussi invraisemblable que cela paraisse, quelques cyniques essaient de justifier la politique du Front populaire en se référant à Lénine qui a, paraît-il, démontré qu'on ne pouvait se passer de « compromis » et notamment d'accords avec d'autres partis. Pour les chefs de l'internationale communiste d'aujourd'hui, outrager Lénine est devenu une règle : ils piétinent la doctrine du fondateur du parti bolchevique et vont ensuite à Moscou s'incliner devant son mausolée.

Lénine a commencé sa tâche dans la Russie tsariste, où non seulement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, mais de larges milieux bourgeois combattaient l'ancien régime. Si, d'une façon générale, la politique du Front populaire avait pu avoir sa justification, il semblerait que ce fût avant tout dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise. Messieurs les falsificateurs feraient bien d'indiquer dans quelle phase, à quel moment et dans quelles circonstances le parti bolchevique a réalisé en Russie un semblant de Front populaire ? Qu'ils fassent travailler leurs méninges et fouillent dans les documents historiques !

Les bolcheviks ont passé des accords d'ordre pratique avec les organisations révolutionnaires petites-bourgeoises pour le transport en commun des écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation de rue ou pour riposter aux bandes de pogromistes (28). Lors des élections à la Douma, ils ont recouru dans certaines circonstances et au second degré à des blocs électoraux avec les mencheviks ou les socialistes-révolutionnaires (29). C'est tout. Ni « programmes » communs, ni organismes permanents, ni renoncement à critiquer les alliés du moment. Ce genre d'accords et de compromis

(28) Les pogroms étaient des mouvements « populaires » anti-sémites — pillage, terreur, massacre — organisés en Russie le plus souvent par les autorités tsaristes elles-mêmes.

(29) Au cours des élections à la Douma d'Empire, dans les dernières années du régime tsariste, le système électoral comprenait notamment des élections à plusieurs degrés avec désignation de collègues électoraux.

n'avait en vue que ceux-là — n'avait rien de commun avec le Front populaire, qui représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période — et quelle période — par une politique et un programme commun —, une politique de parade. A la première épreuve sérieuse, le Front populaire se brisera et toutes ses parties constituantes en sortiront avec de profondes lésions. La politique du Front populaire est une politique de trahison.

La règle du bolchevisme en ce qui concerne les blocs était la suivante : *marcher séparément, vaincre ensemble !* La règle des chefs de l'internationale communiste d'aujourd'hui est devenue : *marcher ensemble pour être battus séparément*. Que ces messieurs se cramponnent à Staline et à Dimitrov, mais qu'ils se débrouillent pour laisser Lénine en paix.

Il est impossible de ne pas s'indigner quand on lit les déclarations de chefs vantards qui prétendent que le Front populaire a « sauvé » la France du fascisme : en réalité, cela veut dire tout simplement que nos héros affolés se sont épargnés par leurs encouragements mutuels une frayeur plus grande encore. Pour combien de temps ? Entre le premier soulèvement de Hitler et son arrivée au pouvoir (30), il s'est écoulé dix années, marquées par des alternances de flux et de reflux. A l'époque, les Blum et les Cachin allemands ont maintes fois proclamé leur « victoire » sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas crus et nous n'avons pas eu tort. Néanmoins cette expérience n'a rien appris aux cousins français de Wels et de Thalmann (31). Certes, en Allemagne, les communistes n'ont pas participé au Front populaire qui groupait la social-démocratie, la bourgeoisie de gauche et le Centre catholique (« alliance du prolétariat avec les classes moyennes » !). En ce temps-là, l'internationale communiste repoussait même les accords de combat entre organisations ouvrières contre le fascisme. Les résultats, on les connaît. Notre sympathie la plus chaleureuse pour Thalmann en tant que prisonnier des bourreaux ne peut pas nous empêcher de dire que sa politique, c'est-à-dire la politique de Staline, a plus fait

(30) Le « putsch » tenté par Hitler à Munich s'était produit le 8 novembre 1923 et c'est le 30 janvier 1933 qu'il avait été appelé par le président Hindenburg à la Chancellerie du Reich.

(31) OTTO WELS (1873-1939), député, homme à poigne du parti social-démocrate, avait lutté victorieusement contre la révolution en 1919 et il dirigeait en exil ce parti ; ERNST THALMANN (1886-1944), ancien docker, avait été placé par Staline à la tête du P.C. allemand. En d'autres termes, Wels et Thalmann avaient conduit au désastre face à Hitler leurs partis respectifs et le prolétariat allemand. Leurs < cousins français > sont les dirigeants de la S.F.L.O. et du P.C.

pour la victoire de Hitler que la politique de Hitler lui-même. Après avoir tourné casaque, l'internationale communiste applique aujourd'hui en France la politique bien connue de la social-démocratie allemande. Est-il vraiment si difficile d'en prévoir les résultats ?

Les prochaines élections parlementaires, quelle que soit leur issue, n'apporteront pas *par elles-mêmes* de changement sérieux dans la situation : en définitive, les électeurs sont priés de choisir entre un arbitre genre Laval et un arbitre genre Herriot-Daladier. Mais comme Herriot a collaboré tranquillement avec Laval (32) et que Daladier les a soutenus tous les deux, la différence qui les sépare, mesurée à l'échelle des problèmes historiques posés, est insignifiante.

Faire croire que Herriot-Daladier sont capables de déclarer la guerre aux « deux cents familles » qui gouvernent la France, c'est duper impudemment le peuple. Les deux cents familles ne sont pas suspendues entre ciel et terre, elles constituent le couronnement organique du système du capital financier. Pour avoir raison des deux cents familles, il faut renverser le régime économique et politique au maintien duquel Herriot et Daladier ne sont pas moins intéressés que Tardieu (33) et La Rocque. Il ne s'agit pas de la lutte de la « nation » contre quelques féodaux, comme la présente *VHumanité*, mais de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, de la lutte de classes qui ne peut être tranchée que par la révolution. Le complot anti-ouvrier des chefs du Front populaire est devenu le principal obstacle dans cette voie.

On ne peut pas dire d'avance combien de temps encore des ministères semi-parlementaires semi-bonapartistes continueront à se succéder en France et par quelles phases précises le pays passera au cours de la prochaine période. Cela dépendra de la conjoncture économique nationale et mondiale, de l'atmo-

(32) Pierre LAVAL (1883-1945), un politicien affairiste, ancien socialiste, avait négocié le pacte franco-soviétique et était devenu ensuite président du conseil en 1935. Il avait appelé à son cabinet le chef radical Edouard Herriot, dans le même temps où le parti radical s'engageait, lui, dans le Front populaire qui se prétendait l'adversaire du gouvernement Laval.

(33) André TARDIEU (1876-1945), ancien journaliste, devenu président du conseil en 1929 et se voulant l'image du « tory français » était devenu depuis l'un des principaux partisans de la révision de la Constitution dans un sens autoritaire. Herriot, Daladier, La Rocque et lui, représentent, pour Trotsky des fractions différentes d'une même classe sociale.

stabilité du fascisme italien et allemand, de la marche des événements en Espagne, enfin — et ce n'est pas le moindre des facteurs — de la clairvoyance et de l'activité des éléments avancés du prolétariat français. Les convulsions du franc peuvent hâter le dénouement. Une coopération plus étroite de la France avec l'Angleterre est de nature à le retarder. De toute façon, l'agonie de la « démocratie » peut durer beaucoup plus longtemps en France que la période préfasciste Brüning-Papen-Schleicher (34) n'a duré en Allemagne ; mais elle ne cessera pas pour autant d'être une agonie. La démocratie sera balayée. La question est uniquement de savoir *qui* la balaira.

La lutte contre les deux cents familles, contre le fascisme et la guerre — pour la paix, le pain, la liberté et autres belles choses — est ou bien un leurre ou bien une lutte pour renverser le capitalisme. Le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir se pose devant les travailleurs français non pas comme un objectif lointain, mais comme la tâche de la période qui s'ouvre. Or les chefs socialistes et communistes non seulement se refusent à procéder à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, mais s'y opposent de toutes leurs forces. Tout en fraternisant avec la bourgeoisie, ils traquent et expulsent les bolcheviks (35). Telle est la violence de leur haine de la révolution et de la peur qu'elle leur inspire ! Dans cette situation, le pire des rôles est joué par les pseudo-révolutionnaires du type Marceau Pivert (36) qui promettent de renverser la bourgeoisie, mais avec la permission de Léon Blum !

Toute la marche du mouvement ouvrier français au cours de ces douze dernières années a mis à l'ordre du jour la nécessité de créer un *nouveau parti révolutionnaire*.

Chercher à deviner si les événements laisseront « suffi-

(34) De 1930 à 1933 s'étaient succédés en Allemagne des gouvernements de type bonapartiste, s'élevant au-dessus du Reichstag : Heinrich BRÜNING (1885-1970), de 1930 à 1932, Franz von PAPEN (1876-1969) en 1932 et Kurt von SCHLEICHER (1882-1934).

(35) Allusion à l'exclusion, en été et à l'automne 1935, des « bolcheviks-léninistes » de la S.F.I.O.

(36) Marceau PIVERT (1895-1958), professeur, ancien combattant gazé, avait rejoint la S.F.I.O. au lendemain de la scission de Tours. Il avait été l'animateur, avec Jean Zyromski de la tendance « unitaire » *Bataille socialiste*, et l'un des dirigeants de la fédération de la Seine. Les trotskystes entrés dans la S.F.I.O. avaient un instant espéré l'entraîner avec eux en 1935 mais, après s'être séparé de Zyromski, il avait fondé en septembre 1935 la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. qui avait constitué un obstacle important pour les bolcheviks-léninistes. Trotsky, à cette époque, lui adresse tous les coups qu'il réserve en général aux « centristes ».

samment * de temps pour former le nouveau parti, c'est se livrer à la plus stérile des occupations. Les ressources de l'histoire en ce qui concerne les possibilités diverses, les formes de transition, les étapes, les accélérations et les retards, sont inépuisables. Sous l'emprise des pires difficultés économiques, le fascisme peut prendre prématurément l'offensive et subir une défaite. Il en résulterait un répit durable. Au contraire, il peut, par prudence, adopter trop longtemps une attitude attentiste et offrir de ce fait de nouvelles chances aux organisations révolutionnaires. Le Front populaire peut se briser sur ses propres contradictions avant que le fascisme soit capable de livrer une bataille générale : il en résulterait une période de regroupements et de scissions dans les partis ouvriers et une cristallisation rapide d'une avant-garde révolutionnaire. Les mouvements spontanés des masses, à l'exemple de Toulon et de Brest, peuvent prendre une grande ampleur et créer un point d'appui solide pour le levier révolutionnaire. Enfin, même une victoire du fascisme en France qui, théoriquement, n'est pas impossible, ne signifie pas que celui-ci resterait au pouvoir un millier d'années, comme Hitler l'annonce, ni que cette victoire créerait une situation comparable à celle dont Mussolini a bénéficié. Si le crépuscule du fascisme commençait en Italie ou en Allemagne, il ne tarderait pas à s'étendre à la France. Dans l'hypothèse la moins favorable, construire un parti révolutionnaire, c'est hâter l'heure de la revanche. Les sages qui se débarrassent de cette tâche urgente en prétendant que « les conditions ne sont pas mûres » ne font que démontrer qu'ils ne sont pas eux-mêmes mûrs pour ces conditions.

Les marxistes français, comme ceux de tous les pays, doivent d'une certaine manière recommencer à zéro, mais à un degré historique plus élevé que leurs prédécesseurs. La décadence de l'internationale communiste, plus honteuse que la décadence de la social-démocratie en 1914, gêne considérablement, au début, la marche en avant. Le recrutement des nouveaux cadres se fait avec lenteur au cours de la lutte cruelle que soutient la classe ouvrière contre le front uni de la bureaucratie réactionnaire et patriote. D'un autre côté, ces difficultés, qui ne se sont pas abattues par hasard sur le prolétariat, permettront de mieux sélectionner et de mieux éprouver les premières phalanges du nouveau parti et de la nouvelle Internationale.

Seule une infime partie des cadres de l'internationale communiste avaient commencé leur éducation révolutionnaire au début de la guerre, avant la révolution d'Octobre. Ceux-là,

presque sans exception, se trouvent tous actuellement en dehors de la III^e Internationale (37). Leurs successeurs ont adhéré à la révolution d'Octobre quand celle-ci avait déjà triomphé : c'était plus facile. Mais de cette deuxième vague elle-même, il reste peu de choses. La majeure partie des cadres actuels de l'internationale communiste a adhéré non pas au programme bolchevique, non pas au drapeau révolutionnaire, mais à la bureaucratie soviétique. Ce ne sont pas des lutteurs, mais des fonctionnaires dociles, des aides de camp, des grooms (38). D'où vient que la III^e Internationale se conduit de manière si peu glorieuse dans une situation historique riche de grandioses possibilités révolutionnaires.

La IV^e Internationale se hisse sur les épaules de ses trois devancières. Elle reçoit des coups de face, de côté et par derrière. Carriéristes, poltrons et philistins n'ont rien à faire dans ses rangs. Une portion, inévitable au début, de sectaires et d'aventuriers, s'en ira au fur et à mesure que le mouvement grandira. Laissons les pédants et les sceptiques hausser les épaules au sujet des « petites » organisations qui publient de « petits » journaux et défient le monde entier. Les révolutionnaires sérieux passeront à côté d'eux avec mépris. La révolution d'Octobre, elle aussi, avait commencé à marcher dans des souliers d'enfant...

Les puissants partis russes, socialiste-révolutionnaire et menchevik qui, pendant des mois, formèrent avec les cadets (39) un Front populaire, sont tombés en poussière sous les coups d'une « poignée de fanatiques » du bolchevisme. La social-démocratie allemande, le parti communiste allemand et la social-démocratie autrichienne ont trouvé une mort sans gloire sous les coups du fascisme. L'époque qui va commencer pour l'humanité européenne ne laissera pas trace dans le mouvement ouvrier de tout ce qui est équivoque et gangrené. Tous ces

(37) A qui Trotsky pense-t-il quand il évoque ces « cadres » qui avaient <r à peine commencé avant guerre leur éducation révolutionnaire » ? Question difficile : peut-être aux premiers communistes, anciens « socialistes de gauche », syndicalistes révolutionnaires, etc. : Monatte et Rosmer en France, Brandler et ses amis spartakistes en Allemagne et les « gauchistes » hollandais Pannekoek et Gorter, mais aussi Sneevliet?

(38) La plupart des dirigeants des sections de l'I.C., simples adhérents à leur fondation, avaient monté dans l'appareil assez rapidement à partir de 1924.

(39) Le parti constitutionnel-démocrate, qu'on désignait par ses initiales en russe (K.D. ou « cadet ») était un parti bourgeois libéral, qui avait participé aux gouvernements provisoires avec mencheviks et socialistes-révolutionnaires.

Jouhaux, Citrine, Blum, Cachin, Vandervelde, Caballero (40) ne sont que des fantômes. Les sections de la II^e et de la III^e Internationale quitteront la scène sans éclat les unes après les autres. Un nouveau et grandiose regroupement des rangs ouvriers est inévitable. Les jeunes cadres révolutionnaires acquerront de la chair et du sang. La victoire n'est concevable que sur la base des méthodes bolcheviques, à la défense desquelles est consacré le présent ouvrage.

(40) Léon JOUHAUX (1879-1954), ancien syndicaliste révolutionnaire, rallié à l'Union sacrée en 1914, était secrétaire général de la C.G.T. et prototype en quelque sorte du dirigeant réformiste aux yeux de Trotsky. Walter McLellan CITRINE (né en 1888), secrétaire général des syndicats britanniques, venait d'être anobli par le roi.

[LES FAUTES DE L'A.S.R.] (1)

(29 mars 1936)

Cher Camarade Fux,

Je n'ai pas de réponse de vous à ma dernière (lettre). Mais je veux écrire encore une fois pour soulager ma conscience.

J'ai l'impression que vous pourriez avoir des succès importants, mais qu'un grand danger vous menace, le même qui a compromis les acquisitions de nos camarades en France.

La pierre d'achoppement paraît être chez vous Godefroid, comme, en France, elle s'appelle Marceau Pivert. L'attitude de *V Action socialiste révolutionnaire* vis-à-vis de Godefroid me semble *tout à fait fausse et extrêmement dangereuse*. Vous le renforcez contre vous-même !

Quelle est la fonction actuelle de Godefroid ? De montrer aux ouvriers mécontents, surtout aux jeunes, qu'on peut être « révolutionnaire » et en même temps en bons termes avec l'appareil, au moins s'arranger pour ne pas être exclu. Mais c'est une fonction essentiellement perfide. Chaque formule « révolutionnaire » de Godefroid ne sert qu'à tromper les révolutionnaires confus et à les détacher de l'A.S.R.

Quelle devrait être votre attitude dans cette situation ? Dénoncer la rhétorique creuse de Godefroid, opposer à son radicalisme verbal sa servilité à l'égard de l'appareil, et son hostilité active contre les bolcheviks-léninistes. Vous devriez à mon avis consacrer sur chaque numéro de *VAction socialiste révolutionnaire* une page à la critique de *La Jeune Garde* et aussi de la Liga. Au lieu de cela, vous vous taisez totalement sur *La Jeune Garde*, cet organe louche et équivoque qui ne sert qu'à mieux chloroformer la jeunesse. En même temps vous

(1) Lettre à G. Fux, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8224, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

saisissez chaque occasion pour manifester votre solidarité avec Godefroid. Au lieu de le combattre, vous essayez de lui instiller des idées révolutionnaires. Votre article sur l'incident Hubin-Godefroid est tout à fait caractéristique de cette attitude d'adaptation et de ménagement (2). Godefroid s'attaque à Hubin pour mieux couvrir Vandervelde, pour inspirer aux ouvriers l'idée que Vandervelde est tout à fait différent de Hubin. Et quand même Godefroid critique Vandervelde, il accomplit la même mission. Il veut montrer aux ouvriers qu'on peut bien « critiquer » Vandervelde (au vrai, dire sur lui 1/10 ou 1/100 de la vérité), et en même temps ne pas se faire exclure comme ces « trotskystes » sectaires et maladroits. Voilà en quoi consiste la mission de Godefroid. Au lieu d'expliquer la véritable signification de son « conflit » avec Hubin, vous embrassez cet adversaire perfide : « Oui, camarade Godefroid, comme vous l'écrivez dans *Le Peuple*, il faut continuer la lutte révolutionnaire, même si la menace d'exclusion se pose. » Mais cette menace, il la pose contre vous.

Au moment de votre exclusion, qui approche, vos sympathisants vont dire : puisque Fux lui-même considère Godefroid comme un révolutionnaire, et puisque Godefroid sait se débrouiller avec l'appareil, mieux (vaut) rester avec Godefroid que sortir avec Fux.

C'est Vandervelde qui va vous exclure, mais c'est Godefroid qui va vous isoler. Vous avez déjà perdu beaucoup de temps. Par votre politique, vous vous êtes affaiblis à Charleroi et, *si cette politique continue, vous sortirez du parti une petite poignée, comme vous y êtes entrés.*

L'offensive contre Godefroid est maintenant beaucoup plus importante que celle contre Vandervelde. On peut bien polémiquer sur un ton calme et explicatif. Mais le lecteur doit sentir qu'*z'Z y a un abîme entre vous et Godefroid* et que ce n'est pas par hasard que Godefroid vous traque, vous chasse et s'apprête à vous exclure.

Quel organe misérable que cette *Jeune Garde* où les jeunes bureaucrates imitant les vieux singes se font mutuellement la réclame, ne parlent que d'eux-mêmes, traitent à la légère les questions les plus importantes et finissent l'analyse du problème là où celui-ci ne fait que commencer. La phraséologie révolutionnaire rend ce poison encore plus dangereux.

(2) Cf. n. 11, p. 102. Dans *V Action socialiste révolutionnaire* du 21 mars, Fux avait rendu compte de l'incident comme si Hubin était d'un côté de la barricade, Godefroid de l'autre avec l'A.S.R.

L'*Action socialiste révolutionnaire* telle qu'elle est ne correspond plus du tout à la situation actuelle. Le journal se perd dans des généralités et des répétitions. Il pratique la politique de l'autruche dans les questions les plus brûlantes (*La Jeune Garde*, Godefroid, Liebaers, etc.).

Je vous prie de discuter cette question *très sérieusement* *puisque'il s'agit de vie ou de mort de votre tendance*.

P.-S. : Une polémique sérieuse entre l'A.S.R. et Godefroid pourrait ajourner votre expulsion du parti. Dans des cas pareils, la bureaucratie se dit : « Mieux vaut les laisser encore un certain temps se battre entre eux et s'affaiblir mutuellement. » Ce calcul de la part de la bureaucratie est faux, puisque ce sont les révolutionnaires qui gagneraient un nouveau délai au détriment des centristes (si les révolutionnaires agissent en révolutionnaires !). En définitive, la bureaucratie remarquerait sa faute et vous expulserait tout de même, mais dans des conditions beaucoup plus favorables pour vous. Il ne s'agit naturellement ici que d'une éventualité hypothétique. Mais elle n'est pas non plus sans importance. En somme : si Godefroid choisit Hubin pour cible afin de ménager Vandervelde, vous devez prendre pour cible Godefroid afin de mieux saper Vandervelde.

[DE L'AUDACE] (1)
(30 mars 1936)

Cher Camarade Dauge,

Je viens de recevoir *VAction socialiste révolutionnaire* du 28 mars avec la réponse énergique aux menaces de Plumât (2) c'est-à-dire du P.O.B. La situation se précise — non seulement pour l'A.S.R., mais aussi pour Godefroid. Il ne pourra pas s'esquiver. Il devra prendre position.

Je suis sûr que dans tous les pays d'Europe comme en Amérique comme ailleurs, il y a de nombreux groupes d'amis qui suivent directement ou indirectement votre lutte et qui seront fiers de l'attitude courageuse de l'A.S.R.

Si la prudence fut indiquée jusqu'à hier, aujourd'hui c'est la règle de Danton (3) qui commande tout : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace.

(1) Lettre à Dauge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7667, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) L'hebdomadaire belge rendait compte, sous la plume de Dauge, d'une réunion du comité fédéral du Borinage au cours de laquelle le secrétaire fédéral Plumât avait violemment attaqué la candidature de Dauge disant que celle-ci était incompatible avec le rôle qu'il jouait à la direction de *VAction socialiste révolutionnaire*. Dauge répondait avec beaucoup de vigueur et déclarait notamment qu'il envisagerait de souscrire à un programme du parti qui aurait été démocratiquement discuté et tranché, ce qui n'était évidemment pas le cas.

(3) Georges DANTON (1759-1794) avait prononcé son historique discours sur « la patrie en danger » et la nécessité de l'audace devant l'assemblée législative, le 2 septembre 1792.

[UN TRAVAIL BIEN INUTILE] (1)

(31 mars 1936)

Chers Camarades,

La modification apportée à la déclaration de la commission détruit tout le projet et rend absurde la déclaration elle-même. La commission voulait serrer l'adversaire de plus en plus près et l'isoler en trois ou quatre étapes. On voulait commencer par les questions programmatiques, faire apparaître les contradictions au grand jour et publier à cette occasion toutes les choses importantes dans *La Commune* elle-même ; puis on passait aux questions organisationnelles et enfin aux questions personnelles. On aurait ainsi impliqué les lecteurs de *La Commune* dans l'affaire et on les aurait en même temps éduqués dans une orientation déterminée. La question des personnes devait apparaître de la sorte comme une conséquence de la critique générale. On n'aurait ainsi laissé aucune possibilité de retraite à l'adversaire dans la question personnelle. Tel était le projet (2). Il pouvait être bon ou mauvais. En tout cas, il était construit de manière homogène.

A présent, il se trouve réduit à néant :

1) Par le silence qu'on a observé pendant des mois sur le fait que *La Commune* s'était adressée au secrétariat international et aux secrétaires d'Amsterdam. On a de la sorte paralysé la commission Crux et perdu un temps précieux.

2) Par le comportement déloyal de Naville dans l'affaire de la lettre (sur ce point je ne veux pas m'étendre davantage afin de ne pas m'exposer à de nouvelles indiscretions).

3) Par la décision du comité central français.

4) Par le fait qu'on sorte précisément à ce moment là

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8036, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Trotsky résume ici pour la première fois le plan tactique qui sous-tendait le projet de la « commission Crux ».

décision de la commission de contrôle (avec deux ou trois mois de retard).

5) Par la *petite* modification apportée au texte, qui rend cependant absurde toute la déclaration.

Comme je l'ai déjà écrit auparavant, la politique de la commission est absolument inapplicable dans de telles Conditions et son existence même absolument sans objet. Le mieux serait que le secrétariat international abandonne le comité central français à son propre destin. La légèreté et l'inconsistance de ces camarades dans les questions organisationnelles est indescriptible. S'il est impossible de s'entendre avec eux, ce n'est pas parce qu'ils ont des idées *différentes* sur ces problèmes, c'est parce qu'ils n'ont *absolument aucune* idée et qu'ils se laissent guider par leurs sympathies, leurs antipathies, leur humeurs, etc. Ils doivent faire leur propre expérience. Peut-être certains comprendront-ils mieux les choses ensuite.

En ce qui concerne la question Naville, j'attends toujours la prise de position du comité central français et je réserve le droit d'exiger une commission de contrôle contre Naville.

L'ENDROIT D'OU L'ON NE REVIENT PAS (1)

La directive de Staline à Demian Bedny (2)

(avril 1936)

Le littéraire réactionnaire Aldanov (3), qui écrit des romans historiques traitant du mouvement d'émancipation de l'humanité du point de vue du philistin alarmé, s'est consacré depuis peu à écrire des remarques historiques sur la révolution d'Octobre. Dans l'un de ses feuilletons, s'appuyant sur une analyse grotesque du budget de la *Pravda* pour l'année 1917, il essaie de prouver que les bolcheviks recevaient « quand même » de l'argent allemand. Bien sûr, dans le cours de l'affaire, le subside de plusieurs millions se réduit à une somme très modeste, mais, en échange, les caractéristiques morales et mentales de l'historien lui-même apparaissent dans toute leur ampleur (4).

Dans un feuilleton antérieur, Aldanov raconte comment Trotsky, en juin 1918, a informé le diplomate allemand le comte von Mirbach (5) que « nous, bolcheviks, nous sommes déjà morts, mais il n'y a personne pour nous enterrer ». Mirbach lui-même fut, comme on sait, tué peu après par les S.R.

(1) Publié sous ce titre dans *Biulleten Oppositsii*, n° 49, avril 1936, signé Alfa. Traduit du russe.

(2) Efim A. PRIDVOROV, dit Demian BEDNY (1883-1945) était un poète communiste dont les vers simples, pendant la guerre civile et dans les années vingt, avaient fait un poète prolétarien très populaire.

(3) Mark A. LANDAU, dit Mark ALDANOV (1889-1957), chimiste, émigré à Paris après la révolution russe, écrivait des romans historiques, pleins d'allusions contemporaines, notamment sur le 9 Thermidor et Sainte-Hélène.

(4) En 1930, Aldanov avait publié *La Clef*, et, en 1932, *Evocation* pleins d'allusions méprisantes aux révolutionnaires russes et à leurs conceptions « utopiques ».

(5) Le comte Wilhelm von MIRBACH HARFF (1871-1918), diplomate allemand, ancien ministre plénipotentiaire à Athènes, avait été nommé ambassadeur en Russie en 1918, après la signature du traité de Brest-Litovsk. Il fut assassiné par des terroristes S.R. dirigés par le tchékiste Blumkine dans le dessein de provoquer la reprise de la guerre avec l'Allemagne.

de gauche. Cette histoire racontée d'après les propos d'un certain Botmer qui, à son tour, cite le défunt diplomate (6), est tellement absurde en elle-même qu'elle ne vaudrait pas la peine d'être relevée. En juin 1918 — et donc précisément entre la conclusion de la paix forcée de Brest-Litovsk et son départ pour le front de Kazan — Trotsky donnait une information secrète — et à qui ? à un diplomate de Hohenzollern (7) ! — selon laquelle le bolchevisme était « déjà mort » ! Le potin, ici, devient délire !

Mais il y a des clients pour toutes les saletés. Et il s'en est trouvé un là aussi. Le numéro de la *Pravda* du 30 janvier publie des vers énormes de Demian Bedny dans lesquels le récit de Botmer-Aldanov est pris comme vérité indiscutable et comme preuve définitive de la « trahison permanente » de Trotsky. Aujourd'hui, la *Pravda* est l'organe personnel de Staline. Demian Bedny exécute un ordre personnel. Aujourd'hui, la *Pravda* ne se risque pas encore à publier des vers qui racontent comment Lénine et Trotsky recevaient de l'argent de l'état-major général allemand, mais c'est néanmoins dans ce sens que va l'évolution morale de la bureaucratie bonapartiste. Chez Aldanov au moins, les subsides des Hohenzollern aux bolcheviks et la conversation de Trotsky avec leur diplomate forment un tout. Dans la *Pravda*, avec son « poète », l'ensemble n'émerge pas encore. Mais c'est égal ! L'ordre a été exécuté. Sa signification est exprimée dans le quatrain suivant :

« Quel dommage en vérité qu'à Berlin
Ils aient appris ça avant nous !
Pour de tels chefs, la route mène au châtimement
Vers l'endroit d'où l'on ne revient pas. »

Cette conclusion « poétique » ne repose pas bien sûr sur des conversations fictives d'il y a des années, mais sur les événements réels de notre temps. La IV^e Internationale reste en travers de la gorge de ces messieurs. La croissance en U.R.S.S. de l'Opposition léniniste (« trotskyste ») épouvante les usurpateurs. Voilà pourquoi il leur faut chercher leur inspiration chez Aldanov-Botmer.

Pourtant le même Bedny a écrit au sujet de Trotsky sur un autre ton et, de plus, en pleine guerre civile, quand les hom-

(6) Nous n'avons identifié ni l'auteur ni l'ouvrage.

(7) La famille régnante de Prusse était celle des Hohenzollern.

mes et les idées étaient soumis à dure épreuve. A propos d'une rumeur selon laquelle le général Denikine (8), le chef de l'armée blanche, s'appêtait à se faire couronner, Demian Bedny publia dans les *Izvestija*, quelque seize mois après les prétendues déclarations de Trotsky à Mirbach, les vers suivants :

« Roi, ne pose pas au héros,
Nous t'opposerons un deux.
Notre coup est sûr.
Nous jouons le deux d'atout.
Lénine et Trotsky. Voilà notre atout'!
Alors, essaie donc, joue !
Où est donc, Denikine, ta vigueur ?
Rien ne résiste à notre double atout. »

Aldanov, soit dit en passant, cite aussi ces vers mais, à la différence de la conversation avec Mirbach, ils ne sont pas une invention, mais un produit absolument authentique de la création de Demian. Ils ont été imprimés dans les *Izvestija* du 19 octobre 1919.

Quelle que soit la répugnance avec laquelle on s'occupe de tout cela, nous espérons que le lecteur en conviendra : quelques lignes rimées peuvent mieux restituer l'atmosphère de 1919 et l'état d'esprit qui prévalait alors dans le parti que tous les volumes récents de falsifications et de calomnie. « Lénine et Trotsky, voilà notre atout ! » Comment cela ? Comment un homme qui faisait des déclarations traîtresses à l'auguste ambassadeur du Kaiser, pouvait-il être un « atout » en même temps que Lénine ? Et où est Staline ? Est-il possible que Demian Bedny, qui vivait au Kremlin, qui rencontrait tous les dirigeants du parti, qui, dit-on, avait l'habitude de souper dans la salle à manger des commissaires du peuple — est-il possible qu'il ait ignoré le fait que l'atout, c'était Lénine-Staline ? Se peut-il que Demian Bedny n'ait pas connu Staline ? Non. Bedny a travaillé avec Staline dans les publications légales des bolcheviks dès 1911, et peut-être même avant. Il connaissait bien Staline, son passé, son poids spécifique, ses ressources intellectuelles. Demian savait très bien ce qu'il écrivait. Et

(8) Anton I. DENIKINE (1872-1947), officier russe de l'armée tsariste, avait été commandant en chef de l'armée du front occidental de juin à septembre 1937. En 1918, il avait pris une part importante à la formation de l'armée des volontaires et soutint le combat armé dans le Sud jusqu'en 1920.

s'il ne le savait pas, comment se fait-il que les *Izvestija*, l'organe officiel du gouvernement, aient imprimé des vers dans lesquels le nom de Trotsky traîne par erreur à la place de celui de Staline ? Ou bien était-ce seulement pour la rime ? Et finalement, pourquoi le parti ne réagit-il pas contre ces vers sacrilèges ? Nous devons ajouter qu'en ces jours-là personne ne commandait à Demian Bedny des poèmes de louange — nous avions autre chose à faire, et, en plus, les gens étaient différents — les vers exprimaient simplement ce qui était dans l'air.

L'histoire n'est pas un paquet de chiffons qu'on peut mettre dans une machine et transformer en papier blanc. Un proverbe russe dit : « Ce qui a été écrit par une plume ne peut pas être coupé à coups de hache. » L'histoire de ces années-là n'a pas été écrite seulement par une plume — en tout cas par la seule plume de Demian Bedny. Si, en 1919, le même Bedny, emporté par la grande vague, exécutait de sa propre initiative les ordres littéraires des masses, en 1936, il ne fait qu'exécuter l'ordre de Staline. Ce consommateur poursuit des objectifs qui ne sont pas du tout littéraires, mais purement pratiques. Demian Bedny, on le sait, a reçu l'ordre de montrer la nécessité d'envoyer Trotsky à « l'endroit d'où l'on ne revient pas ».

De toute évidence, Staline s'apprête à confier l'exécution de cette tâche aux « poètes » de l'école du commissaire général lagoda.

Nous en prenons acte !

ENCORE SUR LA SECTION SOVIÉTIQUE (1)

(avril 1936)

Dans un compte rendu public, le 30 décembre 1935, Khrouchtchev (2), dirigeant de l'organisation de Moscou, la plus importante et la plus nombreuse du parti, a proclamé que la vérification des cartes du parti avait constitué un succès. Les ennemis du parti ont été démasqués : « Trotskystes, zinoviévistes, espions, koulaks, officiers gardes-blancs. > L'ordre d'énumération des catégories d'exclus est en vérité très remarquable ! A Moscou, koulaks et officiers gardes-blancs occupent la dernière place : il y a longtemps que les épurations antérieures dans la capitale leur ont réglé leur compte. Il n'existe aucune raison de traiter les « espions » comme une catégorie à part. Ainsi, les objectifs principaux de la purge de Moscou étaient-ils les trotskystes et les zinoviévistes. Mais on n'a pas exclu moins de 9 975 membres du parti dans la seule ville, à l'exclusion du district !

A Leningrad, 7 274 personnes ont été exclues. Jdanov (3), le dirigeant du parti à Leningrad, a annoncé que « les zinoviévistes contre-révolutionnaires occupent parmi les exclus une place importante ». A Leningrad, comme on sait, l'Opposition de gauche a traditionnellement eu une coloration zinoviéviste qui doit s'être encore accentuée depuis que Zinoviev a été jeté en prison. Si, sur un nombre total qui dépasse 7 000, les zinoviévistes occupent une place « importante », il est tout à fait clair

(1) *Biulleten Oppositsii*, n° 49, avril 1936. Traduit du russe.

(2) Nikita S. KHROUCHTCHEV (1894-1970), membre du parti depuis 1918, avait été l'un des rares cadres des universités ouvrières à combattre en 1923 l'Opposition de gauche et avait commencé alors une carrière d'apparatchik sous la protection de Kaganovitch en Ukraine. Il avait pris en 1935 le secrétariat de la région de Moscou.

(3) Andréï I. JDANOV (1894-1948), membre du parti bolchevique en 1915, lié à Staline depuis 1923, avait fait toute sa carrière dans l'appareil du parti ; entré au secrétariat en 1934, il avait succédé à Kirov à Leningrad.

qu'il ne s'agit pas de poignées ni de centaines. C'est d'ailleurs précisément pour cette raison que le rapporteur a pris soin d'éviter de mentionner des chiffres.

En dehors des « zinoviévistes » et des « trotskystes », Jdanov a fait une obscure allusion aux « opportunistes de toute espèce ». Selon toute probabilité, cette étiquette recouvre ceux des membres du parti qui ont opposé quelque résistance aux excès bureaucratiques du mouvement stakhanoviste (4). Il ne fait pas de doute que les groupes d'opposition dans la classe ouvrière ont été justement ranimés par la nouvelle pression sur les ouvriers qu'accompagnent de nouveaux et monstrueux privilèges pour la bureaucratie et pour l'aristocratie. Il est en tout cas remarquable que ni Khrouchtchev ni Jdanov n'aient fait une seule allusion aux mencheviks ou aux socialistes-révolutionnaires.

Nous avons écrit précédemment qu'au cours des derniers mois de 1935, au moins dix mille et vraisemblablement presque vingt mille bolcheviks-léninistes avaient été exclus du parti — compte non tenu des candidats et membres des J.C. Sur la base des rapports de Khrouchtchev et de Jdanov publiés depuis, nous concluons qu'il n'y pas eu moins de dix mille « trotskystes » et « zinoviévistes » exclus dans les deux capitales seulement.

Nous n'avons trouvé *aucune référence* au groupe « centralisme démocratique » ou à l'« opposition ouvrière (5) », ni dans l'énumération générale des catégories d'exclus, ni dans les comptes rendus particuliers, articles et notes. Evidemment, il est possible que des exclusions isolées de représentants de ces groupes aient été prononcées, mais elles étaient si faibles numériquement qu'on les a englobées dans la catégorie générale des « autres ». C'est un fait d'une grande importance politique. Avec le maintien de la socialisation des moyens de

(4) Le mouvement stakhanoviste — du nom du mineur Alexei Stakhanov — avait été lancé en 1935 pour améliorer le rendement du travail industriel : les performances des « stakhanovistes », « héros du travail », convenablement aidés et placés dans les conditions les plus favorables, faisaient l'objet d'un grand tapage publicitaire et servaient à justifier l'élévation des « normes », donc du rythme du travail.

(5) L'opposition « centralisme démocratique » dirigée par les vieux-bolcheviks V.M. Smirnov et T.S. Sapronov, apparue en 1919, et l'« opposition » ouvrière, du vieux-bolchevik Alexandre Chliapnikov et d'Alexandra Kollontai, formée un peu plus tard, avaient participé à l'opposition unifiée, mais s'étaient prononcées, au cours des discussions dans les camps et les isolateurs pour caractériser l'U.R.S.S. comme un Etat où le capitalisme avait été restauré sous une forme particulière.

production et la collectivisation de l'écrasante majorité de la paysannerie, les succès économiques et culturels de l'Union soviétique démontrent clairement que la révolution d'Octobre n'a pas été détruite, en dépit de la dégénérescence bourgeoise menaçante de la couche dirigeante, et que ces bases peuvent créer les prémisses nécessaires à une future société socialiste.

Mettre l'U.R.S.S. sur le même plan que les Etats capitalistes, c'est jeter l'enfant avec l'eau sale de la baignoire. Les ouvriers d'avant-garde veulent jeter l'eau sale de la bureaucratie, mais ils veulent en même temps sauver l'enfant et le faire sortir. C'est pourquoi, même il y a des années, quand les temps étaient bien plus difficiles, le mouvement d'opposition dans la classe ouvrière refusait de suivre les mencheviks. C'est pourquoi aujourd'hui il tourne le dos, de toute évidence, à l'opposition ouvrière, aux décistes (6) et à tous ceux qui, de « gauche », se rapprochent des vieilles positions des mencheviks. Nous avons là une confirmation irréfutable de notre programme, éprouvé ainsi non seulement en théorie, mais en pratique. La lutte contre la caste bureaucratique et le régime des privilèges, la lutte pour l'avenir socialiste du pays, la lutte pour la révolution mondiale, marche, en U.R.S.S., sous le drapeau des bolcheviks-léninistes et sous leur drapeau seulement.

(6) Le terme « déciste » désigne les partisans de l'opposition du « centralisme démocratique », à partir des initiales en russe de ce dernier : D.C.

[LES ÉDITIONS EN COURS] (1)

(1^{er} avril 1936)

1) J'envoie par la présente la préface à *Défense du Terrorisme*. Il est nécessaire d'en faire une traduction en français exacte et tout à fait littéraire. Qui va le faire ? Il vaudrait peut-être mieux y intéresser un Parisien. Je crains qu'une traduction de dilettante de Ségrave et consorts (2) ne ruine complètement ce travail. En tout cas, je dois recevoir copie de la traduction en même temps qu'elle sera remise à mon éditeur, afin que je puisse donner par télégraphe mon accord à cette traduction. Je considère cette question comme extrêmement importante et, pour cette raison, je vous conseille de ne vous livrer à aucune expérience risquée et d'avoir recours à un traducteur expérimenté et ayant fait ses preuves.

2) J'espère que la préface à l'édition anglaise est déjà traduite et j'attends cette traduction avec impatience. Comme je l'ai déjà écrit il y a quelque temps, la préface anglaise devra absolument figurer dans l'édition française (en seconde place), à la suite de la nouvelle préface : la préface anglaise comporte des explications et des corrections indispensables sur le livre même (communisme de guerre, etc.) sans lesquelles il est absolument impossible de publier ce livre. J'attends une réponse tout à fait précise à ce sujet.

3) Si Rieder hésite ou s'il refuse de publier *Qu'est-ce que l'U.R.S.S.* ?, il faut alors obtenir de lui le droit de faire sortir le livre chez un autre éditeur. Finalement, nous pouvons ranger ce livre dans la catégorie des publications de propagande, sans

(1) Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10145, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

(2) Max GAVENSKY, dit SEGRAVE OU SEYCRAGE (1905-1942), était un réfugié polonais qui avait habité quelque temps dans la villa de Trotsky, à Barbizon et lui avait servi de secrétaire pour le russe. Il traduisait le russe pour le S.I. Trotsky n'appréciait guère son travail.

que ce soit trop tiré par les cheveux, et la question serait portée devant la justice. On pourrait même, dans le cas extrême, le faire éditer par la Librairie du Travail, ce qui soulignerait encore plus le caractère de propagande de l'ouvrage. Il faut expliquer tout cela à Rieder calmement mais avec insistance. La chose est urgente. On est en train de dactylographier le manuscrit, et une partie importante est déjà prête.

4) Je crains qu'on n'ait pas envoyé le livre sur Lénine aux Belges qui ont autant de droits que les Français. Je crains aussi qu'on n'en ait pas envoyé un exemplaire en Amérique — Amérique du Nord et Amérique du Sud —, en Hollande, etc. Je serai très content si mes craintes se révèlent vaines.

[ENCORE LE LIVRE SUR L'U.R.S.S.] (1)

(2 avril 1936)

Cher Ami,

Je vous adresse sous ce pli, en deux exemplaires, les cinquante premières pages du manuscrit de mon travail sur l'U.R.S.S., afin que vous puissiez le présenter aux éditeurs intéressés (2). Six mille francs est une somme inacceptable et cinq mille exemplaires un tirage misérable. Le livre ne fera pas plus de deux cents à deux cent cinquante pages et pourrait fort bien être vendu douze francs.

Le second exemplaire doit aussi être utilisé par la suite pour la traduction en allemand. De toute manière, je n'ai pas d'éditeur allemand pour le livre. Pas de traducteur non plus. Si on trouve un éditeur, Adolphe ou Werner (3) pourraient peut-être se faire quelque argent comme traducteurs.

Très important. Je n'ai pas la possibilité, ici, de trouver la moindre indication, statistique ou autre, même indirecte, sur la bureaucratie soviétique. Ne pourrait-on pas en dénicher à Paris ? Peut-être auprès des rédacteurs de ces tableaux statistiques qui sont vraiment excellents pour l'usage pratique. J'ai besoin de ces indications au plus tôt. Au moins quelques points de repère. Car ici, je n'ai rien, rien, rien.

(1) Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10146, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Trotsky avait déjà parlé à son fils de ce livre dans une lettre du 13 mars 1936 (p. 64-65).

(3) Adolphe était Rudolf KLEMENT (1910-1938), un étudiant allemand de Hambourg, qui avait été secrétaire de Trotsky en Turquie puis en France de 1933 à 1934 et était devenu ensuite secrétaire administratif du S.I. Werner désignait Werner KELLER qui était l'un des pseudonymes de Jan FRANKEL (né en 1906). Ce dernier, ancien militant des J.C. tchécoslovaques, membre du groupe d'opposition de gauche organisé par H. Lcnorovic avait été secrétaire de Trotsky de 1930 à 1933. Membre du S.I. en 1933-34, expulsé de France en 1934, il avait regagné Prague la même année. De juin à octobre 1935, il était allé à Hønefoss où il avait été de nouveau secrétaire de Trotsky.

[POUR UNE PRÉPUBLICATION] (1)

(2 avril 1936)

Très cher Monsieur Lieber (2),

Je vous adresse un exemplaire de mon œuvre : *Qu'est-ce que l'U.R.S.S. et où va-t-elle* (3) ? Il s'agit de la première partie de l'introduction à la nouvelle édition de *VHistoire de la Révolution russe*. Je me suis réservé le droit de faire paraître ce travail en prépublication et vous prie de bien vouloir vous charger de cette tâche.

La maison Schuster & Simon (4) s'occupe de la traduction. Comme je ne percevrai aucun honoraire supplémentaire pour ce manuscrit de la part de l'éditeur, je ne puis verser au traducteur, pour la prépublication, les 10 % que je suis tenu de lui payer pour *VHistoire de la Révolution russe* (5). S'il s'avère toutefois nécessaire de rétribuer également le traducteur pour la prépublication, je vous prie de bien vouloir trouver un arrangement qui sauvegarde mes intérêts.

La manuscrit ci-joint constitue environ le tiers de l'ensemble de mon travail. Les deux autres tiers suivront dans quel-

(1) Lettre à Maxim Lieber, vraisemblablement du 2 avril 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8916, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Maxim LIEBER (né en), agent littéraire à New York qui comptait Trotsky parmi ses clients, était membre du parti communiste américain depuis plusieurs années. C'est probablement en 1934 qu'il était entré dans un réseau du G.P.U. auquel son agence servait de couverture pour des opérations aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Japon. Lieber ne devait révéler involontairement ces liens qu'au moment du premier procès de Moscou où il refusa de mettre la correspondance de Trotsky à la disposition de la contre-enquête.

(3) *Chto takoe SSSR i kuda on idiot ?* est le titre initial du livre paru en français sous celui de *La Révolution trahie* (N.D.T.)

(4) Il s'agit de la maison d'éditions de New York Simon & Schuster.

(5) Trotsky, sur les instances de l'intéressé, avait cédé au traducteur de son *Histoire*, l'écrivain américain Max Eastman, 10 % de ses propres droits d'auteur...

ques jours (je dépends ici étroitement de la dactylographe). Le traducteur recevra en tout cas le reste du manuscrit en temps voulu.

Comme vous ne lisez pas le russe, il me faut vous dire que j'accorde une certaine importance à cet ouvrage. Je pense qu'il ne restera pas sans écho dans l'opinion publique américaine et européenne. J'espère en conséquence que vous trouverez la possibilité de le placer à des conditions vraiment avantageuses.

En ce qui concerne ma biographie de Lénine, je vous écrirai prochainement.

[POUR UNE REVUE MENSUELLE] (1)

(2 avril 1936)

Cher Camarade (2),

J'ai reçu l'intéressante proposition du camarade Barton (3) et ne puis évidemment que la saluer. Je ne suis toutefois pas certain qu'on ne doive pas donner la préférence à une édition de brochures ou à une revue mensuelle. Je préconiserais plutôt une revue mensuelle en allemand. Les Américains ont une telle publication (4) et les Français et les Belges réussiront certainement à en avoir une. La revue mensuelle allemande pourrait jouer un rôle dirigeant comme organe théorique officieux de la IV^e Internationale. Personnellement, j'accepterais à tous égards très volontiers une telle chose.

On assure que l'impression en Belgique serait ridiculement bon marché. Il faudrait toutefois avoir là-bas un camarade qualifié qui dirigerait la chose sur place. Le comité de rédaction élargi pourrait, comme vous le proposez, avoir une composition internationale. Naturellement des travaux plus importants pourraient être édités sous forme de brochures, mais en liaison avec la revue mensuelle.

La revue mensuelle a en tout cas l'avantage incomparable de permettre de réagir aux événements du jour au moins par

(1) Lettre à E. Löffler, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8931, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Eric LOFFLER était le pseudonyme d'Otto NEUSTEDTL (né en 1896). Cet avocat de Reichenberg (Libérée) était membre du « groupe Rops », ce cercle d'intellectuels et membres de professions libérales de cette ville allemande de Tchécoslovaquie profondément concernés par le danger nazi et qui avaient mesuré le rôle du stalinisme : depuis plusieurs années, ils finançaient les activités du mouvement.

(3) BARTON était le pseudonyme d'un important homme d'affaires de Reichenberg, vraisemblablement Friedrich BERGEL dont la contribution financière avait été importante depuis des années. Nous n'avons pas trouvé la lettre qui fait ces propositions.

(4) Le W.P.U.S. publiait la revue *New International*.

de petites notes. La brochure est un genre trop pesant pour une orientation militante. Prière de réfléchir à cette suggestion et de me tenir au courant. Les propositions pour le comité ne pourraient être faites qu'une fois tranchée la question posée.

Notre ami Barton m'écrit qu'une étude du Front populaire serait une nécessité. J'ai justement achevé mon travail sur ce sujet. Il porte toutefois seulement sur le Front populaire en France. Il s'agit d'une préface à une nouvelle édition française de mon livre *Terrorisme et Communisme*, mais elle peut être utilisée comme troisième partie de la brochure allemande.

Je termine à présent un petit ouvrage : *Qu'est-ce que l'Union soviétique et où va-t-elle* (5) ? Ce travail, je l'espère, cerne les questions cruciales de plus près que tous mes écrits précédents. Je n'ai pas encore d'éditeur allemand, mais je tiens pour tout à fait possible de faire paraître le livre chez un éditeur bourgeois. Ce n'est pas un ouvrage de propagande ou un écrit interne du parti, mais une recherche théorique et politique qui est destinée à des cercles plus larges.

(5) Il s'agit encore du livre que ses éditeurs appelleront *La Révolution trahie*.

[LE SECRÉTARIAT D'AMSTERDAM NE FAIT PAS SON TRAVAIL] (1)

(2 avril 1936)

Chers Camarades,

Le 5 avril a lieu en Belgique la conférence de la fraction de l'Action socialiste révolutionnaire. J'ignore si vous suivez cette affaire. Mais elle mérite la plus grande attention. Il s'agit à présent de l'exclusion de l'aile gauche (2). Ainsi, nous pouvons avoir dans les prochaines semaines une importante organisation indépendante en Belgique. Il y aura ensuite fusion avec Vereeken (3), lequel se tenait à l'écart entre-temps et n'a absolument pas progressé depuis. Je pense que le parti hollandais pourrait encourager les camarades belges, en ces moments si importants pour eux, par un message de sympathie.

Mais il me faut aussi me plaindre vigoureusement que les deux secrétaires n'aient donné absolument aucune réponse aux propositions importantes et tout à fait concrètes que j'ai

(1) Lettre à Schmidt et Sneevliet, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10418. Avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit évidemment de l'exclusion du P.O.B. de l'aile gauche regroupée autour de l'hebdomadaire *Action socialiste révolutionnaire* au sein de laquelle était organisée la fraction b.l.

(3) Georges VEREEKEN (1898-1978), chauffeur de taxi, membre du P.C. belge à sa fondation et de son C.C. En 1925, avait été exclu en 1928 avec la majorité du C.C. qui était passée à l'Opposition. Il était resté fidèle à l'Opposition internationale en 1930 quand il y avait eu scission en Belgique, et il s'était rangé du côté de Charleroi. En 1934, il avait été violemment hostile au « tournant français » et en 1935, il avait refusé de suivre la majorité de la section belge qui avait décidé l'entrée dans le P.O.B. Il avait maintenu une petite organisation indépendante et édité le journal *Spartacus*. Sneevliet et lui étaient assez proches et Trotsky espérait visiblement que la perspective d'un parti indépendant en Belgique englobant Vereeken pourrait désarmer les griefs de Sneevliet sur l'entrée aux Etats-Unis.

faites au sujet de la France (4). Comment comprendre cela ? Il nous faut avoir à tout prix un secrétariat de la IV^e Internationale qui soit en état de travailler. Cela implique au minimum une correspondance régulière. J'ai déjà constaté à plusieurs reprises que, lorsqu'on fait une proposition ou qu'on pose une question, on ne reçoit aucune réponse d'Amsterdam.

Dans la *Nieuwe Fakkell* du 27 mars dernier, il y avait une excellente lettre d'un ouvrier hollandais du nom de Martin B. en provenance d'Amérique.

J'espère que vous avez *communiqué* l'adresse de cet ouvrier à nos camarades américains. Ce que Martin B. dit en trois lignes sur le socialisme dans un seul pays est *la meilleure chose qu'on ait jamais écrite sur la question*.

J'espère aussi que tous les membres du bureau du parti ont lu cette lettre. A elle seule, elle justifie pleinement la décision de nos camarades américains.

(4) Il s'agit notamment de la réponse à faire aux partisans de *La Commune* (qui avaient, depuis, fondé le P.C.I.) et de la proposition d'établir une « commission Crux », préparatoire.

**[BUREAU DE LONDRES
OU IV^e INTERNATIONALE] (1)**
(3 avril 1936)

Cher Camarade,

L'article contre moi dans le *New Leader* du 20 mars dernier est vif, mais faux (2). La vivacité est une bonne chose. Il faut toujours se féliciter qu'un révolutionnaire défende ses idées avec vivacité et précision. Malheureusement, je ne puis que constater qu'en dépit de sa vivacité, il manque à cet article la précision nécessaire.

Cet article polémique a pour objet de prendre contre moi la défense du « Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire ». Ma critique des partis qui y sont affiliés est, paraît-il, entièrement fausse. Il paraît que ces partis ne sont pas du tout en train de se volatiliser, mais qu'ils sont au contraire toujours plus unis dans l'action internationale.

Essayons de vérifier rapidement ces affirmations. En ce qui me concerne, je ne connais qu'une seule action internationale commune du bureau de Londres. C'est la création du « comité mondial pour la Paix ». J'ai, en son temps, critiqué en détail le programme de ce comité, proposé par le S.A.P. sur la base de ses propres textes (3) et je l'ai correctement, je crois,

(1) T 3912, *Unser Wort*, mai 1936, sous le titre « Lettre ouverte à un ami anglais ». Traduit de l'allemand. Ce texte circulait en Grande-Bretagne sous forme d'exemplaires multigraphiés. Nous ignorons s'il s'agissait d'une véritable lettre ou d'un artifice littéraire. Le texte s'intègre en tout cas aussi bien dans la discussion qui se menait à l'intérieur du Marxist Group que dans la préparation de la conférence annuelle de I.T.L.P.

(2) Fenner Brockway, secrétaire de l'I.L.P. et leader de son aile gauche, avait publié un article dans *The New Leader* du 20 mars qui était une vive polémique contre Trotsky et les trotskystes en même temps qu'une apologie, défense et illustration du bureau de Londres.

(3) Cf. « Alchimie centrisme ou marxisme », *Œuvres*, 5, p. 261-296.

qualifié d'expression hypocrite du pacifisme petit-bourgeois le plus plat. Personne — même pas les dirigeants du S.A.P. — n'a donné de réponse pertinente à cette critique. Mon appréciation, en conséquence, demeure valide. Les partis qui, dans la question de la guerre, se situent sur le terrain du pacifisme, ne peuvent être considérés par les marxistes comme des partis prolétariens révolutionnaires. Maxton (4), par exemple, est un pacifiste, pas un marxiste. La politique dans la question de la guerre pourra peut-être contribuer beaucoup au salut de son âme, mais pas à la libération de la classe ouvrière.

Le comité en question était formé de trois personnes : l'Allemand Schwab, le Français Doriot (!) et l'Espagnol Gorkin (5). Depuis, Doriot, qui avait reçu chez lui la dernière conférence des partis socialistes révolutionnaires, est passé avec sa clique du côté de la réaction (6). Gorkin a été candidat en Espagne sur un misérable programme démocratique pacifiste de Front populaire (7). Quant au troisième membre, Schwab, il n'a pas encore expliqué que le comité pour la Paix était une entreprise antirévolutionnaire et que le programme proposé par lui, Schwab, de « lutte pour la paix », constitue dans chacun de ses mots une dérision de l'enseignement de Marx et de Lénine. (Soit dit en passant, il existe encore des gens, de l'espèce des agneaux, qui s'imaginent pouvoir convaincre la minorité du S.A.P. par une discussion interminable et parfaitement abstraite. Nous sommes évidemment certains que Schwab et quelques autres dirigeants du S.A.P. sont dans la minorité

(4) James MAXTON (1885-1946), député de Glasgow et pacifiste, était le dirigeant incontesté de l'I.L.P. et de sa droite.

(5) Jim SCHWAB était le pseudonyme de Jacob WALCHER (1887-1970), un ancien du groupe Spartakus en Allemagne, dirigeant du K.P.D.(S) jusqu'en 1923, puis leader de la droite avec Brandler. Il était passé au S.A.P. en 1932 et s'en était emparé en 1933. Jacques DORIOT (1898-1945) métallo, ancien dirigeant des J.C. puis du P.C. avait été exclu en 1934 avec son rayon de Saint-Denis. Julian GARCIA GOMEZ dit GORKIN (né en 1902), avait été membre de la direction du P.C. espagnol, puis, après avoir travaillé avec l'Opposition de gauche, avait rejoint Maurin.

(6) Les relations de Doriot avec l'extrême-droite et des bailleurs de fonds capitalistes étaient désormais du domaine public. En février 1935 encore, Doriot avait reçu à St-Denis les délégués à la conférence de l'I.A.G.

(7) C'était le 15 janvier 1936 qu'avait été signé à Madrid l'accord électoral entre les partis républicains bourgeois, le P.S.O.E., le P.C.E. et le P.O.U.M., né de la fusion récente notamment entre la F.C.I. et la Gauche communiste. Cette alliance électorale, qui ne portait pas le nom de « Front populaire » était néanmoins son acte de naissance en Espagne. Des listes de candidatures des « gauches » avaient été dressées et Gorkin était candidat à Valence.

— mais que cette minorité puisse être gagnée par de bonnes paroles, non, nous ne sommes vraiment pas assez naïfs pour le croire (8)).

C'est ainsi que se présente actuellement la capacité croissante du bureau de Londres à une « action internationale unie ».

Je n'ai jamais déprécié les petites organisations pour la seule raison qu'elles sont petites. Même là-dessus, le *New Leader* déforme le critère marxiste. Les organisations de masse ont de la valeur précisément parce qu'elles sont des organisations de masse. Même quand elles sont sous une direction social-patriote, on ne peut pas ne pas en tenir compte. Il faut gagner les masses qui sont dans leurs griffes : du dedans ou du dehors, cela dépend des circonstances.

De petites organisations qui se considèrent comme le résultat d'une sélection, comme des pionniers, ne peuvent avoir de valeur que par la force de leur programme, de la formation et de la trempe de leurs cadres. Une *petite* organisation qui n'a ni programme cohérent ni volonté véritablement révolutionnaire, est moins que rien, quantité négative. C'est en ce sens que j'ai parlé avec mépris des petits groupes de Bulgarie, de Roumanie, de Pologne (9). Leur confusion est vraiment excessive pour leur format. Elles ne peuvent que nuire au mouvement révolutionnaire. En revanche, même les plus petits de nos groupes ont de la valeur, parce qu'ils savent ce qu'ils veulent et parce qu'ils ont derrière eux la grande tradition du bolchevisme à laquelle ils sont liés sur le plan international. Tôt ou tard, chacun de ces groupes démontrera sa valeur.

Le « Front rouge » autrichien, qui avait rassemblé dans ses rangs des éléments ouvriers réellement militants, est censé avoir fusionné avec le parti socialiste révolutionnaire d'Autriche,

(8) Le 2 février 1936 s'était tenue à Paris, à l'hôtel Lutetia, une réunion de représentants des partis social-démocrate et communiste, du S.A.P. et d'un certain nombre de personnalités dont l'objectif était la constitution d'un comité pour la préparation du Front populaire allemand. Presque immédiatement se constituait au sein du S.A.P. une minorité hostile à ce ralliement au Front populaire. Elle était dirigée par Erwin H. ACKERKNECHT, dit Eugen BAUER (né en 1906), ancien dirigeant de l'Opposition allemande et du S.L. opposé à l'entrisme en 1934 et passé au S.A.P. en 1935, et le Dr Walter FABIAN, dit Kurt SACHS (né en 1902). Traitée de « trotskyste » par les dirigeants du S.A.P., cette minorité se défendait énergiquement contre cette « accusation ». La parenthèse ci-dessus n'est pas très claire : elle fut supprimée des traductions françaises antérieures de ce texte.

(9) Cf. n. 2. Trotsky répond toujours à Fenner Brockway.

c'est-à-dire avec le vieux parti austro-marxiste (10). Le bulletin de Fenner Brockway (11) affirme : « Le parti unifié, bien qu'affilié à la II^e Internationale, soutient la politique contre la guerre du Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire. » Une telle façon de présenter l'austro-marxisme est profondément erronée et ne peut qu'induire en confusion. Qui-conque a lu les thèses de MM. Otto Bauer, Dan et Zyromski (12), sait que l'austro-marxisme, aujourd'hui encore, ne représente qu'une falsification lâche et ignoble du marxisme, autrement dit qu'il est resté tout à fait fidèle à sa tradition. Le « Front rouge » ne pourrait réaliser un travail vraiment révolutionnaire à l'intérieur du parti austro-marxiste qu'à deux conditions, étroitement liées l'une à l'autre : d'abord avoir des principes clairs, ensuite comprendre parfaitement la décomposition de l'austro-marxisme. Toutes les deux manquent (et, soit dit en passant, on peut noter que *Neue Front*, l'organe du S.A.P., fait de la propagande pour *Der Kampf*, l'organe austro-marxiste). La vérité est que le « Front rouge » est en train de se dissoudre dans le marais austro-marxiste.

Le groupe norvégien Mot Dag approuve la position des puissances de Locarno (13) et se prépare maintenant à se dissoudre au sein du parti ouvrier (D.N.A.) (14). Lui non plus, depuis des années, n'a jamais été que confusion et arrogance.

Il ne vaut vraiment pas la peine de dire plus de la section italienne (maximalistes). Il suffit de dire que cette organisation « révolutionnaire » a signé avec le parti socialiste italien (II^e

(10) C'est vraisemblablement en novembre 1935 que cette fusion avait pris place. Le parti social-démocrate autrichien (que Trotsky appelle « austromarxiste ») avait été reconstitué clandestinement sous le nom d'« organisation des socialistes révolutionnaires » : son comité central était alors dirigé par Josef BUTTINGER (né en 1906).

(11) Archibald Fenner BROCKWAY (né en 1888) secrétaire général de l'I.L.P. était également le secrétaire du bureau de Londres. Il était l'auteur de l'article contre lequel Trotsky polémiquait.

(12) OTTO BAUER (1882-1938) était l'ancien dirigeant et théoricien du parti social-démocrate autrichien. Jean ZYROMSKI (1890-1975) l'ancien animateur de la tendance La Bataille socialiste, était partisan de l'unité organique. Fédor DAN (1871-1947), médecin, membre du groupe marxiste l'Émancipation du Travail, de Plekhanov, avait été l'un des principaux chefs de file des mencheviks. Il avait émigré en 1922. Les trois hommes venaient de rédiger des thèses sur « Le socialisme et la guerre », qui constituaient un alignement sur la thèse de l'I.C. de la « guerre contre le fascisme ».

(13) Le traité de Locarno avait été signé en 1925 par toutes les puissances européennes principales, à l'exception de l'U.R.S.S.

(14) Le groupe Mot Dag, depuis la grave maladie de son leader Erling Falk, s'était rapidement décomposé : ses membres allaient en effet réintégrer le parti ouvrier norvégien (D.N.A.) avec lequel il avait rompu à gauche à l'origine.

Internationale) et le parti communiste italien (III^e Internationale) un appel commun à la Société des nations pour qu'elle élargisse les sanctions, et essaie de faire admettre au peuple italien que les sanctions constituent un « moyen pour la paix ». Peut-être Fenner Brockway ignore-t-il cet appel ? Dans ce cas, qu'il en prenne connaissance ! Et s'il le connaît, pourquoi traite-t-il ces gens comme des amis révolutionnaires et pas comme *les traîtres à l'internationalisme prolétariens qu'ils sont* ?

L'article politique du *New Leader* affirme que le parti socialiste suédois se sent plus lié que je ne l'ai dit au bureau de Londres (15). Il est bien possible que ce lien se soit renforcé ces derniers temps. Mais que le parti socialiste suédois ait une attitude internationale — c'est une légende, acceptée par naïveté, ou un mensonge délibéré. Bien entendu, il est contre la guerre et se dit contre la Société des nations. Mais il mène sa « lutte » contre la guerre la main dans la main avec les sociétés pacifistes, sous forme de pétitions. On pourrait avec un égal succès célébrer des messes pour la paix. Mais cette méthode d'action, qui révèle une contradiction aussi criante entre l'objectif et les moyens, suffit à nous faire comprendre que les dirigeants du parti socialiste suédois, avec toute leur phraséologie — laquelle change d'ailleurs très facilement — ne sont que des philistins pacifistes et certainement pas des révolutionnaires prolétariens. La politique de paix de Kilbom (16), comme celle de Schwab, est, en dernière analyse, une réédition au petit pied de celle de Lord Cecil (17). Chaque événement important en Suède le confirmera.

L'I.L.P. ne peut ni ne veut admettre que le parti suédois soit une organisation antimarxiste, parce que sa propre direction manifeste qu'il est lui-même un parti foncièrement centriste-pacifiste. Nous nous sommes sincèrement félicités d'une série d'articles authentiquement révolutionnaires du *New Leader* sur les sanctions (18), sans aucune de ces arrière-pensées dont

(15) Le parti socialiste suédois était l'ancien parti communiste de Suède qui avait tenu tête à l'I.C. en 1929 et était devenu ensuite le P.C. « indépendant ».

(16) Karl KILBOM (1885-1961), métallurgiste, ancien animateur de l'aile gauche du parti social-démocrate suédois pendant la guerre était devenu le dirigeant du P.C., par la suite « P.C. indépendant », devenu « socialiste » en 1935.

(17) Lord Robert CECIL (1864-1958), ancien député et ministre conservateur, était président de la « League of Nations Union », laquelle venait d'organiser en Grande-Bretagne un « vote pour la Paix ».

(18) Ces articles, parus au mois d'août 1935, étaient l'œuvre de Fenner Brockway et avaient convaincu un certain nombre de trotskystes britanniques que ce dernier évoluait vers leurs positions.

notre critique nous accuse. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Et ces articles n'ont pas apporté à l'I.L.P. un halo marxiste. Maxton et les autres restent ce qu'ils étaient : des petits-bourgeois pacifistes, et *ce sont eux* qui décident du cours du parti, aujourd'hui comme hier (19).

Puis-je me permettre de souligner qu'il y a plus de deux ans, j'ai mis publiquement l'I.L.P. en garde contre son alliance stérile avec le parti communiste de Grande-Bretagne, parce que cette alliance ne faisait que démultiplier les défauts des deux partis et détournait l'attention de l'I.L.P. des organisations ouvrières de masse ? Ces avertissements étaient-ils justes, oui ou non ? Le parti communiste de Grande-Bretagne est en train de mourir dans les marais de l'opportunisme. Mais l'I.L.P. est aujourd'hui plus faible que jamais, et ses propres idées sont aussi mal définies et aussi vagues qu'il y a deux ans.

Pour finir, encore quelques mots sur ce que le *New Leader* dit des organisations de la IV^e Internationale. Il les appelle « de simples cliques ». Dans cette caractérisation, l'ignorance le dispute à la malhonnêteté. Nous utilisons, nous, les marxistes, le mot « clique » pour désigner un groupe d'individus qui n'ont ni programme ni objectif élevé, mais qui se groupent autour d'un chef afin de satisfaire des préoccupations personnelles et en tout cas peu honorables. (« Secte » désigne par ailleurs un groupe avec des idées et des méthodes précises). « Clique » implique aussi le manque d'honneur. Le *New Leader* croit-il que notre parti, nos organisations et groupes n'ont ni principes ni programme ni conscience révolutionnaire ? Il ne manquerait pas d'intérêt de l'entendre dire de la bouche d'un Maxton ou d'un Fenner Brockway. Pour notre part, nous disons que nous sommes l'unique organisation internationale qui ait élaboré, à travers bien des années de combat, un programme tout à fait précis que les plus grands événements confirment et renforcent tous les jours. La passion avec laquelle toutes nos organisations se lancent dans la discussion pour éclairer toutes les questions du mouvement ouvrier, l'indépendance avec laquelle elles développent leur opinion, prouvent à quel point elles prennent le marxisme au sérieux, et quelle distance les sépare d'un esprit de clique sans principes.

(19) Trotsky pensait que l'appareil de l'I.L.P. était solidement entre les mains de Maxton et des siens et que les Fenner Brockway, dans leurs incursions à gauche, n'étaient qu'en « liberté surveillée ».

Si l'on en croit également les chiffres, elles ne le cèdent en rien aux organisations qui entourent le bureau de Londres. J'ai récemment prouvé à partir de la presse soviétique officielle qu'au cours des derniers mois de 1935, environ vingt mille bolcheviks-léninistes ont été exclus du parti communiste officiel (20). Je pense que nous avons plus de partisans dans la seule Union soviétique que le bureau de Londres dans le monde entier. Du point de vue numérique, notre parti hollandais est à peine inférieur à l'I.L.P. Nous avons une section courageuse et militante en France, ce point focal de la politique européenne. Bien que les partisans français de la IV^e Internationale n'aient aucun représentant au Parlement, ils jouent aujourd'hui un rôle beaucoup plus important dans la vie politique française. La presse fasciste et capitaliste de France en fournit la preuve irréfutable. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : les bolcheviks-léninistes, dans une situation révolutionnaire, mettent en avant un programme véritablement révolutionnaire. Il est vrai que notre ancienne section espagnole a sombré dans le pire opportunisme. Mais pourquoi ? Parce qu'elle a fusionné avec la section du bureau de Londres (21) afin de continuer à faire de la « grande politique » dans le sillage du *senor Azana* (22). Nos amis belges réussissent à conquérir une influence significative. Même en Amérique du Sud, nous avons des sections importantes, et qui grandissent. Notre section américaine, qui a maintenant rejoint le parti socialiste, est en train d'y conquérir pour ses idées une sympathie considérable. Soit dit en passant, il me semble que le drapeau de la IV^e Internationale a même quelques partisans dans les rangs de l'I.L.P. (23). Et que leur nombre va grandissant.

La différence entre le bureau de Londres et l'association de la IV^e Internationale consiste en ce que le premier est composé de différentes organisations hybrides avec un passé très

(20) Cf. p. 136.

(21) Allusion à la constitution, en septembre 1935, à Barcelone du P.O.U.M. (*Partido Obrero de Unificación Marxista*), dont le gros des troupes était constitué par la F.C.I., membre du bureau de Londres, et dans lequel s'était intégrée la *Izquierda comunista*, section espagnole de la L.C.I.

(22) Manuel AZARA Y DIAZ (1880-1940), avait été de 1931 à 1933 le chef du gouvernement républicain espagnol et son nom était resté lié à une sévère répression contre les ouvriers et paysans et à sa totale impotence face aux « comploteurs » de droite. Leader de la « gauche républicaine », il avait pris place dans le Front populaire dont il avait présidé, depuis février, le premier gouvernement, et allait être élu président de la République.

(23) Allusion au Marxist Group.

différent, des idées différentes, un avenir différent, et qui, faute d'un toit, se sont associées *temporairement* au bureau international de Londres. Les sections de la IV^e Internationale, au contraire, représentent une sélection qui s'est opérée sur la base d'idées précises et de méthodes élaborées dans la lutte contre la II^e et la III^e Internationales ainsi que contre le bureau de Londres. C'est la raison pour laquelle nous nous développons systématiquement, en dépit d'immenses difficultés, pour laquelle l'influence de la IV^e Internationale ne cesse de grandir, et pour laquelle les deux vieilles Internationales ont conclu entre elles une Sainte-Alliance. C'est la raison pour laquelle, en fin de compte, les sections du Bureau de Londres adhèrent partout à cette Sainte-Alliance (24). L'article dans le *New Leader* n'est que l'une des manifestations de cet état de choses.

Avec la même certitude qui était la nôtre lorsqu'il y a quelques années nous avons mis l'I.L.P. en garde contre l'alliance avec le parti communiste de Grande-Bretagne, nous affirmons aujourd'hui que l'I.L.P., sous sa direction actuelle, et avec sa politique actuelle, marche tout droit à l'abîme. Mais, en même temps, nous ne sommes pas moins certains que les meilleurs éléments du mouvement ouvrier anglais se rassembleront sous le drapeau de la IV^e Internationale, car il est aujourd'hui l'unique drapeau de la révolution prolétarienne.

(24) L'exemple du S.A.P. et du P.O.U.M. montrait l'attraction du Front populaire sur les partis du bureau de Londres.

[SUR LA QUESTION NATIONALE UKRAINIENNE] (1)

(6 avril 1936)

Cher Camarade Bosovitch (2),

J'ai reçu en son temps votre première lettre et maintenant je reçois la seconde avec en annexe la *Lettre ouverte des camarades Podolinsky, Terein et Garmach* (3). J'éprouve, à ne pas vous avoir répondu à temps, un grave remords de conscience. Pour me justifier, je dois alléguer que j'ai été bien malade ces derniers mois et que j'ai même dû, à plusieurs reprises, entrer en clinique. A cause de ces longues interruptions dans mon travail, occasionnées par la maladie, j'ai accumulé quantité d'engagements dont je n'ai pas pu m'acquitter. C'est ainsi que j'ai retardé pendant quelques mois l'édition américaine nouvelle de *VHistoire de la Révolution* parce que je n'avais pas écrit la préface à temps. Maintenant je travaille beaucoup à cette préface qui constitue en fait un petit livre dont le titre est *Qu'est-ce que l'U.R.S.S. et où va-t-elle?* Je tiens ce travail pour très important, car si l'on ne comprend pas correctement les processus qui se déroulent en U.R.S.S., on ne peut pas répondre correctement à aucune des questions du mouvement ouvrier mondial et en particulier à la question nationale. Dans mon récent article sur l'interview de Staline et de Roy Howard (4),

(1) Lettre à Bosovitch, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7424, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

(2) BOSOVITCH était un Ukrainien du Canada, membre du groupe de langue ukrainienne du parti socialiste qui avait donné naissance au p.C. du Canada. Il avait occupé des fonctions dans la direction nationale à Toronto et avait rejoint l'Opposition de gauche. Il tentait de convaincre Trotsky de la nécessité de reconnaître le droit à l'auto-détermination de l'Ukraine, y compris le droit de sécession de l'Ukraine soviétique.

(3) Il s'agit d'une déclaration signée de trois Ukrainiens transmise à Trotsky par le « bureau ukrainien » du Workers Party of Canada.

(4) Cf. p. 70.

j'ai essayé au passage d'indiquer au moins le lien qui existe entre la question ukrainienne et la politique internationale de la bureaucratie soviétique. Un tel lien existe aussi dans tous les autres domaines : économique, politique, culturel, etc. C'est pourquoi je tiens avant tout pour nécessaire de terminer mon travail sur l'U.R.S.S. Il me prendra encore quelques semaines. Ce n'est qu'après cela que je pourrai m'occuper réellement de vos lettres. Je dois cependant vous prévenir que j'ai pris ces dernières années beaucoup de retard en ce qui concerne le développement de la question nationale ukrainienne, que ce soit en Ukraine soviétique ou en Ukraine occidentale. A mon grand regret, pendant mon troisième exil, il ne m'a pas été une seule fois donné de rencontrer un camarade ukrainien qui puisse, dans une discussion vivante, me mettre au courant des questions les plus brûlantes de la politique ukrainienne actuelle. Tout cela réuni constitue pour moi de grosses difficultés. Dans tous les cas, j'essaierai dans quelques semaines de faire tout mon possible pour répondre sur le fond à vos lettres, ainsi qu'à la lettre ouverte des trois camarades mentionnés plus haut (5).

Mes vœux les plus vifs de réussite dans votre travail. Saluts révolutionnaires.

(5) C'est dans cette correspondance qu'il faut voir la source de la réflexion de Trotsky sur cette question, laquelle allait aboutir à sa prise de position en faveur de l'indépendance de l'Ukraine.

[PROBLÈMES DU S.L ET DE L'ESPAGNE [(1) (8 avril 1936)

Cher Camarade Martin (2),

1) Vous avez certainement raison de constater la nécessité d'une réorganisation du travail de Théodore (3). Mais je ne crois aucunement qu'on pourrait transporter ce travail à New York. L'Europe existe, tout de même. Ce serait excellent si les Américains pouvaient (4) créer un organisme spécial pour l'Amérique et les pays de l'océan Pacifique. Ils seraient peut-être gênés dans ce domaine par leur entrée dans le P.S. En tout cas, il faut les sonder là-dessus. Mais le centre doit rester en Europe. D'ailleurs les candidats que vous proposez vous-même pour le plénum se trouvent presque tous en Europe.

En principe je serais tout à fait d'accord sur la nécessité de créer un secrétariat avec des fonctions purement administratives de trois jeunes camarades versés dans les questions internationales. Dans ce cas, le plénum devrait se réunir régulièrement une fois tous les deux ou trois mois. Mais je propose (d')ajourner encore cette question pour quelques semaines pour que la situa-

it) Lettre à A. Leonetti, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8853, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) MARTIN ou J.P. MARTIN était l'un des pseudonymes d'Alfonso LEONETTI (né en 1895) qui avait été l'un des collaborateurs de Gramsci à Turin au temps du premier *Ordine nuovo*. Membre du B.P. et du « centre clandestin » du P.C.I., il avait été exclu en 1930 (avec « les trois ») pour son opposition à la politique de la troisième période. Il était entré au S.L la même année et avait été chargé des relations avec les pays latins et du bulletin international. Le 31 mars, il avait écrit aux autres membres du S.L et à Trotsky pour souligner l'incapacité du S.L de faire face à sa tâche et proposer son déplacement. Le 3 avril, il avait suggéré à Trotsky de reconstruire le S.L. autour de militants jeunes (il proposait Wolf, Held et Harold R. Isaacs) et de le transférer soit, à New York, soit dans une ville Scandinave.

(3) Théodore était le nom de code du secrétariat international. Son travail avait été gravement perturbé par la crise de la section française et récemment par l'absentéisme pratiqué par Ruth Fischer.

(4) Trotsky a écrit « pourraient ».

tion des sections française et belge se précise plus ou moins définitivement (5). Peut-être même pourrait-on installer le secrétariat à Bruxelles. En tout cas, il faut que, dans la nomination des organismes dirigeants, la section belge participe activement.

2) Sur la question du Front populaire, je dis quelque chose dans la préface pour l'édition française de *Communisme et Terrorisme* (6). La partie correspondante (7) pourrait bien être reproduite dans notre presse. La traduction française, je le suppose, est déjà faite.

3) Quant à Maurin (8), il faudrait s'en occuper un peu plus continuellement. Son mot d'ordre principal est la révolution « démocratico-socialiste » : ce n'est que la permutation de la révolution « social-démocrate * (sic). Marx a écrit en 1876 sur la fausseté du terme « social-démocrate » : on ne peut pas mettre le socialisme sous le contrôle de la démocratie. Le socialisme (ou le communisme) nous suffit. La « démocratie » n'a rien à y voir. Depuis, la révolution d'Octobre a démontré vigoureusement que la révolution socialiste ne peut pas s'effectuer dans le cadre de la démocratie. La révolution « démocratique » et la révolution socialiste se trouvent des deux côtés de la barricade. La III^e Internationale a consacré théoriquement cette expérience. La révolution « démocratique » en Espagne est déjà faite. Elle est renouvelée par le Front populaire. La personification de la révolution « démocratique » en Espagne, c'est Azana, avec ou sans Caballero. La révolution socialiste est à faire en lutte implacable contre la révolution « démocratique » avec son Front populaire. Que signifie donc cette « synthèse » de révolution « démocratico-socialiste » ? Rien du tout. Ce n'est qu'un galimatias éclectique.

Quant au tournant de *La Batalla* envers le Front populaire,

(5) Dans les deux pays, les troskystes étaient en principe organisés au sein de la social-démocratie (S.F.I.O. et P.O.B.), mais dans le premier ils avaient été exclus et dans le second étaient sur le point de l'être.

(6) Il s'agit de la réédition, sous le titre *Défense du Terrorisme*, de *Terrorisme et Communisme*, dirigé contre Kautsky.

(7) Trotsky a écrit « respective ».

(8) Joaquín MAURIN JULIA (1896-1973), ancien dirigeant de la C.N.T., puis du parti communiste, avait été exclu en 1930 avec la fédération catalano-baléare qu'il dirigeait. Il avait fondé le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne (et à l'échelle espagnole la fédération communiste ibérique qui n'avait pas la même réalité que le « bloc »). C'est cette organisation qui constituait l'axe du regroupement effectué en septembre 1935 avec d'autres organisations, dont la Izquierda comunista, et qui avait constitué un nouveau parti, le P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista).

il ne peut pas nous inspirer confiance (9). On ne peut pas dire lundi que la Société des nations est une bande de brigands, mardi inviter les électeurs à voter pour le programme de la S.D.N. (10) et expliquer le mercredi qu'il s'agissait hier seulement d'une action électorale et que maintenant on va reprendre son vrai programme. L'ouvrier sérieux doit se demander : et qu'est-ce que ces gens-là vont dire jeudi ou vendredi ? Maurin paraît être l'incarnation même d'un petit bourgeois révolutionnaire agile, superficiel et versatile. Il n'étudie rien, comprend peu et sème la confusion autour de lui (11).

(9) *La Batalla*, qui avait été l'organe du Bloc était devenue l'hebdomadaire du P.O.U.M. Ce dernier avait signé le programme électoral des gauches et fait élire Maurin sur ses listes. Mais, dès le lendemain des élections, *La Batalla* s'était mise à critiquer le Front populaire et avait expliqué sa signature par les nécessités de la manœuvre électorale. Leonetti l'avait indiqué à Trotsky dans sa lettre du 3 avril.

(10) Le programme électoral que le P.O.U.M. avait signé par 1 intermédiaire de son représentant Juan Andrade préconisait une politique étrangère conforme aux principes de la S.D.N.

(11) Cf. les notes de la lettre du 12 avril, n. 10, p. 176 et 12, p. 177. Pour une fois — le fait est assez rare pour qu'on puisse le souligner — Trotsky utilise deux paragraphes d'une de ses lettres pour en faire des notes dans un article.

[AVANT LA RÉUNIFICATION EN BELGIQUE] (1)

(8 avril 1936)

Cher Camarade Vereeken (2),

Je vous remercie pour l'envoi des derniers documents et je me réjouis du rapprochement entre votre organisation et l'A.S.R. (3). Voici quelques remarques de ma part.

1) Je ne vois aucune utilité d'une longue discussion préalable à la fusion. Les deux organisations ne sont pas tombées du ciel. Elles se connaissent suffisamment. Les bases nécessaires pour la fusion sont données par l'expérience. On aboutira à la précision programmatique dans l'organisation unifiée par les efforts communs.

2) Ce qui me semble absolument stérile, c'est de recommencer une discussion abstraite sur la « manière d'aborder les masses ». Le seul argument qui aura de l'importance, ce sont les chiffres. Les adhérents de chaque côté. C'est la meilleure vérification de la « manière d'aborder les masses ».

3) Commencer l'action commune ou la fusion par des considérations sur le « danger de dégénérescence » me paraît caractéristique de l'esprit sectaire. Il n'y a pas de recettes spé-

(1) Lettre à G. Vereeken, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10723, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Georges Vereeken (cf. n. 3, p. 146) aspirait à la réunification avec les trotskystes qu'il avait quittés lors de leur entrée dans le P.O.B. en 1935. Il venait d'envoyer à Trotsky une série de documents en vue de l'unification entre son groupe de la L.C.I. et l'A.S.R.

(3) Walter Dauge, porte-parole de l'A.S.R., venait d'annoncer dans son journal le 4 avril qu'il refusait de signer le programme électoral du P.O.B., ce qui était le signal de son exclusion et de celle de ses partisans. La scission signifiait *ipso facto* la fusion A.S.R.-L.C.I. C'était en effet la majorité « entristée » de la section belge qui, après sa rupture avec Vereeken, avait construit l'A.S.R. et gagné Dauge dans le P.O.B., et les « non-entristés » pour leur part se réjouissaient de la « sortie » des « entristés ».

ciales contre la dégénérescence. Il s'agit maintenant d'aborder les masses effectivement par une action vigoureuse.

4) La formule de la « lutte commune contre la guerre et le fascisme » me paraît un peu empruntée aux staliniens. La lutte contre la guerre et le fascisme, c'est la lutte pour la révolution sociale. Elle englobe toute notre activité. Si la base existe pour la lutte commune contre la guerre et le fascisme, elle existe par là-même pour la fusion.

5) Quant au nom du nouveau parti, il faut bien constater que les dénominations de « communiste » et de « socialiste » sont bien compromises. Ne pourrait-on se déclarer « parti ouvrier de la révolution sociale » ? On devrait selon moi aussi appeler la IV^e Internationale « parti mondial de la révolution sociale ».

**[QUELQUES REMARQUES
A UN CAMARADE ANGLAIS] (1)**
(8 avril 1936)

1) Que les centristes se servent de nos idées pour nous combattre, c'est là un coup classique du centrisme qui ne démontre cependant *nullement* que ces gens se rapprochent *réellement* de nous. Chez les éléments jeunes et sincères, cela peut arriver. Mais chez les vieux routiers, c'est seulement la manifestation de leur absence invétérée de principes et de leur « savoir-faire » bureaucratique (2).

2) Les quarante-trois (!) scissions (3) : si on examine l'histoire de l'I.L.P. depuis le moment de sa sortie du L.P. elle n'est rien d'autre qu'une suite de scissions, de séparations, de départs, de désertions, etc. Si on les comptait toutes, on en trouverait beaucoup plus de quarante-trois. La différence est seulement que chez nous les séparations sont toujours la manifestation de la lutte programmatique ou politique, de sorte qu'en s'appuyant sur les documents on peut facilement les dénombrer et les numérotter. Avec l'I.L.P. comme avec le S.A.P. au contraire, tout se passe dans la confusion, l'incohérence et la dissimulation. C'est pourquoi ces braves gens peuvent *croire* qu'ils sont tombés de vingt-cinq mille membres à trois mille sans aucune « scission ». Notre méthode a au moins deux avantages : a) les membres v

(1) Lettre à un destinataire inconnu, Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'anglais. Cette lettre ne se trouve pas dans les copies des papiers d'exil ; son contenu suggère pourtant qu'elle était adressée à un dirigeant du Marxist Group à l'intérieur de l'I.L.P.

(2) Il est tout à fait évident que c'est Fenner Brockway qui est visé ici, et, derrière, les illusions de ceux des militants du Marxist Group qui espéraient le gagner.

(3) Trotsky répond ici à une lettre — que nous ne connaissons pas — où se trouvaient mentionnés les arguments antitrotskyistes classiques : le chiffre de « quarante-trois scissions » avait été avancé par Boris Goldenberg dans la polémique du S.A.P. contre Trotsky.

apprennent quelque chose ; b) nous y gagnons en nombre. La méthode de l'I.L.P. et du S.A.P., en cachant la réalité, n'apporte rien à personne et ne sauve pas ces partis de leur décadence.

3) Le projet de transformer l'I.L.P. en un parti révolutionnaire *doit désormais à mon avis être considéré comme utopique*. Pour le parti révolutionnaire (4), il faut construire une perspective indépendante.

(4) Telle avait été la perspective initiale de l'entrée des trotskystes dans l'I L P Mais la dégénérescence de ce dernier avait reposé le problème là majorité du Marxist Group n'était pas encore convaincue et attendait la conférence nationale de l'I.L.P. qui devait se tenir quelques jours plus tard.

**[POUR UNE COMMISSION DE CONTROLE
CONTRE NAVILLE] (1)**
(8 avril 1936)

Chers Camarades,

Je vous ai envoyé une copie de ma lettre personnelle à un sympathisant de *La Commune* (2). J'ai annoté cette copie comme strictement confidentielle et seulement destinée au secrétariat. Il s'avère que le camarade Naville s'est emparé de cette lettre et en a donné lecture à la conférence de *La Commune* en désignant la lettre comme une réponse à Meichler, ce qui est absolument faux et même absurde (3).

Je vous ai écrit que j'attendrai un certain temps pour donner au C.C. de la section française la possibilité de se prononcer sur l'attitude de Naville et de ses comparses s'il en avait. Je n'ai reçu aucune information. Je ne suis nullement disposé à tolérer que les documents confidentiels destinés à l'organisme dirigeant soient volés et divulgués.

Je demande la nomination immédiate d'une commission de contrôle contre le camarade Naville. Je propose pour cette commission les camarades Fischer, Biline et Dubois (4). Je ne

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8037, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Il s'agit d'une lettre adressée par Trotsky à Henri Molinier le 1^{er} mars (cf. p. 31-33). Trotsky en avait envoyé copie au S.I. le 4 mars sans en indiquer le destinataire (cf. p. 39).

(3) Jean Meichler n'avait pas avec Trotsky les relations personnelles qu'avait Henri Molinier.

(4) Il s'agissait d'Otto Schüssler (cf. n. 2, p. 35), de Robert CABY, dit BILINE (né en 1905), l'écrivain et artiste qui correspondait avec Trotsky, et enfin d'un membre du secrétariat international. DUBOIS était en effet le pseudonyme de l'allemande Ruth FISCHER (de son vrai nom Elfriede EISLER, qui avait acquis la nationalité française en devenant Mme PLEUCHOT) (1895-1961) : ancienne dirigeante de la gauche, puis du K.P.D. lui-même, liée à Zinoviev, elle s'était rapprochée de l'Opposition de gauche en 1933 et avait été cooptée en janvier 1935 au S.I. en

me risque pas à proposer un membre du C.C., ne sachant pas leur attitude en l'occurrence.

Je me réserve le droit d'exposer ce fait en temps utile devant la section française et peut-être même devant les directions des autres sections. Mon opinion, voyez-vous, est qu'on ne peut créer une organisation révolutionnaire avec le ciment du cynisme surréaliste (5). Au contraire, il faut de la confiance réciproque, surtout quand il s'agit des organismes dirigeants.

dépit de l'opposition résolue des dirigeants de la section allemande. Elle avait en réalité cessé de venir au S.I. depuis la discussion sur l'entrée du W P.U.S. dans le parti socialiste américain, mais en était encore formellement membre.

(5) Trotsky fait ici allusion au passé « surréaliste » de Naville^{.XT} ce qui était fréquent dans l'organisation, mais rare sous sa plume à lui.

[UN BON PRÉSAGE] (1)

(9 avril 1936)

Chers Camarades (2),

Votre lettre du 31 mars 1936 m'a vraiment réjoui comme un présage de notre future collaboration dans votre pays comme à l'échelle internationale.

Je ne veux pas ici revenir sur le passé, car je dois admettre que, dans l'histoire de la scission, Vitte (3), l'ancien membre du secrétariat international, lequel nous a d'ailleurs quittés depuis longtemps, a joué un rôle assez malfaisant.

Les principaux points que je retiens de votre lettre sont les suivants :

1) Vous restez entièrement sur le terrain des principes et de la politique des bolcheviks-léninistes.

2) Vous voulez vous placer, comme fraction à l'intérieur du Labour Party, sur le terrain de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale » — bien que, du fait du régime policier

(1) Lettre à Jack et camarades, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7681, et Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

(2) Les éditeurs des *Writings* 1935-36 indiquent à tort que « Jack » désignait Jack Winnocour, un militant américain résidant en Angleterre. En fait, Winnocour était anglais et n'a pu avoir aucun rapport avec ce texte. « Jack » était le nom de code que le groupe Dewar avait choisi de préférence à « Edgar », suggéré par Trotsky (cf. vol. 8, p. 112). La lettre est adressée à l'ancienne « majorité » de la Communist League.

(3) VITTE était le pseudonyme de Mitsos YOTOPOULOS (1901-1965) militant des J.C. en 1921, devenu en 1924 le principal dirigeant de l'Archiomarxisti Organosi de Grèce ; il avait été membre appointé du S.L à Berlin en 1932 puis à Paris en 1933. En visite en Grande-Bretagne en 1933, il lui fut reproché par le S.L et par Trotsky d'avoir déformé leur proposition d'entrée dans l'I.L.P. Il était revenu en Grèce au lendemain de la scission de la Ligue française et de la naissance de l'Union communiste formée par ses alliés du « groupe juif » (*Œuvres*, 3~). L'organisation grecque avait également fait scission en 1934. Le groupe dirigé par Vitte avait alors rejoint le bureau de Londres.

de la bureaucratie travailliste, vous ne le fassiez pas publiquement.

3) Vous êtes prêts à mettre en place un comité de contact avec le Marxist Group afin qu'une collaboration vivante entre vous prépare le plus vite possible la fusion qui doit être réalisée.

4) Vous souhaitez entrer sans tarder en relation régulière avec le secrétariat international.

Je communique à présent notre correspondance au secrétariat international et je suis certain que le secrétariat international ne pourra que se féliciter comme moi de ces propositions. J'espère que notre collaboration sera désormais intense et féconde.

Pour l'engager sans plus attendre, je voudrais vous poser une question sur la Socialist League. Considérez-vous comme correct que nos camarades agissent dans la Socialist League, c'est-à-dire sous le drapeau de MM. Cripps (4) et consorts ? Naturellement, je ne suis pas — et de loin ! — suffisamment informé de la situation à l'intérieur du Labour Party et de la Socialist League. Toutefois, pour autant que je sache, le sieur Cripps est un excentrique d'une extrême confusion, capable de flirter aujourd'hui avec la révolution et de se traîner demain sur le ventre devant le roi. La Socialist League n'est pas une *organisation de masse*, mais une fraction, c'est-à-dire une collection d'individus à l'image du sieur Cripps lui-même. Toute l'expérience montre qu'on peut travailler avec succès dans une organisation de *masse* en se constituant en groupe indépendant qui s'oppose à l'ensemble des fractions centristes. Mais si l'on s'agrége à une fraction *centriste*, on perd facilement sa propre physionomie et on se prive de la possibilité d'un véritable travail révolutionnaire dans les masses. Si vous m'apportiez des éclaircissements sur cette question, je vous en serais très reconnaissant.

Le *travail dans la jeunesse* me paraît être le *plus important et le plus prometteur* pour la IV^e Internationale. Dans ce

(4) Sir Stafford CRIPPS (1889-1952), issu d'une famille de petite noblesse, avait été élu député du Labour en 1929. Après la désaffiliation de l'I.L.P., il avait participé en 1932 à la fondation de la Socialist League, affiliée au Labour Party, qui regroupait essentiellement les membres de l'I.L.P. qui avaient refusé la désaffiliation. La question de Trotsky — qui se dit ignorant, mais n'est pas innocent — n'est pas fortuite • Reg Groves, l'ancien animateur du Balham Group, puis de la section britannique et enfin de la majorité lors de sa scission de 1933-34, était membre de la Socialist League depuis 1934 et l'un de ses dirigeants à Londres.

domaine, on devrait, je crois, commencer immédiatement le travail commun avec le Marxist Group (5).

(5) Trotsky conserve ici le silence sur le Bolshevik Leninist Group du Labour Party qu'animait l'ancien dirigeant du Marxist Group D.D. Harber, et qui était en train de devenir le principal centre de regroupement des B.L. britanniques. Cette allusion semble pourtant indiquer qu'il était parfaitement au courant de ce développement : il l'était d'ailleurs puisque P.J. Schmidt avait rencontré D.D. Harber et le lui avait écrit et que, par ailleurs Kenneth Johnstone le tenait au courant de l'activité de ce groupe dont il était depuis mars.

**[L'INCOHÉRENCE
DE LA SECTION FRANÇAISE] (1)**
(9 avril 1936)

Chers Camarades,

On me demande de vous donner mon avis sur les conclusions de la commission d'enquête sur le cas R(aymond) M(olinier) (2). Je me suis déjà prononcé là-dessus. Il eut fallu au *moment de l'exclusion* de Raymond Molinier donner une explication *politique*. On ne l'a pas fait. Par une série de fautes, on a permis à Raymond Molinier de créer une nouvelle organisation qui agit sous le drapeau de la IV^e Internationale (3). Maintenant, avec un retard de presque quatre mois, on veut publier un document qui concerne non le membre de *notre* section mais le chef d'une organisation indépendante. Cette publication ne serait que la manifestation de l'impotence politique. Tout le monde va objecter : pourquoi ne l'avez-vous pas dit quand il était membre de votre organisation et au moment où vous l'avez exclu ? Pourquoi lancez-vous toutes ces accusations maintenant quand il a réussi à monter une boutique concurrente ? On ne peut pas réparer les conséquences néfastes d'une politique fausse et contradictoire pendant presque une année d'un seul coup. Il faut au moins savoir supporter les conséquences de ses propres fautes et préparer patiemment la revanche.

Mais malheureusement l'incohérence est la seule loi de la section française. On veut faire une lourde bêtise de plus. Quant à moi, je dégage totalement ma responsabilité.

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8038, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Il s'agit de la commission d'enquête décidée par le C.C. du G B.L. sous la pression de ceux qui ne voulaient à aucun prix d'une réunification comprenant R. Molinier.

(3) Le 7 mars 1936, Raymond Molinier et ses camarades avaient tenu une conférence qui avait donné naissance au P.C.I. (parti communiste internationaliste), « section française de la IV^e Internationale ».

[POUR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE] (0)

(11 avril 1936)

Chers Camarades,

Nous avons reçu de certains camarades une très intéressante proposition de conférence internationale au Luxembourg (2). Le groupe en question pourrait l'organiser pour fin septembre ou pour octobre ou pour début novembre. La conférence ne devrait pas être trop nombreuse ; il n'est pas question d'aller au-delà de quinze participants. Pour bien préparer la conférence, il faudrait constituer une commission politique qui tiendrait quelques séances avec Crux déjà (3) au cours de l'été (environ sept participants). La *préparation politique générale* doit se faire sous la direction du secrétariat international et du secrétariat d'Amsterdam, tandis que la *préparation organisationnelle* serait confiée à un « bureau technique de convocation de la conférence », afin que le travail se fasse dans le strict respect des règles de la clandestinité (proposition de Crux pour la composition du bureau : Keller, Adolphe, Braun (4)). Il va de soi que la plus grande discrétion est absolument impérative. Il ne peut s'agir, de toute façon, d'une conférence élue selon les règles démocratiques.

Pour la composition de la commission politique dont il est question plus haut, il est indispensable que ses membres disposent de la plus grande liberté de mouvement (passeports, moyens financiers, temps libre, etc.), car il leur faudra être prêts à

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8039, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Le Luxembourg semble désigner la Suisse d'après le code proposé en bas de cette lettre.

(3) Crux désignant Trotsky, cette commission politique ne pourrait se tenir qu'en Norvège.

(4) Keller = Jan Frankel, Adolphe = Rudolf Klement, Braun = Erwin Wolf. Le premier était à Prague, le second à Paris, le troisième à H0nefoss.

faire le voyage de Copenhague pour y rencontrer Crux déjà pendant les mois d'été (5). La commission politique devrait comprendre : un ou deux Hollandais, un ou deux Belges (Lesoil, Dauge), un Français, un Allemand, un représentant de la jeunesse, si possible un Américain. Pour le cas où la participation des Américains est impossible à cause de leur entrée dans le parti socialiste, ils doivent confier leur mandat moral à un membre de la commission ou à la commission tout entière, de façon qu'on puisse publier les projets avec au moins l'assentiment moral des Américains. Il faut cependant empêcher que ce mandat aille à quelqu'un qui a commis une indiscretion criminelle. Tout repose sur la discrétion et on ne peut en attendre de gens bohèmes ou cyniques. Pour la conférence proprement dite, chaque section pourra et devra naturellement envoyer un délégué. Les groupes sympathisants, des délégués avec voix consultative. Mettez les Hollandais au courant du contenu de cette lettre, mais sans mentionner le Luxembourg. Nous informerons les Américains d'ici. Prière de convoquer immédiatement une réunion extraordinaire du secrétariat international et de répondre rapidement.

Pour Adolphe seulement :

Code pour les lettres et télégrammes à venir (6) :

Bureau technique pour la convocation de la conférence : bureau.

Commission préparatoire : commission de rédaction : commission.

Conférence : séance de rédaction : session.

Employés du bureau : Keller, Nicolle, Adolphe.

Oslo : Berne ; Hpnefoss : Davos ; Paris : Genève ; Bruxelles : Zürich ; Amsterdam : Lausanne ; Copenhague : Lucerne ; Luxembourg : Schaffhouse ; Prague : Bâle ; Reichenberg : Neuchâtel.

Crux : Lund ; Sneevliet : Thomson ; Held : David ; Cannon : Nagel ; Durand : Dix ; Muste : Erik ; Dauge : Eugène ; Lesoil : Lematta ; Voznesen ; Nepp ; Davis ; Clart (7).

(5) Copenhague, qui relève de l'ancien « code », désigne H0nefoss.

(6) 11 y avait incontestablement un risque à envoyer par lettre un code en clair.

(7) On peut relever que, dans les équivalences ci-dessus, certaines sont de pseudonyme à pseudonyme et qu'aucun nom n'apparaît en clair ; c'est le cas de Trotsky lui-même (Crux, Lund), de Sedov (Durand, Dix), de Heinz Epe (Held, David).

[QUE DOIVENT FAIRE LES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES EN ESPAGNE] (1) (12 avril 1936)

La situation en Espagne est de nouveau révolutionnaire.

La révolution espagnole s'est développée sur un rythme très lent. Les révolutionnaires ont ainsi bénéficié d'un délai relativement important pour rassembler autour d'eux l'avant-garde afin d'être à la hauteur de leur tâche au moment décisif. Aujourd'hui, nous devons dire ouvertement que les « communistes de gauche » espagnols ont complètement laissé passer ce délai très favorable et qu'ils ne se sont en rien révélés meilleurs que les traîtres socialistes et communistes (2). Les avertissements

(1) T 3913. Ce texte, traduit de l'allemand, est reproduit ici avec l'autorisation des Editions de Minuit. Il est daté du 12 avril 1936 et non du 22 comme indiqué par erreur dans *La Révolution espagnole*. Il est porté à Harvard sur le catalogue de l'ancienne partie « ouverte » comme « lettre à un ami espagnol ». Nous avons discuté la question de son destinataire dans *La Révolution espagnole*, n. 1, p. 292. L'étude des dossiers de cette période à Harvard nous permet d'apporter quelques précisions par rapport à nos conclusions de l'époque. Il ne s'agit pas de la lettre adressée à Garcia Palacios (que nous avons retrouvée et publions dans ce même volume). Il ne s'agit pas non plus d'une lettre à un membre du P.O.U.M. Il reste la possibilité d'une lettre aux anciens membres de la section espagnole entrés à Madrid dans les jeunesses socialistes (Julio Cid, Quesada), des militants avec lesquels le S.I. avait un contact intermittent selon la correspondance de Klement. Rien n'est venu étayer l'hypothèse selon laquelle cette lettre était adressée à l'ancien militant de la I.C.E. Federico Vázquez, dit Arien. Il faut enfin noter que, dans le post-scriptum de sa lettre du 3 avril 1936, Leonetti avait réclamé à Trotsky « un complément à l'article sur la trahison du P.O.U.M. » en arguant précisément du tournant effectué par *La Batalla* sur la question du Front populaire. Ce dernier élément nous inciterait plutôt à penser qu'il s'agit en réalité de ce « complément » rédigé sous forme de « lettre à un ami ».

(2) C'est en 1932 que l'Opposition de gauche espagnole avait pris le nom de « Gauche communiste * (Izquierda comunista) ce que Trotsky n'avait guère apprécié : c'était le terme de « bolchevik-léniniste » qui avait en effet été prévu pour toutes les sections, et en revanche celui de

ne leur ont pourtant pas manqué ! Et la culpabilité d'un Andrés Nin ou d'un Andradc (3) n'en est que plus grande. Avec une politique juste, la Gauche communiste aurait pu se trouver aujourd'hui, en tant que section de la IV^e Internationale, à la tête du prolétariat espagnol. Au lieu de cela, elle végète dans l'organisation confusionniste d'un Maurin (4), sans programme, sans perspective, sans aucune importance politique. L'action des marxistes en Espagne commence par la condamnation de l'ensemble de la politique des Andrés Nin et Andrade, qui était et qui demeure non seulement erronée mais criminelle.

Que signifie la destitution du président Alcalá Zamora (5) ? Elle signifie que l'évolution politique est de nouveau entrée dans une phase aiguë. Zamora constituait pour ainsi dire le pôle stable des sommets dirigeants. Bien que dans des conditions différentes, il jouait le rôle qui fut pendant un certain temps

« Gauche communiste » était le nom d'une organisation dissidente en France.

(3) Andrés NIN Pércz (1892-1937), ancien instituteur catalan, secrétaire national de la C.N.T. en 1920, avait été son délégué à Moscou où il était resté comme secrétaire de l'internationale syndicale rouge. Membre du parti bolchevique, du soviet de Moscou il avait rejoint en 1923 l'Opposition de gauche et avait été membre de la « commission internationale » de l'Opposition unifiée en 1926-27. Expulsé d'U.R.S.S. en 1930, il avait entretenu avec Trotsky une abondante correspondance jusqu'en 1933 où la rupture personnelle entre les deux hommes avait été couronnée par un texte de Trotsky sur « Les Méthodes inadmissibles de Nin ». Contrairement à une interprétation très répandue, la participation de la I.C.E. à la création du P.O.U.M. en septembre 1935 et l'adhésion de ce dernier au bureau de Londres n'avait pas provoqué de rupture entre les Espagnols et le S.I. La rupture fut consommée seulement quand le P.O.U.M. signa le pacte électoral des gauches, Trotsky répliquant par son article « La Trahison du P.O.U.M. » (*Œuvres*, 8, p. 132-137). Juan ANDRADE Rodriguez (né en 1897), dirigeant des J.S. après la guerre, avait fondé le premier P.C. en Espagne. Exclu en 1927, il avait rejoint l'Opposition de gauche. Très connu sur le plan international, auteur de bons livres et excellent journaliste, il était l'un des dirigeants du P.O.U.M. à Madrid — un des bastions de sa < gauche ».

(4) Trotsky ne considère pas le P.O.U.M. comme une organisation nouvelle, mais comme le « Bloc » de Maurin sous une étiquette nouvelle.

(5) Niceto ALCALA ZAMORA y Torres (1877-1949), politicien monarchiste sous la monarchie, fut le premier président du conseil de la République, puis le premier président de la République, sans pour autant cesser d'être attaché au catholicisme et au conservatisme. Il avait cependant provoqué la colère de l'extrême-droite en empêchant certaines de ses initiatives, bien qu'il ait contribué à tout l'arsenal répressif. Quand les gauches votèrent sa déposition, le 7 avril, la droite s'abstint, et il fut donc déposé par 238 voix contre 3. Dans *La Batalla* du 1^{er} mai, un ancien militant de la I.C.E., José Luis Arenillas, analysait sa déposition non comme un signe du mûrissement de la crise révolutionnaire, mais comme < une farce ».

celui d'Hindenburg (6) en Allemagne, à l'époque où la réaction — nazis compris — d'une part, et la social-démocratie de l'autre plaçaient leurs espoirs en lui. Le bonapartisme des temps modernes est l'expression de l'extrême exacerbation des contradictions de classe dans une période où elles n'ont pas encore conduit à la lutte *ouverte*. Le bonapartisme peut trouver son point d'appui dans un gouvernement quasi-parlementaire ou dans un président « au-dessus des partis » : cela ne dépend que des circonstances. Alcalá Zamora était le représentant de cet équilibre bonapartiste. L'exacerbation des contradictions a conduit les deux camps à chercher d'abord à l'utiliser, puis à se débarrasser de lui. Les droites n'ayant pas réussi en leur temps, c'est maintenant le Front populaire qui y est parvenu. Mais cela signifie le début d'une *période révolutionnaire aiguë*. La profonde effervescence dans les masses, les explosions incessantes de violence, démontrent que les ouvriers des villes et des campagnes, ainsi que les paysans pauvres, si souvent dupés, poussent de toutes leurs forces, encore et toujours, vers la solution révolutionnaire. Quel est, face à ce puissant mouvement, le rôle du Front populaire ? Celui d'un gigantesque *frein*, construit et manié par des traîtres et de fieffées canailles. Et, hier encore, Juan Andrade a signé le programme particulièrement infâme de ce Front populaire (7) !

Après la destitution d'Alcalá Zamora, c'est Azana (8) qui, la main dans la main du nouveau président de la République, va avoir à assumer le rôle du pôle bonapartiste stable, c'est-à-dire essayer de s'élever au-dessus des deux camps afin de mieux diriger les armes de l'Etat contre les masses révolutionnaires qui l'ont hissé au pouvoir. Mais les organisations ouvrières demeurent parfaitement prisonnières des filets du Front populaire. Dans ces conditions, les convulsions des masses révolutionnaires — sans programme et sans direction digne de leur confiance — risquent d'ouvrir toute grande la porte à la dictature contre-révolutionnaire.

Que les ouvriers poussent dans la direction de la révolution, c'est prouvé par le développement de toutes leurs organisations, en particulier par celui du parti socialiste et des jeu-

(6) Paul von Beneckendorff und von HINDENBURG (1847-1934), Feldmarschall, ancien chef de l'Armée impériale pendant la guerre avait été élu président du Reich en 1925 et réélu en 1932.

(7) Cf. *Œuvres*, 7, p. 115-120.

(8) En fait, Azana, chef parlementaire indiscuté du Front populaire, allait lui-même succéder à Alcalá Zamora à la présidence.

de l'entrée des bolcheviks-léninistes dans le parti socialiste (9). Les Andrés Nin et Andrade ont repoussé cette proposition avec le mépris de philistins conservateurs : ils tenaient avant tout à leur « indépendance » parce qu'elle leur assurait leur tranquillité et ne les engageait à rien. L'adhésion au parti socialiste en Espagne aurait pourtant abouti, dans les conditions données, à des résultats infiniment meilleurs qu'en France par exemple — à condition toutefois que l'on ait réussi à éviter les énormes erreurs commises par les camarades de la direction française, bien entendu. Depuis, Nin et Andrade ont fusionné avec le confusionniste Maurin pour courir avec lui derrière le Front populaire (10). Cependant les ouvriers socialistes qui aspirent à la clarté révolutionnaire ont été victimes des escrocs staliens. La fusion des deux organisations de jeunesse signifie que les mercenaires de l'internationale communiste vont abuser des meilleures énergies révolutionnaires et les détruire (11). Et les « grands » révolutionnaires Andrés Nin et Andrade se tiennent

(9) Cf. *Œuvres*, 4, *passim*. La direction de la I.C.E. avait une première fois repoussé la proposition de Trotsky à la quasi-unanimité en septembre 1934, sur un rapport de Enrique FERNANDEZ SENDON, dit FERSEN. Mais ce dernier, emprisonné à Madrid après les journées d'Octobre avec de jeunes militants socialistes, s'était convaincu de son erreur et avait repris les propositions qu'il avait fait repousser. La direction — notamment Nin — avait proposé un compromis : « regroupement révolutionnaire » en Catalogne, c'est-à-dire participation au P.O.U.M., mais, partout ailleurs, entrée dans le P.S.O.E. et les LS. Ces propositions se heurtèrent à l'opposition des militants de Madrid qui exigèrent une solution « unitaire », identique pour tous les militants. C'est ainsi que les non-catalans de la I.C.E. entrèrent également au P.O.U.M.

(10) Allusion à la fondation du P.O.U.M. le 25 septembre 1935 au cours d'une conférence clandestine à Barcelone, et à la signature, le 15 janvier 1936, du programme électoral des gauches par le P.O.U.M.

« Le tournant de *La Batalla* à l'égard du Front populaire ne peut nous inspirer aucune confiance. On ne peut pas dire le lundi que la Société des Nations est une bande de brigands et inviter le mardi les électeurs à voter pour le programme de la S.D.N., pour expliquer le mercredi qu'il ne s'agissait la veille que d'une manœuvre électorale et qu'on va reprendre son véritable programme. L'ouvrier sérieux doit se demander : que vont dire ces gens jeudi ou vendredi ? Maurin semble l'incarnation du petit-bourgeois révolutionnaire agile, versatile et superficiel. Il n'étudie rien, comprend peu et sème la confusion ». (Note de Trotsky.)

(11) La fusion entre les jeunesses communistes et les jeunesses socialistes d'Espagne s'était effectuée à partir d'une conférence commune le 1^{er} avril 1936 sur la base des recommandations d'une « commission d'unification » et sans que les congrès des deux organisations aient été réunis avant. En fait, la clé de l'opération était détenue par les dirigeants des J. S. autour de Santiago Carrillo. Ce dernier était-il déjà organisé en secret dans le P.C. ? Il était en tout cas acquis à la politique de Moscou et allait être le grand « stalinisateur » des jeunesses.

à l'écart, afin de mener avec Maurin une propagande parfaitement inopérante en faveur de la « révolution démocratique-socialiste », c'est-à-dire en faveur de la trahison social-démocrate (12).

Personne ne peut prévoir l'aspect que revêtira en Espagne la prochaine période. Le flux qui a porté la clique du Front populaire est trop puissant en tout cas pour pouvoir reculer à brève échéance et pour abandonner à la réaction le champ de bataille. Les éléments authentiquement révolutionnaires disposent encore d'un certain délai, vraisemblablement assez bref, pour prendre conscience, pour se rassembler, pour préparer l'avenir. Et cela concerne au premier chef les partisans espagnols de la IV^e Internationale. Leurs tâches sont claires comme le jour :

1) Condamner et dénoncer impitoyablement devant les masses la politique de *tous* les dirigeants qui font partie du Front populaire.

2) Comprendre à fond et placer clairement sous les yeux des ouvriers avancés le rôle pitoyable joué par la direction du « parti ouvrier d'unification marxiste », en particulier celui des anciens « communistes de gauche » comme Andrés Nin, Andrade, etc.

3) Se rassembler autour du drapeau de la IV^e Internationale sur la base de la < Lettre ouverte ».

4) Adhérer au parti socialiste et à la jeunesse unifiée, afin d'y travailler en tant que fraction dans l'esprit du bolchevisme.

5) Créer des fractions et des cellules dans les syndicats et autres organisations de masses.

6) Diriger l'essentiel de leur attention vers les mouvements spontanés ou semi-spontanés, étudier leurs traits généraux,

(12) Marx écrivait en 1876 que le terme de « social-démocrate » n'était pas correct : on ne peut placer le socialisme sous le contrôle de la démocratie. Le socialisme — ou le communisme — nous suffit ; la « démocratie » n'a rien à y voir. Depuis, la révolution d'Octobre a démontré avec vigueur que la révolution socialiste ne peut s'effectuer dans le cadre de la démocratie. La révolution < démocratique » et la révolution socialiste se trouvent des deux côtés opposés de la barricade. La III^e Internationale a confirmé cette expérience et l'a théorisée. La révolution « démocratique » est déjà faite en Espagne. Elle ressuscite avec le Front populaire. C'est Azana, avec ou sans Caballero qui personifie en Espagne, la « révolution démocratique ». La révolution socialiste se fera au cours d'une lutte implacable contre la « révolution démocratique » avec son Front populaire. Que veut dire cette « synthèse » de « révolution démocratique-socialiste » ? Rien. Seulement un galimatias éclectique. (Note de Trotsky.) Les notes 10 et 12, de Trotsky, sont reproduites du texte de la lettre adressée par lui le 8 avril à Leonetti (cf. p. 158-160).

c'est-à-dire se préoccuper de la température des masses, et non de celle des cliques parlementaires.

7) Etre présents dans toutes les luttes, afin de leur donner une expression claire.

8) Insister toujours pour que les masses constituent leurs comités d'action *ad hoc* (juntas, soviets) et les élargissent toujours plus.

9) Opposer le programme de la conquête du pouvoir, de la dictature du prolétariat et de la révolution sociale à tous les programmes hybrides à la Caballero ou à la Maurin.

Telle est l'unique voie réelle de la révolution prolétarienne. Il n'en existe pas d'autre.

[LA REVUE THÉORIQUE] (1)

(13 avril 1936)

Chers Camarades (2),

La revue ne saurait en aucun cas être dirigée par l'état-major rédactionnel et administratif de la section allemande, même si l'état-major rédactionnel devait faire droit à toutes vos exigences. Car il s'agit — du moins à mes yeux — d'un organe de la IV^e Internationale et nullement de celui de l'une de ses sections (la parution de cette revue donnerait d'ailleurs à la rédaction d'*Unser Wort* (3) l'occasion et en même temps la possibilité objective de consacrer davantage le journal à l'actualité allemande).

Personnellement, j'accepterais très volontiers la fonction de rédacteur responsable (4) si l'on me proposait ce poste. Je

(1) Lettre à A. Grylewicz, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8386, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) La lettre est adressée à Grylewicz et à « ses camarades » de la section allemande émigrés en Tchécoslovaquie. Anton GRYLEWICZ (1885-1971), ouvrier mécanicien, social-démocrate en 1912, blessé au front pendant la guerre, avait été après sa réforme, alors qu'il travaillait comme ouvrier, un des organisateurs de la classe ouvrière berlinoise, membre à la fois du réseau des « délégués révolutionnaires » et du parti social-démocrate indépendant. Adjoint du préfet de police de novembre 1918 à janvier 1919, il avait été responsable du parti indépendant pour le Grand-Berlin en 1920, puis responsable à l'organisation dans le Brandebourg. Membre du V.K.P.D. en 1921, il avait été l'un des dirigeants allemands qui avaient préparé à Moscou l'insurrection allemande — décommandée — d'octobre 1923. Exclu en 1927, il avait rejoint le Leninbund puis avait rompu avec Urbahns et participé en 1930 à la fondation de l'Opposition de gauche unifiée en Allemagne. Après l'avènement de Hitler, il s'était réfugié en Tchécoslovaquie. Trotsky veut discuter avec lui les problèmes posés par la mise sur pied de la revue théorique rendue possible par la contribution financière de Barton (cf. p. 144-145)).

(3) *Unser Wort* était l'organe de la section allemande, L.K.D. (Internationale Kommunisten Deutschlands) en exil.

(4) Expression allemande qui correspond à quelque chose comme rédacteur en chef ou directeur de la rédaction en France aujourd'hui.

n'entends pas cela seulement *de jure*, mais également *de facto*. Nous avons besoin d'un organe unique pour toutes les sections servant principalement et à façonner et à assurer l'homogénéité de notre politique internationale. Les actuelles centaines et centaines de lettres éparpillées et dispersées qui restent sans produire le moindre effet pourraient être remplacées par des articles, des notes, des gloses marginales etc., bien rédigées, qu'on publierait dans la revue. On pourrait mettre en place et former pour cela un état-major international de collaborateurs. A cette tâche, je pourrais consacrer l'année prochaine quelque chose comme le tiers ou la moitié de mon temps de travail. Comme il s'agit d'une revue mensuelle, l'état-major rédactionnel élargi ne serait nullement une fiction, car on peut organiser bien des choses par correspondance dans l'espace d'un mois et d'importants articles peuvent même être préparés et élaborés dans un délai de deux, trois mois au plus.

Au sujet de l'administration aussi, il serait possible de passer pour ainsi dire « officiellement » un accord avec votre groupe, car l'administration — dans de telles entreprises — est — toute mon expérience me le dit — au moins aussi importante que la rédaction.

Puisque vous êtes justement à discuter de cette question, ces considérations complémentaires ne seront peut-être pas sans utilité.

Si l'on se décide pour la revue, il faudrait que le premier numéro paraisse aux environs de septembre-octobre. Auparavant, toutes les modalités financières, rédactionnelles, administratives devraient être réglées avec toute la précision nécessaire. La bonne vieille pagaïe doit être éliminée d'emblée. Les autres problèmes la prochaine fois.

P.-S. La revue internationale ne doit pas naturellement être nécessairement allemande. Une revue française pourrait également être envisagée pour le cas où les Français et avec eux les Belges ne seraient pas en mesure de publier une revue parallèle en langue française. C'est là une éventualité à laquelle il faut encore aussi réfléchir.

P.-P.-S. Pour trancher cette question, l'un d'entre vous pourrait peut-être venir voir Crux à Copenhague où d'autres amis se trouveront au même moment dans le même but. Pour ma part, je proposerais éventuellement une rencontre fin mai ou début juillet, mais je suis aussi disposé à accepter toute autre date postérieure.

**[VERS LES JEUNES
ET LES ORGANISATIONS DE MASSE î] (1)**
(15 avril 1936)

Chers Camarades (2),

Je vous remercie pour votre lettre amicale. Je n'ai pas la moindre raison de douter de la sincérité de vos sentiments. Mais la politique ne se fait pas avec des sentiments personnels. Elle exige des principes justes, du courage et de la persévérance. Malheureusement ces trois principes faisaient et font défaut à la direction de la Izquierda comunista, sans parler de la direction du P.O.U.M. (3).

La situation en Espagne était extrêmement favorable à un groupement marxiste révolutionnaire. Pendant ces cinq années, un tel groupe, avec une politique juste, aurait pu devenir la force dominante en Espagne révolutionnaire. Malheureusement Andrés Nin, Andrade et les autres ont tout fait pour compromettre la situation. Ils prenaient les principes à la légère, esquivaient toute discussion sérieuse sur les devoirs révolutionnaires et cher-

(1) Lettre au rayon du P.O.U.M. de Madrid, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8072, avec la permission du Collège de Harvard. Ecrite en français. Un exemplaire traduit en néerlandais se trouve dans les archives Sneeveliet à l'institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

(2) Le responsable du rayon de Madrid du P.O.U.M. qui avait pris l'initiative d'envoyer à Trotsky une lettre de respectueux hommage était Luis GARCIA PALACIOS dit Roberto MARINER. Cet employé de banque avait été l'un des fondateurs et le tout premier secrétaire général des J.C. d'Espagne. Membre de l'Opposition de gauche depuis sa fondation, partisan de la constitution du P.O.U.M., il était resté attaché à Trotsky et à l'Opposition internationale comme, de façon générale, le rayon de Madrid qui se considérait lui-même comme « trotskyste ». L'envoi par Garcia Palacios d'une lettre à Trotsky provoqua une vive réaction de la droite du P.O.U.M. que Maurin, dit-on, eut peine à apaiser. En tout cas, Garcia Palacios se démit quelques semaines plus tard de toutes ses responsabilités.

(3) Rappelons qu'Izquierda comunista — Gauche communiste — était le nom de la section espagnole de l'Opposition de gauche, puis de la L.C.I., mais qu'elle s'était fondue dans le P.O.U.M. en 1935.

chaient toujours la ligne de moindre résistance. Ils se solidarisèrent de n'importe quelle confusion orientée contre la politique internationale des b.L (4). Us se sont liés contre la IV^e Internationale avec ce petit-bourgeois sans principes qui s'appelle Maurin. Les noms d'Andrés Nin et d'Andrade entreront dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol comme les noms de gens qui ont trahi leur drapeau.

Quant à vous, chers camarades, vous ne gagnerez jamais (le) P.O.U.M. à la politique marxiste, parce que ce n'est pas une organisation de masses, mais une formation sélectionnée autour de Maurin, de Nin, etc. L'expérience des cinq dernières années a démontré qu'il n'y a plus rien à chercher (de ce côté-là). C'est vers les *jeunes* et vers les *organisations de masses* que vous devez vous tourner. Il y a un an, vous aviez encore toutes les possibilités de gagner les jeunesses socialistes. C'est la politique passive et conservatrice de Nin et de Maurin qui vous en a empêché. Il faut commencer ce travail malgré le succès des stalinien. Il faut pénétrer dans les jeunesses en tournant le dos à Maurin, à Nin et autres. Autrement, tous vos beaux desseins resteraient des phrases creuses. Je vous parle en toute franchise parce que vous n'avez pas de temps à perdre.

Je vous envoie une lettre écrite en allemand à un camarade espagnol (5). Je vous prie (de) traduire cette lettre en espagnol et (de) la communiquer à tous les camarades susceptibles d'être intéressés par mon opinion (6).

P.-S. Je viens de recevoir *La Batalla* du 10 avril 1936 (7) avec cette formule, empruntée au journal bourgeois *El Liberal*, en manchette ; « El frente popular es la única garantía conservadora de España ». C'est tout à fait juste. Mais pourquoi le P.O.U.M. a-t-il aidé (à) construire cette garantie conservatrice ? Nin et Andrade n'auraient-ils pas compris de quoi il s'agit ?

(4) Trotsky reprochait notamment aux dirigeants de la section espagnole d'avoir soutenu successivement Landau, Mill, les gens de la Gauche communiste, plus tard Vereeken, Oehler, Naville, etc.

(5) Cf. n. 1, p. 173.

(6) Nous ignorons si c'est à la suite de la diffusion de ces deux lettres que se manifesta un autre ancien membre du C.C. de la I.C.E., Francisco ENGUIX, de Torrellano dans le Levante, se manifesta et écrivit au S.I. Mais Enguix fut fusillé aux premières heures du soulèvement de l'armée. Un seul vieux militant, à l'époque découragé et isolé, devait reprendre ensuite le contact : il s'agit d'Esteban BILBAO Urruza (1896-194?).

(7) C'était Alfonso Leonetti qui avait expédié ce numéro du journal du P.O.U.M. à Trotsky et le lui avait annoncé dans sa lettre du 3 avril.

Pourtant la littérature internationale des b.l. avait depuis longtemps analysé et dénoncé le mécanisme perfide du Front populaire. Or vos chefs, dans cette question comme toutes les autres questions importantes, ont choisi la voie de moindre résistance et du plus grand préjudice pour la révolution.

[TOUJOURS LE LAISSER-ALLER] (1)

(15 avril 1936)

Chers Camarades,

Votre lettre me montre malheureusement que les malentendus infestent toujours nos relations. Vous persistez dans l'idée que la commission Crux doit continuer d'exister. Mais vous ne dites rien sur ce qu'elle devrait faire à proprement parler. De mon côté, je ne vois aucune possibilité pour cette commission d'accomplir quoi que ce soit d'utile.

Pourquoi ai-je proposé cette commission à l'époque, c'est-à-dire il y a quelques mois, et pourquoi avais-je même auparavant proposé que les camarades en question viennent voir Crux à Copenhague (2) ? Parce qu'une grande incertitude régnait alors dans le camp de *La Commune*. On craignait beaucoup de ce côté-là d'être laissé au bord de la route et on nourrissait certain espoir que Crux, bien qu'il prenne l'offensive sur le terrain politique, resterait *objectif* sur le plan organisationnel et s'opposerait dans une certaine mesure aux désirs de vengeance personnelle de tel ou tel. C'est là-dessus et là-dessus seulement qu'on pouvait et qu'on devait fonder le travail de la commission Crux. C'est également dans cet esprit qu'avait été écrite ma lettre confidentielle à un partisan de *La Commune* (3) : « Votre situation est mauvaise ; livrés à vous-mêmes, vous n'arriverez à rien ; je ne peux pas vous aider, car je ne mène pas une politique personnelle, mais si vous revenez dans l'organisation commune, je suis prêt à vous prêter assistance. » Mais le fait que cette lettre soit tombée entre les mains d'un Naville et ait été utilisée par lui comme instrument de sa bataille personnelle a rendu

(1) Lettre confidentielle au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8040, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Copenhague, qui n'existe plus dans le nouveau code de correspondance, désignait H0nefoss dans l'ancien.

(3) Pour le texte intégral de cette lettre a Henri Mohnier, cf. p. 31-32.

la chose totalement impraticable. Car les gens ont maintenant la certitude qu'il s'agissait d'une *ruse* de ma part : cela apparaît clairement à la lecture des procès-verbaux qui vous ont été adressés (Pas de paix d'Oslo) (4).

Je ne prends l'histoire de la lettre que comme un exemple. C'est toute notre politique à Paris qui était *impraticable, inten-
nable, sans aucune perspective nette, sans aucun plan d'ensemble*. Chacun a cherché à exprimer ses états d'âme. Si on avait *hon-
nêtement* accepté la commission Crux il y a deux mois, elle aurait peut-être pu réparer 30 % des dégâts causés par la poli-
tique menée antérieurement. Au moment où l'on a eu recours à elle, non plus *de jure* mais *de facto*, c'est-à-dire il y a environ un mois, elle aurait peut-être pu encore en réparer de 10 à 15 %. Après l'histoire de la lettre et surtout après tout ce qu'a fait le comité central ces dernières semaines, la commission a été complètement paralysée. Pour regagner un minimum de confiance de l'autre côté, il faudrait maintenant raconter en public toute l'histoire, ce qui reviendrait à donner à Molinier ses meilleures cartouches contre le comité central. Telle qu'est actuellement la situation, la commission ne peut plus lever un doigt sans aggraver encore l'affaire et se discréditer elle-même.

Votre reproche : « Pourquoi n'a-t'on pas à l'époque exposé le plan de la commission au comité central ? » (5) est vraiment incroyable et caractéristique de tout le laisser-aller qui règne dans le travail à Paris. En premier lieu, le plan n'était pas quelque chose de fixe et de préparé, mais il devait être en permanence adapté aux circonstances. Et puis, de toute façon, les gens de Paris devaient avoir suffisamment confiance pour se rendre compte d'emblée que, quand on entreprend un travail à ce point répugnant et lamentable, c'est qu'on a tout de même quelque chose en tête ! Ils auraient pu au moins attendre un peu, une fois qu'ils avaient si profondément embourbé la char-
rette. Et en second lieu — c'est là le plus important — le plan n'avait de sens, dans ses grandes lignes, que si on ne commen-
çait pas à bavarder à son sujet dans tous les coins. S'il est une chose vraiment risible, c'est de songer que, si on avait commu-
niqué le plan au comité central, Molinier aurait pu ne pas le

(4) En français dans le texte. Il y a probablement une allusion à ce que l'on avait appelé en 1930 dans la section française la < paix de Prinkipo > conclue sous l'égide de Trotsky entre Rosmer et Molinier et aussitôt rompue... en France.

(5) Telle était la réponse du S.I. devant l'exposé par Trotsky du plan qu'il était censé avoir rendu impossible.

connaître dans les vingt-quatre... *minutes* (6) et ne pas le publier dans son bulletin. Pour ma part, je n'ai fait connaître qu'une partie du plan, j'ai seulement donné un « tuyau » par ma lettre à un partisan de *La Commune*, que j'avais adressée non au comité central, mais au secrétariat international, et encore de manière ultra-confidentielle. Et le résultat ? Naville lit cette lettre devant la conférence de *La Commune*. Cela signifie que, malgré toute ma prudence, j'avais encore trop de confiance à l'égard de ces gens.

A présent, le comité central doit agir *de sa propre initiative* puisqu'il a gaspillé de manière criminelle le capital de Copenhague. Une intervention de Crux n'est évidemment pas exclue par la suite, mais il faut attendre un *nouveau* tournant de la situation. La grande naïveté politique de nos amis parisiens consiste à croire qu'on pourrait répéter toujours et en toutes circonstances le même geste et obtenir les mêmes résultats. Quand on a laissé passer une situation favorable, il faut parfois attendre très longtemps avant qu'une autre se présente. Si on considère la politique du comité central sur l'année écoulée, on peut écrire un livre entier sur la meilleure manière de manquer les occasions. Ces choses relèvent de la même catégorie, par exemple de l'art qui consiste à contraindre son adversaire à vous mettre échec et mat.

(6) Il y avait bien des interférences entre les deux groupes rivaux : la principale était tout de même que Léon Sedov, membre du S.X. et soutien ou « tuteur » du C.C. français, vivait avec Jeanne Martin, qui était membre du P.C.I. de Molinier.

LA NOUVELLE CONSTITUTION DE L'U. R. S. S. (1) (16 avril 1936)

La suppression des soviets

On travaille actuellement dans les murs du Kremlin au remplacement de la Constitution soviétique par une nouvelle Constitution qui sera, selon les déclarations de Staline, Molotov (2) et autres, « la plus démocratique du monde ». Il est vrai que la manière dont on élabore cette Constitution est de nature à éveiller le doute. Ni dans la presse, ni dans les assemblées, il n'a été jusqu'à présent question de cette réforme. Jusqu'à présent, personne ne connaît le projet de Constitution. Cependant Staline a déclaré le 1^{er} mars 1936 au journaliste américain Roy Howard (3) : « Nous adopterons probablement notre nouvelle Constitution à la fin de cette année. » Ainsi Staline sait exactement à quel moment sera adoptée une Constitution sur laquelle le peuple ne sait encore presque rien. On ne peut pas en conclure que la « Constitution la plus démocratique du monde » est préparée et adoptée selon une procédure pas tout à fait démocratique.

(1) T 3916, 3917, *Biulleten Oppositsii*, n° 50, avril 1936. Traduit du russe. Les informations officielles en provenance de Moscou répétaient depuis quelque temps qu'une nouvelle Constitution était en préparation, dont le projet avait été préparé par une commission animée par Boukharine.

(2) Viatcheslav M. SKRIABINE, dit MOLOTOV (né en 1890), bolchevik en 1906, était depuis le début des années vingt l'un des principaux collaborateurs de Staline. 11 était en 1935 président du conseil des commissaires du peuple, c'est-à-dire officiellement chef du gouvernement.

(3) Sur l'interview de Staline par l'Américain Roy Howard, cf. n. 2, p. 70. Les passages de cette interview ont été reproduits dans le texte ci-dessus d'après la traduction française publiée dans l'*Humanité* du 6 mars 1935.

Staline a confirmé à Howard et par son intermédiaire aux peuples de l'U.R.S.S. qu' « aux termes de la nouvelle Constitution, les élections seront générales, égales, directes et secrètes ». Les privilèges électoraux dont les ouvriers jouissaient par rapport aux paysans (4) seront abolis. Désormais voteront non plus les usines, mais les citoyens : chacun pour soi. Du fait qu' « il n'y a plus de classes », tous les citoyens sont égaux. Ne priveront du droit de vote que les tribunaux. Tous ces principes sont entièrement empruntés au programme de la démocratie bourgeoise à laquelle les soviets avaient entendu se substituer. Le parti avait toujours considéré le système soviétique comme une forme supérieure de démocratie. Ce système, expression de la dictature du prolétariat, ne devait disparaître qu'avec elle. C'est pourquoi le problème de la nouvelle Constitution se ramène à une autre question, plus fondamentale : la dictature sera-t-elle désormais « renforcée » comme l'exigent tous les discours ou articles officiels, ou, au contraire, va-t-elle s'adoucir, s'affaiblir, « déperir »? Ce n'est qu'en fonction de cette perspective que l'on pourra apprécier à sa juste valeur la portée de la nouvelle Constitution. Emprasons-nous d'ajouter que cette perspective ne dépend nullement de la mesure du libéralisme stalinien, mais de la structure réelle de la société soviétique de transition.

Pour justifier la réforme, la *Pravda* se réfère à mots couverts et avec quelque imprudence au programme du parti rédigé par Lénine, en 1919, où il est effectivement dit que « la privation des droits politiques et *les restrictions, quelles qu'elles soient, apportées aux libertés* (souligné par nous, L.T.) doivent être considérées comme des mesures provisoires, nécessaires pour combattre les tentatives des exploiters de défendre ou de restaurer leurs privilèges. Au fur et à mesure que disparaîtront les possibilités objectives de l'exploitation de l'homme par l'homme, disparaîtra également la nécessité de ces mesures provisoires, et le parti fera en sorte de les restreindre ou de les supprimer ». Ces lignes justifient sans aucun doute la renonciation à la « privation des droits politiques » dans une société où les possibilités d'exploitation n'existent plus. Mais, parallèlement, le programme exige la suppression des « restrictions,

(4) Aux termes de la première Constitution soviétique, les élus ouvriers étaient proportionnellement cinq fois plus nombreux par rapport à leurs électeurs que les élus des paysans par rapport aux leurs. La mesure avait été délibérément consacrée pour assurer l'hégémonie ouvrière dans les congrès des soviets.

quelles qu'elles soient, apportées aux libertés ». Car ce qui caractérise l'avènement de la société socialiste, ce n'est pas le fait de placer les paysans sur un pied d'égalité avec les ouvriers, et de restituer les droits politiques à 3 ou 5 % de citoyens d'origine bourgeoise, mais d'accorder une liberté réelle aux 100 % de la population. D'après Lénine comme d'après Marx, la disparition des classes n'entraîne pas seulement le dépérissement de la dictature, mais également celui de l'Etat. Or, jusqu'à maintenant, Staline n'a annoncé ni à Howard, ni aux peuples de l'U.R.S.S., l'abolition des « restrictions apportées aux libertés ».

Molotov est venu à l'aide de Staline, sans grand bonheur, hélas. Répondant à une question posée par le directeur du *Temps* (5) Molotov a déclaré : < La situation actuelle rend de plus en plus (?) inutiles certaines des mesures administratives rigoureuses naguère en vigueur », « toutefois le gouvernement soviétique se doit de rester fort à l'encontre des terroristes et de ceux qui voudraient attenter à la propriété collective ». Donc un « pouvoir soviétique » sans soviets, une dictature du prolétariat dirigée non pas contre la bourgeoisie, mais contre les terroristes et les voleurs. Il est certain que le programme du parti n'avait pas prévu ce type d'Etat.

Considérée en elle-même, la promesse de Molotov selon laquelle on se passera « de plus en plus » des mesures extraordinaires dont on n'aura plus besoin ne vaut pas cher : mais elle perd définitivement toute valeur quand il invoque les ennemis de l'ordre qui, comme de juste, ne permettent pas que l'on renonce à ces mesures. D'où viennent donc ces ennemis de l'ordre, terroristes et voleurs, dont le nombre serait si inquiétant qu'il justifierait le maintien de la dictature dans une société sans classes ? Il nous faut ici nous porter au secours de Molotov. Au début du pouvoir des soviets, dans l'atmosphère de la guerre civile qui durait, les socialistes révolutionnaires ou les Blancs se livraient à des actes terroristes. Quand les anciennes classes dominantes eurent perdu tout espoir, le terrorisme prit fin également. La terreur « koulak (6) », dont on constate

(5) *Le Temps* était le quotidien de la grande bourgeoisie française, organe, disait-on, du Comité des Forges. L'interview de Molotov avait été en réalité accordée non à son directeur mais à un envoyé spécial et avait été publiée dans *Le Temps* du 24 mars 1936. Les citations de Molotov renvoient à ce texte en français.

(6) Le « koulak » était le paysan aisé. L'essence de la Nep avait été de l'encourager à produire pour relancer l'ensemble de l'activité économique. C'est après la grève des livraisons de blé — stocké par

encore aujourd'hui certaines survivances, n'a jamais eu qu'un caractère local et constituait le complément de la guerre des partisans menée contre le régime soviétique. Mais ce n'est pas de cela que Molotov veut parler. La terreur actuelle ne s'appuie ni sur les anciennes classes dominantes, ni sur le koulak. Les terroristes des dernières années se recrutent exclusivement dans la jeunesse soviétique et dans les rangs des jeunesses communistes et du parti (7). Totalement impuissante à remplir les tâches qu'elle s'assigne, la terreur n'en est pas moins un symptôme d'une importance considérable, car elle caractérise l'acuité de l'antagonisme qui existe entre la bureaucratie et les grandes masses du peuple, en particulier la jeune génération. Le terrorisme est le complément tragique du bonapartisme. Chaque bureaucrate pris isolément redoute la terreur ; mais la bureaucratie dans son ensemble l'exploite avec succès pour justifier son monopole politique. Dans ce domaine aussi, Staline et Molotov n'ont pas inventé la poudre.

Le pire, cependant, c'est qu'on n'arrive pas à comprendre, à partir de ces deux interviews et des commentaires qui les ont suivies, quelle est la nature sociale de l'Etat pour lequel on élabore une nouvelle Constitution. Le régime soviétique était considéré officiellement comme l'expression de la dictature du prolétariat. Mais, si les classes ont cessé d'exister, la base sociale de la dictature est elle-même abolie. Qui donc incarne aujourd'hui cette dictature ? Apparemment, l'ensemble de la population. Mais quand le peuple tout entier, libéré des antagonismes de classe, en vient à incarner la dictature, cela signifie que celle-ci s'est fondue dans la société socialiste, et que, par conséquent, l'Etat n'existe plus. La logique marxiste est invulnérable. La liquidation de l'Etat, à son tour, commence par la liquidation de la bureaucratie. La nouvelle Constitution signifie-t-elle au moins la fin du G.P.U. ? Que quelqu'un en U.R.S.S. essaie d'exprimer cette idée : le G.P.U. trouvera sur-le-champ des arguments convaincants pour la réfuter. Ainsi, les classes ont disparu, les soviets sont supprimés, la théorie de l'Etat de classe est réduite en cendres, mais la bureaucratie demeure. Ce qu'il fallait démontrer.

le koulak — que Staline s'était décidé en 1929 à envoyer la Nep « au diable » et à « liquider le koulak en tant que classe » en passant à la collectivisation forcée des campagnes.

(7) Cette phrase peut paraître quelque peu ambiguë. En effet, les hommes qui avaient été accusés de « terrorisme » par le régime stalinien au cours des dernières années — l'exemple le mieux connu est celui de Nikolaïev, l'assassin de Kirov — étaient bien membres du parti ou des jeunesses. Mais il est certain que dans la majorité des cas,

La cravache contre la bureaucratie

Nous reviendrons plus loin sur la question de savoir dans quelle mesure le suffrage universel, direct et secret correspond à l'égalité sociale, prétendument atteinte, de tous les citoyens. Mais, si l'on accepte cette thèse, la question suivante n'en devient que plus insoluble ; pourquoi donc les élections doivent-elles avoir lieu désormais au *scrutin secret* ? Que redoute la population d'un pays socialiste ? Contre quels attentats doit-elle être défendue ? Si les enfants ont peur des ténèbres, c'est une crainte dont les fondements sont purement biologiques, mais quand des adultes n'osent pas exprimer ouvertement leur opinion, leur crainte a un caractère politique ; et, pour un marxiste, la politique est toujours fonction de la lutte de classe. Dans la société capitaliste, le vote à bulletin secret a pour but de défendre les exploités contre la terreur des exploiters. Si la bourgeoisie a consenti en fin de compte à cette réforme — évidemment sous la pression des masses — c'est uniquement parce qu'elle avait intérêt, au moins en partie, à préserver son Etat de la démoralisation qu'elle y avait elle-même engendrée. Mais il ne saurait être question en U.R.S.S., apparemment, d'une pression des exploiters sur les travailleurs. Contre qui les citoyens soviétiques doivent-ils donc être défendus par le scrutin secret ?

D'après l'ancienne Constitution soviétique, le vote public était considéré comme une arme de la classe révolutionnaire contre ses ennemis bourgeois et petits-bourgeois. Les restrictions au droit de vote lui-même avaient un objectif identique. Aujourd'hui, au terme de la deuxième décennie de la révolution, ce ne sont plus les ennemis de classe, mais les travailleurs qui se révèlent apeurés au point de ne pouvoir voter autrement que sous le sceau du secret. Il s'agit précisément de la masse du peuple, de son écrasante majorité, car on ne peut admettre que le vote à bulletin secret soit spécialement appliqué pour les commodités de la minorité contre-révolutionnaire !

Qui donc terrorise le peuple ? La réponse est claire : *la bureaucratie*. Par le vote à bulletin secret, elle se dispose à défendre les travailleurs contre elle-même. Staline l'a avoué avec pas mal de franchise. A la question : « Pourquoi le vote à bul-

ils n'étaient précisément pas des « terroristes ». Encore faut-il souligner que les informations que Trotsky avait reçues d'U.R.S.S. attestaient de la montée de tendances « terroristes » dans la jeunesse, et que Trotsky en était très alarmé.

letin secret est-il nécessaire ? », il a répondu littéralement : « Mais parce que nous désirons donner aux soviétiques la pleine liberté de voter pour ceux qu'ils veulent élire. » Ainsi Staline nous apprend-il aujourd'hui que les « soviétiques » ne peuvent pas voter pour ceux qu'ils veulent élire. « Nous » ne nous apprêtons encore qu'à leur en donner la possibilité. Qui est ce « nous » qui peut accorder ou ne pas accorder cette liberté de vote ? C'est la couche sociale au nom de laquelle Staline parle et agit : *la bureaucratie*. Staline aurait dû aussi ajouter que son aveu de taille est également valable pour le parti comme pour l'Etat et qu'en particulier lui, Staline, détient le poste de secrétaire général du parti grâce à un système qui ne permet pas à ses membres de voter pour qui ils veulent. A elle seule, cette phrase : « Nous désirons donner aux soviétiques », est infiniment plus importante que toutes les Constitutions que Staline pourra rédiger, car cette phrase laconique est une Constitution toute prête, bien réelle au surplus et pas du tout fictive.

Comme en son temps la bourgeoisie européenne, la bureaucratie soviétique est obligée aujourd'hui de recourir au scrutin secret pour épurer, au moins partiellement, l'appareil d'Etat qu'elle exploite « comme sa propriété privée », de la corruption qu'elle engendre. Staline a été obligé de lever un coin du voile sur ce motif de la réforme. « Nous avons pas mal d'institutions, dit-il à Howard, dont le travail est mauvais [...] Les élections générales, égales, directes et secrètes en U.R.S.S. seront une cravache dans les mains de la population contre les organes du pouvoir qui travaillent mal. » Deuxième aveu remarquable ! Après avoir créé de ses propres mains une société socialiste, la bureaucratie a éprouvé le besoin de se donner une cravache. Et pas seulement parce que les organismes de l'Etat < travaillent mal », mais encore et surtout parce qu'ils sont rongés par les vices d'une clique incontrôlée.

En 1928 déjà, Rakovsky (8) écrivait à propos d'une série de cas flagrants de cette effrayante démoralisation bureaucratique : « Ce qui caractérise le flot de scandales qui déferle, ce qui en constitue le plus grand danger, c'est précisément cette

(8) Khristian G. RAKOVSKY (1873-1941), vieux révolutionnaire des Balkans, ami personnel de Trotsky, rallié au parti bolchevique en 1917, avait été longtemps un des dirigeants du régime, puis, après 1923, l'un des principaux dirigeants puis porte-drapeau de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. La lettre à laquelle Trotsky fait ici allusion avait été écrite le 6 août 1928 d'Astrakhan, où il était alors déporté, à un autre déporté, Valentinov. Elle a été publiée à diverses reprises sous le titre « Lettre à Valentinov » ou « Les dangers "professionnels" du pouvoir ».

passivité des masses, passivité plus grande encore parmi les masses communistes que chez les sans-parti, face aux manifestations de despotisme sans précédent qui se sont produites. Des ouvriers en ont été témoins, mais ils les ont laissées passer sans protester ou bien se sont contentés de murmurer un peu, par crainte de ceux qui étaient au pouvoir ou par indifférence politique (9). » Au cours des huit années écoulées, la situation n'a cessé d'empirer. L'autocratie stalinienne a érigé en système de gouvernement le copinage, l'arbitraire sans frein, les malversations, la corruption. La gangrène de l'appareil, de plus en plus manifeste, en est arrivée à menacer l'existence même de l'Etat en tant que source de pouvoir, de revenus et de privilèges pour la couche sociale dirigeante. Une réforme était indispensable. Epouvantée devant son œuvre, l'oligarchie du Kremlin s'adresse à la population et lui demande son aide pour épurer et remettre en ordre l'appareil gouvernemental.

Démocratie sans politique

Tout en demandant au peuple cette cravache salutaire, la bureaucratie pose pourtant une condition en forme d'ultimatum : « Qu'il n'y ait *pas de politique*. » Cette fonction sacrée doit rester comme auparavant le monopole du « chef ». Répondant à une question épineuse de son interlocuteur américain, Staline a déclaré : « Etant donné que les classes n'existent pas, que les limites entre classes s'effacent ("les classes n'existent pas", "les limites entre classes" — qui n'existent plus — "s'effacent"), il ne reste plus qu'une certaine différence, mais pas de différence radicale entre les diverses couches en société socialiste, il ne peut pas exister de terrain propice pour la création de partis luttant les uns contre les autres. Là où il n'existe pas plusieurs classes, il ne peut exister non plus plusieurs partis, car le parti est une fraction de classe. » Pour chaque mot, une erreur et parfois deux !

Selon Staline, les frontières de classe seraient, paraît-il, nettement tracées, et à chaque classe correspondrait, à chaque époque donnée, un seul parti. La théorie marxiste de la nature de classe des partis devient ici une grotesque caricature bureaucratique : la dynamique politique est complètement écartée du

(9) Kh. G. Rakovsky, « Les dangers "professionnels" du pouvoir », *IV^e Internationale*, vol. 6, n° 10/11, octobre/novembre 1948, p. 31.

processus historique — dans l'intérêt de l'ordre administratif. L'histoire politique, en réalité, ne fournit pas un seul exemple d'un parti unique correspondant à une classe unique ! Les classes ne sont pas homogènes, elles sont déchirées par des antagonismes internes, et n'en arrivent même à résoudre leurs problèmes communs qu'à travers une lutte interne de tendances, de groupes et de partis. On peut admettre — avec certaines réserves — que le parti soit « une fraction de classe ». Mais comme une classe se compose de multiples « fractions » — les unes tirant à hue et les autres à dia — une seule et même classe peut donner naissance à plusieurs partis. Pour la même raison, un parti peut s'appuyer sur des fractions de plusieurs classes.

Il est curieux que cette scandaleuse erreur de Staline soit absolument désintéressée, dans la mesure où, en ce qui concerne l'U.R.S.S., il part de l'affirmation qu'il n'y existe plus de classes. Or de quelle classe le parti communiste de l'U.R.S.S. est-il une fraction, après l'abolition de toutes les classes ? En s'aventurant imprudemment dans le domaine de la théorie, Staline démontre plus qu'il ne voudrait. Ce qui découle de son raisonnement, ce n'est pas qu'en U.R.S.S. « il ne saurait y avoir *différents* partis », mais qu'il ne devrait pas y avoir *un seul parti* : là où il n'y a plus de classes, il n'y a plus de place pour la politique en général. Cependant Staline fait une aimable exception à la règle en faveur du parti dont il est le secrétaire général.

L'inconsistance de la théorie stalinienne des partis ressort, on ne peut mieux, de l'histoire de la classe ouvrière. Bien que celle-ci, par sa structure sociale, soit à coup sûr la moins hétérogène de toutes les classes de la société capitaliste, l'existence d'une « couche sociale » comme l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière qui s'y rattache aboutit à la formation de partis réformistes qui deviennent fatalement une des armes de la domination bourgeoise. Que, du point de vue de la sociologie stalinienne, la différence entre l'aristocratie ouvrière et la masse du prolétariat soit une différence « fondamentale » ou seulement une « certaine » différence, c'est égal, mais c'est justement de cette différence qu'est sortie en son temps la nécessité de fonder la III^e Internationale. Il n'est pas douteux par ailleurs que la structure de la société soviétique est infiniment plus variée et plus complexe que celle du prolétariat dans les pays capitalistes. De ce fait, elle peut offrir un terrain suffisamment favorable à la formation de plusieurs partis.

Mais, en réalité, ce n'est pas la sociologie de Marx qui intéresse Staline, mais le monopole de la bureaucratie. Ce n'est

pas du tout la même chose. Toute bureaucratie ouvrière, même quand elle ne possède pas le pouvoir d'Etat, est portée à estimer qu'il n'y a pas dans la classe ouvrière de « terrain favorable » pour une opposition. Les chefs du Labour Party chassent les révolutionnaires des trade-unions sous prétexte qu'il n'y a pas, dans le cadre d'une classe ouvrière « unie », de place pour la lutte entre partis. MM. Vandervelde, Léon Blum, Jouhaux (10) et Cie, font de même. Cette façon d'agir ne leur est pas dictée par la métaphysique de l'unité, mais par les intérêts égoïstes de cliques privilégiées. La bureaucratie soviétique est infiniment plus puissante, plus riche et plus sûre d'elle-même que la bureaucratie ouvrière des pays bourgeois. Les ouvriers hautement qualifiés jouissent en U.R.S.S. de privilèges qu'ignorent les catégories d'ouvriers les plus élevées d'Europe et d'Amérique. Et c'est cette couche sociale double — la bureaucratie qui s'appuie sur l'aristocratie ouvrière — qui gouverne le pays. Le parti dirigeant-actuel en U.R.S.S. n'est pas autre chose que l'appareil politique d'une couche sociale privilégiée. La bureaucratie stalinienne a quelque chose à perdre et rien à gagner. Elle n'incline pas à partager ce qu'elle a. Elle tient à se réserver désormais le « terrain favorable » pour elle seule.

Certes, au cours de la première période de l'ère soviétique, le parti bolchevique a exercé dans l'Etat une sorte de monopole. Cependant, identifier ces deux phénomènes, c'est prendre l'apparence pour la réalité. Au cours des années de la guerre civile, dans des conditions historiques d'une exceptionnelle gravité, le parti bolchevique a été obligé d'interdire temporairement les autres partis, non pas parce qu'il n'existait pas pour eux de « terrain propice » — dans ce cas, il eût même été inutile de les interdire — mais, au contraire, précisément parce qu'il existait un tel terrain : c'était ce qui les rendait dangereux. Le parti expliqua franchement aux masses les mesures qu'il prenait, car il était clair pour tous que ce qui était en jeu, c'était la défense de la révolution isolée face à des dangers mortels. Aujourd'hui, la bureaucratie maquille d'autant plus la réalité sociale qu'elle l'exploite avec plus d'impudence à son profit. S'il était vrai que le règne du socialisme était déjà arrivé et qu'il n'existait plus de terrain propice pour les partis politiques, il serait inutile de les interdire. Il ne resterait plus, conformément au programme du parti, qu'à abolir « les restrictions, quelles qu'elles soient, opposées aux libertés ». Mais la bureaucratie

(10) Sur Léon Blum et Vandervelde, cf. n. 3, p. 81, n. 5, p. 59 sur Léon Jouhaux, n. 40, p. 125.

n'autorise personne à souffler mot d'une Constitution de ce genre. La fausseté intrinsèque de tout cet édifice saute aux yeux !

S'efforçant de dissiper les doutes, bien compréhensibles, de son interlocuteur, Staline a émis cette nouvelle réflexion : « Non seulement le parti communiste présentera des listes électorales aux élections, mais probablement aussi toutes sortes d'organisations sociales sans-parti. Nous possédons des centaines de ces organisations [...] Chacune de ces couches sociales (de la société soviétique) peut avoir des intérêts spéciaux et les exprimer par les nombreuses organisations sociales existantes. > C'est sans doute pour cette raison que la nouvelle Constitution soviétique sera « la plus démocratique du monde ».

Ce sophisme ne vaut pas mieux que les autres. Les principales « couches sociales » de la société soviétique sont les hautes sphères de la bureaucratie, ses couches intermédiaires et inférieures, l'aristocratie ouvrière et kolkhozienne, la masse ouvrière moyenne, les couches moyennes de kolkhoziens, les paysans ayant une exploitation individuelle, les couches inférieures d'ouvriers et de paysans et, au-dessous d'elles, le lumpen-prolétariat, les enfants abandonnés, les prostituées, etc. Quant aux organisations sociales soviétiques — syndicales, coopératives, culturelles, sportives et autres — elles ne représentent nullement les intérêts des diverses « couches sociales », parce qu'elles ont toutes la même structure hiérarchique. Même quand elles reposent sur des couches non privilégiées, comme par exemple les syndicats et les coopératives, le rôle actif y est joué exclusivement par des représentants des sommets privilégiés, et le dernier mot revient « au parti », c'est-à-dire à l'organisation politique de la couche sociale dirigeante. La participation à la lutte électorale d'organisations apolitiques ne mènera par conséquent qu'à la rivalité entre les diverses cliques bureaucratiques, dans les limites fixées par le Kremlin. L'oligarchie dirigeante se propose d'apprendre par ce moyen certains secrets qu'on lui dissimule et de rénover son régime, sans pour autant tolérer une lutte politique qui serait inévitablement dirigée contre elle.

La signification historique de la nouvelle Constitution

En la personne de son chef le plus autorisé, la bureaucratie démontre une fois de plus à quel point elle comprend peu les

tendances historiques qui la font agir. Quand Staline déclare qu'il n'y a entre les couches sociales de la société soviétique qu'une « certaine » différence, « nullement fondamentale », il veut sans doute dire qu'à l'exception des paysans exploitants individuels — suffisamment nombreux aujourd'hui encore pour peupler la Tchécoslovaquie... —, toutes les autres « couches sociales » s'appuient sur des moyens de production étatisés ou collectivisés. C'est indiscutable ! Mais il reste une différence « fondamentale » entre la propriété collective, c'est-à-dire la propriété de groupe dans l'agriculture, et la propriété collective dans l'industrie nationalisée : elle pourrait même se faire sentir à l'avenir ! Nous n'aborderons pas cependant l'examen de cette importante question. A l'heure actuelle, la différence qui est incontestablement la plus importante entre les « couches sociales » est celle qui est déterminée par leur position, non vis-à-vis des moyens de production, mais des objets de consommation. La sphère de la répartition n'est évidemment qu'une « super-structure » par rapport à celle de la production. Cependant, dans la vie quotidienne des individus, la sphère de la répartition a une importance décisive. Vue sous l'angle de la propriété des moyens de production, la différence entre un maréchal et un balayeur, entre un directeur de trust et un manœuvre, entre un fils de commissaire du peuple et un enfant abandonné, n'est pas « fondamentale ». Mais les uns occupent des appartements somptueux, jouissent de plusieurs maisons de campagne dans diverses régions du pays, disposent des meilleures automobiles, et ne savent plus depuis longtemps cirer leurs bottes. Les autres vivent souvent dans des baraquements, traînent une existence à moitié affamée, et, s'ils ne cirent pas eux-mêmes leurs bottes, c'est parce qu'ils marchent nu-pieds. Pour le bureaucrate, il n'y a peut-être là qu'une « certaine » différence, qui ne mérite pas qu'on s'y arrête. Mais, pour le manœuvre, elle apparaît, non sans raison, comme une différence « fondamentale ».

En dehors des terroristes, l'autre objectif de la dictature du prolétariat, selon Molotov, ce sont les voleurs (11). Mais l'abondance même des gens qui exercent cette profession est le plus sûr indice de la misère qui règne dans la société. Là où le niveau matériel de l'écrasante majorité est encore si bas qu'il faut défendre par des exécutions ceux qui ont du pain et des bottes, c'est se moquer outrageusement du monde que de

(11) Voir p. 189 la citation des propos tenus par Molotov au *Temps*.

Dans une société réellement homogène, où les besoins normaux des citoyens sont satisfaits sans haines ni bagarres, non seulement l'absolutisme bonapartisme, mais encore la bureaucratie en général seraient inconcevables. La bureaucratie n'est pas une catégorie technique, mais sociale. Toute bureaucratie surgit, naît et se maintient sur l'hétérogénéité de la société, l'antagonisme des intérêts et la lutte interne. Elle régularise les antagonismes sociaux dans le sens de l'intérêt des classes ou couches privilégiées et prélève pour cela un énorme tribut sur les travailleurs. En dépit de la profonde révolution intervenue dans les rapports de propriété, la bureaucratie soviétique continue cyniquement et non sans succès à remplir cette fonction.

Elle s'est hissée sur la Nep, en exploitant l'antagonisme entre les koulaks et les *nepmen* d'une part (12), et entre les ouvriers et les paysans de l'autre. Lorsque le koulak, devenu plus fort, a commencé à la menacer, elle a été obligée de s'appuyer directement sur les couches inférieures de la société pour son auto-défense. C'est au cours des années de lutte contre les koulaks (1929-1932) que la bureaucratie fut le plus faible. C'est précisément pour cette raison qu'elle s'appliqua avec zèle à constituer une aristocratie ouvrière et *kolkhozienne* : les différences criantes entre les salaires, primes, décorations et autres mesures semblables, qui sont motivées pour un tiers par des raisons économiques et pour deux tiers par les intérêts politiques de la bureaucratie. S'appuyant sur ce nouvel antagonisme social qui ne cesse de s'aggraver, la caste dirigeante est parvenue jusqu'aux sommets bonapartistes d'aujourd'hui !

Dans ce pays où la lave de la révolution ne s'est pas encore refroidie, les privilégiés craignent énormément leurs propres privilèges, en particulier, dans le contexte de la misère générale. Les hautes sphères soviétiques ont peur des masses, d'une façon tout à fait bourgeoise. Staline, par l'intermédiaire de l'I.C., donne des privilèges grandissants une justification « théorique » et défend l'aristocratie ouvrière contre le mécontentement au moyen des camps de concentration. Staline est le chef indiscutable de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières. Ce n'est qu'avec ces « couches sociales »-là qu'il est en contact permanent. Ce n'est que de ces milieux qu'émane la sincère « vénération » du

(12) Les *nepmen* (forme anglaise) ou *nepmany* (forme russe) étaient les « hommes de la Nep », en d'autres termes les entrepreneurs individuels qu'elle autorisait, la « nouvelle bourgeoisie ».

Chef. Telle est l'essence du système politique actuel de l'U. R. S. S.

Pour que ce mécanisme puisse cependant durer, Staline doit de temps en temps se mettre du côté du « peuple » contre la bureaucratie, bien entendu avec l'accord tacite de celle-ci. Il est même obligé de recourir à la cravache de la base pour réprimer les abus du sommet. Tel est, comme nous l'avons déjà dit, l'un des motifs de la réforme constitutionnelle. Mais il en est un autre, non moins important.

La nouvelle Constitution supprime les soviets et fond les ouvriers dans la masse de la population. Les soviets ont certes perdu depuis longtemps leur signification politique. Mais le développement des nouveaux antagonismes sociaux et l'éveil d'une nouvelle génération auraient pu les ressusciter. Il est certain que les soviets des villes sont particulièrement à craindre étant donné la participation croissante de jeunes communistes frais émoulus et pleins d'exigences. Dans les villes, le contraste entre le luxe et la misère n'est que trop éclatant. Le premier souci de l'aristocratie soviétique est de se débarrasser des soviets d'ouvriers et de soldats.

En dépit de la collectivisation, l'écart matériel et culturel entre la ville et la campagne ne s'est qu'à peine atténué. Les paysans sont encore très arriérés et dispersés. Il existe des antagonismes sociaux même à l'intérieur des kolkhozes et entre kolkhozes. Mais la bureaucratie viendra bien plus facilement à bout du mécontentement des campagnes. Elle peut, non sans succès, utiliser les kolkhoziens contre les ouvriers des villes. Etouffer la protestation des ouvriers contre l'inégalité sociale grandissante, sous le poids des masses rurales plus arriérées, telle est la principale mission de la nouvelle Constitution, ce dont ni Staline, ni Molotov n'ont évidemment tenu à informer le monde. Le bonapartisme, soit dit en passant, s'appuie toujours sur la campagne contre la ville. Là encore, Staline continue la tradition.

De savants philistins dans le genre des Webb (13), qui ne voyaient pas grande différence entre le tsarisme et le bolchevisme jusqu'en 1923, ont en revanche admis sans réserve la « démocratie » du régime stalinien. Il ne faut pas s'en étonner : toute leur vie, ces gens ont été les idéologues de la bureaucratie

(13) Sydney WEBB (1859-1947) et Béatrice POTTER WEBB (1858-1943) étaient les animateurs de la très modérée et ultra-réformiste « société fabienne » ; ils étaient également devenus « amis de l'U.R.S.S. » stalinienne.

ouvrière. En réalité, le bonapartisme soviétique a le même rapport avec la démocratie soviétique que le bonapartisme bourgeois, voire le fascisme, avec la démocratie bourgeoise. L'un et l'autre sont également issus des effroyables défaites du prolétariat mondial. L'un et l'autre s'effondreront à sa première victoire.

Le bonapartisme, [l'Histoire en fournit maint témoignage, sait parfaitement s'accommoder du suffrage universel, même secret. Le rite démocratique du bonapartisme, c'est le *plébiscite*. De temps en temps, on pose aux citoyens la question : « *Pour ou contre le Chef ?* » De son côté, le chef s'arrange pour que celui qui vote sente sur sa tempe le canon du revolver. Depuis le temps de Napoléon III, qui fait aujourd'hui figure de dilettante de province, cette technique s'est prodigieusement développée comme le démontre la dernière mise en scène de Goebbels (14). La nouvelle Constitution a donc pour objectif de liquider juridiquement le régime soviétique dépassé et de le remplacer par un *bonapartisme basé sur le plébiscite*.

Les tâches de l'avant-garde

Développant la pensée de Staline, Molotov a répondu au journaliste du *Temps* que la question des partis en U.R.S.S. « ne présente pas d'actualité, étant donné la liquidation presque complète [...] des classes ». Quelle précision dans les idées et dans les termes ! En 1931, on a liquidé « la dernière classe capitaliste », les « koulaks », mais en 1936 on en est « presque » à la liquidation des classes. D'une façon ou d'une autre, la question des partis n'est pas « d'actualité » pour Molotov. Mais les ouvriers ont là-dessus une tout autre opinion : ils savent que la bureaucratie, tout en écrasant d'une main les classes exploiteuses, prépare de l'autre leur renaissance. Pour ces ouvriers d'avant-garde, la question de leur propre parti, indépendant de la bureaucratie, est, de toutes les questions, la plus actuelle. Staline et Molotov le comprennent parfaitement : ce n'est pas pour rien qu'au cours des derniers mois ils ont exclu du parti dit communiste de l'Union soviétique plusieurs dizaines de

(14) Joseph GOEBBELS (1897-1945), un des chefs du parti nazi, était devenu en 1933 ministre de la propagande du III^e Reich. Son rôle était important — bien que moindre que celui du ministre de l'intérieur — dans l'organisation des plébiscites qui, comme le 29 mars 1936, donnaient au régime une majorité plus écrasante encore que celle qu'avait obtenue en France le régime de NAPOLEON III (1808-1873).

milliers de bolcheviks-léninistes, c'est-à-dire, au fond, tout un parti révolutionnaire.

Quand le rédacteur du *Temps* pose poliment la question des fractions et de leur éventuelle transformation en partis indépendants, Molotov répond avec la vivacité d'esprit qui le caractérise : « Au sein du parti [...] il est à remarquer que les divergences qui ont pu exister autrefois ont aujourd'hui presque complètement disparu. Le parti est plus uni qu'il ne l'a jamais été. » Il aurait pu ajouter que la meilleure preuve en est fournie par les épurations continuelles et les camps de concentration. Cependant, le fait qu'un parti d'opposition existe de façon illégale ne signifie pas qu'il n'existe pas, mais seulement qu'il vit dans des conditions pénibles. Les arrestations peuvent se révéler réellement efficaces quand elles sont dirigées contre les partis d'une classe qui quitte la scène politique : la dictature révolutionnaire de 1917 à 1923 l'a amplement démontré. Mais les arrestations dirigées contre l'avant-garde révolutionnaire ne sauveront pas une bureaucratie en état de survie et qui, de son propre aveu, a besoin de la « cravache ».

C'est un mensonge grossier que d'affirmer que le socialisme a été réalisé en U.R.S.S. L'épanouissement de la bureaucratie constitue la preuve barbare que le socialisme est encore éloigné. Tant que la productivité du travail en U.R.S.S. sera plusieurs fois inférieure à celle des pays capitalistes avancés, tant que le peuple ne sera pas sorti de la misère, tant que les articles de consommation feront l'objet d'une âpre lutte, tant que la bureaucratie, en tant que groupe distinct, pourra jouer impunément sur les antagonismes sociaux, le danger d'une restauration bourgeoise subsistera intact. Aujourd'hui, avec l'accroissement des inégalités basé sur les succès économiques, ce danger s'est même encore aggravé. C'est là, et là seulement, que réside la justification de la nécessité du pouvoir d'Etat. Mais l'Etat bureaucratique dégénéré est devenu lui-même le danger principal pour l'avenir socialiste. Seul le contrôle politique actif des travailleurs et d'abord de leur avant-garde pourra ramener l'inégalité dans les limites économiquement inévitables au stade actuel de développement de l'U.R.S.S. et frayer la voie à l'égalité socialiste. La renaissance du parti bolchevique — contre le parti des bonapartistes — constitue la clé de toutes les autres difficultés et de toutes les autres tâches.

Quand il s'agit d'atteindre un but, il faut savoir utiliser toutes les possibilités réelles qui s'offrent à chaque étape. Toute illusion sur la Constitution stalinienne serait évidemment déplacée. Mais il n'en serait pas moins inadmissible de la considérer

comme une bagatelle insignifiante et de s'en désintéresser. Si la bureaucratie prend le risque d'une réforme, ce n'est pas de gaieté de cœur, mais par nécessité. L'histoire connaît bien des exemples de dictatures bureaucratiques qui, ayant eu recours à des réformes « libérales » pour se sauver, n'ont fait ainsi que s'affaiblir davantage. En mettant le bonapartisme à nu, la nouvelle Constitution créera une couverture semi-légale pour le combattre. Les rivalités entre cliques bureaucratiques pourront éventuellement offrir une issue pour une lutte politique plus vaste. La cravache contre les « organismes d'Etat qui travaillent mal » pourra être retournée contre le bonapartisme. Tout dépendra du degré d'activité des éléments avancés de la classe ouvrière.

Les bolcheviks-léninistes devront désormais suivre attentivement toutes les péripéties de la réforme constitutionnelle, tenir compte très sérieusement de l'expérience des premières élections. Il nous faut apprendre à utiliser les rivalités entre les diverses « organisations sociales » dans l'intérêt du socialisme. Il faut apprendre à livrer aussi bataille sur le terrain des plébiscites. La bureaucratie a peur des ouvriers : il nous faut développer avec plus d'audace et sur une échelle plus grande notre travail parmi eux. Le bonapartisme a peur de la jeunesse : il faut l'unir sous le drapeau de Marx et de Lénine. Il faut détourner la jeunesse de l'aventure du terrorisme individuel, qui est la méthode du désespoir, il faut conduire l'avant-garde de la jeune génération sur la grand route de la révolution mondiale. Il faut éduquer les nouveaux cadres bolcheviques qui prendront la place du régime bureaucratique pourrissant.

[ÉDITIONS ET PUBLICATIONS] (1)
(16 avril 1936)

Cher Ami,

1) Je vous expédie par la présente un grand article intitulé *La nouvelle Constitution soviétique* (2). Cette question est maintenant très importante et très actuelle. L'article doit bien sûr paraître dans le prochain numéro du *Biulleten*. Il faut en même temps le traduire dans les diverses langues étrangères. Qui va l'imprimer en français, et où ? Le mieux serait de l'éditer sous forme de petite brochure. Mais je crains que le pauvre C.C. n'ait pas assez de fraîche (*sic*) pour cela. En tout cas, ce serait une bonne chose de l'imprimer en français sans tarder, au moins sous forme ronéotypée, une fois qu'on l'aura envoyé à toutes les publications et, parmi celles-ci, à *La Commune*. Mieux vaut une publication *La Commune* que pas de publication du tout (3).

Il faut en même temps envoyer la traduction en Belgique. Ils peuvent à la rigueur insérer l'article dans deux numéros. Peut-être l'éditeront-ils, eux aussi, sous forme de brochure. De toute façon, il faut prendre des mesures pour que l'article ne reste pas en souffrance. C'est une question extrêmement importante.

2) J'envoie un entrefilet pour le *Biulleten* et pour la presse étrangère sur la répression contre les B.L. (4). Ce serait une bonne chose de l'adresser ronéotypé à toutes les publications de gauche.

3) J'envoie une chronique pour le *Biulleten*. Je considère avoir ainsi fait pour le *Biulleten* tout ce qu'on pouvait exiger

(1) Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10147, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

(2) Cf. p. 187.

(3) Remarque révélatrice de l'état d'esprit de Trotsky envers le groupe officiel.

(4) Cf. p. 136.

de moi. Peut-être enverrai-je encore un entrefilet, mais ce sera en supplément.

4) Je renvoie la lettre de Rieder concernant l'édition espagnole de *Lénine* (5). Autant que je sache, il n'y a aucun contrat avec les Espagnols. C'est dans ce sens qu'il faut lui répondre. Il vaut mieux le faire de Paris.

5) Pour ce qui est des conditions concernant le livre sur P.U.R.S.S., je ne puis d'ici rien dire de plus que ce que j'ai dit. Il faut pressentir deux ou trois éditeurs et, selon les résultats, obtenir les conditions les meilleures. Voici tout ce que je peux dire d'ici.

6) J'ai corrigé en toute hâte la traduction de Body (6) et je l'ai renvoyée le jour même. J'espère que tout a été reçu à temps.

7) J'ai déjà la suite du manuscrit sur l'U.R.S.S. Mais je ne l'envoie pas, attendant qu'on me le réclame ultérieurement.

8) J'ai chez moi un grand article sur la correspondance d'Engels et de Kautsky (écrit pour une publication américaine). Peut-être qu'un camarade trouvera utile de la traduire pour une publication française ou allemande : cela pourrait procurer un salaire au traducteur.

(5) Il s'agit du premier volume sur *La Jeunesse de Lénine*.

16) Marcel BODY (né en 1894) avait été à Moscou où il avait été envoyé comme simple soldat dans la mission militaire française pendant la «nierre l'un des premiers membres du groupe communiste français. Rpvenn en France, il avait été l'un des premiers traducteurs de Trotsky. Nous ne savons pas de quelle traduction de lui Trotsky fait ici mention.

A PROPOS DES DICTATEURS ET DES HAUTEURS D'OSLO (1)

(22 avril 1936)

Cher Camarade,

J'ai lu avec un profond étonnement le compte rendu de la conférence de l'I.L.P. dans le *New Leader* du 17 avril 1936. Je n'ai pourtant jamais eu d'illusions sur les parlementaires pacifistes qui dirigent l'I.L.P. Mais leur position politique et l'ensemble de leur comportement à cette conférence dépassent même les bornes de ce qu'on peut d'habitude attendre de leur part. Je suis certain que vos amis et vous en avez tiré à peu près les mêmes conclusions que nous ici. Je ne puis cependant m'empêcher de vous présenter quelques remarques.

1. Maxton et autres pensent que la guerre italo-éthiopienne était « un conflit entre deux dictateurs rivaux ». Il semble à ces politiciens que ce fait dispense le prolétariat de son devoir de choisir entre ces deux dictatures. Ainsi définissent-ils le caractère de la guerre par la *forme* politique de l'Etat, en abordant eux-mêmes cette forme politique de façon superficielle et purement descriptive, sans prendre en considération les bases sociales de ces deux « dictatures ». Un dictateur peut également jouer dans l'histoire un rôle très progressif, par exemple Olivier Cromwell, Robespierre (2), etc. En revanche, au cœur même

(1) T 3920, 3921. Publication en anglais dans *New International*, juin 1936. La lettre est adressée à la direction du Marxist Group, vraisemblablement à Bert Matlow. Son titre lui a été donné par Trotsky, il fait allusion à deux épisodes de la conférence de l'I.L.P. qui venait de se tenir à Keighton les 11 et 12 avril : la définition, par Maxton, de la guerre d'Ethiopie comme un conflit « entre deux dictateurs » et l'attaque de Fenner Brockway contre ceux qui voulaient construire une nouvelle Internationale « des hauteurs d'Oslo ».

(2) Olivier CROMWELL (1599-1658), petit noble, chef des puritains pendant la révolution anglaise, organisa et commanda l'armée « nouveau modèle », abattit la monarchie et fit décapiter le roi Charles I^{er}. Maximilien ROBESPIERRE (1758-1794) animateur du Club des Jacobins et

de la démocratie anglaise, Lloyd George (3) a exercé pendant la guerre une dictature au plus haut point réactionnaire. Si un dictateur se plaçait à la tête du prochain soulèvement du peuple indien pour briser le joug britannique — Maxton lui refuserait-il son appui ? Oui ou non ? Si non, pourquoi refuse-t-il de soutenir le « dictateur » éthiopien qui tente d'écarter le joug italien ?

Si Mussolini l'emporte (4), cela signifiera le renforcement du fascisme, la consolidation de l'impérialisme et le découragement des peuples coloniaux en Afrique et ailleurs. La victoire du Négus, en revanche, constituerait un coup terrible pour l'impérialisme dans son ensemble et donnerait un élan puissant aux forces rebelles des peuples opprimés. Il faut vraiment être complètement aveugle pour ne pas le voir.

2. McGovern (5) met « la pauvre petite Ethiopie » sur le même plan que la « pauvre petite Belgique » ; dans les deux cas, cela implique le soutien de la guerre. Or la « pauvre petite Belgique » possède en Afrique dix millions d'esclaves, tandis que le peuple éthiopien combat pour ne pas être réduit en esclavage par l'Italie (6). La Belgique était et reste un maillon de la chaîne impérialiste. L'Ethiopie n'est qu'une victime des appétits impérialistes. Les mettre toutes deux sur le même plan, c'est un pur non-sens.

D'un autre côté, défendre l'Ethiopie contre l'Italie ne signifie nullement encourager l'impérialisme britannique à faire la guerre. C'est ce qu'ont très bien démontré à une époque plusieurs articles du *New Leader* (J). La conclusion de

l'un des porte-parole des Montagnards à la Convention, dirigea le comité de salut public pendant la révolution française avant de tomber le 9 Thermidor.

(3) David LLOYD GEORGE (1863-1945), député libéral, dirigea à partir de 1916 en Grande-Bretagne un « cabinet de guerre » qui persécuta l'opposition internationaliste et tenta de museler et de ligoter le mouvement ouvrier dans son ensemble.

(4) La victoire militaire de l'armée italienne était pratiquement acquise à cette date et devait être définitivement consacrée deux mois seulement plus tard.

(5) John MCGOVERN (1887-1968) était un député de l'I.L.P. populaire par son agitation en faveur des chômeurs, mais avant tout pacifiste.

(6) Rappelons que la guerre de 1914 avait commencé par l'invasion de la Belgique « neutre » par l'armée allemande, et que la même Belgique était à la tête d'un important empire colonial en Afrique, comprenant notamment le Congo. L'Ethiopie était le dernier Etat indépendant d'Afrique.

(7) Il s'agit des articles de Fenner Brockway dans *The New Leader*

McGovern selon laquelle l'I.L.P. aurait dû « se tenir à l'écart de querelles entre dictateurs » constitue un modèle exemplaire de l'impuissance spirituelle et morale du pacifisme.

3. L'épisode le plus honteux ne s'est pourtant produit qu'après le vote. Après que la conférence ait repoussé par 70 voix contre 57 la scandaleuse charlatanerie pacifiste (8), Maxton posa sur la poitrine de la conférence le revolver d'un ultimatum et l'obligea à prendre une autre position par 93 voix contre 39 (9). On peut ainsi constater qu'il n'y a pas des dictateurs seulement à Rome et à Addis-Abeba, mais également à Londres. Et, de ces trois dictateurs, je considère comme le plus malfaisant celui qui prend à la gorge son propre parti au nom de son prestige parlementaire et de sa confusion pacifiste. Un parti qui tolère une telle conduite n'est pas un parti révolutionnaire : car s'il renonce — ou repousse à plus tard — à ses

(8) Au cours du débat sur la politique des sanctions, ouvert au nom des délégués londoniens par le noir C.L.R. James, membre du Marxist Group, la conférence avait condamné la position pacifiste de Maxton, McGovern et du groupe parlementaire en votant par 70 voix contre 57 le texte suivant : « La conférence salue l'amélioration nette du *New Leader* au cours des derniers mois. Elle félicite le camarade Brockway et fait sienne la ligne qu'il a adoptée sur le problème des sanctions. La conférence se désolidarise de la déclaration de l'exécutif interne du comité national publiée dans *The New Leader* du 13 septembre 1935. Elle considère que cette déclaration est en conflit direct avec la politique déclarée du parti et en contradiction avec sa discipline » (La dernière phrase, disjointe, n'avait eu que 66 voix contre 65). Ce vote était une grande victoire de la coalition entre le Marxist Group et la « gauche » Brockway nouée sur ce point.

(9) Le jour même du vote de la résolution sur les sanctions, plusieurs parlementaires, dont McGovern, menacèrent de démissionner si ce vote était maintenu. Le lendemain, 12 avril, Maxton fit une déclaration théâtrale, expliquant que le maintien de la décision de la conférence l'obligerait à se démettre de ses mandats. Il affirma notamment : « Il y a divergence dans le parti sur la question de l'action ouvrière contre l'Italie. Le président du parti, les trois membres de l'exécutif interne, le groupe parlementaire et d'autres membres du conseil national sont en conscience incapables d'appliquer la décision prise hier. En conséquence le conseil national propose, compte tenu de l'étroitesse de la majorité, de renvoyer la question pour décision au parti à travers un référendum dans les trois mois, et que, dans l'intervalle, la conférence fasse confiance au conseil national et accorde la liberté d'expression d'idées différentes dans le parti ». Dans la stupeur générale, C.A. Smith, qui avait soutenu la veille la résolution adoptée, se prononça pour la proposition Maxton, si le comité national s'engageait à respecter la décision du référendum ! C.L.R. James combattit la proposition Maxton. Mais Fenner Brockway affirma que le parti ne pouvait courir le risque de se priver d'un homme intègre comme Maxton et qu'étant donné la faiblesse de la marge dans le vote il valait mieux s'en remettre au référendum. La résolution approuvant le renvoi — et annulant donc le vote de la veille — fut alors votée par 93 voix contre 39 : la coalition avec Brockway était brisée et le Marxist Group isolé.

positions de principe sur une question extrêmement importante et actuelle parce que Maxton menace de démissionner, c'est qu'alors, dans les moments décisifs, il ne sera jamais capable de résister à la pression autrement plus puissante de la bourgeoisie.

4. A une écrasante majorité, la conférence a interdit l'existence de groupes à l'intérieur du parti (10). Bien. Mais au nom de qui Maxton a-t-il lancé un ultimatum à la conférence ? Au nom du groupe parlementaire, qui considère l'appareil du parti comme sa propriété privée, et qui représente en réalité la seule fraction à laquelle il faudrait inculquer de force le respect des décisions démocratiques du parti. Un parti qui dissout les groupes d'opposition mais laisse la clique dirigeante agir complètement à sa guise n'est pas un parti révolutionnaire. Il ne sera pas capable de conduire le prolétariat à la victoire.

5. L'attitude de Fenner Brockway (11) sur cette question constitue un exemple hautement instructif de l'inconsistance politique et morale du centrisme. Fenner Brockway a été assez chanceux pour prendre sur une question importante une position juste, qui est également la nôtre. La différence réside cependant en ce que nous, marxistes, prenons cette affaire au sérieux. Pour Fenner Brockway, au contraire, c'est une sorte d'accident. Il croit qu'il vaut mieux, pour les ouvriers britanniques, avoir Maxton pour président avec une position fausse, que d'avoir sans Maxton une position juste. C'est le destin du centrisme que de considérer comme des incidents les choses sérieuses et comme sérieux les incidents. C'est pourquoi on ne doit jamais prendre le centrisme au sérieux.

6. Dans la question de l'internationale, on a une fois de plus approuvé la vieille confusion, en dépit de la faillite évidente de la perspective antérieure (12). Il est vrai qu'en tout cas on

(10) La mesure interdisant les groupements à l'intérieur de l'I.L.P. était ouvertement dirigée contre les trotskystes et Fenner Brockway, avec son article du 20 mars dans *The New Leader* avait contribué à créer les conditions de son adoption.

(11) Archibald Fenner Brockway membre de l'I.L.P. en 1908, en était le secrétaire général depuis 1933. Il était également le secrétaire du bureau de Londres.

(12) Fenner Brockway présenta sur la question de l'internationale la position du comité national. Elle affirmait rejeter l'idée qu'une Internationale pouvait naître de la réunion de la II^e et de la III^e Internationales, et se prononcer pour une « nouvelle Internationale » : « Nous devons dire nettement que nous sommes pour la formation d'une Internationale révolutionnaire unifiée, rassemblant toutes ces fractions, que nous n'essaierons pas d'imposer un programme d'en haut, mais que nous formulerons certains principes de base autour desquels une

ne dit plus rien d'une « invitation » de la III^e Internationale. Mais le centrisme ne prend rien au sérieux. Alors même qu'il reconnaît maintenant qu'il n'existe plus d'internationale prolétarienne, il hésite pourtant à en construire une. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas de principes. Parce qu'il ne peut pas en avoir. Car s'il essaie, pour une fois, de prendre timidement une position de principe sur une seule question importante, il reçoit bien vite un ultimatum de sa droite et se met aussitôt à battre en retraite. Comment, dans ces conditions, pourrait-il songer à un programme révolutionnaire achevé ? Il exprime alors son impuissance spirituelle et morale sous la forme d'aphorismes profonds, que la nouvelle Internationale doit « sortir du développement des mouvements socialistes », c'est-à-dire du processus historique qui doit bien produire quelque chose un jour. Mais cet allié douteux emprunte des chemins variés et il est même allé jusqu'à abaisser l'internationale de Lénine au niveau de la II^e. Les révolutionnaires prolétariens doivent donc se frayer leur propre route, c'est-à-dire élaborer le programme de la nouvelle Internationale, et, se basant sur les tendances *favorables* du processus historique, faire prévaloir ce programme.

7. Fenner Brockway, après sa lamentable capitulation devant Maxton, a retrouvé son courage pour lutter contre le signataire de ces lignes. Lui, Brockway, ne peut admettre qu'on construise une nouvelle Internationale des « hauteurs d'Oslo » (13). Je passe sur le fait que je ne vis pas à Oslo et qu'en outre Oslo n'est pas sur des hauteurs. Les principes que je défends avec plusieurs milliers de mes camarades n'ont absolument aucun caractère géographique ou local. Ce sont des principes marxistes et internationaux. Us sont formulés, exposés et défendus dans des thèses, des brochures, des livres. Si Fenner Brockway juge qu'ils sont faux, qu'il leur oppose les siens. Nous sommes toujours disposés à nous instruire. Malheureusement Fenner Brockway ne peut pas s'aventurer sur ce terrain, car il vient précisément de livrer à Maxton le petit, si petit paquet de ses principes. C'est pourquoi il ne lui reste plus qu'à essayer de faire de l'esprit à propos des « hauteurs d'Oslo », ce en quoi il

Internationale socialiste révolutionnaire devrait se rassembler. Ces principes de base sont déjà mentionnés dans les bases du bureau international. »

(13) Fenner Brockway avait déclaré notamment dans son rapport sur 1 Internationale : « Nous ne croyons pas que le moyen de créer une Internationale révolutionnaire unifiée soit que quelques petits groupes se réunissent, élaborent un programme, puis, *des hauteurs d'Oslo*, forment une nouvelle Internationale unifiée. »

commet sur-le-champ une triple erreur ; sur mon adresse personnelle, sur la topographie de la capitale norvégienne, et — *last, but not least* — sur les principes fondamentaux de l'action internationale.

Mes conclusions ? La cause de l'I.L.P. me semble sans espoir (14). Les 39 délégués qui, malgré le fiasco de la fraction Fenner Brockway, n'ont pas cédé devant l'ultimatum de Maxton, doivent chercher les voies pour préparer un parti vraiment révolutionnaire pour le prolétariat britannique. Il ne pourra se placer que sous le drapeau de la IV^e Internationale.

(14) Trotsky prend nettement position ici sur la question qui divisait le Marxist Group depuis un an : selon lui, l'I.L.P. n'a plus d'avenir, il faut tourner et militer dans le Labour Party. En fait, Trotsky n'était pas loin de cette conclusion en novembre 1935 quand il avait reçu la visite de Birney et Johnstone. Il avait été convenu que le Marxist Group mènerait campagne sur un programme d'action à élaborer et se déterminerait sur la base des résultats de cette campagne. La visite de P J Schmidt à Londres avait compliqué les choses : le dirigeant hollandais était convaincu de la possibilité de gagner Fenner Brockway, donc l'I.L.P. à la IV^e Internationale. En outre, il était persuadé que le Marxist Group était le groupe le plus sérieux, et impressionné par C.L.R. James, lui aussi convaincu de la possibilité de gagner Brockway et la majorité du parti.¹ Après la conférence de Pâques, James et les siens convinquirent la majorité du Marxist Group de livrer d'abord dans l'I.L.P.

bataille du référendum : le numéro de mai de *Controversy* publia la déclaration d'autodissolution du Marxist Group acceptant, y compris dans cette affaire, de se soumettre à la discipline de l'I.L.P.

[TOUJOURS LE LIVRE SUR L'U. R. S. S.] (1)

(24 avril 1936)

Cher Ami,

Sous ce pli, encore une quarantaine de pages. Il reste encore quarante pages environ à livrer. Elles sont déjà écrites et en partie prêtes pour l'impression. L'ensemble du travail prendra encore tout au plus deux semaines.

Je sais fort bien que nous n'avons pas le droit de faire paraître le livre chez un autre éditeur (2). Mais on peut tout de même le proposer à un autre éditeur en utilisant un intermédiaire afin d'obtenir un prix favorable, puis se tourner vers Rieder avec ce prix. Il n'est pas nécessaire que l'intermédiaire soit au courant de notre contrat avec Rieder. Je propose donc qu'on essaie maintenant encore ce moyen. La somme de dix mille francs me paraît absolument insuffisante. Rieder lui-même se convaincra, à la lecture des parties du manuscrit qu'on lui a envoyées et tout particulièrement de la dernière partie, que le livre fera nécessairement un gros scandale et qu'il constituera une très bonne affaire sur le plan commercial.

En même temps, il faut se soucier de dénicher des éditeurs en langue allemande, espagnole, hollandaise, etc. Tout cela peut se faire pour le mieux de Paris.

P.-S. Prière de bien conserver le second exemplaire pour d'éventuelles traductions en allemand, espagnol, etc.

(1) Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10148, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand. Il s'agit toujours de l'ouvrage qui sera titré *La Révolution trahie*.

(2) Les éditions Rieder avaient fait signer à Trotsky un contrat qui leur réservait le monopole de ses ouvrages. La proposition de Rieder pour l'ouvrage était de ce fait, plutôt basse.

[UN TRAVAIL IMPORTANT] (1)

(24 avril 1936)

Messieurs,

Je vous envoie une autre partie du manuscrit, jusqu'à la page 87 inclus. Vous recevrez encore quarante ou cinquante pages dans le courant des deux prochaines semaines. Le travail est pour ainsi dire achevé.

Il se révèle donc que ce travail est bien plus volumineux et important que je ne l'avais moi-même cru. Réfléchissez encore, je vous prie, pour voir s'il vaut la peine de n'utiliser cet ouvrage que comme préface à *{'Histoire* (2). Il me semble que, sous la forme d'un livre indépendant (à un dollar ou un dollar et demi), il pourrait atteindre un très gros tirage. Je vous laisse décider.

Sentiments distingués.

P.-S. Je vous prie de bien vouloir m'envoyer aussi vite que possible pour examen une copie de la traduction en anglais.

(1) Lettre à Simon et Schuster, éditeurs, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10353, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) C'est en tant que préface à l'introduction de la réédition par Simon et Schuster de *V'Histoire de la révolution russe* que Trotsky avait commencé en novembre 1935 son ouvrage sur l'U.R.S.S.

[BIENVENUE A VICTOR SERGE] (1)

(24 avril 1936)

Cher Victor Lvovitch (2),

Je viens de recevoir votre lettre. Quelle joie elle nous a causée à N.I. (3) et à moi, et comme nous sommes contents que vous soyez enfin à l'étranger, que vous ayez bon moral et ayez conservé envers nous des sentiments amicaux. La nouvelle de la mort de Solntsev (4) m'a beaucoup affecté, je me souviens bien de lui et ai toujours éprouvé pour lui une grande sympathie. Mes plus proches collaborateurs disparaissent tragiquement l'un

(1) Fonds Victor Serge, Musée social, Paris. La traduction utilisée ici est celle de Françoise Petit pour Victor SERGE, Léon TROTSKY, *La Lutte contre le stalinisme*, textes choisis et présentés par Michel Dreyfus (1977), d'où ce texte est repris avec l'autorisation des éditions Maspéro.

(2) Victor SERGE était le nom de plume de Victor Lvovitch KIBALTCHITCH (1890-1947). Né en Belgique de parents russes émigrés, d'abord anarchiste, condamné avant guerre pour complicité avec « la bande à Bonnot », il avait séjourné en Espagne, puis rejoint la Russie en 1918, adhéré au parti bolchevique et travaillé pour l'appareil de l'I.C. en Russie, mais aussi à Berlin, puis Vienne, écrivant notamment pour *Inprekorr* sous le pseudonyme d'ALBERT. Membre de l'Opposition de gauche à Leningrad, puis de sa commission internationale, il avait été exclu et déporté une première fois en 1928, puis libéré du fait de sa notoriété comme écrivain de langue française. Il avait été de nouveau arrêté en 1933 et venait d'être libéré à la suite d'une campagne internationale.

(3) Natalia Ivanovna SEDOVA (1882-1962) était la femme de Trotsky.

(4) Eleazar B. SOLNTSEV (1900-1936) avait été l'un des représentants les plus éminents de la jeune génération de l'Opposition de gauche. Historien et économiste diplômé de l'institut des professeurs rouges, membre de l'Opposition dès 1923, il avait étroitement collaboré avec Trotsky avant d'être envoyé à l'étranger (Etats-Unis, Allemagne) dans des missions commerciales au compte de l'Amtorg. Revenu en 1928, aussitôt condamné à trois ans d'isolement et deux de déportation ; il avait été de nouveau arrêté en 1935 et condamné administrativement. C'est alors qu'il avait commencé une grève de la faim qui avait fait céder les autorités. Autorisé à rejoindre sa famille, il était mort, au cours de son transfert, dans l'hôpital de Novosibirsk.

après l'autre : Glazman, Boutov, Blumkine (5), et maintenant Solntsev...

Savez-vous ce qui nous ferait plaisir ? C'est que vous veniez passer quelque temps ici, afin que nous puissions parler de tout tranquillement, à fond et *aussi longuement que nous en aurons envie*, car j'espère *beaucoup* que nos relations avec vous ne font que commencer vraiment. Si votre voyage ici n'est pas possible tout de suite, peut-être le sera-t-il plus tard ? Comme nous en serions heureux !

De toute façon, nous attendons vos lettres, donnez-nous le maximum de détails ; de notre côté, nous vous promettons de vous écrire sans jamais nous lasser. Pourriez-vous écrire pour le prochain numéro du *Biulleten* russe quelques lignes sur Solntsev, et l'essentiel de ce que nous ignorons sur vous-même et sur la situation générale ? Je comprends bien qu'il ne doit pas vous être facile d'écrire, alors que vous venez d'arriver, mais il ne s'agirait que d'une brève *information*.

Comment êtes-vous installés à Bruxelles ? Quels sont vos projets d'avenir ? Avez-vous l'espoir de trouver *sans tarder* un travail littéraire rémunéré ? Je suis sûr que vous publierez un livre sur l'U.R.S.S. qui sera lu dans le monde entier. Je termine en ce moment un ouvrage politique de caractère théorique sur l'U.R.S.S. (200 pages imprimées). J'aimerais beaucoup connaître votre opinion. Mais avez-vous l'esprit à cela en ce moment ? Si jamais vous acceptez, je vous enverrai le manuscrit immédiatement.

Avez-vous fait la connaissance de nos amis belges ? Quelles sont vos impressions ? Je recommande beaucoup à votre attention Lesoil : c'est un camarade très sérieux et très sûr ; je ne connais pas personnellement Dauge, il s'est beaucoup rapproché de nous au cours de l'année passée. Voyez-vous parfois Godefroid, le secrétaire à la jeunesse ? Je ne le connais pas personnellement, mais je n'ai *pas* confiance en lui. Je serai très content de connaître votre avis.

Mais avant tout, parlez-nous de vous et de votre famille, en particulier, et surtout de votre situation matérielle... Comme c'est bien que vous soyez à l'étranger !

(5) Mikhaïl S. GLAZMANN, collaborateur de Trotsky pendant la guerre civile, exclu du parti en 1924 et objet d'un chantage du G.P.U. s'était suicidé. Gueorgui V. BOUTOV qui avait été chef de cabinet de Trotsky pendant la guerre civile et était demeuré son collaborateur, avait été arrêté et déporté en 1928, puis transféré à la prison Boutyrki à Moscou et accusé d'espionnage. Il était mort après cinquante jours de grève de la faim. Sur Iakov G. Blumkine, cf. n. 8, p. 95. Blumkine avait travaillé pendant la guerre civile au secrétariat militaire de Trotsky.

Je sais que vous êtes lié avec Ch. Plisnier (6) ; il m'a envoyé son poème qui, contre toute attente, m'est dédié (actuellement, les poètes « de gauche » dédient généralement leurs œuvres... au Gosizdat et à ses maîtres) (7). J'ai écrit quelques mots à Plisnier (8), mais je crains de m'être mal exprimé et qu'il ait cru que je voulais jouer les mentors (ce qui était très loin de ma pensée !). Cela m'ennuie beaucoup. Si je me trompe, rassurez-moi à l'occasion.

Avez-vous des nouvelles de notre fils Serge (9) ? D'ailleurs, je sais très bien que vous nous ferez part de tout ce que vous savez.

J'espère qu'entre-temps vous aurez pu prendre connaissance de la presse de la IV^e Internationale et que nous pourrons échanger nos points de vue sur ce sujet. En ce moment, en Belgique, on peut faire *beaucoup de choses*, à condition que Dauge et son groupe s'alignent sur Lesoil et non sur Godefroid.

Pour autant qu'il est possible de confier ses « secrets » à la poste, vous pouvez nous écrire à l'adresse que vous avez en toute < franchise ».

N.I. vous envoie à vous et à votre famille ses salutations les plus cordiales. Je vous embrasse fraternellement.

(6) Charles PLISNIER (1896-1952), ancien dirigeant des Etudiants socialistes belges, un des fondateurs du P.C. de ce pays, avait été exclu en 1928 et avait rejoint plus tard le P.O.B. Il se consacrait à la littérature, mais conservait de la sympathie pour le bolchevisme.

(7) Le Gosizdat est le nom des Editions d'Etat soviétique.

(8) Cf. *Œuvres*, 8, p. 149.

(9) Sergei SEDOV (1910-1938 ?) était le second fils de Trotsky. Totalement à l'écart de toute activité politique, il avait pourtant été arrêté en 1935.

[LES DROITS DU TRADUCTEUR]

(24 avril 1936)

Très cher Monsieur Lieber (1),

Sous ce pli, la suite du manuscrit sur l'Union soviétique. Pour le cas où, comme je l'espère, vous utilisez la traduction d'Eastman (2), prière de me renvoyer le manuscrit russe. La situation est la suivante en ce qui concerne la traduction : pour l'*Histoire*, j'ai concédé 10 % à M. Eastman en sus de son honoraire régulier de la part de l'éditeur (3). Il percevra aussi ces 10 % dans la seconde édition à bon marché. Comme la grande *Introduction* aura un rôle très important, selon l'éditeur, pour la diffusion du livre et qu'Eastman est intéressé pour 10 % à cette vente — comme, par ailleurs, je ne suis pas spécialement payé pour mon *Introduction* et que lui-même bénéficie pour la traduction d'un paiement régulier, il peut à mon avis mettre gratuitement sa traduction à votre disposition pour la prépublication ; au cas où il est d'un autre avis, vous pourriez naturellement lui payer une somme fixe, disons la moitié d'un honoraire normal de traducteur. Je ne puis toutefois accepter de lui concéder un quelconque pourcentage sur mes droits de prépublication.

Vous recevrez encore quarante ou cinquante pages au cours des deux prochaines semaines.

(1) Lettre à M. Lieber, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8913, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Max EASTMAN (1883-1969), écrivain et traducteur, une des grandes figures de la gauche socialiste américaine autour de la première guerre mondiale, avait rencontré Trotsky en U.R.S.S. après la révolution et était son admirateur et son traducteur.

(3) Eastman avait obtenu de Trotsky des conditions assez extraordinaires pour un traducteur. C'est que Trotsky était tout à fait désarmé psychologiquement sur le plan des négociations d'affaires, et incapable de repousser les demandes d'un homme pour qui il avait une réelle affection.

[QUESTIONS DIVERSES D'ÉDITION] (1)

(25 avril 1936)

Cher Ami,

1) Avec Ciliga, il nous faut mettre les choses au point en publiant dans le prochain numéro une courte déclaration : tu trouveras ci-joint, sur une feuille à part, un projet de texte en russe (2). Nous n'avons absolument aucun intérêt à nous occuper plus longtemps de cet homme et nous devons prendre nous-mêmes l'initiative de la rupture en gardant tout notre calme, cela va de soi.

2) L'affaire de l'éditeur semi-royaliste me surprend. Est-il royaliste en tant qu'éditeur ou seulement, pour ainsi dire, à titre privé ? Quel genre de livres édite-t-il par ailleurs ? Cette question est bien plus importante pour la parution du livre sur le terrorisme (3) que pour celle de *Où va la France* ? N'a-t-on donc pas cherché plus tôt à savoir qui était cet éditeur ? L'affaire n'est-elle pas enfin une provocation de la droite ?

Les opinions personnelles de l'éditeur ne m'intéressent pas du tout. S'il édite des livres variés, sans tendance générale réactionnaire, on peut l'accepter sans la moindre inquiétude. Sinon,

(1) Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10149, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Le Croate Ante Ciliga, qui venait de donner ses premiers articles au *Biulleten Oppositsii*, avait prévenu Sedov qu'il s'était engagé à donner un article au journal menchevique *Sotsialistichesky Vestnik*. C'était pour Trotsky une rupture de fait. Nous ignorons le texte de la mise au point dont il parle, et c'est sans doute une autre qui fut finalement publiée dans le n° 50 de juillet-août 1936 du *Biulleten Oppositsii*.

(3) Il s'agit d'une réédition française sous le titre *Défense du Terrorisme de Terrorisme et Communisme*. L'accord avec la maison d'édition « Nouvelle Revue Critique » avait été conclu par un militant d'origine roumaine, membre de la direction des J.S.R. et suspect aux yeux de beaucoup, Gottlieb dit Péro. Sedov avait adressé à Trotsky tout un rapport sur l'éditeur dont il craignait que les opinions ne soient utilisées dans une provocation contre son père.

ou dans le cas contraire, c'était un crime que de lui confier le livre sur le terrorisme.

3) Sous réserve de ce que je viens d'indiquer, je ne suis pas opposé à ce qu'il édite la brochure *Où va la France ?* J'écrirai même volontiers une préface dès que les élections auront eu lieu.

Dans le texte, on doit supprimer la formule « nous, Français ». Elle apparaît à plusieurs reprises dans le but de dissimuler l'identité de l'auteur.

Aux deux articles « Où va la France ? » (4), il faudrait joindre l'article plus restreint sur les comités d'action (5). Avec une préface d'actualité, la brochure serait tout à fait utile.

4) Comme traducteur du livre sur l'U.R.S.S., je propose Van. Il connaît ma terminologie et, de toute manière, il ferait le travail mieux que Body.

5) Je propose de ne pas se hâter de conclure le contrat avec Rieder et d'attendre qu'il ait examiné l'ensemble du manuscrit. J'en aurai bientôt fini et, pour le paiement, on peut attendre quelques semaines si cela doit permettre de soutirer plus à cet homme.

J'aimerais bien avoir mon article sur l'Armée rouge (6), en russe ou en français. Avec des modifications, je l'ajouterais à mon livre.

6) Vous pouvez tranquilliser Rieder en ce qui concerne mon livre sur Lénine. Je me sens en pleine forme et j'espère désormais m'attaquer de nouveau vigoureusement à ce livre.

(4) Il s'agit précisément des articles « Où va la France ? » d'octobre 1934 (cf. *Œuvres*, 4, p. 223 sq.) et « Encore une fois où va la France ? », de mars 1935 (cf. *Œuvres*, 5, p. 148 sq.).

(5) Il s'agit de « Pour les comités d'action, pas le Front populaire » (cf. *Œuvres*, 7, p. 181 sq.).

(6) Il s'agit probablement de l'article du 13 mars 1934 (cf. *Œuvres*, 3, p. 234 sq.).

[QUESTIONS DE TRAVAIL] (1)

(25 avril 1936)

Cher Ami,

Je me réjouis fort que nous arrivions à une conception et une décision communes. Mais vous comprendrez que je ne puisse entreprendre et mener à bien toute cette affaire sous ma seule responsabilité personnelle. Le sort de la revue doit être réglé *collectivement*. Cela prendra malheureusement encore plusieurs semaines.

De même, je ne veux en aucun cas parler de la publication des premiers numéros tant que l'affaire n'est pas réglée et arrêtée au moins dans ses grandes lignes sur les plans politique, littéraire et administratif. Cela va de pair avec la question de savoir où la revue va finalement paraître. On dit que l'endroit où est imprimé *Unser Wort* serait très avantageux, car les frais y sont deux fois moindres qu'ailleurs. Mais, d'un autre côté, il faut avoir sur place un camarade qualifié et entièrement dévoué à la chose, qui y mette la dernière main et sache parfaitement corriger des épreuves. La création de semblables conditions exige du temps. Mais cela coïncide avec mon plan de travail pour le proche avenir. Il faut absolument que j'achève mon livre sur l'U.R.S.S., ce qui va me prendre encore quelques semaines, et ensuite que je participe à l'élaboration d'importants documents pour la IV^e Internationale (2). Ces documents doivent d'abord être soumis à la discussion et serviront ensuite pour ainsi dire de prélude à une phase supérieure de développement de notre organisation. Ce travail achevé, je travaillerai à mon livre sur Lénine, mais sans hâte, afin de me laisser assez

(1) Lettre à A. Grylewicz, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8426, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit des textes et résolutions pour la conférence internationale prévue.

de temps libre pour la revue, de façon qu'elle soit faite du mieux possible. Le premier numéro pourrait peut-être commencer par les documents programmatiques dont je viens de parler. Je crois donc qu'il n'est guère possible de sortir le premier numéro de la revue avant le début de l'automne.

Quelques mots à présent sur la collaboration de la camarade dont il était question dans votre lettre ; je n'ai pas besoin de vous dire quelle irremplaçable valeur — je dis bien *irremplaçable* — aurait pour moi la collaboration permanente d'une camarade russe qui serait en même temps sténodactylographe (3). Je n'ai pas quant à la rapidité de la sténographie de si grandes exigences (je fais remarquer cela à cause de l'extrait de la lettre de la camarade qui m'a été adressé). La difficulté est ailleurs. La vie ici n'est pas amusante du tout. La camarade en question se sentira peut-être, en milieu étranger et dans un village, par trop isolée. Naturellement, on pourrait arranger les choses de façon qu'elle ait périodiquement — disons tous les quatre mois — un congé d'un mois, etc. Il n'en reste pas moins que les conditions de vie ici ne sont nullement alléchantes. Notre ami Hartmann (4) en tout cas en sait quelque chose. Cet aspect de la question devrait être attentivement pris en considération par la camarade avant toute décision.

En ce qui me concerne, la possibilité d'avoir à ma disposition, chaque fois que je me sens bien, une collaboratrice technique à qui je puisse dicter, *doublerait* pour le moins la productivité de mon travail. Le fait que la camarade sache aussi parfaitement l'allemand et même assez bien le français est déjà pour ainsi dire un luxe qui ne gâte rien à l'affaire. Mais le principal, qui est aussi la difficulté principale, reste pour moi de travailler en langue russe.

Un mot à présent sur la question technique du virement de l'argent. Vous proposez de faire un dépôt en mon nom. A vrai dire, cela n'aurait aucun sens de faire un virement en Norvège. Il faudrait déposer l'argent là où il sera dépensé. Je pourrais alors donner la procuration nécessaire à l'administrateur désigné. Enfin, il faut tenir compte des risques d'inflation ou de dévaluation. Il serait souhaitable que les Belges ne procèdent pas

(3) Grylewicz savait que Trotsky cherchait l'oiseau rare, une sténodactylo de confiance connaissant le russe.

(4) HARTMANN était le pseudonyme du Dr Franz BRETH, médecin de Reichenberg de réputation mondiale qui appartenait au groupe Rops (il était l'oncle du dirigeant tchécoslovaque J. Kopp) et qui était venu examiner Trotsky à Saint-Palais puis en Norvège.

à une seconde dépréciation de leur monnaie. Sous ce rapport aussi, le lieu de parution proposé n'est pas mauvais. Mais la question de l'administrateur reste encore un grand point d'interrogation.

[POUR UNE PRÉCONFÉRENCEJ (1)

(25 avril 1936)

Cher Théodore (2),

Bien reçu ta lettre du 16 avril. Nous proposons que la première réunion ait lieu sous forme de préconférence. On devrait envisager la rencontre pour un avenir assez proche. Lund (3) propose que le secrétariat international délègue Hansen (4) comme représentant de la jeunesse, et la direction allemande Nicolle (5). Cela faciliterait les choses dans les domaines technique et financier (5). Il faudrait aussi que viennent seulement à Berne : un Français, un Belge, un Hollandais et si possible un Américain. Prière de donner son avis sur ce sujet.

Les tâches de la préconférence seraient :

1) L'élection d'un secrétariat provisoire de la IV^e Internationale.

Lund fait à ce sujet les suggestions suivantes, qui ne peuvent nullement être considérées comme des propositions pratiques. Au cas où les obstacles pour le travail d'un secrétariat en Hollande s'avèreraient trop importants, on pourrait éventuellement, après avoir pris contact avec les Hollandais, prendre la Belgique en considération. Naturellement, il faut attendre d'abord que la situation se clarifie dans ce pays. Un ou deux camarades allemands (Adolphe, Braun), pourraient aussi éventuellement s'y établir afin d'épauler les camarades qui entrent

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8662, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Théodore (Theodor) était le pseudonyme collectif du secrétariat international.

(3) Trotsky.

(4) Hansen était un des pseudonymes de Heinz Epe^z (cf. n. 7, p. 42) qu'on appelait plutôt Walter Held mais qui utilisait aussi le pseudonyme de David.

(5) Nicolle (E. Wolf) qui était secrétaire de Trotsky et Walter Held habitaient tous deux en Norvège. Il n'y avait aucun frais supplémentaire pour eux à les déléguer à une préconférence en Norvège...

en ligne de compte pour le secrétariat, ne serait-ce qu'à cause des difficultés de langue. Pour des décisions tout à fait importantes, il faudrait alors faire venir un Hollandais et un Allemand.

La question du maintien du secrétariat international ne peut avoir de solution qu'en relation avec le problème du nouveau centre de la IV^e Internationale. Il ne sera possible de savoir si l'on pourra renoncer au secrétariat international que d'après la façon dont travaillera le nouveau centre (6).

2) Rédaction, adoption et publication (au nom de la pré-conférence) de documents importants sur l'actualité politique. Pour les sujets à traiter, nous faisons les propositions suivantes :

a) *La situation mondiale, la guerre qui vient et les tâches du prolétariat (éventuellement Crux).*

b) *Les courants social-patriotes et pacifistes dans la classe ouvrière et la population en général et nos tâches politiques.*

c) *Fascisme et Front populaire.*

d) *La dernière phase du développement de l'Union soviétique (éventuellement Crux).*

e) *Les bolcheviks-léninistes en Union soviétique. Nos prisonniers dans les pays capitalistes (appel pour la fondation d'une organisation de secours pour les internationalistes).*

f) *L'évolution de l'internationale communiste (éventuellement Held).*

g) *La jeunesse et la IV^e Internationale (éventuellement Held).*

h) *La question syndicale (éventuellement Fischer (7)).*

i) *La question coloniale.*

Nous demandons compléments et amendements. Nous faire savoir aussi lesquels de ces documents peuvent être rédigés par Théodore.

3) Nomination d'une commission pour la rédaction du programme de la IV^e Internationale, car il n'est pas possible d'adopter un programme complet dès la prochaine réunion. La commission doit s'engager à présenter son projet dans le délai précis d'un certain nombre de semaines, afin qu'il puisse être

(6) Le secrétariat international était en droit celui de la L.C.I. et en fait celui de la fraction bolchevik-léniniste et Trotsky avait jusque-là soigneusement distingué celle-ci de la « IV^e Internationale ».

(7) Otto Schüssler.

discuté par la conférence proprement dite, et adopté par elle. La conférence devra pour ce motif être vraisemblablement reportée à l'automne ou même à la fin de l'année.

4) La question de l'édition d'une revue mensuelle théorique.

5) Questions d'organisation (préparation de la conférence principale, réorganisation de la Jeunesse, création d'une organisation de secours, discussion de problèmes relatifs à diverses sections).

Il faudrait que chaque section finance elle-même son délégué.

Il faut immédiatement informer Thomson (8) avec précision car Pentecôte est bien trop tard.

(8) Henk Sneevliet.

**[ADDITIFS A LA LETTRE
SUR LA PRÉCONFÉRENCE] (1)**
(26 avril 1936)

Cher Ami,

Avant le premier paragraphe de ma lettre à Théodore, il faut lire les lignes suivantes :

« Nous proposons que la première réunion ait lieu sous forme de préconférence. On devrait envisager la rencontre pour la deuxième quinzaine de juin ou le début du mois de juillet, et cela à Berne. Lund propose que le secrétariat international délègue David comme représentant de la jeunesse et la direction allemande Nicolle pour l'Allemagne. Cela faciliterait les choses dans les domaines technique et financier. Il faudrait aussi que viennent seulement à Berne : un Français, un Belge, un Hollandais et, si possible, un Américain. Prière de donner son avis sur ce sujet.

Les tâches de la préconférence seraient :

1) L'élection d'un secrétariat provisoire de la IV^e Internationale (...) >

A partir d'ici, lire la suite dans la lettre dactylographiée.

Après le point III, il faut lire :

« [...] La conférence proprement dite devra pour ce motif être vraisemblablement reportée à l'automne ou même à la fin de l'année. >

Paragraphe supplémentaire :

(1) **Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8663, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.**

« Questions d'organisation (préparation de la conférence principale, réorganisation de la Jeunesse, création d'une organisation de secours, discussion de problèmes relatifs à diverses sections, création d'une commission de contrôle, question de cotisations, etc.). »

Il faudrait que chaque section finance elle-même son délégué.

Code : commission de rédaction : préconférence
séances de rédaction : session : conférence principale.

Avez-vous communiqué le code à Nagel (2) ? Je vous rappelle son adresse privée : Rosa Karsner (3), 203 East, 13th Street, New York (enveloppe intérieure).

Membres du bureau : vous avez bien lu Keller et Adolphe. Mais Keller est exclu pour le moment (4).

(2) Nagel était le dernier pseudonyme attribué à James P. Cannon.

(3) Rose KARSNER (1890-1968) était née en Roumanie et avait émigré très jeune aux Etats-Unis avec ses parents. A dix-huit ans, elle avait rejoint le parti socialiste à New York et devenait en 1908 la secrétaire de la revue *Masses*. Membre du parti communiste, elle était devenue la compagne de James P. Cannon et était avec lui à Moscou en 1928 quand il avait décidé de rejoindre l'Opposition de gauche.

(4) Jan Frankel avait été expulsé de France en février 1934. Il avait par la suite gratté la mention de cette expulsion sur son passeport, mais ce travail n'était pas impeccable. Il semble qu'à cette époque, il ait utilisé pour voyager le passeport de son camarade Lenorovic : l'opération était peut-être risquée en Norvège, surtout s'il devait rencontrer de nouveau Trotsky et également d'autres militants étrangers. Il n'était pas question non plus pour lui d'un vrai séjour en France. Mais il aurait peut-être pu faire partie d'un secrétariat établi à Bruxelles.

**[COMMENT GAGNER
LA JEUNESSE SOCIALISTE EN HOLLANDE] (1)**
(27 avril 1936)

Chère Camarade (2),

Je n'ai malheureusement pas pu écrire l'article que vous m'avez demandé. Faute de temps d'abord et deuxièmement parce que je ne voulais pas m'en tenir à des platitudes et parce que je n'étais véritablement pas familiarisé avec vos activités, vos projets, vos chances, pour pouvoir les commenter.

Bien que je ne connaisse pas suffisamment les conditions en Hollande — malheureusement, je ne lis pas le néerlandais — il me semble que le champ principal de nos activités devrait être la jeunesse social-démocrate et les syndicats réformistes, exactement comme l'année dernière. Bien entendu, je ne veux pas dire par là que notre Jeune Garde léniniste (3) doive renoncer à son indépendance. Mais, pour éviter cela dans l'avenir, il faudra avoir *depuis longtemps* construit une fraction substantielle à l'intérieur de la jeunesse social-démocrate. Je crains que vous n'ayez déjà perdu que trop de temps.

Vous parlez d'une organisation sportive à part comme point de départ de la milice ouvrière, et vous ajoutez à juste titre : « La nôtre serait mieux que l'organisation sportive social-démocrate. » Mais cette remarque juste révèle tout le caractère utopique de ce plan. Vous êtes supérieurs à la social-démocratie en *idées révolutionnaires, en programme*, pas en ressources

(1) Lettre à B. Spanjer, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10475, et Archives Sneeveliet, Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Traduite de l'allemand.

(2) Bep SPANJER (née en 1910) était la belle-fille de Sneeveliet, principal dirigeant du R.S.A.P. hollandais. Depuis octobre 1935, elle dirigeait l'organisation de jeunesse de ce parti, la Leninistische Jeugdgarde (L.J.G.), constituée après la scission de la R.S.J.V. restée aux mains d'adversaires de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale.

(3) La L.J.G. était sur la base politique du R.S.A.P., et, de plus, faible numériquement.

financières, en capacités techniques ou athlétiques. Dans ces conditions, comment pouvez-vous construire une organisation sportive supérieure ? C'est la même chose pour les syndicats. Il existe de nombreux exemples historiques de la façon dont un petit groupe révolutionnaire est devenu une organisation politique importante et même décisive. Mais je ne connais aucun exemple de la construction par de petits groupes de syndicats concurrentiels (4) pour ne pas parler d'organisations sportives. La jeunesse doit apprendre de l'histoire pour éviter de répéter de vieilles erreurs.

Nous avons besoin de la plus grande fermeté idéologique, de la pensée révolutionnaire la plus aiguisée et la plus claire, non pas pour nous isoler nous-mêmes des organisations de masse existantes, de façon sectaire, mais plutôt pour travailler effectivement en leur sein sans perdre de vue nos perspectives.

Dans le monde entier, la jeunesse social-démocrate entre en conflit avec les vieux bonzes des partis et des syndicats. Là où les représentants de la IV^e Internationale prennent une attitude négative, sectaire, pure, vis-à-vis d'elle, la jeunesse réformatrice qui essaie d'aller à gauche tombe sous l'influence du stalinisme. Au contraire, quand nos camarades ne se satisfont pas d'admirer leur propre pureté, mais trouvent leur place dans les organisations de masse, là, - la jeunesse qui va à gauche trouve le contact avec l'anti-stalinisme, c'est-à-dire le marxisme.

En Espagne, où notre section suit une ligne politique misérable, la jeunesse, qui commençait seulement à s'intéresser à la IV^e Internationale, a été livrée aux staliniens (5). En Angleterre, où nos camarades ont été lents à intervenir, les staliniens sont devenus la force principale dans la jeunesse du Labour

(4) Trotsky poursuit ici par Bep Spanjer interposée sa polémique contre Sneevliet et les dirigeants du R.S.A.P. qui défendaient l'existence indépendante de « leur » syndicat rouge, le N.A.S. qui comptait quelques dizaines de milliers d'adhérents seulement. La question revêtait d'autant plus d'importance qu'un courant pour la création de syndicats « indépendants », de type « rouge », se manifestait en Belgique avec au moins la sympathie et le préjugé favorable de Dauge.

(5) C'est le 1^{er} avril 1936 que les 40 000 membres de la fédération des Jeunesses socialistes d'Espagne avaient constitué, avec quelques milliers de jeunes communistes, les Jeunesses socialistes unifiées (J.S.U.), une opération supervisée par un envoyé spécial de l'I.C., l'argentin Codovilla. *Claridad* venait d'annoncer que Santiago Carrillo, secrétaire général des J.S.U., avait été invité aux travaux du comité central du P.C. espagnol.

Party, et nous sommes au second rang (6). En Belgique, nos camarades ont gagné une partie importante de la jeunesse, ont mis la majorité en opposition au stalinisme et, ce faisant, se sont ouverts de nouveaux champs d'action (7). A Bruxelles, cependant, où Vereeken et son groupe sont restés sur la touche, la gauche du parti ouvrier belge ainsi que la jeunesse sont tombées sous l'influence des staliniens. En Amérique, où nos camarades ont appliqué une ligne politique très correcte, ils ont déjà gagné une fraction importante de la jeunesse social-démocrate (8). *Quiconque refuse de reconnaître ces faits est voué à ne commettre que des erreurs.*

Ce que vous dites, chère camarade, à propos du parti américain, repose sur une information erronée. Nos camarades sont déjà dans les organisations socialistes. Seule la direction n'y est pas encore entrée, pour des raisons de tactique. Et il est possible que ce soit déjà fait maintenant. Nos camarades américains ont pris une initiative très courageuse. Ils sont si décidés et sûrs d'eux-mêmes qu'ils considèrent l'avenir avec la plus grande confiance, et que même les plus acharnés adversaires (de l'entrée) ont entrepris dans l'enthousiasme de travailler dans le parti socialiste. Tous espèrent que nos idées vont conquérir non une minorité, mais la majorité du parti socialiste. Naturellement, d'ici, je ne puis me former une opinion indépendante, mais je connais suffisamment nos camarades américains et j'ai en eux une confiance totale, surtout maintenant qu'ils ont réalisé l'entrée avec autant de décision et d'unanimité. Nos camarades hollandais feraient mieux de moins critiquer l'expérience américaine et de chercher à en apprendre plus de façon à pouvoir l'adapter aux conditions de leur propre pays (9).

(6) Bien que le groupe Groves-Dewar ait investi une dizaine de ses membres dans cette organisation de jeunesse, la phrase ci-dessus semble constituer la première reconnaissance du travail effectué par le Bolshevik-Leninist Group constitué par D.D. Harber.

(7) Le travail effectué dans les J.G.S. belges par les jeunes léninistes entrés en décembre 1934 avait en fait posé les bases du travail de la fraction trotskyste au sein du P.O.B. Walter Dauge, dirigeant et animateur de la gauche regroupée autour de l'Action socialiste révolutionnaire, qui avait annoncé le 24 avril qu'il se présentait aux élections contre le candidat du P.O.B., avait conquis sa position à partir de la direction des J.G.S. du Borinage.

(8) Les trotskystes américains semblent avoir progressé très rapidement à l'intérieur de l'organisation de jeunesse du P.S. américain, la Young People Socialist League, Y.P.S.L. (ou Yipsel). Ils venaient justement de convaincre l'ancien responsable de cette organisation à Chicago, Ernst ERBER (né en 1913), lequel, associé par ailleurs au *Socialist Appeal* d'Albert Goldman, venait précisément d'être élu président de la Y.P.S.L.

(9) Le R.S.A.P. avait été très hostile au « tournant français » en 1934, en accord d'ailleurs avec Vereeken, dont Trotsky souligne ici à quel

Ce que vous écrivez de « la formation de blocs avec des organisations de jeunesse » m'apparaît — je dois le dire — peu convaincant. De grandes organisations ne font que rarement des blocs avec de petits groupes, et à juste titre. Par ailleurs, il ne sert à rien à de petits groupes, du point de vue pratique, de jouer aux blocs, comme l'a très bien démontré l'expérience belge (10). Si les *dirigeants* d'une organisation de quelques centaines de membres se réunissent deux ou trois fois par mois avec les *dirigeants* d'organisations de masse, cela peut flatter peut-être leur vanité, mais ne leur ouvre aucune possibilité pratique. Il faut gagner la base au détriment des *chefs*, pas s'engager dans un jeu diplomatique avec les *chefs*.

P.-S. Vous avez interprété la lettre du camarade Braun (11) comme si elle signifiait qu'il faut coûte que coûte construire en Belgique un parti indépendant. Mais ce n'est pas cela du tout. Nos camarades de Charleroi (12) ont abandonné pour un temps leur indépendance formelle afin d'élargir le champ de leur activité. Ils ont remporté d'incontestables succès. Mais, comme ils agissaient en révolutionnaires et pas comme des opportunistes, un conflit politique majeur a éclaté. Il faut maintenant aller jusqu'au bout. Car, bien que nous ne soyons pas des sectaires qui ne veulent en aucun cas — jamais et nulle part — entrer dans des organisations réformistes, nous ne sommes pas non

point il s'était ainsi isolé. Mais l'entrée du W.P.U.S. dans le P.S. américain avait ouvert une crise grave. Déjà, le 17 février 1936, Schmidt et Sneevliet au nom du R.S.A.P. avaient écrit au congrès du W.P.U.S. pour regretter l'absence de toute information en leur direction, de tout effort pour une fusion entre W.P. et S.P. Ils ajoutaient que l'entrée créerait une « confusion » préjudiciable au « Bloc pour la IV^e Internationale », serait utilisée par les « centristes », et demandaient *comment* le W.P. entendait rester fidèle au programme et aux principes de la IV^e Internationale une fois entré au P.S. Depuis l'entrée, les Hollandais accusaient ouvertement la section américaine d'avoir « abandonné » le combat pour la IV^e Internationale et tourné le dos à la « Lettre ouverte ». Le paragraphe ci-dessus est en fait un signe annonciateur de la crise qui éclatera au grand jour avec le R.S.A.P. quelques semaines plus tard.

(10) Trotsky fait ici allusion à l'alliance éphémère conclue en Belgique en 1934 entre la J.C., les J.G.S. et les Jeunesses léninistes.

(11) Rappelons que Braun était le pseudonyme d'Erwin Wolf (cf. n. 6, p. 42). Wolf, qui vivait auprès de Trotsky à Hönnefoss, était intervenu énergiquement par lettre contre les hésitations de Dauge et de ses amis à rompre avec le P.O.B. Cette intervention avait pris la forme publique d'une lettre adressée par l'I.K.D. allemande à l'A.S.R. belge et publiée par *Unser Wort* à la mi-avril 1936.

(12) Trotsky désigne sous le nom de « Charleroi » le groupe de ses camarades belges autour de Lesoil qui avaient constitué la direction de la fédération de Charleroi du P.C. belge, puis de l'Opposition de gauche, en d'autres termes, le groupe dirigeant de la section belge.

plus des sapistes, qui, aussitôt qu'ils sont dans les organisations de masse, refusent à tout prix de les quitter, c'est-à-dire sont prêts à sacrifier ce qui leur reste de leurs principes politiques. On doit apprécier la signification profonde du terme « manœuvrer », car le *mouvement* révolutionnaire est réellement un mouvement, quand il n'est pas *au point mort* !

**[IL FAUT APPRENDRE
DE LA MÉTHODE AMÉRICAINE] (1)**
(27 avril 1936)

Cher Camarade Riel (2),

Je m'excuse de n'avoir pas répondu à vos lettres précédentes : des indispositions soudaines, des changements fréquents dans mon état de santé général et une surcharge de travail m'en ont empêché.

Je partage intégralement votre avis : nous devons poursuivre de toutes nos forces notre travail pour la IV^e Internationale et nous avons pour cela les meilleures conditions possibles. Il est inexact que la situation en Amérique soit « très floue et très embrouillée ». Nos amis américains ont été et restent parmi les plus fidèles soutiens de la IV^e Internationale. Ils en ont toujours donné la preuve : premièrement, ils ont eux-mêmes suivi avec zèle toutes les questions en débat dans les sections européennes et en ont tiré de nombreux enseignements — et deuxièmement ils ont apporté et continuent d'apporter à diverses sections leur aide morale et matérielle.

Comme vous le verrez d'après ma lettre ci-jointe à la camarade Spanjer (3) nous pouvons espérer que le drapeau de la IV^e Internationale remportera justement en Amérique une grande victoire. Nous avons dernièrement fait un pas en avant

(1) Lettre à R. van Riel, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10711, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) René VAN RIEL était le pseudonyme de Richard MANUEL, un communiste hongrois qui s'était réfugié en Hollande après la défaite de la révolution hongroise de 1919. Militant du P.C. hollandais, il s'était joint à l'opposition de droite et avait animé pendant plusieurs années une opposition qui se rattachait au centre brandlérien de l'I.V.K.O. Dès 1933 il s'était tourné vers la perspective d'une nouvelle Internationale et en 1935 il avait rejoint le R.S.A.P. Il avait correspondu avec Trotsky sur la question du programme d'action de ce dernier.

(3) Cf. p. 227-231.

important en Belgique : vous ne l'ignorez certainement pas. De quelques informations de caractère privé, il ressort que nos camarades polonais, qui sont également entrés dans le parti socialiste, ne sont pas restés inactifs dans l'intervalle et que les événements qui se déroulent actuellement en Pologne justifient les plus grandes espérances (4). Bref, je ne vois pas non plus la moindre raison d'être pessimiste. Tout au contraire. Mais notre optimisme ne doit pas être purement formel, c'est-à-dire bureaucratique, mais dynamique et dialectique. Il nous faut justement savoir prendre et utiliser l'évolution en cours, telle qu'elle nous est donnée par la nature des choses et non telle que nous aimerions en disposer dans notre imagination, en particulier pour notre commodité. Pour éviter tout malentendu, je voudrais souligner ici que *je ne veux nullement dire par là que le parti de nos camarades hollandais devrait imiter la méthode américaine*. Mais il est nécessaire d'apprendre de l'expérience américaine sans prévention aucune. Car il y a suffisamment de quoi apprendre ! On peut en être certain. De l'expérience de l'I.L.P. en Angleterre, aussi, on peut apprendre beaucoup. Voilà un parti qui voulait en même temps tourner le dos non seulement au L.P., mais aussi aux trade-unions et au parti des coopérateurs. Et il n'avait pas pour autant un programme d'action qui lui appartînt en propre. Sa dernière conférence (5) a démontré qu'on n'arrive à rien sur la simple base du *négalisme* et du *conservatisme*. L'I.L.P. est en constant recul et en pleine décomposition interne.

Excusez-moi de devoir me contenter de ces brèves remarques. Je suis pris par un travail que je ne puis absolument pas différer.

(4) Les informations en provenance de Pologne indiquaient que les efforts des staliniens polonais pour freiner l'explosion révolutionnaire après les grèves et émeutes de Lodz, Varsovie, Lvov, etc. étaient perçus comme une trahison et que les progrès des B.L. entrés dans le P.P.S. étaient sensibles tous les jours.

(5) Cf. p. 205-210.

[REPRISE DE CONTACT] (1)

(28 avril 1936)

Cher Ami,

Oui, c'est un enchaînement de méchants malentendus. Il est bien vrai que j'ai demandé à l'époque aux camarades de m'écrire moins à l'avenir. Mais cette demande concernait les affaires locales, non les lettres personnelles des amis (2).

Après l'histoire avec Alexander (3), on m'a fait savoir que vous auriez annoncé la suspension de la correspondance pour un certain temps. Cela m'a paru incompréhensible dans la mesure où il s'agissait de lettres personnelles ou relatives à votre état de santé. Au moment où j'ai reçu quelques exemplaires du livre sur Lénine, j'ai voulu vous en faire parvenir un avec ma dédicace. On m'a répondu que vous n'auriez pas donné de nouvelle adresse et que vous auriez même demandé qu'on n'envoie pas de matériel imprimé à l'ancienne adresse. Bien qu'il fût déjà emballé, le livre est resté jusqu'à aujourd'hui chez N(atalia) I(vanovna). Maintenant encore, Erwin (4) et moi-même, nous nous demandons s'il est raisonnable, à cause du nom de l'auteur et de la dédicace personnelle, de vous l'expédier à votre adresse poste restante.

Ce que vous m'écrivez sur l'affaire de l'édition est tout nouveau pour moi. Jamais je n'aurais voulu ou pu vous faire des reproches à ce sujet, étant absolument certain que vous faites toujours de votre mieux en fonction des circonstances.

(1) Lettre à Jan Frankel, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8150, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) La correspondance avec Frankel était interrompue depuis le mois de janvier. Nous ne connaissons pas la lettre dans lequel il semble que ce dernier avançait des explications.

(3) ALEXANDER était en Tchécoslovaquie le pseudonyme de Wilhelm HAAS (né en 1912), un chauffeur qui dirigeait dans les régions de langue allemande le groupe affilié au groupe de Frankel qui publiait à Prague *Jiskra*. Mais nous ne savons pas ce qu'est « l'histoire avec Alexander ».

(4) Erwin Wolf.

Je travaille dur en ce moment à mon livre sur l'U.R.S.S. ; environ deux cents ou deux cent cinquante pages imprimées. J'en suis déjà à mon avant-dernier chapitre. Ma santé, ces derniers temps, s'est considérablement améliorée et je suis en assez bonne forme.

J'espère bien avoir totalement dissipé par cette lettre les malentendus qui s'étaient accumulés et je serai très heureux que vous me donniez signe de vie de temps en temps.

[QUI SONT CES HOMMES ?] (1)

(29 avril 1936)

Cher Victor Lvovitch,

Je regrette un peu d'avoir écrit sur mon télégramme « Lettre suit », ce qui a pu vous inciter à attendre ma lettre et à remettre l'envoi de la vôtre. Est-il nécessaire de vous dire que nous attendons de vos nouvelles avec une fiévreuse impatience ?

Je vous écris cette fois-ci pour vous donner des renseignements et vous faire part de mes réflexions sur quelques-unes de nos connaissances communes et anciens camarades : je pense avant tout à Souvarine et au couple Paz (2).

A mon arrivée en Turquie, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour parvenir à un accord avec Souvarine, dont j'ai toujours apprécié les qualités professionnelles en tant que journaliste, mais dont je n'ai jamais pensé grand bien comme *révolutionnaire*. Les lettres que nous avons échangées m'ont très vite révélé que nous n'avions rien en commun. Souvarine est un esprit purement analytique, qui, de plus, est formellement analytique et négatif. Quand des gens comme lui appartiennent à

(1) Fonds Victor Serge, Musée social, et V. SERGE, L. TROTSKY, *La lutte contre le stalinisme, op. cil.*, avec l'autorisation des éditions Maspéro.

(2) Boris LIFSHITZ, dit SOUVARINE (né en 1893) à Kiev, émigré en France, avait été l'un des partisans de l'adhésion à l'I.C. du parti socialiste, puis l'un des dirigeants du P.C. dont il avait été exclu en 1924. Lié à l'Opposition de gauche russe, il avait rompu en 1929 avec Trotsky et dirigeait à l'époque le Cercle communiste-démocratique, plutôt proche de l'opposition de « droite ». Maurice PAZ (né en 1896), avocat, minoritaire socialiste, puis militant du P.C. avait animé une opposition qui se réclamait de l'Opposition de gauche russe à partir de 1925. Il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo en 1929 et rompu peu après. Il avait adhéré à la S.F.I.O. et était membre de sa C.A.P. depuis 1934. Son épouse, Magdeleine MARX (1889-1973), avait suivi son itinéraire politique ; elle avait joué un rôle important dans la campagne pour la libération de Victor Serge.

un groupe sérieux et restent fidèles à une grande tradition, ils peuvent rendre d'importants services au mouvement. Mais le caractère de Souvarine l'empêche d'appartenir à un groupe. Or il est absolument incapable d'un travail politique indépendant. Dans sa recherche d'une ligne indépendante allant directement de Marx à lui-même, en laissant de côté Lénine et le bolchevisme, Souvarine a découvert par hasard... le *menchevisme*. Je n'ai rien trouvé d'autre en lui. Son livre sur Staline, que j'ai seulement parcouru, est valable quant au choix consciencieux des faits, mais d'un point de vue théorique et politique, il est, hélas, sans valeur.

Souvarine accorde, autant que je sache, une très grande importance au sort des mencheviks en U.R.S.S. : devons-nous prendre leur défense, oui ou non ? Il a lancé de nombreuses attaques contre nous, parce que nous n'avons pas pris et ne prenons aucun engagement à ce sujet. En ce moment, la répression contre les mencheviks n'est pas un problème d'actualité, même pour la bureaucratie : l'écrasante majorité des mencheviks s'accommode parfaitement du régime de Staline qu'elle aide à persécuter nos amis ; le mouvement menchevique ne connaît aucun afflux de forces nouvelles, c'est ce qui ressort de tous les renseignements que nous avons et de leurs propres déclarations ; reste le problème des dix ou vingt « boucs émissaires » dont Staline a besoin pour prouver qu'il ne persécute pas uniquement les bolcheviks.

Politiquement, le problème des mencheviks ne peut être posé de façon juste que dans une perspective internationale. Partout dans le monde, la social-démocratie se rapproche des staliniens, la preuve en est les persécutions acharnées qui s'abattent contre nous, internationalistes, partisans de la IV^e Internationale. La préparation de l'union sacrée en prévision d'une guerre imminente commence par l'« union sacrée » de la II^e et de la III^e Internationales contre la véritable avant-garde révolutionnaire. Vous pouvez observer cela on ne peut mieux en ce moment en Belgique. Dans le monde entier, les mencheviks excluent nos amis du parti, et, là où ils le peuvent, des syndicats, afin de pouvoir demain, au moment de la mobilisation, les livrer plus sûrement aux mains de la police impérialiste. Aucun doute n'est possible quant au fait que le G.P.U. établit dans tous les pays des listes d'internationalistes et accepte de donner des renseignements à la police des « pays amis ». En tant que tel, Dan m'intéresse fort peu. Mais il appartient à la même phalange internationale que Vandervelde, Léon Blum, etc. Politiquement, le problème qui se pose à nous est

celui de savoir non pas comment défendre la douzaine de boucs émissaires mencheviques qui souffrent effectivement pour rien, c'est-à-dire pour renforcer le régime stalinien, mais de savoir *comment nous protéger nous-mêmes des coups perfides du menchevisme et du stalinisme internationaux*, tout en menant contre eux une campagne impitoyable pour les démasquer. C'est le seul problème important, or Souvarine ne le voit absolument pas. C'est pourquoi il serait prêt à répartir sa justice à égalité entre les mencheviks et nous. Etant donné sa position, nous n'avons et ne pouvons avoir avec lui rien de commun.

Je vous signale en passant que l'oppositionnel yougoslave Ciliga, parti de positions d'extrême-gauche, s'est égaré lui aussi sur la voie de l'amitié avec les mencheviks. Son raisonnement est à peu près le suivant : l'U.R.S.S. n'est pas un Etat ouvrier, mais un Etat bonapartiste de type capitaliste ; la démocratie constituerait pour l'U.R.S.S. un progrès ; les mencheviks sont pour la démocratie ; les mencheviks sont donc nos alliés. A quoi bon essayer d'y voir clair dans ce tas d'inepties, puisque de toute façon nous ne pouvons, ainsi que nous l'avons dit plus haut, pratiquer vis-à-vis des mencheviks une politique valable dans « un seul pays ».

La tâche de l'avant-garde prolétarienne en U.R.S.S. n'est pas de s'occuper par philanthropie des mencheviks, mais de préparer le renversement révolutionnaire de la bureaucratie bonapartiste. On peut nous demander quelle sera vis-à-vis des mencheviks la politique du parti de la IV^e Internationale s'il parvient au pouvoir. Nous ne pouvons prendre aucun engagement à ce sujet. Tout dépendra de la situation internationale, du rapport des forces, de la politique des mencheviks eux-mêmes, etc. Si les alliés de Dan de la II^e Internationale mettent en prison et assassinent de nouveaux Liebknecht (3), nous ne ferons évidemment pas de sourires aux mencheviks. Mais cela concerne l'avenir.

Point n'est besoin de s'arrêter longuement sur le couple Paz. Magdeleine Paz a lutté pour votre libération : c'est la seule action digne d'éloge qu'elle ait faite de sa vie. De lui, on ne peut en dire autant. C'est un bourgeois conservateur, dur, borné, et profondément repoussant. S'il a, à un certain moment, rejoint l'Opposition de gauche, c'est uniquement parce que cela

(3) Rappelons que les Corps-Francis qui avaient délibérément assassiné Karl Liebknecht étaient au service d'un gouvernement social-démocrate (Ebcrt) et sous les ordres directs du ministre social-démocrate Noske.

lui donnait de façon absolument gratuite (ce qui est pour lui décisif) une certaine auréole, tout en ne lui créant rigoureusement aucune obligation. Du fait que mon point de vue sur le mouvement bolchevik-léniniste est quelque peu différent du sien, Paz n'a pas pu continuer à faire semblant de partager mes idées après mon arrivée à l'étranger. La rupture était inévitable, et je m'accuse seulement d'avoir été trop patient et d'avoir perdu mon temps à correspondre avec le couple Paz.

Vous avez certainement appris aussi mon conflit avec Rosmer (4). C'est maintenant du passé et il n'est pas question de vous raconter cela en détail. De toute façon, Rosmer est quelqu'un d'absolument différent. Malgré sa réserve et son tact, un jour où il n'était pas du même avis que moi sur une question d'ordre privé (5), il s'est emporté et a refusé non seulement de rechercher un accord, mais même de s'expliquer. C'est à cause de cela que nous ne nous sommes pas rencontrés lors de notre séjour en France, mais notre estime et notre sympathie pour les deux, Alfred et Marguerite, sont restées intactes, et je pense qu'il en est de même pour eux. Rosmer a écrit un excellent livre sur le mouvement ouvrier pendant la guerre. C'est l'un de ceux sur qui on peut compter de façon sûre en cas de nouvelles épreuves. Je suis sûr que nos relations se rétabliront et seront plus solides que jamais.

Passons à autre chose. Il me semble que vous êtes arrivé en Belgique à un moment tout à fait favorable pour vous rendre compte de la nature du travail que nous y avons fait, de nos méthodes et de nos groupes internes. En ce moment, la Belgique est un champ d'expérience très précieux. Lesoil, Vereeken et Dauge représentent trois courants dans notre mouvement *international* (6). L'actuel ministre Spaak (7), venu me voir à Paris pour une « consultation » (quelques mois avant sa trahison), m'a dit qu'il considérait Lesoil et Vereeken comme les deux meilleurs ouvriers de Belgique. J'espère que vous avez déjà fait leur connaissance, de même que celle de Dauge, et que vous me ferez part en détails de vos observations et de vos impressions.

(4) Le conflit entre Rosmer et Trotsky avait éclaté à propos de Molinier dont Rosmer avait vainement réclamé la mise à l'écart.

(5) Il paraît difficile de considérer que Rosmer s'était opposé à Trotsky sur une « question privée » : d'autres lettres le prouvent.

(6) Trotsky se situait de toute évidence avec Lesoil. Il est intéressant qu'il ait considéré que les Belges représentaient des courants internationaux.

(7) Sur Spaak, cf. n. 4, p. 59.

Ma plus grande crainte au sujet des affaires belges est l'attitude conciliatrice et temporisatrice de Dauge, et en partie aussi des autres, envers Godefroid, qui feint d'être l'ami des exclus et qui changera de camp au dernier moment et aidera Vandervelde à nous isoler. C'est un rôle honteux semblable à celui qu'a joué en France Marceau Pivert avec l'aide des nôtres (8).

Assez pour cette fois. Cordiales salutations de N.I. et de moi-même à vous et votre famille. Je vous serre la main.

P.-S. Avez-vous des nouvelles d'Alexandra Lvovna (9) ; de Maria Lvovna et des enfants (10) ?

J'ai la possibilité d'envoyer par la plus grande agence américaine n'importe quelle communication sur l'U.R.S.S. (évidemment avec le ton qui convient). Peut-être pourriez-vous écrire un *statement* (11) sur les emprisonnés et les déportés ? On pourrait le présenter comme une lettre de vous à moi. Mais il y a la question de votre nom. Je ne pense pas que vous puissiez rester dans l'ombre : cela enlèverait les neuf dixièmes de leur valeur à vos révélations, et de toute façon les staliniens français et belges vous « démasqueraient ». Il me semble qu'il vaut mieux agir ouvertement. Mais il est possible que je ne sois pas au courant de tout ce que vous pensez ni de tous vos projets.

(8) Vieux grief contre Marceau Pivert et son initiative de fonder la Gauche révolutionnaire au moment où les trotskystes étaient exclus, et allusion, à travers l'expression « les nôtres », au groupe de *La Commune*.

(9) Alexandra L. SOKOLOVSKAIA (1875-193 ?) était la première femme de Trotsky et la mère de ses deux filles. Elle avait été arrêtée et déportée en 1935.

(10) Maria L. SOKOLOVSKAIA, sœur d'Alexandra avait recueilli, après la déportation de sa sœur, les petits-enfants de cette dernière et de Trotsky, les deux enfants de Nina et de Man Nevelson, dont la mère était morte et le père déporté, et la fille de Zinaïda, qui s'était suicidée en 1933.

(11) En anglais dans le texte.

DANS LES COLONNES DE LA PRAVDA (1)

(mai 1936)

Tirant sans cesse de nouveaux bilans de la « vérification des cartes du parti », la *Pravda* est convaincue que la purge en coulisses est bien plus valable que la purge publique. Il apparaît que « nombre d'ennemis déguisés ont pu tromper le comité d'épuration et qu'en quelques endroits, ils ont même traversé la purge en se faisant applaudir ». En d'autres termes, c'est dire que nombre de ceux qui étaient suspects d'être opposants avaient la sympathie de leurs organisations avec eux, et que les comités nommés d'en-haut n'avaient pas de prétextes pour les exclure. Mais, dans la vérification en coulisses, « l'étude du personnel du parti a été menée plus profondément et sous plus d'angles que pendant les épurations » (*Pravda*, 22 mars 1936). Il n'y a guère lieu de s'en étonner ; le projecteur, ici, c'était l'appareil du G.P.U.

Nous apprenons en passant par la *Pravda* que dans l'une des usines de Chéliabinsk, « pour les 103 communistes, il y en a 318 qui ont été exclus du parti à un moment ou un autre ». En d'autres termes, trois fois plus d'exclus que de restants. L'usine de Chéliabinsk n'est pas une exception. De toute façon, elle a illustré la façon dont vit ce triste « parti » dirigeant !

La *Pravda* publie une dénonciation du secrétaire du comité de district d'Uspensk dans la région de la mer d'Azov. « Ses motions dans les réunions du comité de district — et il en présente sur toutes les questions — ne soulèvent aucune objection, car il n'en tolère pas. » Quelle honte ! Quelle atteinte choquante à la démocratie ! Saltykov (2) a écrit autrefois une histoire sur la ville de Glubov — la ville des fous — dans

(1) T 3914, 3915. *Biulleten Oppositsii*, n° 50, mai 1936. Traduit du russe.

(2) Mikhaïl E. SALTYKOV, dit CHTCHEDRINE (1826-1889) est un auteur satirique (portraits, romans, nouvelles) très populaire en Russie.

laquelle il dépeignait les mœurs de toute l'autocratie tsariste. Le morceau sur le comité de district d'Uspensk résonne comme une satire involontaire du régime. Le secrétaire d'Uspensk s'appelle Saut. Mais si l'on mettait U.R.S.S. à la place de district et si on remplaçait Saut par Staline, on pourrait laisser sans changements tout le reste du texte.

Molotov a réussi à régulariser le front. Depuis que la « troisième période » a été liquidée, Molotov, c'est bien connu, est en demi-disgrâce. Il est vrai que ce nom a pu être cité parmi ceux des dirigeants-nés, mais pas chaque fois. Son nom vient couramment après ceux de Kaganovitch et de Vorochilov (3), et il est souvent privé de ses initiales. Dans le rituel soviétique, ce sont là des signes d'une énorme importance. Chaque fois qu'une délégation venait voir Molotov, il était autorisé à la recevoir seulement s'il avait Roudzoutak (4) à sa gauche et Chubar (5) à sa droite. Pour sa part, Molotov, bien que chantant les nécessaires louanges du « Chef », ne le faisait qu'à deux ou trois reprises dans tout un discours, ce qui, dans l'atmosphère du Kremlin, résonnait presque comme un appel à renverser Staline. Mais, avec l'aide de Dieu, depuis la fin de l'année dernière, on a relevé un mieux. Molotov régularisait le front. Au cours des dernières semaines, il a prononcé quelques panégyriques de Staline qui ont fait verdier d'envie Mikoyan (6) lui-même. En récompense, Molotov a retrouvé ses initiales. Son nom figure à la deuxième place, et il porte le titre de « plus proche compagnon d'armes ».

(3) Lazar M. KOGANOVITCH, dit KAGANOVITCH (né en 1893), ouvrier du cuir, entra au parti en 1911. Membre du soviet de Gomel en 1917, il occupa divers postes dans l'appareil : membre du C.C. en 1924, secrétaire en Ukraine de 25 à 28, secrétaire du C.C. depuis 1928, secrétaire à Moscou de 30 à 35, successivement responsable de la collectivisation de l'agriculture, de l'épuration en 33-34, puis à partir de 1935 commissaire du peuple aux transports. Klementi E. VOROCHILOV (1881-1969), métallo du Donbass, bolchevik en 1903, s'était lié à Staline pendant la guerre sur le front de Tsaritsyn ; il entra au C.C. en 1921, devint commissaire à la guerre en 1925 et membre du B.P. en 1926.

(4) Ian E. ROUDZOUTAK (1887-1938), letton, fils d'ouvrier agricole, bolchevik en 1905, avait passé dix ans en prison sous le tsar. Dirigeant des syndicats après 1917, il était vice-président du conseil des commissaires du peuple, donc adjoint de Molotov.

(5) Vlas I. CHUBAR (1891-1939), fils de paysan pauvre, bolchevik en 1907, avait fait une carrière d'apparatchik en Ukraine. Il était commissaire aux finances et également vice-président.

(6) Anastas I. MIKOYAN (1895-1978), ancien séminariste, bolchevik en 1915, avait été secrétaire du parti à Nijni-Novgorod puis dans le Caucase; entré au C.C. en 1923, suppléant du B.P. en 1925, titulaire en 1936, il avait la responsabilité du commerce et du ravitaillement.

Tout est bien qui finit bien. Mais en toute honnêteté, il faut admettre que cela n'a pas été facile pour Molotov. Après tout, il avait connu Staline depuis trop d'années pour le mettre sur le même plan que Lénine comme il l'a fait dans son vil discours aux délégués de Géorgie soviétique. Mais, après tout, nous n'avons pas à nous soucier de la dignité de Molotov en tant qu'homme. Nous avons d'autres soucis.

Pendant l'année scolaire, à Kremenchug, à l'initiative d'un propagandiste nommé Potelijako, a eu lieu une discussion sur la « possibilité de construire le communisme dans un seul pays », au cours de laquelle Potelijako a « avancé des formules trotskystes ». Malgré les protestations de plusieurs communistes — de toute évidence le correspondant de la *Pravda* lui-même — « Potelijako a gardé son poste et a continué à faire des cours ».

Mais, après la note de ce correspondant dans la *Pravda*, nous avons des raisons de croire que Potelijako a non seulement été relevé de ses fonctions d'enseignant, mais aussi qu'il a reçu toute l'inspiration nécessaire du théoricien bien connu Iagoda.

Novoseletsky, qui avait reçu le prix du « meilleur journaliste » à l'institut du journalisme de l'Ukraine communiste, en arrivant à son nouveau poste, a publié un « article contre-révolutionnaire trotskyste » pour lequel il a été exclu du parti — et, bien sûr, arrêté. Cet épisode est un clair témoignage de la montée de l'audace des oppositionnels. Nous le relevons avec satisfaction.

En expliquant le besoin d'être vigilants à l'égard du « trotskysme », la *Pravda* s'est soulagée d'une brillante image qui vaut la peine d'être reproduite : « l'ennemi de classe, dans l'agonie de son lit de mort (de toute évidence il y a des agonies qui ne se font pas sur des lits de mort), refuse de se rendre. Il a recours à toutes sortes de trucs et de sales ruses, surtout quand il y a un manque de vigilance ». Ainsi l'ennemi de classe n'était pas terrible quand il défendait ses positions privilégiées les armes à la main au sommet de sa puissance. Non ! Il est particulièrement terrible aujourd'hui, « dans l'agonie de son lit de mort ». Son Excellence sérénissime le prince Potemkine (7) remarquait un jour dans une circonstance sem-

(7) Le prince Grigori A. POTECHKINE (1739-1791), d'humble origine, était le favori de l'impératrice Catherine II qui en fit son tout-puissant ministre.

blable à l'écrivain Fonvazine (8) : « Vous pourriez bien mourir, Denis, vous n'écrirez jamais rien de meilleur. »

Le 30 décembre 1935, la *Pravda* rapportait avec indignation que des révolutionnaires étaient torturés dans les prisons yougoslaves. La *Pravda* oublie de mentionner que des Yougoslaves sont torturés dans les prisons de Staline, également (9).

D'une conversation avec un dignitaire soviétique (pas de la *Pravda*, mais la vérité) (10).

« Pourquoi le flattez-vous de façon si honteuse ?

— Que puis-je faire ? Il aime ça. »

(8) Denis I. FONVIZINE (1745-1792) était l'un des grands écrivains de son époque, auteur satirique (*Le Brigadier*, *Le Propriétaire terrien*).

(9) Trotsky fait allusion ici aux informations rapportées d'U.R.S.S. par Ciliga et notamment l'arrestation, la torture et la condamnation de dirigeants du P.C. yougoslave dans les prisons staliniennes.

(10) Jeu de mot intraduisible sauf sous la forme : « Pas de *La Vérité* mais la vérité ! », « pravda » signifiant en russe « vérité ».

[QUESTIONS DU TRAVAIL RUSSE] (1)

(1^{er} mai 1936)

Cher Ami,

1) Ci-joint la suite du manuscrit en deux exemplaires. La seule possibilité pour régler cette affaire est de s'adresser à un autre éditeur, peut-être en Belgique, et de lui envoyer le manuscrit pour examen afin d'obtenir une proposition qu'on ait ensuite en main pour continuer la négociation avec Rieder.

2) Il est absolument nécessaire, pour ces négociations, de remplacer Molinier par un autre représentant (2). Je vous envoie sous ce pli deux feuilles de papier à lettres vierges munies de ma signature, l'une pour une nouvelle procuration, l'autre pour une notification recommandée de ce changement à Rieder. Ne pourriez-vous pas vous charger vous-même de la représentation ?

3) Je vous expédie la copie de ma lettre à Victor Serge puisqu'elle traite de la question des mencheviks (3). Si vous le jugez convenable, vous pourriez lire à Ciliga la partie en question ainsi d'ailleurs que le passage qui le concerne lui.

Je ne pense pas que nous ayons intérêt à continuer de publier ses articles s'il y a quelque risque qu'il devienne un collaborateur des mencheviks. La chose est expliquée avec suffisamment de clarté dans ma lettre à Victor Serge et Ciliga devrait lui-même s'en rendre compte. Il faut le mettre carrément devant le choix entre la IV^e et la II^e Internationales. En tout cas, je vais lire séance tenante son manuscrit (4) (ci-joint)

(1) Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10150, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit d'Henri Molinier qui avait représenté Trotsky dans les pourparlers avec Rieder.

(3) Il s'agit de la lettre de Trotsky à Serge du 29 avril 1936.

(4) Il s'agit du manuscrit des souvenirs de déportation de Ciliga publié peu après sous le titre *Au pays du grand mensonge* et réédité récemment sous celui de *Au Pays du mensonge déconcertant*. Le manuscrit russe de Ciliga se trouve dans les papiers d'exil.

et y ajouter si nécessaire quelques remarques. Mais seulement pour le cas où il se décide pour la IV^e Internationale.

4) En ce qui concerne la note sur le marin, il n'est pas nécessaire de l'imprimer si Ciliga est d'avis que l'hypothèse est fausse (5). Le but de la note était d'attirer de nouveau l'attention sur l'orientation dans laquelle travaillent aujourd'hui encore Staline-lagoda. Nous trouverons d'autres occasions pour ce faire.

5) En ce qui concerne l'opinion des philistins sans-parti sur la note relative à Demian Bedny (6) voici ce que je pense : moins nous accorderons d'attention aux philistins sans-parti et mencheviques, mieux ce sera. *Un seul* lecteur d'Union soviétique nous importe plus que tous ces Messieurs d'un certain âge qui ne sont *que* des lecteurs. Je suis certain qu'on pourrait beaucoup mieux organiser la diffusion du *Biulleten* par les diverses sections auprès des Soviétiques qui viennent à l'étranger que ce n'est le cas aujourd'hui. Vereeken a proposé depuis longtemps de faire quelque chose de ce genre- par l'intermédiaire des marins. Mais il y aurait sûrement un autre moyen. Le *Biulleten* est destiné à la nouvelle génération, celle qui ne connaît pas le passé.

6) Il serait excellent que Victor Serge, à l'occasion, dise quelque chose de plus précis sur le procès des mencheviks (7) ; on pourrait alors ajouter une note de deux lignes : « La rédaction du *Biulleten* doit reconnaître qu'à l'époque de ce procès elle a gravement sous-estimé le degré d'impudence atteint par la justice stalinienne et qu'elle a, de ce fait, pris bien trop au sérieux les arguments des anciens mencheviks... »

(5) Dans son article pour le *Biulleten Oppositsii*, « Les Plats les plus épicés sont encore à venir », daté du 25 mars 1936 (cf. p. 93-96), Trotsky avait émis l'hypothèse qu'un marin rencontré en prison par Ciliga avait pu être torturé dans la perspective d'un procès impliquant des gens accusés de liens avec « l'étranger » et par conséquent lui-même. L'hypothèse fut néanmoins publiée.

(6) Sur Demian Bedny, cf. n. 2, p. 132. Il s'agit de la note intitulée « L'Endroit d'où l'on ne revient pas », (cf. p. 132-135) publiée en avril par le B.O.

(1) En mars 1931 s'était déroulé à Moscou un procès du « bureau de l'union du comité central du parti menchevique ». Les accusés, anciens mencheviks entrés dans les années vingt au service de l'Etat soviétique en tant que spécialistes, étaient accusés de sabotage. Ils avaient fait des aveux complets. Trotsky avait cru à la véracité de ces aveux et à la culpabilité des mencheviks et Sedov le pressait de reconnaître publiquement cette erreur. L'ironie de Trotsky dans cette mise au point — et les deux points d'exclamation — semble indiquer qu'il ne s'attendait pas aux aveux des vieux-bolcheviks à l'été suivant au premier « procès de Moscou ».

7) S'il n'est pas possible de trouver de Paris un éditeur allemand pour le livre sur l'Union soviétique, il me faudra m'adresser à Pfemfert, tout en confiant cependant, dans ce cas, la traduction à Mme Pfemfert (8). Si la chose se fait à Paris, Adolphe (9) pourrait peut-être se charger de la traduction et gagner un peu d'argent à cette occasion.

(8) Franz Pfemfert se trouvait alors à Karlovy-Vary, en Tchécoslovaquie, sans grands liens semble-t-il avec le monde de l'édition. C'était sa femme, Alexandra Ramm qui avait traduit en allemand les principaux ouvrages de Trotsky (cf. n. 3, p. 44).

(9) Rudolf Klement.

**[POUR LA PUBLICATION
DANS DES REVUES] (1)**

(1^{er} mai 1936)

Très cher Monsieur Lieber,

J'envoie donc désormais les parties successives de mon manuscrit sur l'U.R.S.S. uniquement à Simon & Schuster, puisque vous recevez directement la traduction de la maison d'édition (je vous prie de bien vouloir me renvoyer à l'occasion la partie du manuscrit russe que je vous ai déjà expédiée). Je me permets de vous faire observer que *chaque chapitre*, surtout dans la deuxième moitié du livre, se suffit plus ou moins à lui-même et se prête fort bien à une publication dans des magazines. Ainsi, j'envoie, par exemple, aujourd'hui le chapitre « L'Accroissement de l'inégalité et des antagonismes sociaux » qui constitue un ensemble indépendant. Il en va de même pour bien d'autres chapitres. Mon travail ne doit cependant pas paraître dans des magazines ann-soviétiques, mais seulement dans les revues dites « libérales » ou « neutres ». *Mais en aucun cas chez Hearst* (2).

Mon état de santé s'étant beaucoup amélioré, j'espère pouvoir vous livrer régulièrement à l'avenir, dans le courant de l'été, mon manuscrit sur Lénine. L'éditeur estime que je devrais achever ce livre, ne serait-ce que pour des raisons « sportives ». Cette tournure d'esprit yankee, commerciale et sportive, m'a beaucoup amusé. Cet aimable personnage veut-il dire que je n'aurais pas de raisons plus importantes de terminer mon livre sur Lénine ?

(1) Lettre à M. Lieber, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8914, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) William Randolph HEARST (1863-1951) dirigeait une chaîne de journaux à sensation extrêmement réactionnaires. Il ne s'embarrassait pas de scrupules. En janvier, il avait publié sans autorisation un article de Tarov et les journaux stalinien avaient saisi cette publication pour accuser Trotsky de collaborer avec la presse Hearst. Les collusions de ce genre ne sont pas rares dans l'histoire entre la presse Hearst et la presse stalinienne, et l'on comprend la précaution de Trotsky — d'autant plus justifiée, bien qu'il l'ait ignoré, que son agent littéraire était au service du G.P.U. !

[VRAIMENT PAS D'ACCORD] (1)

(5 mai 1936)

Cher Ami,

1) Peut-être est-il tout de même possible de faire paraître mon écrit sur la nouvelle Constitution (2) à la Librairie du Travail. On ignore encore en effet quand le livre (3) va paraître en langue française et, dans cet ouvrage même, il ne constituera qu'un chapitre, lequel sera en outre assez considérablement modifié. A Hasfeld (4) de trancher lui-même la question.

2) J'ai joint à ma dernière lettre deux feuilles avec ma signature pour la procuration. Je considère comme *exclu* de donner procuration à Rous. Je ne vois pas de raison pour que vous ne vous en chargiez pas vous-même.

3) Je considère qu'il n'est pas possible que je réponde à l'enquête de la commission de contrôle (5). Ma proposition officielle de constituer une commission d'enquête contre Naville est en effet restée sans réponse. Cela ne peut vouloir dire qu'une chose : que Théodore me considère ou se considère lui-même comme inexistant.

Essayer d'utiliser maintenant la décision de la commission de contrôle ne signifierait pas la mort de R(aymond) M(olinier) mais celle de ce misérable comité central : pour lancer une bombe en effet, il faut avoir assez de force et d'habileté, faute de

(1) Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10152, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Cf. p. 187-202.

(3) Il s'agit du livre sur l'U. R. S. S.

(4) Marcel HASFELD (1889-1980), militant d'origine libertaire, avait fondé et dirigé la coopérative d'édition La Librairie du Travail qui publia entre les deux guerres un certain nombre d'ouvrages et brochures de Trotsky, ainsi que les résolutions des quatre premiers congrès de l'internationale communiste.

(5) Il s'agit de la commission de contrôle contre Raymond Molinier mise en place, malgré l'opinion de Trotsky, par la majorité du C.C. du G.B.L.

quoi on court le danger de se faire sauter soi-même. Pour Rous personnellement, la chose signifierait son suicide politique. Le document de la commission m'a appris pour la première fois qu'il était mêlé à cette affaire en tant qu'avocat (6). Cela suffit pour l'opinion publique. En tant que secrétaire de l'organisation, il a gardé le silence sur le fait qu'il marchait plus ou moins la main dans la main avec Molinier et *maintenant* il veut s'en détacher. Son affirmation selon laquelle il ne « savait rien » ne correspond pas non plus à la vérité. Sur la route de Paris à Anvers (7), je lui ai fait un tableau très détaillé de la situation et je l'ai averti des dangers qu'il courait du côté de Molinier. Sous ce rapport également il a agi en sens inverse de ce qu'il prétendait faire. De là sont venues toutes ses aberrations, ambiguïtés et insuffisances ultérieures et s'il se met à présent à courir après Naville comme il a couru auparavant après Molinier (8), ce sera sa mort politique.

4) Sneevliet m'expose en détail qu'on ne peut pas reprendre R(aymond) M(olinier) pour l'argent, car on ne fait pas de bonne politique avec de l'argent seulement, etc. Je voudrais bien savoir de quel imbécile ou de quelle canaille Sneevliet tient ses informations. Vraiment, je ne puis tout de même pas tolérer qu'on me suppose de telles intentions.

Ci-joint une lettre de Victor Serge dont on peut extraire d'importants éléments pour le *Biulleten* et notre presse internationale (sans toutefois citer la source pour le moment). Prière de me renvoyer la lettre le plus tôt possible.

(6) Les travaux de la commission d'enquête avaient fait apparaître que Jean Rous, en tant qu'avocat, avait été salarié par l'institut français de recouvrement qui était l'« affaire » de Molinier.

(7) Cette conversation avait eu lieu au moment du départ de Trotsky pour la Norvège. Trotsky avait effectué le voyage de Paris à Anvers non par « la toute », mais par le train qu'il avait pris à la gare du Nord, à Paris, le soir, avec Natalia, van Hcijenoort et Rous le 14 juin 1935.

(8) Dans le conflit qui, à travers la publication de *La Commune*, avait abouti à la scission de la section française, Jean Rous avait occupé la position médiane du « conciliateur ».

**[LA COLLABORATION
AVEC LES MENCHEVIKS] (1)**
(6 mai 1936)

Cher Camarade Ciliga,

Le malentendu entre vous-même et L(éon) S(edov) à propos de votre article chez les mencheviks (2) ne joue absolument aucun rôle politique. La promesse que vous avez faite aux mencheviks, imprudemment à notre avis, de leur donner un article, doit être examinée sous l'angle de la grande politique et non à partir de considérations personnelles et sentimentales. Votre collaboration avec les mencheviks, même si elle est exceptionnelle et épisodique, est-elle utile ou nuisible à l'orientation que vous voulez représenter ? C'est la seule question qui importe. Si vous êtes d'avis que cette collaboration est nuisible, il vous faut, à mon avis, dire franchement aux mencheviks ou, mieux encore, leur écrire que, dans l'intérêt de votre propre tendance politique, vous êtes malheureusement dans l'obligation de revenir sur votre promesse.

La parution de votre article chez les mencheviks vous discréditerait à mon sens au plus haut point aux yeux de tous nos camarades de combat ; elle nuirait aussi indirectement au *Biulleten* russe et constituerait le meilleur des atouts pour les staliens. Je ne puis absolument pas comprendre qu'on ne se rende pas compte de ces choses.

De toute façon, il vous faut choisir entre notre organisation internationale et les mencheviks. Je me réjouirai si vous préférez collaborer avec nous. Mais une collaboration des deux côtés à la fois, même à titre temporaire, est une chose exclue pour nous.

(1) Lettre à Ciliga, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7584, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Cf. n. 2, p. 217.

[PROBLÈMES A PROPOS DE L'U. R. S. S.] (1)

(6 mai 1936)

Cher Ami,

1) De votre dernière lettre, il ressort que la raison du malentendu avec Ciliga doit être recherchée dans vos propres oscillations sur cette question capitale. Malgré ma réponse précédente, qui était tout à fait claire, et mon premier projet de déclaration, qui ne laissait placé à aucune ambiguïté, vous continuez d'évoquer l'éventualité de la publication *d'un* article chez les mencheviks (2). Comme si le nombre des articles avait de l'importance et non le fait même que Ciliga collabore à la fois avec nous et avec les mencheviks. Même s'il ne publie qu'une seule ligne sous son nom chez les mencheviks, la rupture est consommée et il faut publier ma première déclaration dans le prochain numéro.

2) Vous écrivez que, dans le cas où l'article de Ciliga fait défaut, vous n'avez plus assez de matériel pour le *Biulleten*. Voilà qui est incompréhensible. Au cours des dernières semaines et des derniers mois, j'ai écrit une foule d'articles sur les questions internationales : de la préface du *Terrorisme* (3) on pourrait extraire un passage d'assez bonne longueur, etc.

3) Naturellement, Serge serait un traducteur idéal, mais il a son propre travail littéraire. Il ne peut guère se charger d'un travail aussi ingrat qu'une traduction (4). Des deux traducteurs

(1) Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10153, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Dans une lettre précédente, Léon Sedov avait argué qu'une collaboration limitée de Ciliga à un journal menchevique — la publication d'un seul article — ne constituait pas à ses yeux une raison suffisante pour rompre avec lui.

(3) Il s'agit du texte intitulé « La France à un tournant », p. 105-125.

(4) Trotsky avait un profond respect pour les créateurs, écrivains, artistes et la traduction n'avait pas à ses yeux le même prestige. Victor Serge, lui, désirait faire cette traduction.

possibles, Body et Van, je choisis Van sans hésitation aucune.

4) Les autres chapitres de mon livre sur l'U.R.S.S., ceux qui sont déjà rédigés et qui seront dactylographiés d'ici une à deux semaines, sont les suivants :

La famille.

La jeunesse.

Culture et nation.

La politique étrangère et l'Armée rouge.

Socialisme dans un seul pays ?

La nouvelle Constitution soviétique.

Les perspectives (le caractère inévitable d'une nouvelle révolution contre la bureaucratie).

Vous avez là l'énumération exacte des derniers chapitres. Peut-être le titre sera-t-il encore changé.

5) Lors de la répartition des trente exemplaires (5) il ne faut pas oublier *Victor Serge* et les Belges.

6) Pour la brochure *Où va la France ?* j'écirai une nouvelle préface quand l'affaire sera tranchée (6).

7) Aux amis (7), je ferais part de ceci : face à la nouvelle guerre, l'internationale communiste prend la place de la II^e Internationale hors d'usage. La IV^e Internationale a partout des cadres expérimentés et courageux et elle est la seule tendance à laquelle soit lié le sort de la révolution mondiale. La nouvelle Constitution de l'U.R.S.S., qui abandonne le point de vue de classe, est le début de la transformation de la bureaucratie bonapartiste en une classe dominante (8). La IV^e Internationale se donne pour tâche de préparer le renversement révolutionnaire de la bureaucratie.

(5) Il s'agit vraisemblablement des exemplaires d'auteur de *Défense du Terrorisme*.

(6) Trotsky fait vraisemblablement allusion à la question de l'édition de cette brochure.

(7) De toute évidence, il s'agit d'un message à transmettre < aux amis >... d'Union soviétique. Nous ne savons rien de plus sur ce point.

(8) Du point de vue de l'étude de la pensée de Trotsky sur la nature de la bureaucratie, on peut relever ici cette affirmation selon laquelle la bureaucratie commencerait à se transformer en *classe dominante* — ce qui n'est pas le point de vue soutenu dans le livre sur l'U.R.S.S., c'est-à-dire *La Révolution trahie* dont le chapitre correspondant sera achevé un mois plus tard.

[PROBLÈMES PERSONNELS] (1)

(8 mai 1936)

Cher Victor Lvovitch,

J'ai reçu vos deux lettres, la dernière datée du 6 mai. Ecrivez dans la langue qui vous convient le mieux, en russe ou en français. Votre russe est irréprochable.

Premier problème : les déportés reçoivent-ils l'argent et les colis en provenance de l'étranger ? Nous avons fait plusieurs envois : aucune réponse. Savez-vous quelque chose à ce sujet ? C'est l'un des points les plus importants de notre propagande : on ne donne pas de travail aux déportés, et en même temps on ne leur permet pas de recevoir de l'argent. Il faut obtenir la possibilité d'envoyer de l'argent.

Votre situation « politique » : j'ai pris moi aussi l'engagement, quand j'ai reçu mon visa pour la Norvège, de ne pas me mêler de la vie politique de ce pays et de ne causer aucun ennui aux « gouvernements amis ». Mais cela ne signifie ne commettre aucun acte « illégal », du genre « complot », « préparation d'actions terroristes », etc. Tout autre interprétation est dénuée de sens. Je ne me mêle absolument pas de la vie norvégienne. Mais je collabore ouvertement à des publications qui paraissent légalement dans bon nombre d'autres pays. Je pense que vous devez vous assurer les mêmes conditions en agissant directement. Il vous serait certainement possible d'aller vous établir maintenant en France, mais en revanche bien des choses peuvent également s'y produire. Il vaudrait mieux, tout en restant en Belgique, collaborer à des publications françaises. Telle est ma première impression.

En octobre, ici, ce sont les élections. Le parti ouvrier espère avoir la majorité absolue. Il n'est pas exclu de venir vous

(1) Fonds Victor Serge, Musée social Paris, traduit du russe par Françoise Petit, in V. SERGE, L. TROTSKY, *op. cit.*, avec l'autorisation des éditions F. Maspero.

établir ici. Mais ce serait un pis-aller, étant donné que la Belgique présente pour vous d'énormes avantages : langue, grande ville, vie bon marché.

Maria Lvovna était à Kirovo, province d'Odessa, avec les enfants. Si elle a été déportée (ce qui est certainement le cas), qu'est-il advenu des enfants ? On les a vraisemblablement placés dans un orphelinat, à moins qu'ils ne soient allés grossir le nombre des enfants abandonnés. Aucune famille n'osera les recueillir.

Vous pourriez peut-être, quand vous serez décidé à écrire, donner quelques mots pour notre presse sur Alexandra Lvovna. Cela vous est plus facile qu'à moi. J'ai dit l'essentiel de mes relations avec elle (si cela peut vous servir) dans mon autobiographie.

Vous savez que Staline et les canailles du G.P.U. ont essayé plusieurs fois de mettre sur le dos de l'Opposition des actes « terroristes ». Ces tentatives continuent. Il y en aura aussi contre vous dès que vous sortirez de l'ombre. C'est pourquoi il est très important de dévoiler à l'avance cet aspect du travail du G.P.U. dans un article ou dans une interview. Il faut couper l'herbe sous le pied aux praticiens de l'amalgame.

Encore une fois il faut mettre les autorités devant le *fait accompli* (2). Etant donné la participation des socialistes au gouvernement, on ne vous expulsera pas. Et puis, où vous enverrait-on ? Après tout, vous n'envisagez rien d'illégal. La constitution belge n'oblige personne à faire l'éloge de Staline, surtout dans la presse étrangère.

Que pensent les médecins de l'état de votre femme (3) ? Y a-t-il un espoir de guérison ? Que faut-il pour cela ? Dites-nous bien tout : peut-être pouvons-nous vous aider. Nous avons des amis médecins. Il est possible de se procurer de l'argent. *Donnez-nous des précisions !*

Il y a quelques années nous étions « riches » (*Histoire de la Révolution russe* (4)). En ce moment, nous vivons une période de dure crise. Mais j'espère que dans un mois ou deux notre situation sera meilleure. De toute façon, nous avons des amis auxquels nous pouvons avoir recours. Ecrivez-moi donc en toute franchise.

(2) En français dans le texte.

(3) La femme de Victor Serge était atteinte de graves troubles mentaux.

(4) Les droits d'auteur de ce livre qui s'était bien vendu aux Etats-Unis et en Allemagne avaient apporté pendant quelque temps une véritable aisance dans la maison.

Quelque chose de vous a-t-il déjà été publié en Amérique ? Il n'y a que l'Amérique qui paie le travail littéraire. Mais pour cela il faut *faire un boom* (5) autour de votre nom ! Songez à une interview pour la presse américaine. Quand votre livre sur l'U.R.S.S. (6) aura paru, il sera possible, du moins je l'espère, de faire pénétrer en Amérique également vos anciens livres.

J'ai une idée ! En ce moment, je travaille à une grande introduction à la deuxième édition (bon marché) de *VHistoire de la révolution russe*. Cette introduction est une description de l'U.R.S.S., environ deux cents pages imprimées. *Il faut que je vous cite une ou deux fois, ou même plus, dans l'introduction*, ne serait-ce que des lettres personnelles (sur la bureaucratie, les dissensions entre elle et la population, les violences faites à l'Opposition, etc.). Je pourrais dire carrément (en note) que vous préparez un livre. Songez-y et donnez-moi au plus vite quelque chose qui puisse convenir. *Cela a une très grande importance pratique*, étant donné que mon éditeur fait une grande publicité.

Je serai très reconnaissant à votre fils s'il peut m'envoyer le portrait de B. Mikh (7).

N'est-il pas possible d'avoir votre photo ? Pour nous personnellement et pour notre presse. Je vous serre bien fort la main. Salutations.

P.-S. Nous allons faire des recherches au sujet du télégramme qui s'est perdu. Il n'avait aucun caractère important : « Salut fraternel. Lettre suit » (8).

(5) En « franglais » dans le texte.

(6) Victor Serge était en train de préparer son livre qui allait paraître sous le titre *U.R.S.S. : Destin d'une révolution*.

(7) Vlady, le fils de Serge, né en 1920, était très doué pour le dessin et la peinture et il avait fait esquisses et portraits des camarades d'exil de son père. Parmi eux, « B. Mikh. », c'est-à-dire Boris Mikhailovitch ELTSINE (1875-193 ?), bolchevik depuis 1903, organisateur dans l'Oural, membre de l'exécutif des soviets en 1917, signataire en 1923 de la « lettre des 46 », dirigeant du « centre » clandestin de l'Opposition en 28-29, enfermé en 29 dans l'isolateur de Souzdal, puis déporté à Orenbourg où il avait beaucoup rencontré la famille de Serge. Victor Serge a donné de lui un attachant portrait à travers Elkind, l'un des principaux personnages de *S'il est Minuit dans le Siècle*. Le portrait à la plume d'Eltsine par Vlady a été reproduit, avec l'aimable autorisation de son auteur, dans *Œuvres*, 1, mars-juillet 1933.

(8) En français dans le texte.

[IL FAUT PUNIR LA FORFAITURE] (1)

(18 mai 1936)

Chers Camarades,

Je ne puis en aucune manière me satisfaire de votre réponse. Le fait que Naville soit couvert par son comité central ne change pas un iota au crime lui-même. Ma lettre n'a pas été envoyée au comité central mais à vous-mêmes et par conséquent, c'est vous les responsables. Vous ne pouvez faire retomber cette responsabilité sur le comité central.

Je pose la question : qui a communiqué la lettre confidentielle à Naville ? Ce ne pourrait être que l'un d'entre vous. Le fait que la lettre était confidentielle était connu de vous tous. Avez-vous ou non, à l'époque, autorisé la communication de la lettre par l'un des membres de votre secrétariat ? Dans l'affirmative, pour quelle raison ? Dans la négative, qu'avez-vous entrepris contre l'auteur de cette forfaiture ?

J'exige en conséquence l'intervention d'une commission de contrôle contre celui d'entre les membres du secrétariat qui a communiqué cette lettre confidentielle à Naville.

On me fait savoir par ailleurs que le comité central unanime soutient Naville. Serait-ce aussi la position de Rous ? Or Rous n'ignore pas qu'il s'agit d'une déloyauté. Pouvez-vous tolérer qu'un membre du secrétariat international (2) couvre au sein du comité central une déloyauté à l'égard du secrétariat international ? Ou serait-ce peut-être que Rous aurait communiqué la lettre ? Il cherche alors à se couvrir lui-même par le moyen du comité central ce qui ne fait, à mes yeux, que redoubler son crime.

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8041, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Rappelons que Jean Rous était membre à la fois du C.C. de la section française, le G.B.L., et du secrétariat international. C'est à cette époque que s'interrompt la correspondance jusque-là très suivie entre Rous et Trotsky ; elle reprendra cependant plus tard.

Je vous prie de considérer que je ne céderai pas dans cette affaire et que vous vous devez, au nom de la dignité de l'organisme que vous constituez, de tirer au clair et de châtier l'acte misérable qui a son origine parmi vous.

[UNE BIEN SCANDALEUSE AFFAIRE] (1)

(18 mai 1936)

Cher Camarade Adolphe,

Dans la scandaleuse affaire de la déloyauté de Naville, je ne céderai pas d'un pouce. Sur ce point, je m'exprime dans une lettre officielle (2).

Je considère comme exclu de pouvoir travailler à la commission de rédaction (3) avec des gens qui vous soutirent des documents confidentiels. L'affaire doit être éclaircie avant que la commission de rédaction se réunisse. Sinon, à mon avis personnel, les Français feraient mieux de rester chez eux.

En ce qui concerne la traduction (4), dont je me réjouis, je ne vois pas la moindre raison pour que vous y renonciez sous prétexte de différends qui ne concernent ni ma personne ni le travail lui-même.

P.-S. L'édition de la brochure de Zeller (5) serait à l'heure actuelle, à mon avis, une absurdité, étant donné qu'elle correspond à une situation toute différente, y compris pour la préface (6).

(1) Lettre à R. Klement, Bibliothèque du Collège de Harvard, sans numéro, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Cf. p. 257.

(3) Il s'agit de la préconférence internationale qui devait se tenir en Norvège avec sa participation : les rapports avec la direction française s'enveniment sérieusement et compromettent apparemment la préparation même de la conférence internationale.

(4) Il s'agit de la traduction en allemand du livre sur l'U.R.S.S. Trotsky considérait que Klement était devenu un traducteur convenable de son russe en allemand.

(5) La brochure de Zeller, intitulée *La Voie des socialistes révolutionnaires*, avait été commencée par le dirigeant des jeunesses socialistes exclues en novembre 1935, au cours de son séjour à Hønefoss. Trotsky en avait écrit la préface. « La Jeunesse socialiste à la croisée des chemins » (*Œuvres*, 7, p. 89-96).

(6) Cette préface, rédigée le 7 novembre 1935, portait le titre « La jeunesse socialiste à la croisée des chemins » (cf. *Œuvres*, 7, p. 89-96).

Plus important serait mon article « Pourquoi Staline a vaincu l'Opposition » (7), bien que cette question soit bien mieux traitée dans mon nouveau livre sur l'Union soviétique. Si on se décide, on doit donc prendre le chapitre correspondant du livre.

De toute façon, lorsqu'on veut faire disparaître un article, il suffit de l'envoyer au secrétariat international ou au comité central (8). De cela aussi je saurai tirer les conséquences.

(7) Cet article, écrit par Trotsky pour répondre aux questions des jeunes qui entouraient Zeller, avait été rédigé le 9 novembre 1935 (cf. *Œuvres*, 7, p. 97-107). Trotsky était très mécontent qu'il n'ait pas encore été publié en France.

Trotsky a déjà lancé des accusations de ce genre à propos d'un de ses articles sur l'U.R.S.S. (cf. *Œuvres*, 8, p. 208).

[FRANCHISE SUR LES DIVERGENCES] (1)

(19 mai 1936)

Cher Victor Lvovitch,

J'attends votre réponse à ma dernière lettre manuscrite dans laquelle je vous faisais un certain nombre de propositions pratiques. Bien entendu, *vous ne devez vous sentir lié en aucune façon par ces propositions*. Si, pour une raison quelconque, elles vous semblent ne pas convenir, dites-le moi en toute franchise : d'ici je ne peux qu'imparfaitement juger de votre situation et encore moins de votre état d'esprit sur le plan personnel et sur le plan politique.

Je voudrais justement revenir à la politique. Dans *VAction socialiste révolutionnaire* du 16 mai, j'ai trouvé reproduite votre lettre du 21 avril à la rédaction de *La Révolution prolétarienne* (2). Je ne vous cacherai pas que cela m'a affecté. Non pas tant parce que vous vous êtes adressé à un groupe syndicaliste, que parce que vous vous êtes adressé *uniquement* à lui. Si cela signifie que vous vous sentez politiquement plus proche du syndicalisme que du marxisme, il ne me reste plus qu'à prendre note de cette profonde divergence entre nous. Mais j'ose espérer qu'il n'en est rien, et je m'explique votre lettre par le fait que, d'après les renseignements que vous avez, c'est surtout ce groupe qui a lutté pour votre retour.

(1) Fonds Victor Serge, Musée social, Paris. Traduit du russe par Françoise Petit in V. SERGE, L. TROTSKY, *op. cit.*, avec l'autorisation des éditions Maspéro.

(2) C'est en 1925 qu'avait été fondée *La Révolution prolétarienne* comme revue « syndicaliste communiste » avant de devenir revue « syndicaliste révolutionnaire ». Pierre MONATTE (1881-1960), correcteur d'imprimerie, anarchiste puis syndicaliste révolutionnaire, avait fondé en 1909 *La Vie ouvrière* autour de laquelle s'était regroupé en 1914 le petit noyau des internationalistes. Lié à Trotsky, il avait rejoint le P.C. en 1923 et en avait été exclu en 1924 en pleine « bolchevisation ». Il était revenu au « syndicalisme pur » et la rupture entre les deux hommes avait été consommée en 1930.

Sur ce point-là aussi, je crains que vous n'ayez pas une vision tout à fait juste du véritable mécanisme de la lutte telle qu'elle a été menée ces dernières années. En prononçant un discours ou en écrivant un article quand les circonstances s'y prêtaient, ou bien en faisant intervenir des personnes influentes, les gens de *La Révolution prolétarienne*, Paz et les autres, ont agi en *libéraux*. Pour moi aussi, M(agdeleine) Paz a fait des démarches afin de m'obtenir un visa pour l'Angleterre. C'est là le rôle qu'elle peut actuellement tenir. Les gens de *La Révolution prolétarienne* ne se sont pas élevés d'un centimètre au-dessus de ce genre d'action. Nos camarades, eux, sont allés dans les réunions des staliniens, ont lancé des appels, ont provoqué des « scandales » pendant les séances les plus solennelles, ont été rossés des dizaines de fois, bref, ils ont causé de grands ennuis aux staliniens et à leurs amis comme Barbusse, Romain Rolland et autres (3). Ces jours-ci encore, pendant le séjour à Paris de Boukharine (4), les bolcheviks-léninistes ont fait irruption dans sa conférence et ont lancé un appel en faveur des emprisonnés d'U.R.S.S. On les a, bien entendu, expulsés de la salle. C'est seulement grâce à ce type d'action révolutionnaire que les libéraux ont pu remporter un certain succès : les « réformes » (comme votre libération) sont toujours un *sous-produit* de la lutte révolutionnaire.

Ciliga, qui s'efforce de rassembler tout le monde pour la défense des emprisonnés d'U. R. S. S. et auquel, sur ce point, nous ne nous opposons évidemment pas, bien que nous ne partagions pas ses illusions, s'est adressé lui aussi à *La Révolution prolétarienne*. Ils lui ont promis qu'à un congrès syndical leurs représentants prendraient spécialement la parole à ce sujet. Ciliga m'a écrit une lettre enthousiaste. Or son enthousiasme était prématuré : personne n'a pris la parole là-dessus. Le groupe de *La Révolution prolétarienne* se trouve actuellement en excellents termes avec la fraction réformiste de la bureaucratie syndicale, qui s'est alliée aux staliniens et qui ne veut pas que la question du régime de l'U. R. S. S. lui cause des difficultés. Ecrire un article dans une vague revue, c'est une chose ; prendre la parole au cours d'une réunion hostile, c'est autre chose. Le groupe de *La Révolution prolétarienne* est une secte très

(3) Henri BARBUSSE (1873-1935), écrivain pacifiste connu pour son roman de guerre *Le Feu* (1916) avait fondé l'Association républicaine des anciens combattants (A.R.A.C.) et le mouvement *Clarté*, adhéré au PC en 1923 et dirigé l'hebdomadaire *Monde*. Il était devenu comme Romain Rolland un « compagnon de route » docile.

(4) Boukharine avait séjourné à Paris entre février et avril 1936.

conservatrice, nullement combative et dépourvue de toute signification politique ; ils ont leur cercle de lecteurs qui disparaissent les uns après les autres et pour lesquels ils éditent leur espèce de revue. L'esprit révolutionnaire les a depuis longtemps quittés.

Je comprends parfaitement qu'arrivé à l'étranger après des années d'épreuves incroyablement pénibles, vous ne vous hâtiez pas de préciser votre position et ne vouliez donner à personne le droit de vous « classer » d'après vos liens passés ou d'après d'autres considérations. La situation dans le mouvement ouvrier international est en ce moment d'une extrême complexité et il n'est pas facile d'y voir clair. *Mes lettres ont pour seul but de faciliter votre information, rien de plus.* Je suis prêt à attendre avec patience le moment où il vous semblera possible de vous situer de façon nette par rapport aux différents groupes politiques.

P.-S. 20 mai 1936. Après avoir écrit cette première page, j'ai reçu votre longue lettre dans laquelle vous décrivez la vie en déportation à Orenburg. Merci beaucoup pour ce travail. J'en ai déjà extrait tout ce qui peut être publié, à vrai dire presque tout ; à l'exception de quelques coupures, le texte a été reproduit en plusieurs exemplaires et nous sommes en train de l'expédier dans différents pays (bien entendu sans votre signature, afin de ne pas vous causer d'ennuis avec la police).

Pour ce qui est de l'agence de presse américaine, je vais rédiger à son intention, en mon nom propre, un *statement* (5) à partir des documents que vous m'avez adressés et vais le lui envoyer rapidement, là encore sans mentionner votre nom : de Londres le télégramme sera envoyé à des centaines si ce n'est des milliers de journaux américains, d'autre part on n'a pas besoin de se limiter quant à la longueur du texte. A l'occasion, je vous communiquerai d'ailleurs une copie de ce télégramme.

Encore une fois, je vous demande instamment de ne pas considérer la première partie de ma lettre comme un sermon ou comme un « reproche ». Je voudrais seulement écarter d'emblée de nos relations tout caractère conventionnel : même en supposant que des divergences sérieuses nous séparent (j'espère que non), le meilleur moyen d'en venir à bout est une totale *franchise*, si tant est que l'on puisse écrire en lettres russes ce mot français.

(5) En anglais dans le texte russe. Ce document (cf. p. 269) portera la date du 22 mai.

Je vous serre bien fort la main. Salutations de nous deux à votre famille. Je serai content de savoir comment vous avez trouvé Alfred (6).

(6) Il s'agit d'Alfred Rosmer.

[LA PRÉFACE DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION] (1)

(20 mai 1936)

Messieurs,

Ci-joint un autre chapitre de la soi-disant *Introduction* : il traite de la politique étrangère de l'Union soviétique. Il ne me reste plus que quelques chapitres peu nombreux : sur l'Armée rouge, sur le caractère social en général de l'Union soviétique et sur les perspectives politiques.

La brève « introduction » est devenue d'abord un écrit d'une certaine importance, quatre-vingt pages selon mon évaluation. A présent, il s'avère, comme vous le voyez d'après le manuscrit, qu'il ne s'agit pas de quatre-vingt pages, mais déjà de deux cents environ, soit quelque chose comme deux cent cinquante pages avec les chapitres qui manquent encore. En un mot, il s'agit d'un livre important. C'est pourquoi je désirerais régler avec vous le sort de ce livre sans attendre la livraison de la totalité du manuscrit.

1°) Ne croyez-vous pas qu'il serait bien préférable de publier d'abord cet écrit comme un *livre indépendant*, puis, une fois que le premier tirage aurait été vendu, de préparer un second tirage où il serait associé à *VHistoire 1* Cet écrit a une signification théorique et politique indépendante et de surcroît il est d'actualité. Il serait donc vraiment inopportun de lier son sort à celui de la deuxième édition de *VHistoire*. Au cas où vous êtes du même avis, je vous prie de me faire *des propositions très concrètes* pour l'édition de ce livre. Le mieux serait de m'envoyer sans tarder un projet de contrat tout préparé.

2°) Mon agent littéraire, M. Lieber, me communique qu'on ne doit commencer la traduction que lorsqu'on aura en mains

(1) Lettre à Simon et Schuster, probablement du 20 mai 1936 ; Bibliothèque du Collège de Harvard, 10354, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

la totalité du manuscrit, si bien qu'il ne pourra disposer de la traduction qu'après son achèvement. Cette manière de faire peut être dommageable à deux points de vue :

a) s'agissant d'un travail hâtif de traduction faite au dernier moment, il est inévitable que soient commis des inexactitudes et des contresens. En outre, l'auteur n'a pas la possibilité de revoir la traduction. C'est ainsi que, par exemple, de très nombreux contresens se sont glissés dans le dernier volume de *VHistoire*. J'espère qu'ils seront corrigés dans la nouvelle édition.

b) si M. Lieber reçoit l'ensemble du manuscrit au dernier moment, il aura à peine le temps et la possibilité de faire publier le travail par une quelconque revue dans des conditions avantageuses avant la parution du livre. Vous comprendrez d'emblée l'importance de la chose.

Je suis sur cette soi-disant « introduction » depuis environ huit mois et elle m'a pris (et me prend encore) presque tout mon temps de travail. Aussi, avant même de l'avoir achevée, me faut-il être certain que mes intérêts seront garantis, c'est-à-dire que la rétribution de ce travail me donnera la possibilité de travailler en paix l'année suivante. J'attends donc vos propositions sur cette affaire avec le plus grand intérêt.

Sentiments distingués.

P.-S. Je vous saurais gré de me répondre par télégramme.

[ENCORE LA PRÉPUBLICATION] (1)

(20 mai 1936)

Cher Monsieur Lieber,

Vous trouverez sous ce pli la copie de ma lettre à Simon & Schuster (2) et je vous adresse en même temps les chapitres de l'ouvrage que je ne vous avais pas encore fait parvenir.

Ma lettre à Simon & Schuster vous permettra de voir clairement la situation. J'avais d'abord promis de rédiger, sans rétribution, une introduction pour le second tirage de mon *Histoire*. Il s'agissait d'une douzaine de pages imprimées environ. Mais le travail a grossi sous mes mains et il s'agit maintenant d'un livre de deux cent cinquante pages grand format, dont deux cents déjà ont été envoyées à Simon & Schuster. C'est pourquoi il faut mettre cette affaire au net, aussi bien pour la prépublication que pour le livre lui-même. Je vous prie de vous entendre à ce sujet avec Simon Schuster.

En même temps, j'attire votre attention sur le fait que presque tous les chapitres du livre sont rédigés de façon à pouvoir être publiés de manière indépendante (3). Je vous adresse en ce moment, par exemple, un chapitre sur la famille, la jeunesse et les questions culturelles et un chapitre sur la politique extérieure de l'Union soviétique. Je suis absolument certain que chacun de ces chapitres pourrait sans difficulté être publié dans les revues nord-américaines. Il s'agit seulement de ne pas perdre de temps. Aussi vous faut-il exiger qu'on mette sans tarder à votre disposition une partie au moins du manuscrit dans sa version anglaise (le mieux serait que le traducteur commence

(1) Lettre à Maxim Lieber, probablement du 20 mai 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8915, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Cf. p. 265.

(3) Dès le début, Max Eastman avait fait miroiter à Trotsky la possibilité d'une « serialization » de son texte et sa publication dans une revue.

par les chapitres que je viens de citer, afin que vous ayez la possibilité d'engager les négociations en temps voulu). Je suis persuadé que vous ferez tout pour défendre mes intérêts (4).

Je vous rappelle que le *Saturday Evening Post* a payé quarante-cinq mille dollars (je parle en *anciens* dollars américains, pas en nouveaux) pour la prépublication de *VHistoire*. Naturellement je n'escompte pas une rétribution aussi élevée. Je crois toutefois qu'on peut arriver pour la prépublication à une somme tout à fait convenable.

Sentiments distingués.

(4) La phrase ne manque pas de piquant lorsqu'on se souvient n.u. Maxim Lieber travaillait pour le G.P.U. et l'on peut imaginer ce qu'il faisait pour « défendre les intérêts » de Trotsky !

**[LA RÉPRESSION EN U. R. S. S.
CONTRE LES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES] (1)**
(22 mai 1936)

La presse américaine et la presse mondiale de façon générale ont largement publié ces derniers temps des informations concernant la préparation en Union soviétique d'une nouvelle Constitution. Selon l'expression des dirigeants soviétiques, cette dernière devrait être « la constitution la plus démocratique du monde ». Les élections auraient lieu désormais au suffrage universel, égal, direct et secret. Il est vrai que quelques interviewers ont demandé, si, du fait qu'il n'existe dans ce pays qu'un seul parti, on pouvait considérer que le vote était libre. Dans le cadre de cette déclaration dont le but est d'informer, je renoncerais à traiter cette question. Mais il faut en poser une autre. Comment ce parti, le seul qui existe, prépare-t-il cette réforme de la Constitution ? La réponse est la suivante : par des repréailles sans précédent et permanentes, qui ne sont pas dirigées contre les ennemis du régime soviétique, mais, la plupart du temps, contre des éléments qui, tout en restant fidèles au régime, sont en opposition à des dirigeants irrévocables et incontrôlables. On peut d'ailleurs affirmer avec certitude que les neuf dixièmes de la répression politique ne servent pas aujourd'hui à assurer la protection de l'Etat soviétique, mais celle de l'autocratie et des privilèges de la couche bureaucratique à l'intérieur de cet Etat. Ainsi, le seul parti qui existe devient-il un instrument politique exclusivement au service du groupe dominant.

Jusqu'à une époque récente, l'isolateur, c'est-à-dire la prison, passait pour le châtiment le plus sévère, immédiatement après la peine de mort. La plupart des prisonniers qui se trouvent dans les isolateurs politiques s'y trouvent depuis le début de

(1) T 3922, déclaration en allemand à l'Associated Press, publiée sous le titre « La nouvelle Constitution et la répression en U.R.S.S. » par Service d'information et de presse de la L.C.I., n° 3, 4 juillet 1936.

1928. Ce sont en premier lieu des membres du parti dominant qui, sans avoir, par des actes quelconques, enfreint la discipline, ont manifesté une attitude critique vis-à-vis du groupe dominant ou de Staline personnellement. Mais, tout récemment, du fait du manque de place comme des frais trop élevés, les isolateurs sont de plus en plus souvent remplacés par des camps de concentration où les prisonniers sont placés dans des conditions physiques et morales indignes d'un être humain. Les camps de concentration s'étendent maintenant à toute la périphérie du pays, et ne sont que la reproduction des institutions équivalentes de l'Allemagne hitlérienne. Les prisonniers considèrent le transfert de l'isolateur à un camp de concentration comme une condamnation à une mort lente. C'est pourquoi il y a eu en Union soviétique, au cours des derniers mois, de nombreuses grèves de la faim de prisonniers politiques qui revendiquaient le droit de rester en prison. La grève de la faim, cette arme ultime du désespoir, est d'ailleurs maintenant le moyen d'action le plus répandu chez les prisonniers.

En même temps, il ne faut pas perdre de vue qu'au cours des neuf derniers mois, si l'on se base, pour avancer ce chiffre, sur les informations de la *presse soviétique officielle*, beaucoup plus de trois cent mille, et peut-être même un demi-million de membres ont été exclus du parti. Et cette épuration continue de plus belle. La plupart du temps, les exclus sont arrêtés, une partie est envoyée en camp de concentration, l'autre en exil. La *Prâvda*, organe de Staline, a publié le 15 mars des directives spéciales qui interdisent aux administrations locales de donner du travail aux opposants politiques (2). Là où l'Etat est l'unique employeur, ce décret, pour celui qui est frappé, signifie la famine. Dans des centaines de trous misérables et sauvages de Sibérie et d'Asie centrale, sont éparpillés des dizaines et des dizaines de milliers de membres du parti bolchevique, qui mènent une existence de parias. Le moindre mot de protestation, une simple demande de travail, leur vaut le camp de concentration, c'est-à-dire la pire espèce de travaux forcés. Mais ceux qui réussissent à survivre à la prison et à l'exil reçoivent ce qu'on appelle un « passeport de loup », c'est-à-dire une pièce d'identité qui les déclare hors-la-loi, afin que personne ne veuille les héberger, et qui les condamne à mener une vie de vagabond sans abri. L'objectif de ces mesures, c'est de briser la résistance de ces hommes, de les forcer tous à s'aligner sur les sommets dirigeants,

(2) Cf. p- 91.

ou, du moins, à chanter à voix haute leurs louanges. La bureaucratie espère ainsi étouffer dans le pays toute lueur de pensée critique avant l'introduction du « vote secret et universel », et assurer ainsi le succès de ces plébiscites que nous connaissons assez par l'histoire récente de l'Allemagne (3).

Si l'on veut illustrer ce tableau général par des exemples individuels, on n'a que l'embarras du choix. Le dernier courrier, *absolument sûr* (4), nous a apporté les faits suivants.

En janvier de cette année, E.B. Solntsev (5) est mort en Sibérie dans sa trente-sixième année. C'était l'un des esprits les plus lucides de la jeune génération d'Union soviétique. Scientifique extrêmement cultivé, il avait travaillé presque deux ans à l'Amtorg (6) en Amérique, pour être arrêté comme « trotskyste » à son retour en 1928. Après avoir effectué les trois années qui lui avaient été infligées dans l'isolateur de Verkhnéouralsk, il a été de nouveau condamné à deux ans en l'absence de toute accusation. Après cinq années d'isolateur, il a été exilé en Sibérie, tandis que sa femme et ses enfants étaient exilés ailleurs. Pour les prisonniers politiques, c'est là, en dépit du récent cours officiel, la méthode habituelle de « protection de la famille (7) ». Bien que Solntsev n'ait pas eu, dans ce trou sauvage, la possibilité de faire de la politique, il a été de nouveau arrêté en septembre 1935 et condamné sans aucun motif à cinq années de prison supplémentaires. Solntsev a alors commencé la grève, dite de la faim, à mort, signifiant ainsi sa décision de se suicider de cette façon. Après dix-huit jours de grève, l'administration lui fit savoir qu'il n'irait pas en prison, mais dans un autre lieu d'exil. En cours de route, cependant, à une étape en Sibérie, son organisme épuisé n'opposant plus aucune résistance, il a succombé à une infection contractée accidentellement.

Deux autres représentants éminents de la jeune génération, Dingelstedt et Iakovine (8) traversent en ce moment des épreuves

(3) Allusion aux plébiscites de l'Allemagne nazie et à celui du 29 mars 1936, triomphes pour la Gestapo.

(4) Il s'agit bien entendu de Victor Serge qui avait demandé de conserver l'anonymat.

(5) Cf. n. 4, p. 213.

(6) Organisation dépendant du commerce extérieur soviétique.

(7) Allusion à la nouvelle législation remettant en cause le droit à l'avortement, rendant le divorce coûteux et difficile, etc.

(8) Fiodor N. DINGELSTEDT (1893-1936?), d'abord étudiant en sociologie, bolchevik en 1910, avait été l'un des organisateurs du parti en février 1917 à Pétrograd, puis à Cronstadt. Commissaire politique pendant la guerre civile, il était passé par l'institut des professeurs rouges et avait enseigné à l'institut des Forêts de Pétrograd. Membre de

analogues à celles de Solntsev. Ils sont en prison depuis pas moins de sept ans, et il y a peu de chances que l'administration les relâche.

Lado Doumbadzé (9), l'un des plus vieux bolcheviks, l'organisateur de la fameuse imprimerie souterraine du Caucase au début du siècle, dans laquelle furent imprimés des millions d'appels à la lutte contre le tsarisme, combattant, plus tard, de la révolution d'Octobre, hautement apprécié par Lénine, est un homme de la plus grande modestie et de la plus totale abnégation. Depuis 1928, il est passé de la prison à l'exil et de l'exil à la prison. Les épreuves et les privations ont provoqué chez lui une paralysie des bras. Ce vieillard ne peut plus s'habiller seul, ni écrire. Néanmoins il a été envoyé en exil où il attend la mort.

Mme A.L. Bronstein (10), âgée de plus de soixante ans, qui a derrière elle quarante ans environ de vie militante, a été arrachée à ses petits-enfants, qui la soignaient à Leningrad, et déportée dans un village de Sibérie où elle ne peut trouver ni travail ni nourriture.

L'Opposition de gauche dès 1923, auteur de plusieurs articles rédigés en déportation et publiés dans le *Biulleten*, il avait fait un séjour à Londres et rédigé un ouvrage de valeur sur *La Question agraire aux Indes*. Il avait été membre du comité de grève dans les deux fameuses grèves de la faim de Vorkouta, avait été expédié aux Solovietzky où il avait victorieusement lutté pour l'amélioration du régime politique. Il disparut en 1936 alors qu'il était en déportation à Alma-Ata. Grigori I. IAKOVINE (1896-1938), étudiant en histoire, bolchevik en 1914, avait suivi le même itinéraire, commissaire politique, I.P.R., Opposition de gauche. Professeur d'histoire contemporaine, il avait écrit un livre sur l'Allemagne qui faisait autorité ; il était marié à l'historienne Pankratova. Il avait dirigé le « centre » de Moscou pendant quelque temps. En 1930, à Verkhneouralsk, il avait rédigé avec Stopalov et Solntsev les fameuses < thèses des trois » sur *La Crise de la Révolution*, qui avaient rallié la majorité du collectif B.L. de la célèbre prison. (Ce texte a paru dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980.) Il était avec T.D. Ardachchia l'auteur d'un rapport sur la vie politique dans cet isolateur qui sera publié dans le n° 7 de cette revue. Il semble qu'à cette époque, il était sur le point d'être dirigé vers les camps de la Petchora, autour de Vorkouta.

(9)Lado DOUMBADZE, ouvrier typographe et vieux-bolchevik, avait été président du soviet de Tiflis. Grand blessé, il avait été un des pionniers de l'Opposition de gauche en Géorgie. Déporté à Bachsisarai avec Koté Tsintsadzé et Donadzé, il avait été envoyé ensuite en isolateur puis en déportation à Sarapoul où il se trouvait en 1936.

(10)Cf. n. 9, p. 240. A relever que Trotsky ne mentionne pas ici ses deux gendres, tous deux bolcheviks de 1917. Man NEVELSON, le mari de Nina ancien garde rouge, commissaire de division, économiste, avait été déporté à Cheboksary, puis emprisonné à Verkhneouralsk où il avait rédigé des thèses préconisant le retour à la Nep et aux relations de marché avec la paysannerie. L'enseignant Platon VOLKOV, le mari de Zinaïda, avait connu une grave dépression et avait été au bord du suicide. Il était, semble-t-il, à Irkoutsk.

Si la place ne me faisait défaut, je pourrais raconter l'histoire de la famille Eltsine, du vieux père et de ses deux fils qui ont été d'abord emprisonnés tous les trois, puis exilés, l'un des fils étant mort récemment en exil (11). L'histoire tragique du marin Pankratov (12) dont la femme a été déportée en Sibérie exclusivement parce qu'elle refusait de divorcer d'avec son mari, enfermé dans un isolateur. L'histoire de l'héroïque ouvrier de Moscou Mikhail Bodrov (13), qui vient d'être transféré d'isolateur en camp de concentration, et de dizaines et de centaines d'autres.

Je veux seulement mentionner les persécutions contre le tailleur Lakhovitsky (14) dont la famille vit aux Etats-Unis. Cet

(11) Sur Boris M. Eltsine, cf. n. 7, p. 156. Son fils aîné, Victor B. ELTSINE, bolchevik depuis 1917, président du soviet de Viatsk en 1918, commissaire politique de division pendant la guerre civile, diplômé de l'institut des professeurs rouges comme économiste en 1926, avait été l'un des responsables de l'édition des *Œuvres* de Trotsky en russe et l'un des dirigeants reconnus de la jeune génération de l'Opposition. Déporté en 1928 à Koma, puis Ust-Vym, il s'était retrouvé en 1930 à Verkhncouralsk dans ce qu'on appelait « l'extrême-droite » de l'Opposition — qualifié parfois de « conciliateur » — puis à nouveau en déportation à Arkhangelsk à partir de 1933. C'est à peu près à cette époque qu'il fut arrêté et que sa trace se perdit. Son jeune frère lossif, tuberculeux, avait été déporté en Crimée et était mort — ou en train de mourir — à Fcodosia. Leur sœur disparut également en déportation à la même époque.

(12) Vassili F. PANKRATOV, vieux-bolchevik, l'un des organisateurs en 1917 des marins de Cronstadt, combattant de la guerre civile puis organisateur de la Tcheka, avait été sous-chef du G.P.U. en Transcaucasie. A l'époque où cet article fut écrit, il avait été arrêté en déportation et accusé d'avoir reconstitué avec Solntsev un « centre » clandestin de l'Opposition. Il avait réussi à transmettre à ses camarades d'Orenbourg un message les mettant en garde contre le caractère de l'enquête, pire que tout ce qu'ils avaient connu. Il ne devait jamais reparaitre. Sa femme, Elisaveta Senavskaia, également membre de l'Opposition depuis 1923, également déportée, disparut également à cette époque.

(13) Mikhail BODROV était un ouvrier métallurgiste de Moscou, bolchevik en 1917, ancien combattant de l'Armée rouge et membre de l'Opposition de gauche depuis 1923. En 1928, il avait quitté Moscou pour aller assurer la liaison entre Alma-Ata, où se trouvait Trotsky, et Frounzé, où arrivaient les courriers de Moscou, envoyés par le « centre » de B.M. Eltsine. Vêtu en moujik, dissimulé sous une longue — et authentique — barbe — il conduisait une troika sur ce trajet. Il mena à bien cette tâche redoutable pendant plus d'une année, mais fut pris et condamné à trois mois d'isolateur, bientôt doublés, qu'il purgea au moins en partie à Verkhncouralsk.

(14) Boris I. LAKHOVITSKY était originaire de Minsk. C'était un militant obscur de l'Opposition, mais Trotsky le mentionnait dans l'espoir que sa famille d'Amérique, ainsi alertée, pourrait prendre une initiative en sa faveur. Parmi les militants plus connus de l'Opposition de gauche que Trotsky ne mentionne pas — il fallait choisir — on peut ajouter ses anciens secrétaires et collaborateurs, Igor M. POZNANSKY, transféré vers cette époque à Vorkouta, Nikolai I. SERMUKS, disparu, Grigori

ouvrier, à qui l'on a enlevé toute possibilité de travailler, a été traîné d'un endroit à un autre et poussé à la plus noire misère. Sa femme, une ouvrière, a été chassée de son usine pour avoir refusé de divorcer.

On prive les exilés de la possibilité d'avoir des rapports épistolaires entre eux ou avec leur famille. Les familles qui s'occupent de ceux des leurs qui sont déportés sont à leur tour persécutées. L'argent ou les objets d'usage, envoyés de l'étranger à des oppositionnels exilés, ne leur sont plus remis. Le G.P.U. les confisque tout simplement, sans prévenir expéditeur ni destinataire, et l'exilé en question est généralement chassé dans un trou plus sauvage encore, afin qu'on perde sa trace à l'étranger. Même l'aide mutuelle entre déportés est considérée comme un crime. En voici une preuve récente : Mme M.M. Joffé, veuve du diplomate soviétique jadis bien connu, ambassadeur à Berlin, Tokio, etc. (15), vient, après plusieurs années de déportation, d'être envoyée beaucoup plus au Nord en Sibérie, parce qu'elle avait essayé d'aider des amis dans le besoin. On l'a accusée d'avoir fondé la Croix-Rouge de l'Opposition (16). Lorsqu'on se souvient qu'A.A. Joffé lui-même a été poussé en 1927 au suicide par les persécutions sauvages, cela complète le tableau de la destinée de cette famille.

Il y a quelques semaines, Victor Serge est arrivé à l'étranger avec sa famille. A moitié Belge, à moitié Russe, c'est un écrivain français de talent, qui, depuis 1920, en tant qu'opposant connu, a été soumis en U.R.S.S. aux persécutions et aux calomnies les plus inouïes, qui ont jeté sa femme dans la folie complète. Seule

STOPALOV, un professeur rouge également et sa femme Lembergskaja, et aussi Khanaan M. PEVZNER, grand mutilé de guerre, vieux-bolchevik et neveu par alliance de Iagoda, le chef du G.P.U.

(15) Maria Mikhaïlovna JOFFE était la femme d'Adolf A. KRIMSKY, dit JOFFE (1883-1927), camarade de tendance et ami de Trotsky avant la guerre, membre du parti bolchevique en 1917, devenu l'un des principaux diplomates soviétiques avec ses grandes missions en Allemagne puis en Chine. Atteint d'une maladie incurable, n'ayant pu obtenir l'autorisation de quitter le pays pour recevoir les soins nécessaires, il avait choisi de se suicider en 1927 en donnant à ce geste le sens d'une protestation contre le régime stalinien. Son enterrement avait été l'occasion de la dernière manifestation publique de l'Opposition de gauche.

(16) Maria M. JOFFE (née en 1900), avait été lors de son arrestation séparée de son petit garçon qui mourut neuf ans plus tard ce dont elle ne fut informée que... vingt ans après. Elle a survécu, elle, à la période stalinienne et fut libérée en 1957. Emigrée en Israël, elle a écrit ses mémoires, *One Long Night* (Londres, 1978) qui fourmillent d'informations sur le massacre des trotskystes à Vorkouta, l'exécution de Jakovine et de ses camarades près de la briqueterie. (Cf. P. BROUE, « Les trotskystes en Union soviétique » *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, 1980, p. 5-66.)

la publication dans la presse européenne de la terrible histoire de cette famille, et le fait que Victor Serge soit très connu dans le monde littéraire belge et français, ont décidé le gouvernement de Moscou à l'expulser de Russie.

Je dois ajouter que, dans l'isolateur de Solovietski — peut-être également ailleurs — sont emprisonnés un grand nombre de communistes étrangers oppositionnels : des Hongrois, des Bulgares, des Roumains, des Polonais, en général ressortissants de pays dont il ne faut attendre aucune protestation. Le G.P.U. les a simplement condamnés comme « espions ». C'est ainsi que la direction moscovite de l'I.C. se débarrasse de tous ses membres indésirables, qu'ils soient turbulents ou critiques.

Il est inutile de dire que je suis parfaitement à même d'apprécier le poids des informations que je donne ici, et que j'en prends l'entière responsabilité politique et morale. Une commission internationale d'hommes irréprochables et sans parti-pris, jouissant de la confiance du public et des organisations ouvrières, pourrait vérifier sur place tous ces faits pour faire sur cette question la nécessaire clarté. Il existe dans tous les pays des sociétés des amis de l'U.R.S.S. S'ils sont vraiment des amis du peuple soviétique — et pas de la clique bureaucratique dominante — alors ils ont le devoir de revendiquer à voix haute, avec nous, une commission de ce type pour mettre fin aux persécutions et aux actes infâmes de vengeance.

[SUR LES THÈSES EN PRÉPARATION] (1)

(26 mai 1936)

Cher Ami (2),

En complément à notre discussion d'hier :

1°) Je crois qu'il serait tout de même plus opportun de laisser de côté tout développement supplémentaire sur l'Union soviétique : il nous faudra de toute façon en faire des thèses indépendantes et nous devons éviter le *double emploi* (3). Il suffira que vous évoquiez ces choses en quelques phrases comme allant de soi.

2°) Néanmoins, il faut absolument ajouter aux thèses une partie de conclusion assez étendue : une vue d'ensemble de la situation actuelle des partis de l'internationale communiste et de leur incontestable progression, sans oublier leurs succès électoraux. L'estimation correcte de ce succès : en raison de la crise et par crainte de la guerre qui menace, les masses se ruent vers la gauche et ne trouvent pas d'autre issue connue que celle de l'internationale communiste. Mais tandis que les masses espèrent que l'internationale communiste les sauvera des dangers de guerre, celle-ci s'emploie à devenir l'instrument politique principal de la guerre impérialiste. L'Internationale communiste prend ainsi la place de la II^e Internationale au service de la démocratie bourgeoise et, par là même, de l'impérialisme, ce qui suscite en elle d'énormes antagonismes.

3°) Nos perspectives et nos tâches doivent en conséquence être décrites avec plus de précision. Plusieurs de nos sections

(1) Lettre à W. Held, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8503, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand. L'original se trouve dans les archives Held à Oslo.

(2) Le jeune allemand Heinz Epe (Held), qui vivait à Oslo depuis 1934, avait été chargé, sur proposition de Trotsky, de préparer des thèses sur l'internationale communiste à soumettre à la prochaine conférence.

(3) En français dans le texte.

sont entrées dans les partis socialistes. Ceci s'avère cependant une phase de courte durée. Les ouvriers se rassemblent actuellement autour de l'internationale communiste. Le combat le plus important contre le social-impérialisme sera le combat contre l'internationale communiste. Dans la mesure où l'internationale communiste, avec un succès incontestable, attire maintenant à elle les ouvriers en les détachant de la II^e Internationale, nous aurons pour tâche de libérer ces ouvriers de la direction de l'internationale communiste. Les voies et les méthodes de ce travail seront très diverses et multiples, en fonction de l'évolution générale et de ses particularités dans chaque pays. La condition la plus importante de nos succès à venir dans ce domaine est d'observer l'évolution les yeux grand ouverts, de rassembler des documents et d'étudier toutes les tendances contradictoires afin de pouvoir intervenir de manière énergique et en temps opportun.

Sans cette dernière partie, les thèses auraient un caractère purement académique, c'est-à-dire qu'elles conviendraient plus à une université marxiste qu'à un congrès politique.

Avec mes meilleures salutations pour vous deux (4).

(4) Held vivait avec sa compagne norvégienne Synnøve ROSENDAHL-JENSEN.

[POUR UNE PLATE-FORME PRÉCISE] (1)

(28 mai 1936)

Cher Ami,

Ma proposition concernant les extraits importants et actuels des résolutions des quatre premiers congrès doit encore être élargie (2). Il nous faut en effet songer au programme de la IV^e Internationale et nous mettre au moins à la rédaction d'une plate-forme convenable, c'est-à-dire élaborée avec précision. Peut-être pourrions-nous déjà, lors de notre prochaine discussion, sinon adopter définitivement une telle plate-forme, du moins l'approuver comme base du débat international. Dans ce but, il s'agit de rassembler et de classer soigneusement tout ce qui est important à propos de l'impérialisme, de la démocratie, du fascisme, de la guerre, de la révolution, du parlementarisme, de la question syndicale, etc., sans oublier le rôle du parti (3). On pourrait ainsi achever le travail plus tard dans une commission.

Si vous acceptez cette proposition (ce qui serait tout indiqué puisque vous vous occupez justement du matériel correspondant), il serait nécessaire de prendre en considération les plates-formes américaine et hollandaise (4), les Onze points (5),

(1) Lettre à Held, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8504, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand. L'original se trouve aux archives Held à Oslo.

(2) Quand Trotsky avait lancé en 1933 la perspective de la IV^e Internationale, il avait proposé de lui donner comme base les textes des quatre premiers congrès de l'I.C. Il avait sans doute fait la proposition ci-dessus au cours d'une rencontre avec Held qui le visitait fréquemment.

(3) Trotsky s'était aperçu, au témoignage de van Heijenoort, qu'un tri était nécessaire parmi les textes des quatre premiers congrès, tous n'étant pas utilisables.

(4) Trotsky fait allusion ici aux plates-formes adoptées en 1934 par le W.P.U.S. et en 1935 par le R.S.A.P. lors de leur constitution respective.

(5) Les « Onze points » adoptés comme base principale de l'Opposition de gauche à la conférence internationale de février 1933 avaient été révisés (le point 10) sur proposition de Trotsky approuvée au plénum de septembre (*Œuvres*. I. n. 261-262).

les Thèses sur la guerre (6) etc., afin d'en extraire les meilleures formulations. J'ai déjà fait maintes fois la remarque que nous (je ne m'exclus nullement) donnons souvent pour le même problème des formulations à chaque fois nouvelles, sans considérer que nous avons déjà auparavant trouvé sur le même sujet une rédaction bien meilleure et bien plus précise. Il s'agit maintenant d'en finir une fois pour toutes avec ces absurdités. Un tel travail serait bien plus important qu'un projet sur le front populaire ou le fascisme.

(6) Il s'agit des thèses intitulées *La Guerre et la IV^e Internationale*, élaborées en 1933-1934 (cf. *Œuvres*, 4, p. 46-86).

ANNEXES

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS

- ABOSCH Heinz. — *Trotsky-Chronik. Daten zu Leben und Werk.* — (Zusammengestellt von), Munich, Cari Hanser Verlag, 1973. — 156 p.
- ALEXANDER Robert J. — *Trotskyism in Latin America.* — Hoover Institution Publications, Stanford University, 1973. — 304 p.
- ALLES Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkisten ab 1930.* — Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- BROCKWAY Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament.* — London, Allen and Unwin, 1942. — 352 p.
- CANNON James Patrick. — *History of American Trotskyism.* Reports of a participant. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CILIGA Anton. — *A u pays du Mensonge déconcertant.* — 10/18, rééd. 1977, 252 p.
- CORVISIERI Silverio. — *Trotsky e il comunismo italiano.* — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU Ivan. — *Le mouvement trotskyste en France.* — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DEUTSCHER Isaac. — *Trotsky.* T. 3. *Le prophète hors la loi (L'exil).* Paris, Julliard, 1965. — 704 p.
- DOWSE Robert. — *Left in the Centre. The Inde pendent Labour Party (1893-1940).* — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik.* — Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS Michel. — *Bureau de Londres ou IV' Internationale ? Socialistes de gauche et trots kystes en Europe (1933-1940).* — Thèse 3' cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978. — VII-418 p.
- FATHEREE Ben H., *Trotskyism in Spain (1931-1937)*, Thèse (Ph. D.).
- GUERIN Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant.* — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT Jean van — *De Prinkipo a Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky.* — Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.1.0. Marceau Pivert et le pivertisme.* — Paris, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1977. — 296 p.

- KASTRITIS Kostas. — *Istoria tou Mpolsebikismou trotskysmou stèn Ellada*. — Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias », s. I. n. d.
- KAWECKA Krystyna. — *Niezalezna socialistyczna partia pracy* (1921-1937). — Warszawa, Ksiaskha i Wiedza, 1969. — 356 p.
- KELLER Fritz. — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.Ö. Trotzisten und andere Gruppen 1919-1945*. Wien, Europa Verlag, 1978.
- MENDL (Stockfish) Herschl. — *Zichrones fun a yidischen revolutsioner*. Tel Aviv, 1959.
- MYERS Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskylsts in America*. — Westport (Conn.) Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS Max (P. P. van't HART). — *Henk Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976.
- RABAUT Jean. — *Tout est possible! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 416 p.
- RETZLAW Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Verlag, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- ROSENTHAL Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE Victor. — *Vie et mort de Léon Trotsky*. — Paris, Maspero, 1973.
- SERGE Victor et TROTSKY Léon, *La lutte contre le stalinisme, textes 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus*, Paris, François Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE Victor. — *Mémoires d'un Révolutionnaire. 1901-1941*. — Paris, Seuil, 1978.
- SINCLAIR Louis. — *Leon Trotsky: a bibliography*. — Stanford, Hoover Institution Press, 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR Louis. — *Leon Trotsky: a bibliography*. — Abridged, amended and supplemented by L. S. — L'auteur, 1978, 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis. [Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste]*. 2 vol. 1977-1978. — 256 p., 268 p.
- THALMANN Clara & Paul. — *Révolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes Moskau/Madrid/Paris*. — Hamburg, Association Verlag, 2^e éd. 1977. — 398 p. (Traduction française à paraître à La Pensée sauvage).
- TICHELMAN Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*. — Amsterdam, Van Gennep, 1974. — 136 p.
- TIADEN Karl-Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D. » - Opposition » (K.P.O.). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur « Rechts » - Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*. — Meisenheim an Glan, Anton Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p. (Arguments, 31.)
- TROTSKY Léon. — *The Crisis of the French Section (1935-1936)*. Edité par N. Allen et G. Breitman, Pathfinder, 1977. — 286 p.
- TROTSKY Léon. — *Œuvres 1, mars-juillet 1933*. — *Œuvres 2, juillet-octobre 1933*. — *Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934*. — *Œuvres 4, avril-décembre 1934*. — *Œuvres 5, janvier-juin*

1935. — *Œuvres 6, juillet-septembre 1935.* — *Œuvres 7, octobre-décembre 1935.* — *Œuvres 8, janvier-février 1936.* — Paris, E.D.I., 1978, 1979, 1980, 320 p., 320 p., 360 p., 368 p., 392 p., 300 p., 280 p., 240 p.
- TROTSKY Léon. — *La Révolution espagnole 1930-1940.* Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon. — *Writings.* — Edités par George Breitman et autres. — New York, Pathfinder Press, 12 volumes. — Vol. 1935-1936, 1977. — 574 p.
- USTVEDT Yngvar. — *Verdensrevolusjonen pa H0nefoss En beretning om Léo Trotskij's opphold i Norge.* — Oslo, Gyldendal Norsk Forlag, 1974, 248 p.
- VEREKEN Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, la Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942).* — Université Zurich, 1979. — 190 p.
- WEBER Hermann. — *Die Wandlung des deutsch/en Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 2 vol. I, 466 p., II, 228 p.
- ZELLER Fred. — *Trois points c'est tout.* — Paris, Laffont, 1976, 316 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PERIODIQUES

- Action française (L')*, 109.
Action socialiste (L'), 59, 239.
Action socialiste révolutionnaire (L') (Belgique), 20, 62, 67-69, 98, 99, 102, 126-128, 129, 146, 261.
Aktion (Die), 44.
- Bataille socialiste (La)*, 122, 151.
Batalla (La), 159, 160, 173, 174, 176, 182.
Biulleten Oppositsii, 64, 65, 70, 80, 81, 91, 93, 95, 105, 132, 136, 187, 203, 214, 217, 241, 246, 250-252, 272.
Bulletin d'information et de Presse, 93.
Bulletin intérieur du G. B. L., 31, 97.
Bulletin du S. L., 84.
- China Forum*, 56.
Claridad, 228.
Clarté, 262.
Commune (La), 19, 31, 32, 36-39, 41, 42, 47, 48, 85, 87, 88, 130, 147, 165, 184, 186, 203, 240, 250.
Communiste (Le), 81.
- Dépêche dauphinoise (La)*, 107, 108, 111.
Der Kampf, 151.
Droit du peuple (Le), 107.
- El Liberal*, 182.
Humanité (L'), 70, 82, 106, 107, 109, 114, 121, 187.
Humbles (Les), 65.
- Inprekorr*, 213.
Izvestija, 134, 135.
- Jeune Garde (La)*, 59, 60, 62, 126-128.
Jiskra, 234.
- Lutte ouvrière (La)*, 86.
- Masses*, 226.
Monde, 262.
- N eue Front*, 151.
New International, 56, 144, 205.
New Leader (The), 148, 150, 152, 153, 155, 205, 207, 208.
Nieuwe Fakkkel, 147.
- Œuvre (L')*, 61.
Ordine nuovo (L'), 158.
- Peuple (Le)*, 97, 102, 127.
Populaire (Le), 109, 113, 117.
Pravda, 45, 91, 118, 132, 133, 188, 241, 243, 244, 270.
- Quatrième Internationale*, 41.
- Red Flag*, 49.
Révolution, 57, 61, 70, 81.
Révolution prolétarienne (La), 81, 261, 262.
Rizospastis, 20.
Rudé Pravo, 35.
- Saturday Evening Post*, 268.
Socialist Appeal, 229.
Sotsialistitchesky Vestnik, 217.
Spartacus, 146.
- Temps (Le)*, 105, 112, 189, 197, 200, 201.
- Unser Wort*, 35, 45, 148, 179, 219, 230.
- Vérité (La)*, 31, 36, 81, 85, 86.
Vie ouvrière (La), 81, 261.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique*

indiquent les notices biographiques)

- ABERN Martin, 33, 34, 54.
 ACKERNECHT Erwin H., dit
 Eugen BAUER, 150.
 ALCALA ZAMORA y Torres, 20,
 174, 175.
 ALDANOV Mark, Mark A. LAN-
 DAU, dit, 232-134.
 ALEXANDER, cf. Wilhelm HAAS.
 ALEXANDER Ken, cf. Kenneth
 JOHNSTONE.
 ANDRADE Rodriguez Juan, 26,
 160, 274-177, 181, 182.
 ARDACHELIA T. D., 272.
 ARENILLAS José Luis, 174.
 ATTLEE Clement Richard, 52.
 AZANA y DIAZ Manuel, 20, 21,
 154, 159, 175, 179.
- BARBUSSE Henri, 262.
 BARDIN Alexis, 58, 107.
 BARDIN Léone, 58.
 BARDIN Violette, 58.
 BARTON, cf. Friedrich BERGEL.
 BAUER Eugen, cf. Erwin H.
 ACKERKNECHT.
 BAUER Otto, 151.
 BEAU Laurent, 106.
 BEDNY Demian, Efim A. PRID-
 VOROV, dit, 232-145, 246.
 BERGEL Friedrich, dit BARTON,
 144, 145, 179.
 BEVIN Ernest, 52.
 BILBAO Urruza Esteban, 182.
 BILINE, cf. Robert CABY.
 BIRNEY Earle, dit ROBERTSON,
 210.
 BLUM Léon, 81, 82, 107, 108,
 113-118, 120, 122, 125,
 195, 237.
 BLUMKINE Iakov G., 95, 132,
 214.
- BODROV Mikhail, 273.
 BODY Marcel, 204, 218, 253.
 BOSOVITCH, 156.
 BOTMER, 133.
 BOUKHARINE Nikolai L, 76, 94,
 187, 262.
 BOUTOV Gueorgui V., 214.
 BRANDLER Heinrich, 124.
 BRAUN Nicolle, cf. Erwin WOLF.
 BRETH Franz, dit HARTMANN,
 220.
 BROCKWAY Archibald Fenner,
 148, 252-153, 163, 205, 207-
 210, 215.
 BRONSTEIN A. L. (Mme), cf.
 Alexandra L. SOKOLOV-
 SKAIA.
 BRÜNING Heinrich, 222.
 BUTTINGER Josef, 252.
- CABY Robert, dit BILINE, 20,
 165.
 CACHIN Marcel, 82, 116, 117,
 120.
 CAILLAUX Joseph, 110.
 CALLES Plutarco Elias, 20.
 CANNON James Patrick, 23, 26,
 33, 35, 54, 84, 163, 172,
 226.
 CARDENAS Lazaro, 20.
 CARRILLO Santiago, 20, 176,
 228.
 CASTELNAU Robert de Curières
 de, 115.
 CASARES QUIROGA, Santiago, 21.
 CATHERINE II, 243.
 CECIL Lord Robert, 252.
 CHARLES I", 205.
 CHAUTEMPS Camille, 113.
 CHLIAPNIKOV Alexandre G., 137.
 CHUBAR Vlas L, 242.
 CID Julio, 173.

- CILIGA Ante, 93, 95, 217, 245, 246, 250, 252.
 CITRINE Walter MCLELLAN, 125.
 CLART, cf. Jean Rous.
 CLYNES Joseph Robert, 52.
 CODOVILLA Vittorio, 228.
 COMPANYS y JOVER LUIS, 19.
 COT Pierre, 111.
 CRAIPEAU Ivan, 21, 38.
 CRIPPS Richard Stafford, 168.
 CROMWELL Olivier, 205.
 CRUX, pseudonyme de TROTSKY, 42, 171, 172, 180, 184, 185, 223.
 DALADIER Edouard, 709-111, 118, 121.
 DAN, Fedor I. GOURVITCH, dit, 151, 238.
 DANTON Georges, 729.
 DAUGE Walter, 20, 21, 26, 60, 62, 66-69, 80, 97, 129, 161, 172, 214, 215, 228, 229, 239, 240.
 DAVID, cf. Walter HELD.
 DAVTIAN Arven, dit TAROV, 248.
 DELBOS Yvan, 113.
 DEMORDZIS, 20.
 DENIKINE Anton I., 134.
 D'E'NKB. Hugo, 49, 229.
 DIMITROV Gueorgui, 77, 120.
 DINGELSTEDT Fiodor N., 277.
 DONADZE Vasso, 92.
 DONZEL Maurice, dit PARUAININE, 65.
 DORiot Jacques, 149.
 DOUMBADZE Lado, 92, 272.
 DOUMERGUE Gaston, 709, 111, 112.
 DUBOIS, cf. Ruth FISCHER.
 DURAND, cf. Léon SEDOV.
 EASTMAN Max, 45, 142, 216, 217.
 EBERT Friedrich, 238.
 ELTSINE Boris Mikhailovitch, 24, 92, 156, 273.
 ELTSINE Iossif Borissovitch, 92, 273.
 ELTSINE Victor Borissovitch, 273.
 ENGELS Friedrich, 78, 106, 108, 109, 117, 204.
 ENGUIX Francisco, 182.
 EPE Heinz, cf. Walter HELD.
 ERBER Ernst, 229.
 ERIK, cf. Abraham J. MUSTE.
 FABIAN Walter, dit Kurt SACHS, 750.
 FALK Erling, 151.
 FAURE Paul, 777.
 FENNER BROCKWAY Archibald, cf. BROCKWAY Archibald Fenner.
 FERNXNDEZ SENDON Enrique, dit Luis FERSEN, 176.
 FEROCI, cf. Alfonso LEONETTI.
 FISCHER Oskar, cf. Otto SCHÜSSLER.
 FISCHER Ruth, Elfriede EISLER ép. FRÜEDLANDER, dite, dite DUBOIS, 2», 158, 765.
 FL ANDIN Pierre-Etienne, 772-113.
 FONVIZINE Denis L., 244.
 FRACHON Benoît, 114.
 FRANCO Bahamonde Francisco, 29.
 FRANKEL Jan, dit Wemer KELLER, 141, 171, 172, 226, 234.
 Fux Georges, 26, 62, 102, 126, 127.
 GAMARCH, 156.
 GARCIA GOMEZ Julian, dit GORKIN, 149.
 GARCIA PALACIOS LUIS, dit Roberto MARINER, 27, 173, 181.
 GAVENSKY Max, dit SEGRAVE OU SEYGRAVE, 139.
 GELDEREN Charles van, 50.
 GLAZMANN Mikhail G., 214.
 GODEFROID Fernand, 26, 60, 62, 63, 67, 69, 98, 99, 101-103, 126-129, 215, 240.
 GOEBBELS Josef Paul, 200.
 GOLDENBERG Boris, 163.
 GOLDMAN Albert, 229.
 GORKIN, cf. GARCIA GOMEZ

- GOTTLIEB, dit PERO, 86, 217.
 GOURVITCH Fedor I., cf. DAN.
 GRAMSCI Antonio, 158.
 GROVES Reg, 168, 229.
 GRYLEWICZ Anton, dit ZEMANN, 179, 219.
 GUILLAUME II, 134.
 GUTTMANN Josef, 35.
 HAAS Wilhelm, dit ALEXANDER, 234.
 HAÏLE SELASSIE, 21, 57, 117, 206.
 HANSEN, cf. Walter HELD.
 HARBER Denzil D., 50, 169, 229.
 HARTMANN, cf. Franz BRETH.
 HASFELD Marcel, 249.
 HEARST William Randolph, 248.
 HEUENOORT Jean van, dit VAN, 80, 250, 253, 278.
 HELD Walter, Heinz EPE, dit, dit HANSEN, dit DAVID, 37, 42, 158, 172, 222, 223, 225.
 HERRIOT Edouard, 108, 109, 111, 112, 114, 117, 118, 121.
 HINDENBURG Paul von Beneckendorff und von, 120, 175.
 HITLER Adolf, 19, 20, 44, 73, 75, 77, 108, 109, 111, 120, 121, 123, 179.
 HOHENZOLLERN, 133.
 HOWARD Roy, 19, 70, 73, 77, 79, 156, 187-189, 192.
 HUBIN Georges, 102, 127, 128.
 IAGODA Henrikh G., 94-96, 135, 243, 246.
 IAKOVINE Grigori Ia, 271, 272.
 ISAACS Harold R., dit ROBERTS, 56, 158.
 JAMES Cyril Lionel Robert, 207, 210.
 JAMMY-SCHMIDT, cf. Benjamin Emile SCHMIDT.
 JDANOV Andréi I., 136, 137.
 JEANNENEY Jules, 111.
 JIMENEZ de ASUA LUIS, 19.
 JOFFE, Adolf A. KRIMSKY, dit, 274.
 JOFFE Maria Mikhailovna, 274.
 JOHNSTONE Kenneth, dit Ken ALEXANDER, 210.
 JOUHAUX Léon, 112, 125, 195.
 KAGANOVITCH, Lazar M. KOGANOVITCH, dit, 136, 242.
 KAMENEV, Lev B. ROSENFELD, dit, 93.
 KARSNER Rose, 226.
 KAUTSKY Karl, 24, 65, 106, 159, 204.
 KELLER Wemer, cf. Jan FRANKEL.
 KHROUCHTCHEV Nikita S., 94, 136, 137.
 KIBALTCHITCH Vlady, 256.
 KILBOM Karl, 152.
 KIROV, Sergei M. KOSTRIKOV, dit, 93, 94, 136, 190.
 KLEMENT Rudolf, dit ADOLPHE, 141, 171-173, 247, 259.
 KNUDSEN Konrad, 23.
 KOGANOVITCH Lazar M., cf. KAGANOVITCH.
 KOLLONTAI Alexandra, 137.
 KOPP Jiri, 220.
 KRIMSKY Adolf A., cf. JOFFE.
 LABARRE Joseph, 107.
 LA CHAMBRE Guy, 111.
 LAGORGETTE Louis, 99.
 LAKHOVITSKY Boris I., 273.
 LAMETTE, cf. Léon LESOIL.
 LANDAU Mark A., cf. Mark ALDANOV.
 LANDAU Kurt, dit SPECTATOR, dit Wolf BERTRAM, 182.
 LANSBURY George, 52.
 LARGO CABALLERO Francisco, 68, 125, 159, 177, 178.
 LA ROCQUE François, dit Casimir, de, 75, 108-110, 117, 121.
 LAVAL Pierre, 74, 112, 121.
 LEMBERGSKAIA, 274.
 LENINE Vladimir Illitch, OULIANOV, dit, 44, 65, 68, 76, 78, 79, 96, 119, 120, 134, 140, 143, 189, 202, 204, 209, 218, 219, 234, 237, 243, 248.
 LENOROVIC H., 141.

- LEONETTI Alfonso, dit MARTIN, dit FEROCI, dit Souzo, 158, 173, 177, 182.
- LESOIL Léon, dit LAMETTE, 20, 21, 26, 59, 67, 172, 215, 230, 239.
- LIEBAERS Frans, 68, 69, 98, 99, 128.
- LIEBER Maxim, 28, 142, 248, 265-268.
- LIEBKNECHT Karl, 78, 238.
- LIFSHITZ Boris, cf. Boris SOUVARINE.
- LITVINOV Maksim, WALLACH, dit, 74.
- LLOYD George David, 206.
- LOFFLER Eric, cf. Otto NEUSTEDTL.
- LUND (pseudonyme de TROTSKY), 222, 225.
- LUXEMBURG Rosa, 78.
- MAGID Moussia, 92.
- MANUEL Richard, dit René VANDERLIE, 232.
- MARINER Roberto, cf. GARCIA PALACIOS, LUIS.
- MARING, cf. Henricus SNEEVLIET.
- MARTEAUX Albert, 97.
- MARTIN, cf. Alfonso LEONETTI.
- MARTIN B., 147.
- MARTIN Léon, 107.
- MARTIN des PALLIERES Jeanne, 186.
- MARTINAUD-DEPLAT Léon, 111.
- MARX Karl, 68, 78, 104, 117, 159, 189, 194, 202.
- MATLOW Bert, 205.
- MAURIN JULIA Joaquin, 149, 159, 160.
- MAURIN Louis, 149, 176, 178.
- MAURRAS Charles, 109.
- MAXTON James, 20, 149, 153, 205-210.
- MCGOVERN John, 206, 207.
- MEDVED Filip D., 94.
- MEDVEDEV Roy, 94.
- MEICHLER Jean, dit MECHE, 88, 104, 165.
- METAXAS Ioannis, 19, 20, 29.
- MEUNIER, cf. Otto SCHÜSSLER.
- MILL Pavel OHKUN, dit, 182.
- MIRBACH Wilhelm von, 95, 132, 134.
- MISTLER Jean, 111.
- MISTRAL Paul, 107.
- MOLA VIDAL Emilio, 29.
- MOLINIER Henri, 31, 38, 39, 88, 104, 165, 184, 185, 245.
- MOLINIER Raymond, 21, 21, 31, 36, 37, 47, 48, 81, 85, 88, 99, 104, 170, 186, 249, 250.
- MOLOTOV, Viatcheslaw M. SKRIABINE, dit, 187, 189, 190, 197, 199-201, 242, 243.
- MONATTE Pierre, 124, 261.
- MÜNZENBERG Willi, 75.
- MUSSOLINI, Benito, 57, 75, 111, 123, 206.
- MUSTE Abraham Johannes, dit ERIK, 33, 54.
- NAGEL, cf. James P. CANNON.
- NAPOLEON III, 113, 200.
- NAVILLE Pierre, 25, 85, 88, 104, 130, 131, 165, 182, 184, 249, 250, 257, 259.
- NEUSTEDTL Otto, dit Eric LOFFLER, 144.
- NEVELSON Man, 240, 272.
- NEVELSON Nina, 240.
- NICOLLE, cf. Erwin WOLF.
- NIESSEL Henri Albert, 61.
- NIKOLAIEV Léonid, 94, 190.
- NIN Pérez Andrés, 26, 27, 53, 174, 176, 177, 181, 182.
- NORA, cf. Georges VEREKEN.
- NOSKE Gustav, 238.
- NOVESELETSKY, 243.
- OEHLER Hugo, 182.
- PAGANON Joseph, 113.
- PAINE George Lyman, dit WHITE, 56.
- PANKRATOV Vassili F., 273.
- PANNEKOEK Anton, 124.
- PAPAGOS Alexandros, 19.
- PAPEN Franz von, 122.
- PARUANINE, cf. Maurice DONZEL.
- PAUKER Anna, 22.

- PAZ Magdeleine, née MARX, 236, 238, 239, 262.
 PAZ Maurice, 236, 237, 239, 262.
 PÉRO, cf. GOTTLIEB.
 PEVZNER Khanaan M., 274.
 PFEMFERT Franz, 44, 46, 247.
 PIVERT Marceau, 26, 99, 122, 126, 240.
 PLEKHANOV Gueorgui V., 151.
 PLISNIER Charles, 215.
 PLUMAT, 129.
 PODOLINSKY, 156.
 POTELUAKO, 243.
 POTEMKINE Grigori A., 243.
 POTTER WEBB Béatrice, cf. Béatrice WEBB.
 POZNANSKY Igor M., 273.
 PRIDVOROV Efim A., cf. Demian BEDNY, 732-135, 246.
 PRIMO de RIVERA José Antonio, 19.

 QUESADA Suarez, José, 173.

 RACAMOND Julien, 114.
 RAKOVSKY Khristian G., 792, 193.
 RAMM Alexandra, 44, 46, 247.
 RAUD Henri, 61.
 RENJING Liu, 56.
 RIDLEY F. A., 49.
 RIEDER, 65, 139, 140, 204, 211, 218, 245.
 RIEL van, cf. Richard MANUEL.
 ROBERTS, cf. Harold R. ISAACS.
 ROBERTSON, cf. Earle BIRNEY.
 ROBESPIERRE Maximilien, 205.
 ROLLAND Romain, 262.
 ROSANOV Aleksandr, 92.
 ROSENDAHI-JENSEN Synn0ve, 277.
 ROSMER Alfred, GRIOT, dit, 81, 82, 95, 124, 185, 239, 264.
 ROUDZOUTAK Ian E., 242.
 Rous Jean, dit CLART, 20, 21, 25, 39, 43, 172, 249, 250, 257.

 SACHS Kurt, cf. Walter FABIAN.
 SALTYSKOV E., dit CHTCHEDRINE, 241.

 SANJURJO Sacanell, José, 29.
 SAPRONOV Timotei S., 137.
 SARRAUT Albert, 74, 112, 113, 116.
 SAUT, 242.
 SCHLEICHER Kurt von, 722.
 SCHMIDT Benjamin, Louis, Emile, dit JAMMY-SCHMIDT, 775.
 SCHMIDT Peter Johannes, 25, 26, 37, 40, 43, 47, 48, 50, 146, 210, 230.
 SCHÜSSLER Otto, dit Oskar FISCHER, dit MEUNIER, 35, 40, 85, 165, 223.
 SCHUSTER, cf. SIMON et SCHUSTER.
 SCHWAB Jim, cf. Jacob WALTER.
 SEDOV Léon, dit DURAND, 28, 64, 80, 86, 141, 186, 251.
 SEDOV Sergei, 275.
 SEDOVA Natalia Ivanovna, 44, 64, 273, 234.
 SEGRAVE ou SEYGRAVE, cf. Max GAVENSKY.
 SENAVSKAIA Elisaveta, 272, 273.
 SERGE Victor, V. L. KIBALTCHITCH, dit, 24, 95, 273, 236, 245, 246, 250, 252, 254-256, 261, 274, 275.
 SERMUKS Nikolai L, 273.
 SFORZA Carlo, 770.
 SHACHTMAN Max, 23, 26, 33.
 SIMON & SCHUSTER, 28, 142, 212, 248, 265, 267.
 SKRIABINE Viatcheslaw M., cf. MOLOTOV.
 SMIRNOV Ivan N., 21.
 SMIRNOV Vladimir M., 137.
 SMITH C. A., 207.
 SNEEVLIET Henricus, dit MARRING, dit THOMSON, 25, 26, 39, 47, 56, 124, 146, 172, 224, 230, 250.
 SOKOLOVSKAIA Alexandra Lvovna (Mme A. L. BRONSTEIN), 240, 255, 272.
 SOKOLOVSKAIA Maria Lvovna, 240, 255.
 SOLNTSEV Eléazar B., 24, 92, 273, 271, 272.
 SOMOZA Anastasio, 22.
 SOPHOULIS Thémistocle, 19, 20.

- SOUVARINE Boris, Boris LIF-SHITZ, dit, 236-238.
 Souzo, cf. Alfonso LEONETTI.
 SPAAK Paul-Henri, 59, 97, 239.
 SPANJER Bep, 227, 228, 232.
 SPECTOR Maurice, 33, 34, 54, 56.
 STAKHANOV Alexis G., 137.
 STALINE Iossif, Iossif DJOUGACHVILI, dit, 19, 21, 70, 72-80, 91, 92, 94-96, 114, 116, 120, 132-135, 156, 187, 189-194, 196-200, 237, 242-244, 246, 259, 270.
 STARKEY JACKSON Eric, 50.
 STOPALOV Grigori, 272, 274.

 TAITTINGER Pierre, 115.
 TARDIEU André, 121.
 TAROV A., Arven DAVTIAN dit. TEREIN, 156.
 THALMANN Ernst, 120.
 THOMSON, cf. Henricus SNEEVLIET.
 THOREZ Maurice, 117.
 TREINT Albert, 56.
 TSINTSADZE Koté M., 92, 272.
 TSULUKIDZE Helena, 92.

 URBAHNS Hugo, 179.

 VAILLANT-COUTURIER Paul, 114, 117.
 VALENTINOV, 192.
 VALLAT Xavier, 115.
 VAN, cf. Jean van HEUENOORT.

 VANDERVELDE Emile, 59, 62, 98, 102, 125, 127, 128, 195, 237, 240.
 VAZQUEZ Federico, dit ARLEN, 173.
 VEREKEN Georges, dit GIVE, dit NORA, 26, 90, 146, 161, 172, 229, 239, 246.
 VITTE, cf. Mitsos YOTOPOULOS.
 VLADY, cf. Vlady KILBATCHITCH.
 VOLKOV Platon, 240, 272.
 VOLKOVA Zinaïda L., 240, 272.
 VOROCHILOV Klementi E., 242.

 WALCHER Jacob, dit Jim SCHWAB, 149.
 WEBB Béatrice POTTER, 199.
 WEBB Sidney, 199.
 WELS Otto, 120.
 WHITE, cf. George Lyman PAINE.
 WINNOCOUR Jack, 167.
 WOLF Erwin, dit Nicolle BRAUN, 37, 42, 85, 158, 171, 172, 222, 225, 230, 234.

 YOTOPOULOS Mitsos, dit VITTE, 167

 ZAPOROJETS, 94.
 ZEELAND Paul van, 97.
 ZELLER Fred, 20, 21, 57, 86, 259, 260.
 ZELNITCHENKO Boris, 92.
 ZINOVIEV Grigori, RADOMYLSKI dit, 76, 93, 94.
 ZYROMSKI Jean, 122, 151.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, etc. (*) DES INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, etc. (**)

Action socialiste (Belgique), cf. Parti ouvrier belge.	Bloc ouvrier et paysan, Bloque Obrero y Campesino
Action socialiste révolutionnaire, A. S.R., cf. Parti ouvrier belge.	Bloc Obrero i Camperol, (Catalogne), 159, 160.
Alliance démocratique, 112.	Bloc pour la IV ^e Internationale, cf. Comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».
American Workers Party, A.W.P., cf. Parti américain des travailleurs.	Bolchevik-léniniste, 24, 27, 41, 57, 91, 132-134, 137, 154, 167, 237, 239, 242, 256, 262, 269, 274 ; collectif de Verkhnéouralsk, 272 ; cf. aussi Parti communiste de l'U.S., ou Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste ou IV ^e Internationale, section russe.
Amis de l'U.R.S.S., cf. Société des amis de l'U.R.S.S.	Bolshevik-Leninist Group, cf. Ligue communiste internationaliste, section britannique.
Amsterdam, cf. Comité (ou commission) de contact des signataires de la « lettre ouverte ».	Brookwood Labor College, cf. Collège ouvrier de Brookwood.
Amtorg, 213, 271.	Bureau d'Amsterdam, cf. Comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».
Archiomarxisti Organosi, cf. Opposition de gauche, section grecque.	Bureau international des organisations révolutionnaires de jeunes ou bureau de la jeu-
Association républicaine des anciens combattants, ARAC, 114, 262.	
Ausland-Komitee (comité à l'étranger), cf. L.C.I., section allemande, I.K.D.	
Balham group, cf. Parti communiste britannique et Opposition de gauche, section britannique.	
Bataille socialiste (La), cf. Parti socialiste S.F.I.O.	

* En gras. Pour faciliter l'utilisation de cet index, en règle générale, nous avons désigné les organisations ou partis sous la forme française de leur dénomination.

*♦ En italique et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

- ncsse de Stockholm (février 1934), 42
- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, B. I.U.S.R., (nouveau nom de l'internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.), 148-155, 167, 174, 208 ; *conférence dite de St-Denis, février 1935*, 149 ; sections, 155 ; section autrichienne, cf. Front rouge ; section britannique, cf. I.L.P. ; section bulgare, cf. Parti socialiste unifié, Bulgarie ; section espagnole, cf. P.O.L.J.M. ; section italienne, cf. Parti socialiste italien (maximaliste) ; section polonaise, cf. N.S.P.P., parti socialiste indépendant ; section roumaine, cf. parti socialiste unitaire ; section suédoise, cf. Parti socialiste suédois.
- Bureau de Londres, cf. B1USR.
- Cadets, (K.D.), 124, cf. aussi Parti constitutionnel démocrate.
- Camelots du Roy, 109.
- Centre Catholique, 120.
- Cercle communiste-démocratique, 236.
- Club des Jacobins, 205.
- Collège ouvrier de Brookwood, Brookwood Labor College, 33.
- Comités Amsterdam-Pieyel (Les), cf. Mouvement Amsterdam-Pieyel.
- Comités d'action, 58, 218.
- Comité (ou commission) de contact des signataires de la « lettre ouverte » ou bloc de la IV^e Internationale, ou Association de la IV^e Internationale, 25, 31, 39, 41, 87, 154, 230 ; secrétariat, appelé aussi secrétariat d'Amsterdam, ou bureau d'Amsterdam ou secrétariat de la IV^e Internationale, 25, 26, 31, 37, 39, 41-43, 47, 48, 130, 146, 147, 171.
- Comité antifasciste, 107.
- Comité des Forges, 106-108, 111, 189.
- Comité de grève de Vorkouta, 272.
- Comité de la IV^e Internationale, (*La Commune*), 15 janvier 36-7 mars 1936), 25, 31, 32, 36-39, 41, 42, 47, 48 ; *conférence du 7 février 1936*, 19, cf. aussi groupe *La Commune*, Parti communiste internationaliste.
- Comité mondial pour la paix, (du bureau de Londres), 148, 149.
- Comité régional de la coordination socialiste-communiste, 21.
- Commission administrative permanente, C.A.P., cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Commission de contact des signataires de la « Lettre ouverte », cf. Comité de contact.
- Commission Crux, 25, 37, 42, 48, 85, 104, 130, 147, 184, 185.
- Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A., 33.
- Communauté internationale de travail, Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G., cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
- Commune de Paris (La), 82, 116.
- Communist League of America, C. L.A., cf. Opposition de gauche et Ligue communiste internationaliste, section américaine.
- Communist League, british section of I.L.O., cf. Opposition de gauche de Grande-Bretagne et Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Communist Party of America,

- C. P.A., cf. Parti communiste d'Amérique.
- Communistes de gauche espagnols, cf. Izquierda Comunista de Espana (Ligue communiste internationaliste, section espagnole).
- Confederación nacional del trabajo, cf. Confédération nationale du travail.
- Confédération générale du travail, C.G.T., 19, 112, 114, 125 ; *congrès de réunification de Toulouse, 2-5 mars 1936*, 114.
- Confédération générale du travail unifié, C.G.T.U., 19, 114.
- Confédération nationale du travail, Confederación Nacional del Trabajo, C.N.T., 159, 174.
- Conférence internationale de St-Denis, février 1935*, cf. B.I.U.S.R.
- Conférence des militants rassemblés autour de La Commune ou Conférence de La Commune, 7 mars 1936*, cf. groupe de *La Commune* ou Parti communiste internationaliste ou Comité pour la IV^e Internationale.
- Conférence de Zimmerwald, septembre 1915*, 82.
- Congrès antifasciste de Pleyel, juin 1933*, 75.
- Congrès international d'Amsterdam contre la guerre, août 1932*, 75.
- Conseil des commissaires du peuple, 242.
- Croix-de-Feu, 20, 75, 109, 115.
- Dct Norske Arbeiderparti, D. N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
- Douma, 119.
- Emancipation du travail (L') (groupe), 151.
- Entente des jeunesses socialistes, fédération de la Seine, cf. Jeunesses socialistes françaises.
- Etudiants communistes, 85.
- Etudiants socialistes belges, 215.
- Faisceau (1925), 115.
- Fédération catalano-baléare, cf. aussi P.C. espagnol.
- Fédération communiste ibérique, Federaciôn Comunista Ibérica, F.C.I., 149, 154, 159.
- Fédération des jeunesses socialistes d'Espagne, 20, 27, 173-176, 182, 228 ; section de Madrid, 27, 176.
- Fédération nationale catholique, 115.
- Franc-maçonnerie, 74, 115.
- Front rouge (Autriche), 150, 151.
- Gardes-blancs, 91, 136.
- Gauche communiste, 81, 174.
- Gauche révolutionnaire, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Genève, cf. L.C.I., secrétariat international.
- Gestapo (police secrète d'Etat), 271.
- G.P.U. ou Guépéou, Gosoudarstvennoïé politicheskoié Oupravlenié (Administration politique d'Etat), 21, 28, 93-95, 142, 190, 214, 237, 241, 248, 255, 268, 273-275.
- Gosizdat (éditions d'Etat soviétique), 215.
- Groupe d'Anvers, cf. Ligue communiste internationaliste, section belge.
- Groupe bolchevik-léniniste, G.B.L., cf. Ligue communiste internationaliste, section française.
- Groupe de Charleroi, cf. Ligue communiste internationaliste, section belge.
- Groupe Dewar ou Groves-Dewar ou groupe *Red Flag*, cf. Labour Party.
- Groupe *Jiskra*, cf. Opposition de gauche, section tchécoslovaque.

- Groupe de la Commune ou groupe ou tendance Molinier, 25, 29, 32, 36, 37, 38, 41, 42, 47, 81, 85, 165, 184, 240 ; cf. aussi Comité pour la IV^e Internationale et Parti communiste internationaliste, P.C.I. ; *conférence des partisans de la Commune, 7 mars 1936*, ou *conférence nationale des moliniéristes*, 25, 47, 48, 88, 104, 147, 165, 170, 186; cf. aussi P.C.I.
- Groupe *Mot Dag* (Norvège), 151.
- Groupe de *La Révolution prolétarienne*, 262.
- Groupe Rops, 144, 220.
- Groupe Spartacus, ou groupe Vereeken ou L.C.I., 146, 229.
- Groupe Spartakus, (Allemagne), cf. Ligue Spartacus.
- Groupe de *La Vérité*, cf. Opposition de gauche, section française.
- Guoinindang, 71.
- Independent Labour Party,
I. L.P., cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
- Industrial Workers of the World, I.W.W., cf. Travailleurs industriels du monde.
- Institut des Professeurs rouges (I.P.R.), 213, 271-273.
- Deuxième Internationale, ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière socialiste *après 1923*, 52, 59, 82, 83, 123, 125, 151, 152, 155, 208, 209, 237, 238, 245, 253, 276, 277 ; gauche, 78.
- Troisième Internationale ou Internationale communiste ou Comintern, 21, 28, 35, 39, 55, 56, 71, 75-78, 81-83, 100, 116, 119-121, 124, 125, 152, 155, 159, 176, 177, 194, 208, 209, 213, 223, 228, 236, 237, 253, 275-277 ; comité exécutif, 33 ; 2' *congrès, juillet-août 1920*, 81, 278 ; 3' *congrès, juin-juillet 1921*, 59, 278 ; 4* *congrès, nov.-déc. 1922*, 278 ; 5* *congrès, juin-juillet 1924*, 278 ; 6' *congrès, juillet-sept. 1928*, 35, 76 ; 7' *congrès, 25 juillet-2août 1935*, 77.
- Quatrième Internationale, 23-27, 29, 31, 32, 41, 50-52, 83, 99, 104, 105, 124, 133, 144, 148, 153-155, 162, 167, 168, 170, 174, 177, 179, 182, 205, 208, 210, 215, 219, 222, 223, 227, 230, 232, 237, 238, 245, 246, 253, 278 ; *conférence internationale, 1936*, 27, 171, 225; bureau technique de convocation de la conférence, 171, 172 ; commission politique (préparation de la conférence), 171, 172 ; *préconférence internationale* (Norvège), 222, 223, 225, 259 ; secrétariat provisoire, 226 ; organisation de secours, 225 ; parti mondial de la révolution sociale, 162 ; sections nationales, 27, 34, 155, 224 ; Partis ouvriers de la révolution sociale, 162 ; section américaine, 34, 155 ; section espagnole, 53, 155 ; section française, 29, 36, 41, 155 ; section russe, 24, 45, 136, 201, 203, cf. aussi Bolcheviks-léninistes, P.C.U.S., opposition trotskyste ou b.l., L.C.I.
- Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G. (Communauté internationale de travail), ou bureau de Londres, cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
- Internationale communiste, cf. Internationale, troisième.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., cf.

- Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste, section allemande.
Internationale syndicale rouge, I.S.R., 174.
Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, I.V.K.O. (Union internationale d'opposition communiste) ou courant brandlérien ou opposition communiste de droite, 232.
Izquierda comunista de Espana, I. C.E., cf. Opposition de gauche espagnole, ou Ligue communiste internationaliste, section espagnole.
- Jeunes Gardes socialistes, J.G.S., (Belgique), 26, 59, 60, 62, 67, 97, 98, 101, 102, 229, 230 ; *congrès national*, nov.-déc. 1935, 98 ; comité national, 67 ; fédération du Borinage, 60, 97, 229 ; courant prostalinien, 97 ; gauche, 60 ; tendance A.S.R., 60, 62 ; fraction trotskyste, 60, 62, 97.
- Jeunesses communistes
- américaines, 33.
- belges, 62, 229, 230.
- britanniques, 50.
- espagnoles, 20, 27, 173, 176, 181, 228.
- françaises, 38, 149.
- grecques, 167.
- tchécoslovaques, 141.
- soviétiques, 64, 137.
- Jeunesses léninistes belges, 26, 62, 97, 101, 229, 230.
- Jeunesses léninistes françaises, 38.
- Jeunesses ouvrières chrétiennes, J. O.C., 107.
- Jeunesses social-démocrates hollandaises, 227, 228.
- Jeunesses socialistes espagnoles, cf. Fédération des jeunesses socialistes d'Espagne.
- Jeunesses socialistes françaises, 38, 57, 99 ; *conférence nationale de Lille*, 30 juillet 1935, 57 ; Entente des jeunesses socialistes de la Seine, 57 ; fédération de la Seine-et-Oise, 38.
- Jeunesses socialistes polonaises, 78.
- Jeunesses socialistes révolutionnaires, J.S.R., 20, 22, 25, 38, 57, 86, 217 ; *congrès*, janvier 1936, 38.
- Jeunesses socialistes unifiées, Juventudes Socialistas Unificadas, J.S.U. (Espagne), 20, 27, 176, 177, 228 ; *conférence de fondation*, 1^{re} avril 1936, 176.
- Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., cf. Parti ouvrier communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), K. P.D. (S), cf. Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).
- Labor League of Youth, cf. Ligue ouvrière de la jeunesse.
- Labour Party, cf. Parti travailliste.
- League of Nations Union, 152.
- Leninbund, 179.
- Leninistische Jugendgarde, L.J.G., jeune garde léniniste (Pays-Bas), 237.
- Liga, cf. Ligue socialiste internationale contre la guerre.
- Ligue communiste internationale (B.L.) ou internationale, L. C.I. (nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 21 août 1933), cf. aussi à l'Opposition de gauche internationale, 40, 42, 53, 115, 161, 181, 269 ; secrétariat international, S.L., appelé

aussi Genève ou
Théodore,
25-27, 35-40, 42, 43, 47-49,
53, 64, 84, 85, 87-90, 104,
130, 131, 139, 141, 150, 158,
165-168, 170, 172, 174, 184-
186, 222, 223, 225, 257, 260.
Ligue communiste
internationa-
liste ou internationale (B.L.),
section, cf. aussi Opposition
de gauche, sections, 27, 38,
224, 226.
- allemande, 179, 222-224,
230 ; Internationale Kom-
munisten Deutschlands,
I.K.D., 42, 45, 124, 172, 179,
230 ; comité des I.K.D. à
l'étranger, Ausland-Komitee,
42, 46.
- américaine, Communist
League of America, C.L.A.,
33, 35, 38, 124, 172, 222 ;
cf. aussi Workers Party of
United States, W.P.U.S.
après décembre 1934.
- belge, 124, 159, 166, 172,
222 ; groupe b.l. du P.O.B.
ou groupe Lesoil (ancien
groupe de Charleroi) dans
la tendance Action socia-
liste révolutionnaire, 20, 26,
27, 62, 63, 67-69, 90, 97-
99, 102, 126-128, 146, 154,
161, 230; *conférence de la
fraction de l'A.S.R., Belgi-
que, 5 avril 1935*, 20, 26,
fédération ou section de
Bruxelles, ou groupe Ve-
reeken ou minorité anti-
entriste, 26, 90, 161 ; cf.
aussi groupe Vereeken ou
groupe Spartacus ou L.C.I. ;
majorité « entriste », 161.
- britannique, Communist
League, 40, 49, 167, 168 ;
majorité anti-entriste, 40,
49, 168 ; groupe b.l. du La-
bour Party ou groupe De-
war, 40, 49-51, 168, 169 ;
groupe b.l. de l'I.L.P. ou
Marxist group, ou minorité
b.l., 20, 27, 40, 49-52, 148,
154, 162, 164, 168, 169, 205,

de contact, groupe Dewar-
Marxist group, 168.

- canadienne, cf. Workers
Party of Canada, W.P.C.

- espagnole, Izquierda co-
munista de Espana, I.C.E.,
26, 53, 149, 154, 159, 173,
174, 176, 177, 181, 182,
228 ; comité central, 182 ;
rayon de Madrid, 27, 176,
181.

- française, ou Ligue com-
muniste internationaliste,
L.C.I., 39 ; groupe bolche-
vik-léniniste de la S.F.I.O.,
G.B.L. (*septembre 1934-mai
1936*), 22, 25, 27, 29, 36-41,
57, 58, 85, 88, 104, 122,
158, 159, 165, 166, 170,
172, 203, 222, 249, 257
262 ; devenu le 31 mai 1936,
le Parti ouvrier révolution-
naire, P.O.R., 22 ; puis le
1^{er} juin 1936, le parti ou-
vrier internationaliste, P.O.I.,
22 ; *conférence nationale du
G.B.L., 31 mai 1936, et pro-
clamation de la constitution
du P.O.R.*, 22 ; comité cen-
tral, 25, 36-38, 86, 88, 104,
130, 131, 165, 166, 170,
185, 186, 203, 249, 257,
260 ; bureau politique, 38,
39 ; commission de contrôle
ou d'enquête sur R. Moli-
nier, 170, 249 ; commission
de contrôle ou d'enquête sur
P. Naville, 25, 131, 165,
249 ; groupe juif, 167.

- hollandaise, cf. R.S.A.P.

- polonaise, 233.

- russe, 24, 45, 92 ; cf.
aussi bolcheviks-léninistes,
P.C.U.S.

- tchécoslovaque, 35, 220.

- latino-américaines, 154.

Ligue communiste interna-
tionaliste, cf. Groupe Vereeken
Spartacus.

Ligues fascistes, 75, 109, 111,
113.

Ligue ouvrière de la jeunesse,

- Labour League of Youth, (Angleterre), 40.
- Ligue socialiste, Socialist League, 168.
- Ligue socialiste internationale contre la guerre, De Internationale socialistiche anti-Oorlogs Liga, ou Liga, 68, 98, 126.
- Ligue Spartacus (Allemagne), Spartakusbund, 78, 124, 149.
- Marxist Group (G.B.), cf. I.L.P. et Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Marxist League (Angleterre), 40, 49.
- Mencheviks, 101, 119, 124, 137, 138, 151, 237, 238, 245, 251, 252, cf. aussi parti menchevique.
- Montagnards, 206.
- Mouvement Amsterdam-Pleyel, 75.
- Mouvement *Clarté*, 262.
- Nationaal Arbeidscrs-Secretariaat, N.A.S., 39, 228.
- Nazis, cf. Parti national-socialiste allemand des travailleurs.
- Néos ou Néo-socialistes, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Onafhankelijke socialistische Partij, O.S.P., cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).
- Opposition brandléricenne ou Opposition de droite ou K.P.O. :
- internationale, cf. Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition, I.V.K.O.
- Opposition de gauche internationale (1930-1933), 95, 181, 206, 213 ; *conférence internationale de fondation, Paris, avril 1930*, 95 ; bureau international, 42, 95 ; secrétariat international, S.I., 26, 27, 42, 43.
- Opposition de gauche, section de l'Opposition internationale ou groupes d'Opposition de gauche :
- allemande ou Opposition de gauche unifiée (fusion d'une partie de Leninbund et de l'Opposition de Wedding, *printemps 1930*) éditant *Die Permanente Révolution*, 150, 179.
- américaine, Communist League of America, C.L.A., 23, 33, 35.
- belge, 59, 62, 230 ; fédération ou groupe de Charleroi, 62, 230.
- britannique, Balham group, 49, 168.
- chinoise, 56.
- espagnole, Izquierda comunista de Espana, 26, 159, 173, 181.
- française, groupe *La Vérité* puis Ligue Communiste, 31, 85.
- grecque, Archéiomarxisti organosi, 167.
- tchécoslovaque, groupe Jiskra (Prague), 234 ; groupe de Bratislava (LenoroviE), 141.
- Organisation des socialistes révolutionnaires ou Parti ouvrier social-démocrate autrichien (1936), 151.
- Parti américain des travailleurs, American Workers Party, A.W.P., ou groupe Muste, 33, 35.
- Parti bolchevique, cf. aussi P.O.S.D.R., P.C. russe et P.C.U.S., 74, 76, 78, 95, 96, 119, 136, 174, 192, 195, 201, 213, 270, 274.
- Parti Co-op, 40.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 120, 149, 165 ; opposition de gauche zinoviéviste, 165.

- Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartakus), Kommunistische Partei Deutschlands K.P.D.(S) (Spartakusbund), 78, 149.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, C.P.A., 33, 35, 142, 226.
- Parti communiste de Belgique, P.C.B., 59, 146, 215, 230 ; comité central, 59, 146 ; fédération de Charleroi, 59, 230.
- Parti communiste de Bulgarie, Balgarska Komunisticeska Partija, 77.
- Parti communiste du Canada, Communist Party of Canada, 33, 156.
- Parti communiste de Chine, 56.
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de España, 21, 149, 159, 174, 176, 228 ; comité central, 228 ; fédération catalano-baléaire, 159 ; opposition de gauche, 149, 174.
- Parti communiste, section française de l'I.C., P.C., S.F.I.C., 20, 21, 36, 81, 106, 107, 113-115, 117, 118, 120, 149, 236, 261, 262 ; comité central, 36, 114 ; opposition de droite, 236.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great-Britain, 49, 153, 155 ; Balham group, 49, 168.
- Parti communiste de Grèce, 19-21.
- Parti communiste de Hollande, 39, 232.
- Parti communiste de Hongrie, 232.
- Parti communiste « indépendant » suédois, 152.
- Parti communiste italien, P.C.I., 152, 158 ; centre clandestin, 158 ; bureau politique, 158.
- Parti communiste internationaliste, P.C.I. (7 mars 1936) (ancien groupe de *La Commune*), 19, 22, 25, 38, 47, 147, 170, 186 ; congrès de fondation ou conférence des partisans de *La Commune*, 7 mars 1936, 19, 38, 47.
- Parti communiste de Pologne, 233.
- Parti communiste de Roumanie, 22.
- Parti communiste de Suède, 152.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie, Komniunistička strana Cekoslovenska, 35, 36 ; bureau politique, 35 ; fraction de gauche (Guttman), 35, 36.
- Parti communiste unifié d'Allemagne, Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, V.K.P.D., 179.
- Parti communiste de l'Union soviétique, P.C.U.S., ou Parti communiste russe, Rossijskaja, Kommunističeskaja partija (b) R.K.P., de 1918 à 1 9 2 5, Vsérossijskaja Kommunističeskaja partija, V.K.P., après 1925, cf. aussi à Parti bolchevique, 24, 74, 76, 136, 137, 154, 188, 189, 192, 194-196, 200, 241, 242 ; *XX' congrès, février 1956*, 94 ; *XXII' congrès, (1961)*, 94 ; comité central, 242 ; bureau politique, 242 ; groupe communiste français, 204 ; communistes de gauche, 174 ; opposition ouvrière, 136-138 ; décistes ou D.C., ou groupe centralisme démocratique, 137, 138 ; Opposition de gauche, 64, 72, 76, 136, 174, 192, 236 ; opposition zinoviéviste ou nouvelle opposition, 91, 136, 137 ; opposition de gauche unifiée, 95, 136, 137, 174 ; commission internationale, 174 ; tendance de droite, 76 ; « extrême droite » de l'opposition ou « conciliation », 273 ; opposition trotskyste ou b.l. ou léniniste, 24, 92, 133, 136, 137, 274 ;

- Croix-rouge de l'opposition, 274.
- Parti communiste de Yougoslavie, 93.
- Parti constitutionnel démocrate, ou Cadets, 124.
- Parti démocrate allemand, Deutsche Demokratische Partei, D.D.P., 120.
- Parti des coopérateurs ou parti Co-op (G.B.), 40, 233.
- Parti libéral britannique, 206.
- Parti national-socialiste allemand des travailleurs (parti nazi), Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.-D.A.P., 73, 120, 175, 200.
- Parti ouvrier belge, P.O.B., 20, 21, 26, 59, 62, 66-68, 97, 99, 100, 102, 103, 129, 146, 159, 161, 215, 229, 230, 239; aile droite, 59, 66 ; aile gauche ou Action socialiste, 59, 239 ; Action socialiste révolutionnaire, 26, 59, 63, 67, 97, 126, 129, 146, 161, 229, 230 ; groupe Dauge, 215.
- Parti ouvrier communiste d'Allemagne, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., 44.
- Parti ouvrier français, P.O.F., 82.
- Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne), Independent Labour Party, I.L.P., 20, 27, 37, 40, 49-51, 148, 149, 151-155, 163, 164, 167, 168, 205-208, 210, 233 ; *conférence de Pâques*, 27, 40, 205, 207, 210 ; comité national, 208 ; groupe parlementaire, 208 ; aile droite, 149 ; aile gauche, tendance Brockwavy, 207.
- Parti ouvrier internationaliste, P.O.I., section française de la L.C.I., 22, 29, 38 ; *congrès de constitution (fusion P.O.R.-P.C.I.)*, 1^{er} juin 1936, 22, 29, 38.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., 151.
- Parti ouvrier révolutionnaire, P.O.R., section française de la L.C.I. (31 mai 1936), 22, 38 ; *congrès de constitution, (conférence nationale G.B.L.-J.S.R.f)*, 31 mai 1936, 22.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreich, S.D.A.P.O. ou austromarxiste, 124, 151.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie, Balgarska Rabotničeska social-demokratičeska Partija, Tesnjaki (« étroits »), 77.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R., Rossijskaja social-demokraticeskaja Rabocaja partija, cf. aussi parti bolchevique et parti menchevique.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., section hollandaise de la L.C.I., 25-27, 34, 37, 39, 146, 154, 222, 223, 228-230, 232, 278.
- Parti ouvrier d'unification marxiste, Partido Obrero de Unificación marxista, P.O.-U.M. (Espagne), 26, 53, 149, 154, 155, 159, 160, 173, 174, 176, 177, 181, 182, 229; *conférence clandestine, Barcelone, fondation du P.O.-U.M.*, 25 sept. 1935, 176 ; gauche, 174, 229.
- Parti radical et radical-socialiste, 74, 107, 108, 111, 113-115, 117-119, 121.
- Parti républicain national, 115.
- Parti social-démocrate d'Allemagne, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.D.P., 120, 124, 150, 175.
- Parti social-démocrate d'Autri-

- che, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., 179.
- Parti social-démocrate de Hollande, Sociaal-democratische Partij, S.D.P., 34, 37.
- Parti social-démocrate de Pologne, Socialdemokracja Kroslewska Polsskiego i Litwy, S.D.K.P.L., 78.
- Parti social-démocrate suédois, 152 ; aile gauche, 152.
- Parti socialiste d'Amérique, Socialist Party of America, 19, 23, 24, 26, 33, 35, 54, 55, 84, 89, 90, 166, 172, 226, 229, 230 ; aile gauche, 35.
- Parti socialiste, S.F.I.O., 20-22, 39, 57, 81, 85, 99, 107, 113, 115, 117, 118, 120-122, 159, 236 ; *congrès de Tours, décembre 1920*, 81, 115, 117, 122 ; *congrès de Mulhouse, 7-9 juin 1935*, 39 ; conseil national S.F.I.O., 21 ; commission administrative permanente, C.A.P., 99, 236 ; fédération de la Seine, 122 ; tendance social-patriote, 67, 82 ; centre, 82, 122 ; minorité contre l'Union sacrée, 95 ; minorité de gauche, 236 ; néo-socialistes, 113 ; Bataille socialiste, 122 ; Gauche révolutionnaire, 122.
- Parti socialiste indépendant (Pays-Bas), Onafhankelijk socialistische partij, O.S.P., 37.
- Parti socialiste italien, (maximaliste), Partito socialista italiano, 151.
- Parti socialiste norvégien, 23.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne, Sozialistische Arbeiterpartei, S.A.P., 148-151, 155, 163, 164 ; minorité, 150.
- Parti socialiste ouvrier espagnol, Partido Obrero Socialista español, P.S.O.E., 21, 68, 149, 158, 175-177.
- Parti socialiste ouvrier indépendant, Niezależna Socjalistyczna Partia Pracy, N.S.-P.P., 51.
- Parti socialiste polonais, Polska Partia Socjalistyczna, P.P.S., 233 ; fraction b.l., 233.
- Parti socialiste révolutionnaire d'Autriche, cf. Organisation des socialistes révolutionnaires.
- Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair Socialistische Partij, R.S.P., 37, 39.
- Parti socialiste révolutionnaire de Russie, Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii, S.R., 119, 124, 132, 137, 189 ; de gauche, 95, 133.
- Parti socialiste suédois, 152.
- Parti socialiste unifié de Bulgarie, 151.
- Parti socialiste unitaire, Partidul Socialist unitar (Roumanie), 151.
- Parti socialiste unifié de Catalogne, Partido socialista Unificado de Cataluña, P.S.U.C., 21.
- Parti des travailleurs du Canada, Workers Party of Canada, W.P.C., 33, 156, 166.
- Parti des travailleurs des Etats-Unis, Workers Party of United-States, W.P.U.S., section américaine de la L.C.I., 19, 23, 25-27, 33-35, 54, 56, 89, 144, 166, 229, 230, 278 ; *conférence nationale ou congrès, 29 février et 1^{er} mars*, 19, 23, 33, 54 ; majorité « entriste » ou groupe Cannon-Shachtman, 34 ; minorité anti-entriste, ou groupe Muste, Spector, Abern, 23, 33, 34, 54.
- Parti travailliste, Labour Party, 27, 40, 50-52, 167, 168, 195, 210, 228, 229, 233 ;

- groupe parlementaire, 207, 208 ; organisations affiliées, 168 ; opposition internationaliste, 206 ; groupe Dewar ou groupe *Red Flag*, 27, 49-52, 167-169.
- Partido Obrero de Unificaciôn Marxista, P.O.U.M., cf. Parti ouvrier d'unification marxiste.
- Phalanges espagnoles, 19.
- Revolutionair Socialisten Jeugd Verbond, R.S.J.V., jeunesses socialistes révolutionnaires, 227.
- Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., cf. Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.
- Revolutionair Socialistische Partij, R.S.P., cf. Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas).
- Secrétariat d'Amsterdam ou hollandais, cf. Comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».
- Secrétariat international, ou S.I., cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste.
- Secrétariat des organisations pour la IV', cf. Comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».
- Secrétariat de la IV' Internationale, cf. Comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».
- Socialist League, cf. Ligue socialiste.
- Socialist Party, cf. Parti socialiste américain.
- Socialistes révolutionnaires russes, S.R., cf. Parti socialiste révolutionnaire.
- Société des « Amis de la Russie » ou de l'U.R.S.S., 199, 275.
- Société Fabienne, 199.
- Sozialistische Arbeiterpartei, S.A.P., cf. Parti socialiste ouvrier.
- Sociadcmokracija Krosletswa Polskiego i Litvy, S.D.K.-P.L., cf. Parti social-démocrate polonais.
- Société des Nations, S.D.N., 19, 51, 73, 75, 76, 79, 116, 152, 160, 176.
- Société des Vieux-bolcheviks, cf. Vieux-bolcheviks.
- Soviets de Russie (1917), 174, 187-189.
- Soviet suprême, 21.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Spartacus Youth League, cf. Ligue Spartacus de la Jeunesse.
- Spartakusbund, cf. Ligue Spartakus.
- Syndicats américains, 40, 233.
- Syndicats britanniques, 125.
- Syndicats bulgares (liés aux Tesnjaki), 77.
- Syndicats indépendants, 100.
- Syndicats réformistes, 100, 101, 227, 228.
- Tchéka, 94, 95, 132, 273.
- Trade-Union congress, T.U.C., 51, 125.
- Travailleurs industriels du monde, Industrial Workers of the World, I.W.W., 35.
- Tribunistes hollandais (*De Tribune*), 124.
- Trotskyistes, cf. Bolcheviks-léninistes ou L.C.I. et ses sections.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
- Union communiste, 167.
- Union générale des travailleurs, U.G.T. (Espagne), 68.

Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, V.K.P.D., cf. Parti communiste unifié d'Allemagne.	Workers Party of the United States, W.P.U.S., cf. Parti des travailleurs des Etats-Unis.
Vieux-bolcheviks, 21, 74, 94, 137, 272, 273, 274.	Young People Socialist League, Y.P.S.L. (ou Yipsel), Ligue des jeunes socialistes (G.B.), 229.
Volontaires nationaux, 75.	
Workers Party of Canada, W.P.C., cf. Parti des travailleurs du Canada.	Zimmerwald, mouvement ou bloc de, cf. aussi conférence de Zimmerwald.

INDEX DES SUJETS ET THÈMES ÉVÉNEMENTS ET PAYS

- Abstention électorale, 49, 57.
 Allemagne, 44.
 Autriche. Social-démocratie, 148.
- Belgique. Construction du parti,
 97, 146, 161, 236.
 Entrisme dans le P.O.B.; 66,
 97, 126, 129.
 Réformisme, 59, 62, 66,
 126.
 Bonapartisme, 105, 173.
 Bureau de Londres, 148, 205.
 Bureaucratie stalinienne, voir
 aussi : Stalinisme, 187, 252. !
- Centrisme, 148, 205.
 Classe sociale/Parti, 187.
 Clique, 148.
- Défaitisme révolutionnaire, 66.
 Démocratie bourgeoise/Démo-
 cratie soviétique, 187.
 Dictature du prolétariat, 187.
- Edition (Œuvres de Trotsky), 64,
 80, 139, 141, 142, 203, 211,
 212, 216, 217, 219, 245,
 248, 249, 265, 267.
- Election. Boycott voir : Abstention
 électorale.
- Entrisme, voir aussi : aux noms
 des différents pays, 49, 54, 66,
 97, 167, 227.
- Espagne. Centrisme, 158, 181.
 Construction du parti, 173,
 181.
 Situation politique, 173.
- Etat, 105.
 Etat/Transition (Période de),
 187.
- Etats-Unis. Entrisme dans le
 P.S., 33, 35, 54, 89, 232.
- Ethiopie, voir : Italo-Ethiopien-
 ne. Guerre.
- Fascisme, 105.
 Franc-Maçonnerie, 105.
- France. Construction du parti,
 35, 40, 47, 236.
 Front-Populaire, voir :
 Front Populaire.
 Voir : France. Situation poli-
 tique.
 Groupe Bolchevik-Léniniste.
 Crise, 35, 40, 85, 86,
 130, 165, 170.
 Groupe Bolchevik-Léniniste.
 Fonctionnement, 88,
 104, 184, 249, 259.
 Groupe *La Commune*,
 voir aussi : France. G.B.L.
 Crise, 31, 35, 47, 85, 86,
 104, 130, 184.
 Parti radical, 105.
 Situation politique, 43, 105.
 Syndicalisme révolutionnaire,
 261.
 Front-Populaire, 105, 173.
- Grande-Bretagne. Construction
 du Parti, 49, 163.
 Elections. Boycott, 49.
 Entrisme dans l'I.L.P., 40,
 49, 163.
 Entrisme dans le L.P., 49,
 167.
- Guerres. Causes, 70, 105, 205.
 Guerre mondiale (Première).
 Mouvement ouvrier, 81.

- Illégalité, 97.
 Italo-éthiopienne (guerre), 205.
 Japon/U.R.S.S., 70.
 Jeunesse (Travail dans la), 54, 97, 167, 181, 227.
 Kirov (Affaire), 93.
 Laval-Staline (Accords), 70, 105.
 Masse (Travail de)/Propagande, 54.
 Menchevisme, 236, 245, 251.
 Organisation (Problèmes d'), 130.
 Pacifisme, 66, 70, 205.
 Parti/Classe sociale, 187.
 Parti/Syndicat, 97, 227.
 Partis communistes. Croissance, 276.
 Pays-Bas. Entrisme, 227.
 Répression, 33.
 Pologne. Entrisme dans le P.S., 232.
 Propagande/Masse (Travail de), 54.
 Quatrième Internationale, 49, 148.
 Quatrième Internationale. Construction, 47, 171, 222, 225.
 Fonctionnement, 89.
 Revue, 144, 179, 219.
 Révolution/Guerre, 70.
 Révolution mondiale, 70.
 Secrétariat international. Fonctionnement, 84, 130, 146, 158, 184, 257.
 Secte, 148.
 Situation politique internationale, 70, 105.
 Social-Démocratie, 105.
 Soviet, voir : Démocratie bourgeoise/Démocratie soviétique.
 Stakhanovisme, 136.
 Stalinisme. Dénonciation, 261.
 Falsification historique, 132.
 Suffrage universel, 187.
 Syndical (Travail), 227.
 Syndicalisme, 97, 261.
 Syndicat/Parti, voir : Parti/Syndicat.
 Tactique politique, 66.
 Transition (Période de)/Etat, voir aussi : Dictature du prolétariat, 187.
 Trotsky. Œuvres, voir Edition (Œuvres de Trotsky).
 Trotskysme, 86.
 Ukraine. Question nationale, 156.
 U.R.S.S. Camps de concentration, voir aussi : U.R.S.S. Répression.
 Constitution, 187, 269.
 (Défense de l'), 57, 70.
 U.R.S.S./Japon, 70.
 U.R.S.S. (Nature de l'), 64, 136, 187.
 Opposition de gauche, 44, 136, 245, 269.
 Politique étrangère, 70.
 Répression, voir aussi : U.R.S.S. Camps de concentration, 254, 269.
 U.R.S.S. Révolution russe. 1917, 132.
 Soviets, 187.